

**T.C.
GALATASARAY ÜNİVERSİTESİ
SOSYAL BİLİMLER ENSTİTÜSÜ
KAMU HUKUKU ANABİLİM DALI**

**TÜRK CEZA HUKUKUNDA BANKA VEYA
KREDİ KARTLARININ KÖTÜYE
KULLANILMASI SUÇU**

YÜKSEK LİSANS TEZİ

Eda TAŞTEMÜR

Tez Danışmanı: Doç. Dr. E. Eylem Aksoy RETORNAZ

HAZİRAN 2021

ÖNSÖZ

Bu çalışmada banka veya kredi kartlarının kötüye kullanılması suçu incelenmiştir. Bu suçla ilgili doktrinde ve uygulamada yer alan temel tartışmaların ortaya konulması ve bunlara farklı bir bakış açısı getirilmesi amaçlanmıştır.

Tez çalışmam boyunca, tezimi satır satır okuyarak sabırla bana yol gösteren ve karşılaştığım tüm zorluklara karşı benden manevi desteğini esirgemeyen saygıdeğer hocam ve danışmanın Doç. Dr. Emine Eylem Aksoy RETORNAZ'a en içten duygularıyla teşekkür ederim. Tez konumu belirlemede bana sağladığı vizyon için saygıdeğer hocam Doç. Dr. Pınar MEMİŞ KARTAL'a teşekkürü borç bilirim. Eğitim hayatım boyunca bana güvenen ve hep yanımda olan aileme teşekkür ederim.

Bu tez çalışması TÜBİTAK tarafından desteklenmiştir.

İÇİNDEKİLER

ÖNSÖZ	ii
İÇİNDEKİLER	iii
KISALTMALAR	vi
LE RÉSUMÉ.....	viii
ABSTRACT	xiii
ÖZET	xviii
GİRİŞ	1
BİRİNCİ BÖLÜM: TEMEL KAVRAMLAR	7
I. Bilişimle İlgili Kavramlar	7
A. Bilişim ve Bilişim Sistemi	8
B. Bilgisayar	10
C. İnternet	13
D. Veri	13
E. Bilişim Suçu	15
II. Kartlı Ödeme Sistemiyle İlgili Kavramlar	20
A. Kartlı Sistem Kuruluşları	20
B. Kart Hamili	21
C. Kart Çıkaran Kuruluş	22
D. Üye İşyeri.....	23
E. Banka Kartı	24
F. Kredi Kartı.....	26
1. Kredi Kartı Sistemleri	27
a. İki Taraflı Sistem	28
b. Üç Taraflı Sistem.....	29
c. Genişletilmiş Üç Taraflı Sistem	30
2. Kredi Kartı Türleri	31
a. Bireysel Kart- Firma Kartı.....	31
b. Asıl Kart- Ek Kart	32
c. Ortak Kartlar	33
d. Sanal Kart	34
e. Çipli Kart	35

G. Elektronik Bankacılık	36
İKİNCİ BÖLÜM: GERÇEK BANKA VEYA KREDİ KARTININ KÖTÜYE KULLANILMASI SUÇU (TCK MD. 245/1).....	39
I. Korunan Hukuki Değer	39
II. Suçun Unsurları	43
A. Maddi Unsur	43
1. Fail	43
2. Mağdur	44
3. Suçun Konusu	49
4. Hareket	51
5. Netice	61
B. Manevi Unsur	63
C. Hukuka Aykırılık Unsuru	64
III. Suçu Etkileyen Haller	66
IV. Cezayı Kaldıran veya Azaltan Sebepler	66
A. Şahsi Cezasızlık Sebepleri	66
1. Hakkında Ayrılık Kararı Verilmemiş Eş Zararına İşlenmesi.....	68
2. Üst Soy ve Alt Soyun veya Bu Derecede Kayın Hısımlarından Biri veya Evlat Edinen veya Evlatlık Zararına İşlenmesi	69
3. Aynı Konutta Birlikte Yaşayan Kardeş Zararına İşlenmesi.....	70
B. Etkin Pişmanlık	71
V. Suçun Özel Görünüş Halleri.....	75
A. Teşebbüs	75
B. İştirak	79
C. İçtima	81
VI. Yaptırım ve Muhakeme.....	92
ÜÇÜNCÜ BÖLÜM: BAŞKALARINA AİT BANKA HESAPLARIYLA İLİŞKİLENDİRİLEREK SAHTE BANKA VEYA KREDİ KARTI ÜRETİLMESİ, SATILMASI, DEVREDİLMESİ, SATIN ALINMASI VEYA KABUL EDİLMESİ SUÇU (TCK MD. 245/2).....	93
I. Korunan Hukuki Değer	93
II. Suçun Unsurları	95
A. Maddi Unsur	95
1. Fail	95
2. Mağdur	96
3. Suçun Konusu	97
4. Hareket	100
5. Netice	107

B. Manevi Unsur	108
C. Hukuka Aykırılık Unsuru	110
III. Suçu Etkileyen Haller	111
IV. Suçun Özel Görünüş Halleri	111
A. Teşebbüs	111
B. İştirak	114
C. İçtima	116
V. Yaptırım ve Muhakeme	120
DÖRDÜNCÜ BÖLÜM: SAHTE OLUŞTURULAN VEYA ÜZERİNDE	
SAHTECİLİK YAPILAN BİR BANKA VEYA KREDİ KARTINI KULLANMAK	
SURETİYLE YARAR SAĞLANMASI (TCK MD. 245/3).....	
I. Korunan Hukuki Değer	122
II. Suçun Unsurları	123
A. Maddi Unsur	123
1. Fail	123
2. Mağdur	123
3. Suçun Konusu	125
4. Hareket	126
5. Netice	128
B. Manevi Unsur	129
C. Hukuka Aykırılık Unsuru	130
III. Suçu Etkileyen Haller	130
IV. Suçun Özel Görünüş Halleri	131
A. Teşebbüs	131
B. İştirak	133
C. İçtima	134
V. Yaptırım ve Muhakeme	140
SONUÇ	141
KAYNAKÇA	152
ÖZGEÇMİŞ	174

KISALTMALAR

a.g.e.:	Adı Geçen Eser
BDDK:	Bankacılık Düzenleme ve Denetleme Kurumu
BKKKK:	Banka Kartları ve Kredi Kartları Kanunu
BKM:	Bankalararası Kart Merkezi
Bknz.:	Bakınız
C.:	Cilt
CD.:	Ceza Dairesi
CMK:	Ceza Muhakemesi Kanunu
çev.:	Çeviren
E.:	Esas
edit.:	Editör
İÜHFM:	İstanbul Üniversitesi Hukuk Fakültesi Mecmuası
K.:	Karar
m.:	Madde
No.:	Numara
s.:	Sayfa
S.:	Sayı
T.:	Tarih
TBB:	Türkiye Barolar Birliği
TCK:	5237 Sayılı Türk Ceza Kanunu
TDK:	Türk Dil Kurumu
TMK:	Türk Medeni Kanunu

vd.:	Ve devamı
Y.:	Yıl
YCGK:	Yargıtay Ceza Genel Kurulu



LE RÉSUMÉ

Le sujet de cette thèse est le délit d'utilisation abusive des cartes bancaires ou de crédit en droit pénal turc. Ce crime est réglementé par l'article 245 du Code pénal turc. Il y a essentiellement trois crimes distincts dans cet article. Dans le premier alinéa il s'agit du délit d'obtention d'avantages illicites par l'utilisation d'une véritable carte bancaire ou de crédit appartenant à quelqu'un d'autre ; dans le deuxième alinéa il s'agit du délit de production d'une fausse carte bancaire ou de crédit et dans le troisième alinéa il s'agit du délit de fournir des avantages illégaux en utilisant une fausse bancaire ou de crédit. Aux quatrième et cinquième alinéa de l'article, les raisons de l'impunité personnelle et du remords effectif qui seront appliqués au premier alinéa sont réglementées. Dans cette étude, les éléments de ces crimes ont été expliqués en détail conformément à la pratique du pouvoir judiciaire et la doctrine et les questions controversées qui n'ont pu faire l'objet d'un consensus ont été soulignées.

Afin de mieux déterminer la portée des crimes visés à l'article 235 du Code pénal turc, les concepts de base liés à ces crimes sont expliqués dans la première partie. Cet article a été réglementé avec la cybercriminalité conformément à la systématique de la loi. Les cybercrimes sont différents des crimes traditionnels en termes de manière dont ils sont commis de leur suivi et de leurs effets, ils nécessitent donc une réglementation spécifique. Les cartes bancaires ou de crédit pouvant être utilisées via un guichet automatique, un dispositif de point de vente, un ordinateur ou un téléphone, qui ont la fonction de système de communication, font l'objet des crimes étudiés dans cette étude. Dans la doctrine, il est indiqué que la valeur juridique qu'elle protège est le droit de propriété, puisque ce crime est principalement commis contre les biens et devrait être réglementé dans la section des crimes contre les biens. Cependant, comme l'utilisation de ces cartes nécessite l'utilisation d'un système d'information, le crime a les caractéristiques d'un cybercrime. En outre, il convient d'admettre que parmi les trois crimes distincts de l'article 235 du Code pénal turc, en particulier le crime au deuxième alinéa ne présente pas les caractéristiques d'un crime contre la propriété. Au lieu de classer les cybercrimes dans différentes sections en fonction des intérêts qu'ils protègent, le législateur a adopté la méthode consistant à classer ces crimes dans une section distincte et à classer ces trois crimes ensemble, qui protègent des intérêts différents. Par conséquent, il est admis que la section dans laquelle ces trois crimes, qui sont mélangés en termes d'avantage juridique qu'ils protègent, sont réglementés, est correcte. Il est nécessaire d'expliquer les concepts de base de l'informatique afin de comprendre les discussions faites dans la doctrine, notamment en ce qui concerne la nature de la cybercriminalité, qui guide la réglementation et l'interprétation de la criminalité. Pour cette raison, les concepts liés à l'informatique sont expliqués dans la première partie du premier chapitre intitulé concepts de base.

De nos jours, l'utilisation des cartes bancaires et de crédit dans la vie de tous les jours pour faire des achats est devenue assez courante, car elle offre la possibilité d'acheter des biens et des services sans payer en espèces comme moyen de paiement par carte. Les cartes bancaires et de crédit, qui sont les objets du système de paiement sans avoir d'espèce, ce sont des concepts qui doivent être définis car ils font l'objet d'un crime qui sollicite un examen minutieux. Les sujets de ce système sont les parties

qui mettent en place le système et assurent le fonctionnement du système en y participant. Dans le deuxième paragraphe de la première partie, les sujets et les sujets du système de paiement par carte sont expliqués et visent à mieux comprendre les éléments tels que le sujet et la victime du crime et les effets du crime.

Dans cette étude, trois crimes, qui sont soumis à l'article 235 du Code pénal turc, sont examinés respectivement. Tout d'abord, l'abus de véritable carte bancaire ou de crédit est réglementé au premier alinéa. Ce crime est commis avec l'utilisation d'une véritable carte bancaire ou de crédit appartenant à quelqu'un d'autre contre le consentement du titulaire ou de la personne à qui la carte doit être remise. Dans la deuxième partie de l'étude, les éléments de ce crime ont été évalués selon la doctrine et la pratique de la Cour suprême.

Avant l'entrée en vigueur de l'article 235 du code pénal turc, les actes qui entreraient dans le champ d'application de ce délit étaient réprimés au titre du délit d'obtention d'avantages illégaux par le biais du système d'information de l'article 525/b-2 du code pénal turc. Cette disposition ne coïncide pas totalement avec la réglementation actuelle. Dans une décision de l'assemblée générale pénale de la Cour suprême, l'obtention d'avantages illégaux avec des cartes bancaires ou de crédit a été évaluée dans le cadre de l'article 525/b-2 du Code pénal turc. Après cette décision, en particulier dans les cas où différentes méthodes ont été utilisées pour saisir la carte, les débats sur la question de savoir si cet article couvre de tels actes dans la doctrine se sont poursuivis. Afin de mettre fin aux discussions sur la doctrine et sa pratique le crime des abus de cartes bancaires ou de crédit est réglementé à l'article 45 du Code pénal turc n° 5237. Dans la justification de l'article, il est précisé que cette situation est réglementée comme un délit qui a la même finalité et protège les mêmes valeurs juridiques que le vol, l'escroquerie, l'abus de confiance et la contrefaçon. Dans l'étude, l'accent a été mis sur les trois crimes, différentes décisions judiciaires qui changent selon les différentes formes d'exécution des actes, la détermination de savoir si le but du crime a été atteint ou non et donc les études de la doctrine ont été examinées.

Grâce aux développements technologiques, l'infrastructure qui permet l'utilisation des cartes bancaires et de crédit sur Internet a été créée, et ainsi les transactions peuvent être effectuées avec les informations de la carte même si la carte n'est pas physiquement disponible. La Cour de cassation considère les actes consistant à tirer profit de l'utilisation des informations de carte de crédit obtenues d'une manière ou d'une autre contre le consentement se situe dans le cadre de l'infraction visée à l'article 245/1 du Code pénal turc. Cependant, il reconnaît que ce crime ne se produit pas si des avantages illégaux sont fournis par le biais de services bancaires électroniques et de cartes bancaire. Dans l'étude, il a été tenté de montrer que les informations de carte bancaire, telles que les informations de carte de crédit, peuvent être utilisées dans les services bancaires en ligne et offrent la possibilité d'économiser sur la carte, en définissant les cartes de débit et de crédit et en expliquant les systèmes de paiement par carte, dans un premier volet où les domaines d'application des cartes se développent progressivement. En ce sens, comme il n'y a pas de différence entre les deux cartes, la saisie d'informations bancaires ou de carte de crédit doit également être considérée comme faisant partie de la saisie de la carte, et il faut supposer que ce crime se produira si des avantages illégaux sont obtenus à la suite de l'utilisation non autorisée de ces informations.

Pour que le crime soit commis conformément à l'article 245/1 du Code pénal turc, il doit être utilisé contre le consentement du titulaire ou de la personne à qui la carte doit être remise avant la délivrance. Il existe différentes opinions dans la doctrine quant à savoir si l'absence de consentement doit être acceptée dans l'élément matériel dans le cadre de l'intention ou dans l'élément d'illégalité. Ici, il est utilisé pour caractériser l'acte d'utilisation de la carte, qui est un élément du type de consentement, qui est un motif de conformité à la loi. Étant donné que l'expression d'un usage non consensuel n'est pas utilisée comme une expression générale qui qualifie l'ensemble du crime, mais seulement comme une expression spéciale qui qualifie le mouvement typique, il faut accepter que l'absence de consentement est réglementée dans le but de l'inclusion dans le mouvement typique, pas dans le but de mettre en évidence et de guider le juge. Pour cette raison, l'examen du consentement a été effectué dans l'élément matériel.

Il est possible de commettre plusieurs infractions visées à l'article 245/1 du Code pénal turc. La notion de victime prend de l'importance dans la détermination de cette situation. La Cour de cassation a déclaré que le nombre de cartes constituerait un crime et que si plus d'une carte est utilisée, plus d'un crime est commis ; Il a rendu différentes décisions dans lesquelles il accepte que dans les cas où les cartes d'une même personne appartenant à des banques différentes sont utilisées, un crime en chaîne ne se produira pas et qu'il y aura un crime autant que le nombre de banques. Plus tard, avec la décision de l'Assemblée générale pénale de la Cour suprême en 2011, il a été admis que la victime du crime visé à l'article 245/1 du Code pénal turc était le titulaire de la carte dont les avoirs avaient diminué, et donc, si différentes cartes bancaires ou de crédit de la même personne ont été utilisées à des moments différents, la disposition relative aux infractions en chaîne s'appliquerait. Après la décision, les décisions ont continué à être prises pour que la disposition relative aux délits en chaîne soit appliquée dans les cas où un avantage a été obtenu par une mauvaise utilisation de la carte avant qu'elle ne soit délivrée au titulaire, si la banque a été victime et si elle a été utilisée à des moments différents. Encore une fois, dans les crimes commis avant la remise de la carte, il est indiqué que le consentement de la banque victime doit être demandé afin de mettre en œuvre la disposition de remords efficace. Mais si le crime a été commis après la livraison de la carte, le titulaire de la carte est considéré comme une victime et, par conséquent, les dispositions du crime en série sont appliquées. La victime de ce crime est généralement le titulaire de la carte. Cependant, au stade où la carte n'a pas été délivrée au titulaire et le numéro de carte n'a pas été notifié, l'émetteur de la carte dont les avoirs ont diminué puisque le titulaire de la carte n'a pas encore été responsable de la carte sera considéré comme victime. Lorsqu'il y a une diminution des actifs du titulaire, si les cartes d'un même titulaire sont utilisées à des moments différents dans le cadre de l'exécution d'une décision criminelle, ou si le bénéfice est obtenu, le crime sera considéré comme un crime commis en série. Le fait que les cartes d'un même titulaire aient été émises par des organisations différentes n'a pas d'importance en termes de nombre de délits. Cependant, si la carte de plus d'un détenteur est utilisée, il y aura autant de crimes que le nombre de détenteurs. En revanche, dans les cas où la banque subit une perte, une décision sera prise en examinant si ce crime a été commis contre la même banque à des moments différents. Peu importe si plusieurs cartes appartenant à la même banque appartiennent à des titulaires différents. Birden fazla bankaya ait kart kötüye kullanıldığında ise banka sayısınca suç oluşacaktır.

Afin d'éliminer les doutes quant à savoir si différents types de délits se produiront selon la méthode de saisie de la carte, le premier paragraphe mentionne la personne qui saisit la carte, "quoi qu'il en soit." Cependant, avec ce règlement, les discussions ne pouvaient pas être complètement évitées et lorsque la carte a été saisie pour un autre crime, la relation entre ce crime et le crime de l'article 245/1 du Code pénal turc a continué à être discutée. En particulier, l'étude a porté sur les questions de savoir s'il existe une relation entre le crime composé ou la relation intellectuelle discutée dans la doctrine. Il a été déterminé que les actions pour saisir la carte ne sont pas réglementées d'une manière claire qui exigerait qu'elle soit acceptée comme un élément d'action dans le type de crime. L'action de l'exécution du crime commence par les actions visant à utiliser la carte saisi contre le consentement. Par conséquent, le crime commis à ce stade constituera un crime distinct et les dispositions de la tentative ne s'appliqueront pas, car la personne attrapée à ce stade et incapable de faire des mouvements pour utiliser la carte n'a pas encore entamé de mesures d'exécution. Pour cette raison, lorsque la saisie de la carte constitue un crime distinct, il est nécessaire de reconnaître qu'il existe une réelle relation interne entre ces crimes et d'être puni séparément du crime commis lors de la saisie de la carte et de l'article 245 du Code pénal turc.

Le délit de production, de vente, de transfert, d'achat ou d'acceptation d'une fausse carte bancaire ou de crédit en s'associant aux comptes bancaires d'autrui, qui est réglementé au deuxième alinéa de l'article, ne se trouve pas sur une véritable carte bancaire ou de crédit, mais sur de fausses cartes bancaires ou de crédit produites en s'associant au compte bancaire d'autrui. Dans la troisième section, le crime contenu dans l'article 245/2 du Code pénal turc est expliqué en détail. Étant donné que l'infraction visée à l'article 245/2 du Code pénal turc est une infraction mobile connexe, il convient d'accepter que d'autres actions, telles que la possession d'une fausse carte, qui ne sont pas énumérées dans ce paragraphe, ne constituent pas cette infraction. Il a été discuté dans la doctrine si l'acceptation de la carte comprend également la détention de la carte. Le concept d'acceptation est pertinent dans les cas où la carte change de main à la réception de quelqu'un d'autre. Cependant, si la carte a été retrouvée ou volée, on ne peut pas dire que la carte a été acceptée. Pour cette raison, il serait contraire au principe de légalité de pénaliser la personne pour avoir accepté une fausse carte simplement parce qu'elle possède une fausse carte.

En commettant le crime visé à l'article 245/2 du Code pénal turc par le biais d'une fausse demande, une demande de carte est faite avec de fausses informations ou une demande de carte non autorisée est faite au nom de quelqu'un d'autre même si un faux document n'est pas présenté. Il existe des opinions différentes dans la doctrine quant à savoir si la carte produite de cette manière est une fausse carte et si elle constitue ce type de crime. On a tenté d'apporter une perspective différente en expliquant les points de vue de la doctrine et de la pratique de la Cour suprême. La personne qui a demandé une carte et signé le contrat de carte et la personne qui a émis la carte à son nom ne sont pas les mêmes. En même temps, le contrat pour la demande de carte est invalide, car ce n'est pas sur la demande de la personne que a été établi le contrat. Ici aussi, il y a une fausse carte produite sur la base d'un contrat invalide avec une demande irréal. L'entreprise qui produit cette carte est utilisée comme outil. Pour cette raison, si une carte bancaire ou de crédit ou une carte supplémentaire qui leur est liée est émise avec des informations appartenant à quelqu'un d'autre, l'auteur est considéré comme un auteur indirect du crime prévu à l'article 245/2 du Code pénal turc.

Le délit d'obtention d'avantages en utilisant des cartes bancaires et de crédit frauduleuses au troisième alinéa de l'article est également commis sur la fausse carte comme au deuxième alinéa, cependant, la fausse carte en question ne doit pas nécessairement être associée au compte de quelqu'un d'autre. Comme dans le crime contenu dans le premier alinéa, la personne qui commet le crime est accusé d'utiliser des cartes et d'obtenir des avantages. Dans le quatrième chapitre, le crime visé à l'article 245/3 du Code pénal turc est expliqué en détail.

Il existe des points de vue différents dans la doctrine sur la relation entre ces deux crimes, ce crime transitoire et que de véritables règles de conflit doivent être appliquées si les actions des 2e et 3e alinéa de l'article 245 du Code pénal turc si les actes sont exécutés ensemble. Dans ses précédents arrêts, la Cour de cassation a appliqué les dispositions d'une véritable convention sociale et prononcé des sanctions au titre des deux clauses. En 2017, dans la décision de l'Assemblée générale de la Cour suprême d'appel, il a été admis qu'il existait une relation de crime de passerelle entre les deux paragraphes et il a été déclaré que seul le 3e paragraphe devrait être commis. Plus tard, la Cour suprême s'est également détournée de cette jurisprudence et a déclaré que de vraies règles de société devraient être appliquées en 2020. Par conséquent, il a été déterminé que la Cour de cassation n'a pas une application stable concernant la question. Afin de clarifier la relation entre les deux crimes, les points de vue de la doctrine et de la pratique ont été expliqués et la relation entre les crimes a été examinée. Après les explications apportées en termes de détermination de la relation entre ces crimes, qui peuvent se produire très souvent dans la pratique, le travail a été achevé avec les explications relatives à la sanction et au procès prescrites par le type conformément à la méthode d'enquête pénale utilisée dans l'étude des trois crimes.

ABSTRACT

The subject of this thesis is the crime of misuse of debit or credit cards in the Turkish Criminal Code (TCC). This crime is regulated in TCC article 245. There are basically three separate crimes in this article. These are the crime of providing unlawful benefit by using a real debit or credit card belonging to someone else in the first paragraph; the crime of producing, selling, transferring, purchasing or receiving a counterfeit debit or credit card in the second paragraph and the crime of providing unlawful benefit by using a counterfeit debit or credit card in the third paragraph. In the fourth and fifth paragraphs of the article, personal circumstances which abolish the penalty and active remorse are regulated. In this study, while the elements of these crimes are explained in detail in line with jurisprudence of the courts and doctrine, controversial issues are emphasized.

In order to better determine the scope of the crimes in TCC art. 245, the basic concepts related to these crimes are explained in the first chapter. This article has been regulated together with cyber crimes in accordance with the systematic of the law. Since cyber crimes differ from traditional crimes in terms of their effects, the way they are committed and the way they are investigated, they require specific regulations. Debit or credit cards that can be used via ATMs, POS terminales, computers or cellphones, which have the characteristics of an information system, are the subject of the crimes examined in this study. It is stated in the doctrine that since these crimes are mainly committed against property, the legal value protected by art. 245 is the right of property and it should be regulated under the section of the offences against property. Nonetheless, the use of these cards necessitates the use of an information system, so the crime has the characteristics of a cybercrime. In addition, there are three separate crimes in art. 245, it must be accepted that the offense in the second paragraph, in particular, does not have the characteristics of a offence against property. Instead of regulating cyber crimes in different sections according to the legal value that they protect, the legislator adopted the method of regulating these crimes together in one section in spite of the fact that they protect different legal values. Therefore, it is accepted that the section in which these three crimes, are regulated, is correct. It is necessary to explain the basic concepts of informatics in order to understand the discussions made in the doctrine, especially regarding the nature of cybercrime, which guides the regulation and interpretation of art 245. For this reason, in the first part of the first chapter called basic concepts, the concepts related to informatics are explained.

Today, as a tool of the card payment system, debit and credit cards in shopping life has become very common as they offer the opportunity to purchase goods and services without paying cash. Debit and credit cards, which are the objects of the card payment system, are concepts that have to be defined because they constitute the subject of the crimes that are explained in this thesis. The subjects of this system are the parties that set up the system and ensure the operation of the system by taking part in it. In the second part of the first chapter, the objects and the subjects in the card

payment system are explained, and it is aimed to understand more clearly the elements such as the subject and victim of the crime and the effects of the commission of the crime.

In this study, the three crimes that regulated under art. 245 are examined respectively. First of all, the misuse of real debit or credit card is regulated in the first paragraph. With this crime, it is formed by the use of a real debit or credit card belonging to someone else against the consent of the holder or the person to whom the card should be given. In the second chapter of the study, the elements of this crime were evaluated in the light of the doctrine and the jurisprudence of the Supreme Court.

Before the entry into force of art. 245, criminal acts that fall within the scope of this crime was punished under the crime of obtaining unlawful benefit through the information system in the Article 525/b-2 of the former Turkish Criminal Code no 765. This provision does not fully coincide with the current regulation. Obtaining unlawful benefit from debit or credit cards in a decision of Supreme Court evaluated within the scope of 525/b-2. After this decision, especially in cases where different methods were used to seize the card, the debates about whether this article covers such acts in the doctrine continued. In order to conclude the discussions in the doctrine and practice, the crime of misuse of debit or credit cards was regulated in art. 245 with TCC no 5237. As the ratio legis of the article, it is stated that these crimes are regulated as with the same purpose and to protect the same legal values as the crimes of theft, abuse of trust, theft by deception and counterfeiting. In the study, in terms of all three crimes, different judicial decisions that change according to the various execution forms of the acts and the studies in the doctrine are examined and the determination of whether the purpose of the crime has been achieved or not, is emphasized.

Thanks to technological developments, the infrastructure that enables the use of debit and credit cards over the internet has been created, and thus transactions can be made with card details even if the card is not physically available. The Supreme Court of Appeals is considers that the acts of gaining benefit by using the credit card details against consent, is within the scope of the crime under art. 245/1. However, it accepts that this crime does not occur in case of illegal benefit from electronic banking and usage of debit card details. In the study, by making the definitions of debit cards and credit cards and explaining the card payment systems, in the first chapter, it has been tried to show that debit card details, such as credit card details, can be used in electronic banking and it provides the opportunity to make transactions with the card where the application areas of the cards are gradually developing. In this sense, since there is no difference between the two cards in terms of the power of their details, the seizure of bank or credit card information should also be considered within the scope of the seizure of the card itself, and it should be accepted that this crime will occur if an unlawful benefit is obtained as a result of the use of card details against consent.

In order for the crime in art. 245/1 to occur, debit or credit cards must be used against the consent of the holder or the person to whom the card should be given. There are different opinions in the doctrine as to whether the absence of consent should be accepted within the mater of actus reus element of this crime or within the scope of the illegality. The consent which generally is a justification reason, is used to characterize the act of using the card, which is an element in the type of the crime under at. 245/1. In the wording of the crime, the consent is not used as a general

expression describing the entire offense but only as a specific expression describing a part of typical criminal act. This is why it should be accepted that the absence of consent is intended to be included in the element of the criminal action, not for the purpose of emphasizing and guiding the judge to examine the consent as a justification reason. For this reason, the the consent should be examined not under the illegality as a justification reason, but under the actus reus element of the crime,

It is possible to commit the crime under art. 245/1 as successive offences. The concept of victim gains importance in the determination of the successive offences. The Supreme Court of Appeals stated that the number of crimes equals to the number of the bank cards used against consent; when more than one card is used, more than one crime will occur; in the cases when same holder's different cards issued by different banks are used, successive offence will not occur because there will be separate crimes equals to the number of banks. Later, The Supreme Court General Assembly, made a decision that the victim of the crime in 245/1 is the card holder whose property have decreased, and therefore, if different bank or credit cards of the same person are used at different times, the successive offences provision will be applied. However, after this decision, The Court continued to accept the bank is victim of the crimes committed before the card is delivered to the holder, and successive offences provision should be applied when the cards issued by same bank are used at different times. It is also stated that in crimes committed before the delivery of the card, the consent of the victim bank should be given for the active remorse provision to be applied. However, if the crime has been committed after the delivery of the card, the card holder is considered to be the victim, and the successive offence provisions should be applied accordingly. The victim of this crime is usually the cardholder. However, at the stage where the card has not been delivered to the cardholder and the card number has not been reported, the card issuer bank whose property have damaged should be considered as victim since the cardholder's responsibility for the card has not arisen yet. If the cards of a single holder are used at different times with the decision of committing one crime, these crimes are accepted as successive offences. The fact that the cards of the same holder were issued by different organizations does not matter in terms of the number of crimes. However, if more than one holder's card is used, there will be as many crimes as the number of holders. On the other hand, in cases where the bank suffers a loss, decision about successive offence will be made by examining whether this crime has been committed against the same bank at different times. It will not matter if more than one card belonging to the same bank, belongs to different holders. If cards belonging to more than one bank are misused, the number of crimes that occur will equal to the number of the issuer banks.

In order to eliminate the doubts as to whether different crime types will occur according to the method of acquiring the card, the first paragraph mentions that perpetrator's way to acquire or retain the card does not matter. However, with this regulation, discussions could not be completely prevented and when the card was acquired by commission of another crime, discussions on the relationship between the crime committed to seize the card and the crime under art. 245/1, are continued. In the study, it was especially focused on the problems of whether there is a conceptual aggregation (several offences committed by one act) or compound offence (one offence including the other as element or aggravation) relationship discussed in the doctrine. It has been determined that the actions to seize the card are not regulated in a clear way that requires it to be accepted as an element of the crime. The act of the

crime begins with the actions aimed at using the seized card against consent. Therefore, the crime committed to seize the card at this stage will constitute a separate crime. The provisions of the attempt will not be applicable for the person who is caught at this stage and cannot take action to use the card, since the act of the crime under art. 245/1 has not started yet. For this reason, when the seizure of the card constitutes a separate crime, it is accepted that there is no conceptual aggregation and compound offence relationship between these crimes and perpetrator should be sentenced a penalty for both the crime committed while obtaining the card and the crime under art. 245.

The crime of producing, selling, transferring, purchasing or receiving a counterfeit debit or credit card by associating with the bank accounts of others is regulated under the second paragraph of the article 245. In the third chapter, this crime is explained in detail. Since the actions of the crime are regulated one by one under 245/2, it is necessary to accept that other actions, such as possession of a counterfeit card, which are not included in the actions listed in this paragraph, do not constitute this crime. It has been discussed in the doctrine whether receiving the card also includes possessing the card. The concept of receiving relevant in cases where the card changes hands upon receipt from someone else. However, if the card has been found or stolen, it cannot be said that the card has been received. For this reason, it would be against the principle of legality to penalize people for receiving a counterfeit card when they possess it.

The crime under art. 245/2 can be committed by card application with false information or an unauthorized card application on behalf of someone. There are different opinions in the doctrine as to whether the card produced in this way is a counterfeit card and whether it constitutes the crime under art. 245/2. It has been tried to bring a different perspective by explaining the views in the doctrine and the decisions of the Supreme Court of Appeals. The person who applied for the card and signed the card contract is not the same as the person who issued the card. At the same time, the card contract is invalid because there is no will of the person who issued the card on behalf of the will that established the contract. In this situation, there is a counterfeit card produced by a bank, based on an invalid contract with an unreal will. The organization that issues this card is used as a tool. For this reason, in case of issuing a debit or credit card or an additional card connected to them, with the information belonging to someone else, the perpetrator, as the indirect perpetrator, commits the crime under art. 245/2.

The crime of obtaining benefits by using counterfeit debit and credit cards in the third paragraph of the article is also committed on the counterfeit card as in the second paragraph, however, in the crime under third paragraph, the counterfeit card does not have to be associated with someone else's bank account. As in the crime in the first paragraph, in this crime too, occurs by using the cards that are the subject of the crime and gaining benefits. In the fourth chapter, the crime under the article 245/3 is explained in detail.

In cases the actions in paragraphs 2 and 3 of art. 245 are carried out together, there are different opinions in the doctrine about the relationship between these two crimes. In its previous decisions, the Supreme Court of Appeals accepted to sentence penalties in terms of both clauses. In 2017, in the Supreme Court General Assembly

decision, it was accepted that there was a transitional crime relationship between the two paragraphs and it was stated that only the 3rd paragraph should be ruled. Later, the Supreme Court also turned from this case-law and stated that real rules of society should be applied in 2020. Therefore, it has been determined that Appeals accepted to sentence penalties in terms of both clauses again. In order to clarify the relationship between the two crimes, the views in the doctrine and practice were explained and the transitional crime relationship is examined. After the explanations made in terms of the determination of the relationship between these crimes, which are possible to occur together very frequently in practice, the study was completed with the explanations on the sanction and judgment envisaged in the type in line with the crime investigation method used in the examination of all three crimes.



ÖZET

Bu tez çalışmasının konusu Türk Ceza Hukukunda banka veya kredi kartlarının kötüye kullanılması suçudur. Bu suç TCK md. 245'te tanzim edilmiştir. Bu maddede esas itibariyle üç ayrı suç yer almaktadır. Bunlar birinci fıkrasındaki başkasına ait gerçek bir banka veya kredi kartının kullanılması yoluyla hukuka aykırı yarar sağlama suçu; ikinci fıkrasındaki sahte banka veya kredi kartı üretme suçu ve üçüncü fıkrasındaki sahte banka veya kredi kartı kullanma suretiyle hukuka aykırı yarar sağlama suçudur. Maddenin dördüncü ve beşinci fıkralarında, birinci fıkra için uygulanacak olan şahsi cezasızlık sebepleri ve etkin pişmanlık hali düzenlenmiştir. Çalışmada, bu suçların unsurları, yargının uygulaması ve öğreti doğrultusunda detaylıca açıklanırken görüş birliği sağlanamamış olan tartışmalı konular üzerinde durulmuştur.

TCK md. 245'te yer alan suçların kapsamının daha iyi belirlenmesi için ilk bölümde bu suçlara ilişkin temel kavramlar açıklanmıştır. Bu madde kanunun sistematğine uygun olarak bilişim suçlarıyla beraber düzenlenmiştir. Bilişim suçları, işleniş şekilleri, takibi ve etkileri açısından geleneksel suçlardan farklılık arz ettiği için kendine has düzenlemeler gerektirmektedir. Bilişim sistemi özelliği taşıyan ATM, POS cihazı, bilgisayar veya telefonlar vasıtasıyla kullanılabilen banka veya kredi kartları bu çalışmada incelenen suçların konusunu oluşturmaktadır. Doktrinde bu suçun esas itibariyle malvarlığına karşı işlendiği için koruduğu hukuki değerin mülkiyet hakkı olduğu ve malvarlığına karşı suçlar bölümünde düzenlenmesi gerektiği belirtilmektedir. Ancak bu kartların kullanılması bir bilişim sisteminin kullanılmasını zorunlu kıldığı için suç bir bilişim suçu özelliği taşımaktadır. Ayrıca TCK md. 245'te yer alan üç ayrı suçtan özellikle ikinci fıkrada yer alan suçun malvarlığına karşı işlenen bir suç özelliği taşımadığının kabul edilmesi gerekir. Kanun koyucu, bilişim suçlarını koruduğu menfaate göre farklı bölümlerde düzenlemek yerine, bu suçların ayrı bir bölümde bir arada düzenlenmesi yöntemini benimseyerek birbirinden farklı menfaatleri koruyan bu üç suçu bir arada düzenlemiştir. Dolayısıyla koruduğu hukuki yarar açısından karma nitelikte olan bu üç suçun düzenlendiği bölümün doğru olduğu kabul edilmiştir. Suçun düzenlenmesi ve yorumlanması açısından yol gösterici olan, özellikle bilişim suçu niteliğine ilişkin doktrinde yapılan tartışmaların anlaşılması için bilişimle ilgili temel kavramların açıklanması gerekmektedir. Bu sebeple temel kavramlar isimli birinci bölümün ilk kısmında bilişimle ilgili kavramlar açıklanmıştır.

Günümüzde banka ve kredi kartlarının kartlı ödeme sisteminin bir aracı olarak nakit ödemeksizin mal ve hizmet satın alma imkanı sunması sebebiyle alışveriş hayatında kullanımı oldukça yaygınlaşmıştır. Kartlı ödeme sistemin nesneleri olan banka ve kredi kartları, inceleme konusu suçun konusunu oluşturmaları sebebiyle tanımlanması zorunluluk arz eden kavramlardır. Bu sistemin sükeleri ise sistemi kuran ve içinde yer alarak sistemin işlemlerini sağlayan taraflardır. Birinci bölümün ikinci kısmında kartlı ödeme sistemi içerisinde yer alan özneler ve sükeler açıklanarak suçun konusu ve mağduru gibi unsurlarının ve suçun işlenişinin etkilerinin daha açık bir şekilde anlaşılması amaçlanmıştır.

TCK md. 245 hüküm altına alınan üç suç bu çalışmada sırasıyla incelenmiştir. İlk olarak gerçek banka veya kredi kartının kötüye kullanılması birinci fıkrada düzenlenmiştir. Bu suç ile başkasına ait gerçek bir banka veya kredi kartının hamilinin veya kartın kendisine verilmesi gereken kişinin rızasına aykırı olarak kullanılması suretiyle yarar sağlanması ile oluşmaktadır. Çalışmanın ikinci bölümünde bu suçun unsurları, doktrin ve Yargıtay uygulaması ışığında değerlendirilmiştir.

TCK md. 245'in yürürlüğe girmesinden önce bu suç kapsamında kalacak fiiller 765 sayılı TCK md. 525/b-2 maddesinde yer alan bilişim sistemi aracılığıyla hukuka aykırı yarar elde edilmesi suçu altında cezalandırılmaktaydı. Bu hüküm tam olarak bugünkü düzenleme ile örtüşmemektedir. YCGK bir kararında banka veya kredi kartlarıyla hukuka aykırı yarar elde edilmesi 765 sayılı TCK m. 525/b-2 kapsamında değerlendirmiştir. Bu karardan sonra da özellikle kartın ele geçirilmesinde farklı yöntemler kullanıldığı olaylarda, öğretide bu maddenin bu tür fiilleri kapsayıp kapsamadığı yönündeki tartışmalar devam etmiştir. Doktrinde ve uygulamada yer alan tartışmaları erdirebilmek amacıyla 5237 sayılı TCK md. 245'te banka veya kredi kartlarının kötüye kullanılması suçu düzenlenmiştir. Madde gerekçesinde de bu durum hırsızlık, dolandırıcılık, güveni kötüye kullanma ve sahtecilik suçları ile aynı amacı taşıyan ve aynı hukuki değerleri koruyan suç olarak düzenlendiği ifade edilmiştir. Çalışmada her üç suç açısından da fiillerin çeşitli icra şekillerine göre değişen farklı yöndeki yargı kararları ve öğretide yer alan çalışmalar incelenerek suçun getiriliş amacına erişilip erişilmediğinin tespiti üzerinde durulmuştur.

Teknolojik gelişmeler sayesinde banka ve kredi kartlarının internet üzerinden kullanılmasını sağlayan altyapı oluşturulmuş ve böylece kart fiziksel olarak elde bulunmasa dahi kart bilgileri ile işlem yapılabilir hale gelmiştir. Yargıtay, bir şekilde ele geçirilmiş olan kredi kartı bilgilerinin rızaya aykırı kullanımıyla yarar sağlanması fiillerini TCK md. 245/1'de yer alan suç kapsamında kabul etmektedir. Ancak elektronik bankacılık ile banka kartı bilgileri üzerinden hukuka aykırı yarar sağlanması halinde bu suçun oluşmadığını kabul etmektedir. Çalışmada banka kartı ve kredi kartı tanımları yapılarak ve kartlı ödeme sistemleri açıklanarak kartların uygulama alanlarının giderek geliştiği ilk bölümde açıklanarak kredi kartı bilgileri gibi banka kartı bilgilerinin de internet bankacılığında kullanılabildiği ve kart üzerinde tasarrufta bulunma imkânı verdiği gösterilmeye çalışılmıştır. Bu anlamda iki kart arasında bir fark bulunmadığı için banka veya kredi kartı bilgilerinin ele geçirilmesi de kartın ele geçirilmesi kapsamında kabul edilmeli ve bu bilgilerin rızaya aykırı kullanımı sonucu hukuka aykırı yarar elde edilmesi halinde bu suçun oluşacağı kabul edilmelidir.

TCK md. 245/1'de yer alan suçun oluşması için hamilin veya teslimden önce kendisine kart verilmesi gereken kişinin rızasına aykırı kullanılması gerekmektedir. Rızanın yokluğunun kastın kapsamı içerisinde yer alan maddi unsur içerisinde mi yoksa hukuka aykırılık unsuru içerisinde mi kabul edilmesi gerektiği konusunda doktrinde farklı görüşler mevcuttur. Burada bir hukuka uygunluk sebebi olan rıza tipte yer alan bir unsur olan kartın kullanılması hareketini niteleyecek şekilde kullanılmıştır. Rızaya aykırı kullanım ifadesi, suçun tamamını niteleyen genel bir ifade olarak değil, yalnızca tipik hareketi niteleyen özel bir ifade olarak kullanıldığı için rızanın yokluğunun, vurgu yapmak ve hakime yol göstermek amacıyla değil tipik harekete dahil edilmek amacıyla düzenlendiği kabul edilmelidir. Bu sebeple rıza incelemesi maddi unsur içerisinde yapılmıştır.

TCK md. 245/1’de yer alan suçun zincirleme olarak işlenmesi mümkündür. Bu durumun tespitinde mağdur kavramı önem kazanmaktadır. Yargıtay’ın, kart sayısının suç oluşacağını ve birden fazla kartın kullanılması halinde birden fazla suç oluştuğunu; aynı kişinin farklı bankalara ait kartlarının kullanıldığı durumlarda zincirleme suç oluşmayacağını ve banka sayısının suç oluşacağını kabul ettiği farklı yönde kararlar vermiştir. Daha sonra 2011 tarihli YCGK kararı ile TCK md. 245/1’de yer alan suçun mağdurunun malvarlığında azalma meydana gelen kart hamili olduğu, dolayısıyla aynı kişiye hamilin farklı banka veya kredi kartlarının farklı zamanlarda kullanılması durumunda zincirleme suç hükmünün uygulanacağı kabul edilmişse de bu karardan sonra da kartın hamile teslim edilmeden önce kötüye kullanılması suretiyle yarar sağlandığı durumlarda, bankanın mağdur olduğu ve farklı zamanlarda kullanıldığı takdirde zincirleme suç hükmünün uygulanması gerektiği yönünde kararlar verilmeye devam etmiştir. Yine kartın tesliminden önce işlenen suçlarda, etkin pişmanlık hükmünün uygulanması için mağdur olan bankanın rızasının aranması gerektiği belirtilmektedir. Ancak suç kartın tesliminden sonra işlenmişse, kart hamili mağdur kabul edilerek, buna göre zincirleme suç hükümleri uygulanmaktadır. Bu suçun mağduru genelde kart hamilidir. Ancak kart hamile teslim edilmemiş ve kart numarasının bildirilmemiş olduğu aşamada kart hamilinin hamilin karta yönelik sorumluluğu henüz doğmadığı için malvarlığında azalma olan kart çıkaran kuruluş mağdur olarak kabul edilecektir. Kart hamilinin malvarlığında azalma olduğunda, tek bir hamilin kartlarının, bir suç işleme kararının icrası kapsamında farklı zamanlarda kullanılması veya kullandırılması ve yarar elde edilmesi halinde bu suç zincirleme olarak işlenmektedir. Aynı hamilin kartlarının, farklı kuruluşlar tarafından çıkarılmış olması suç sayısı açısından önem arz etmemektedir. Ancak, birden fazla hamilin kartı kullanılıyorsa hamil sayısı kadar suç oluşacaktır. Buna karşılık bankanın zarara uğradığı durumlarda aynı bankaya karşı farklı zamanlarda bu suçun işlenip işlenmediği incelenerek karar verilecektir. Aynı bankaya ait birden fazla kartın farklı hamillere ait olması önem arz etmeyecektir. Birden fazla bankaya ait kart kötüye kullanıldığında ise banka sayısının suç oluşacaktır.

Kartın ele geçirilme yöntemine göre farklı suç tiplerinin oluşup oluşmayacağı yönündeki tereddütleri gidermek adına birinci fıkrada “*her ne suretle olursa olsun*” kartı ele geçiren kişiden bahsedilmektedir. Ancak bu düzenlemeyle tam olarak tartışmaların önüne geçilememiş ve kart başka bir suç aracılığıyla ele geçirildiğinde, bu suç ile TCK md. 245/1’de yer alan suç arasındaki ilişkinin ne olacağı tartışılmaya devam etmiştir. Çalışmada özellikle doktrinde tartışılan bileşik suç veya fikri içtima ilişkisi bulunup bulunmadığı sorunları üzerinde durulmuştur. Kartın ele geçirilmesine yönelik hareketlerin suç tipindeki hareket unsuru içerisinde kabul edilmesini gerektirecek bir açıklıkta düzenlenmediği tespit edilmiştir. Suçun icra hareketi bir şekilde ele geçirilen kartın rızaya aykırı kullanılmasına yönelik hareketlerle başlar. Dolayısıyla bu aşamada işlenen suç ayrı bir suçu oluşturacaktır ve bu aşamada yakalanan ve kartı kullanmaya yönelik hareketlerde bulunamayan kişi açısından henüz icra hareketlerine başlamadığı için teşebbüs hükümleri uygulanamayacaktır. Bu sebeple kartın ele geçirilmesi ayrı bir suç teşkil ettiğinde, bu suçlar arasında gerçek içtima ilişkisi bulunduğu kabul edilmesi ve hem kartı ele geçirirken işlenen suçtan hem TCK md. 245’ten ayrı ayrı ceza verilmesi gerekmektedir.

Maddenin ikinci fıkrasında düzenlenen başkalarına ait banka hesaplarıyla ilişkilendirilerek sahte banka veya kredi kartı üretilmesi, satılması, devredilmesi, satın

alınması veya kabul edilmesi suçu, ilk fıkradan farklı olarak gerçek bir banka veya kredi kartı üzerinde değil başkalarının banka hesabıyla ilişkilendirilerek üretilen sahte banka veya kredi kartlarının üzerinde işlenmektedir. Üçüncü bölümde TCK md.245/2’de yer alan suç detaylı olarak açıklanmıştır. TCK md. 245/2’de yer alan suçun bağlı hareketli bir suç olması sebebiyle bu fıkra da sayılan hareketler dışında kalan sahte kartın bulundurulması gibi başka hareketlerin bu suçu oluşturmadığını kabul etmek gerekmektedir. Doktrinde kartı kabul etmenin, kartı bulundurmaya da kapsayıp kapsamadığı tartışılmıştır. Kabul etme kavramı, bir başkasından alınmasıyla kartın el değiştirdiği durumlarda söz konusudur. Ancak kart bulunmuşsa yahut çalınmışsa kartın kabul edildiğinden söz edilemez. Bu sebeple yalnızca sahte kartı bulundurduğu için kişiye sahte kartı kabul ettiği gerekçesiyle ceza verilmesi kanunilik ilkesine aykırı olacaktır.

Gerçek olmayan müracaat yoluyla TCK md. 245/2’de yer alan suçun işlenmesinde, sahte bilgilerle kart başvurusunda bulunulmakta veya sahte belge sunulmasa dahi başkası adına yetkisiz olarak kart başvurusunda bulunulmaktadır. Bu yolla üretilen kartın, sahte kart olup olmadığı ve bu suç tipini oluşturup oluşturmadığı konusunda doktrinde farklı görüşler vardır. Konuyla ilgili doktrindeki görüşler ve Yargıtay uygulaması açıklanarak farklı bir bakış açısı getirilmeye çalışılmıştır. Kart başvurusu yapan ve kart sözleşmesini imzalayan kişi ile adına kart çıkarılan kişi aynı değildir. Aynı zamanda sözleşmeyi kuran irade adına kart çıkarılan kişinin iradesi olmadığı için kart sözleşmesi geçersizdir. Burada da gerçek olmayan bir irade ile geçersiz bir sözleşmeye dayalı üretilmiş sahte bir kart vardır. Bu kartı üreten kuruluş ise araç olarak kullanılmaktadır. Bu sebeple başkasına ait bilgilerle banka veya kredi kartı yahut bunlara bağlı ek kart çıkarılması halinde fail, dolaylı fail olarak TCK md. 245/2’de yer alan suç icra edildiği kabul edilmiştir.

Maddenin üçüncü fıkrasında yer alan sahte olarak oluşturulan banka ve kredi kartlarının kullanılması suretiyle yarar sağlama suçu da ikinci fıkra da olduğu gibi sahte kart üzerinde işlenmektedir ancak suç konusu sahte kartın başkasının hesabıyla ilişkilendirilmiş olması gerekmemektedir. İlk fıkra da yer alan suçta olduğu gibi bu suçta da suç konusu kartların kullanılması ve yarar elde edilmesiyle suç oluşmaktadır. Dördüncü bölümde TCK md.245/3’te yer alan suç detaylı olarak açıklanmıştır.

TCK m. 245’in 2. ve 3. fıkrasında yer alan hareketlerin birlikte gerçekleştirilmesi durumunda, bu iki suç arasındaki ilişki konusunda doktrinde, geçit suç ilişkisi bulunduğu yönünde ve gerçek içtima kuralları uygulanması gerektiği yönünde farklı görüşler vardır. Yargıtay eski kararlarında gerçek içtima hükümlerini uygulayarak her iki fıkra açısından da ceza vermektedir. 2017’de YCGK kararında iki fıkra arasında geçit suç ilişkisi bulunduğu kabul edilmiş ve yalnızca 3. fıkradan hüküm kurulması gerektiği belirtilmiştir. Daha sonra Yargıtay bu içtihadından da dönerek 2020’de gerçek içtima kuralları uygulanması gerektiğini belirtmiştir. Dolayısıyla konuyla ilgili olarak Yargıtay’ın istikrarlı bir uygulamasının bulunmadığı tespit edilmiştir. İki suç arasındaki ilişkinin aydınlatılabilmesi için doktrinde ve uygulamada yer alan görüşler açıklanarak geçit suç ilişkisi incelenmiştir. Uygulamada çok sık bir arada meydana gelmesi mümkün olan bu suçlar arasındaki ilişkinin tespiti açısından yapılan açıklamaların ardından, her üç suçun incelenmesinde kullanılan suç inceleme yöntemi doğrultusunda tipte öngörülen yaptırım ve yargılamaya ilişkin açıklamalarla birlikte çalışma tamamlanmıştır.

GİRİŞ

Bilişimle ilgili yenilikler, kanuni düzenlemelerde boşluklara sebep olabilmekte ve yeni yasaların boşlukları doldurması ihtiyacı ortaya çıkmaktadır.¹ Türkiye’de bilişim suçlarına yönelik cezai anlamda yapılan ilk düzenleme olarak, Fransız Ceza Kanun Projesi esinlenilerek hazırlanmış olan 11. bap, 1991’de 3756 sayılı Kanunla 765 sayılı TCK’ya eklenmiştir.² Dört maddeden (525/a-525/d) oluşan bu bap “*Bilişim Alanında Suçlar*” başlığını taşımaktaydı.³ Bu bap, geleneksel suçlardan özellikle malvarlığı aleyhine işlenen suçların, bilişim sistemleri vasıtasıyla işlenen tiplerinin bir arada düzenlenmesinden oluşmaktaydı.⁴ Eski düzenlemede yer alan ilk farklılık kullanılan ifade açısından. Suçlar düzenlenirken bilişim yerine “*bilgileri otomatik işleme tabi tutan sistem*” ifadesi kullanılmıştır. TCK md. 245’in karşılığının, 765 sayılı TCK md. 525/b-2 maddesinde yer alan bilişim sistemi aracılığıyla hukuka aykırı yarar elde edilmesi suçu⁵ olduğu kabul edilmektedir. Bu hükümde, bilişim sisteminin kullanılması ve hukuka aykırı yarar sağlanması suç olarak düzenlenmiştir.⁶ Hüküm tam olarak bugünkü düzenleme ile örtüşmemektedir. Bu suçla tıpkı TCK md. 245 gibi

¹ Birleşik Krallık’taki bilişim suçlarına ilişkin davalardan biri olan R v. Whiteley davasında sanık hakkında mala zarar verme suçundan hüküm kurulmuştu. Failin akademik bir ağa girip veri ve şifreleri değiştirdikten sonra sistemin çökmesine neden olduğu davanın kanun yolunda, bilgisayar verilerine yetkisiz erişimin maddi zarara yol açmadığı çünkü mevzuattaki “mal” teriminin “somut nitelikteki mal” anlamına geldiği savunulmuştur. Tartışmaları önlemek adına, davadan sonra Birleşik Krallık 1990’da Bilgisayar Kötüye Kullanım Yasası’nı (Computer Misuse Act) yürürlüğe sokmuştur. Böylece bu yönde ortaya çıkan yeni suç tipleri yasa içerisine konulmuştur. Ancak bilişim suçları niteliği gereği sürekli genişlediği için kanunun yeni gelişmeler karşısında eksik kaldığı yönünde eleştirilmiştir. Gregor Urbas, “Criminalising Computer Misconduct: Some Legal and Philosophical Problems”, *Asia Pacific Law Review*, C. 14, S 1, 2006, s. 99; Ali Karagülmez, **Bilişim Suçları ve Soruşturma- Kovuşturma Evreleri**, Ankara: Seçkin Yayınevi, Temmuz 2014, s. 128.

² Berrin Akbulut, **Bilişim Alanında Suçlar**, Ankara: Adalet Yayınları, Kasım 2017, s. 96.

³ Yüksel Ersoy, “Genel Hukuki Koruma Çerçevesinde Bilişim Suçları”, **Ankara Üniversitesi Sosyal Bilimler Fakültesi Dergisi**, C. 49, S. 3, Mart 1994, s.162-163.

⁴ Ayhan Önder, **Ceza Hukuku Şahıslara ve Mala Karşı Cürümler ve Bilişim Alanında Suçlar**, İstanbul: Filiz Kitabevi, 1994, s. 504.

⁵ Yavuz Erdoğan, **Türk Ceza Kanunu’nda Bilişim Suçları**, İstanbul: Legal Yayıncılık, Mart 2013, s. 291; “*Bilgileri otomatik işleme tabi tutmuş bir sistemi kullanarak kendisi veya başkası lehine hukuka aykırı yarar sağlayan kimseye bir yıldan beş yıla kadar hapis ve ikimilyon liradan yirmimilyon liraya kadar ağır para cezası verilir.*”, LEXPERA Hukuk Bilgi Sistemi, **765 Türk Ceza Kanunu (Mülga)**, (E.T. 11.12.2020)

⁶ Karagülmez, **a.g.e.**, s.157.

dolandırıcılık, güveni kötüye kullanma ve hırsızlık suçlarının koruduğu hukuki menfaatlerin bir arada korunduğu belirtilmiştir.⁷ Bu benzerliklere rağmen, banka veya kredi kartlarının rızaya aykırı kullanımı yoluyla hukuka aykırı yarar elde etme fiilinin bu suç tipinde yer alan fiille örtüşüp örtüşmediği tartışmalıydı.⁸ Bu tür fiillere dolandırıcılık, güveni kötüye kullanma, hırsızlık gibi suçların mı yoksa 765 sayılı TCK md. 525/b-2’de yer alan suçun mu uygulanacağı konusunda tereddütler mevcuttu.⁹ Bu durumda bir görüş, burada görünüşte içtima kuralları gereği özel hüküm olan md. 525/2-b’nin uygulanması gerektiğini savunmaktayken¹⁰ diğer bir görüş kanun koyucu bu suç için yararın nasıl elde edileceği konusunda diğer suçlarda olduğu gibi sınırlama getirmediğinden, hükmün uygulama alanı geniş tutulduğu için bu suçun uygulanması gerektiğini belirtmekteydi.¹¹ Diğer bir görüşe göre ise bilişim sisteminin suç tipindeki hareketin icrası için zorunlu olduğu olaylarda ve bilişim sistemi olmadan suçun işlenememesi halinde bu hükmün uygulanması gerekmektedir. Örneğin, ATM’ye takılan aparat sayesinde elde edilen banka veya kredi kartının kullanılması suretiyle haksız yarar elde edilmesinde, bilişim sistemi zorunlu olarak dahil olmaktadır. Bu kabulde, ulaşılmak istenen amaç için araç olarak bilişim sistemi kullanılmasının zorunlu olduğu durumlarda TCK md. 525/2-b uygulanmalıdır.¹² Buna karşılık bugün de süren tartışmalardan olan, kartın ele geçirilmesi ile kullanılması aşamalarının ayrı ayrı değerlendirilip değerlendirilmeyeceği tartışılmıştır. Bu açıdan eğer kartın ele geçirilmesi dolandırıcılık, hırsızlık gibi ayrı bir suç oluşturuyorsa bu suç ile kartın haksız olarak kullanılmasıyla yarar elde edilmesi olan 765 sayılı TCK md. 525/2-b’nin ayrı ayrı oluştuğunun kabul edilmesi gerektiği belirtilmiştir.¹³ Bunun karşısında bir görüşe göre, md. 525/2-b’nin getiriliş amacı esas itibarıyla yukarıda saydığımız suçların dışında kalan fiillerin cezalandırılması olduğundan, bu suçların kapsamına girmeyen hallerde uygulanabilecektir.¹⁴ Yargıtay bir şekilde ele geçirilmiş olan banka veya kredi kartlarından yarar sağlama fiillerinin, 765 sayılı TCK döneminde md.

⁷ Sulhi Dönmezer, **Kişilere ve Mala Karşı Cürümler**, İstanbul: Beta Yayınları, 1998, s. 618.

⁸ Olgun Değirmenci, “2004 Türk Ceza Kanunu’nun Bilişim Suçları Bakımından Değerlendirilmesi”, **Türkiye Barolar Birliği Dergisi**, S. 58, 2005, **a.g.e.**, s.207.

⁹ Yener Ünver, “TCK ve CK Tasarısı’nın İnternet Açısından Değerlendirilmesi”, **İÜHF**, C. 59, S.1-2, İstanbul, 2001, s. 126.

¹⁰ Ersoy, **a.g.e.**, s. 178.

¹¹ Önder, **a.g.e.**, s. 509.

¹² Değirmenci, **a.g.e.**, s.206 vd.

¹³ Köksal Bayraktar, “Banka ve Kredi Kartları İle Ortaya Çıkan Ceza Hukuku Sorunları”, **Prof. Dr. M. Kemal Oğuzman’ın Anısına Armağan**, İstanbul: Beta Yayınları, Ocak 2000, s. 203; Aynı yönde Yargıtay 6. C.D. E. 2002/23728, K. 2004/3131, T. 18.3.2004; Yargıtay 6. C.D. E. 2003/558, K. 2004/4634, T. 13.4.2004, Kazancı (E.T. 11.12.2020).

¹⁴ Muammer Ketizmen, **Türk Ceza Hukukunda Bilişim Suçları**, Ankara: Adalet Yayınları, 2008, s. 162.

525/b-2’de yer alan suç oluşturacağını kabul eden kararlar vermiştir.¹⁵ Buna karşılık bu suçun oluşmayacağı yönünde de kararları vardır. Bu kararlarında genelde hırsızlık¹⁶ veya dolandırıcılık¹⁷ yahut güveni kötüye kullanma¹⁸ suçlarının oluştuğunu belirtmektedir. YCGK bir kararında¹⁹ banka veya kredi kartlarıyla hukuka aykırı yarar elde edilmesini md. 525/b-2 kapsamında değerlendirmiştir. Bundan sonra öğretide bu maddenin, bu fiilleri kapsadığı konusunda görüş birliği sağlansa da hala suçun işleniş şekline göre tartışmalar devam etmiştir. Bu karardan sonra da Yargıtay, kartın ele geçirilme yöntemine göre dolandırıcılık,²⁰ hırsızlık²¹ suçlarının veya hem md. 525/2-b hem de bu suçların birlikte²² oluştuğu yahut yalnızca md. 525/2-b’nin oluştuğu²³ yönünde kararlar vermeye devam etmiştir. Bunu sona erdirebilmek amacıyla 5237 sayılı TCK m. 245’te banka veya kredi kartlarının kötüye kullanılması suçu düzenlenmiştir.²⁴ Madde gerekçesinde de bu durum “*Aslında hırsızlık, dolandırıcılık, güveni kötüye kullanma ve sahtecilik suçlarının ratio legis’lerinin tümünü içeren bu fiillerin duraksamaları ve içtihat farklılıklarını önlemek amacıyla, bağımsız suç haline getirilmesi uygun görülmüştür.*” şeklinde ifade edilmiştir.

765 sayılı TCK md. 525/b-2 oldukça ucu açık, genel bir düzenlemeydi. Bu suçla ilgili tartışmalar, pek çok fiili kapsayacak şekilde geniş düzenlenmiş olan bu hükmün sınırlarının belirli olmamasından ve kapsamının belirlenmesindeki zorluktan kaynaklanıyordu.²⁵ Ceza Hukuku temel ilkelerinden biri olan kanunilik ilkesi gereği suçun açık bir şekilde düzenlenmesi gerekir.²⁶ Bu suçun oluşması için bilişim sisteminin kullanılması ve hukuka aykırı bir yarar elde edilmesi yeterliydi. Ayrıca 765

¹⁵ Yargıtay 6. C.D. E. 2002/2418, K. 2002/4937, T. 11.4.2002. Benzer kararlar için bkz. Yargıtay 11. C.D. E. 2002/5045, K. 2002/5685, T. 12.6.2002; Yargıtay 6. C.D. E. 2003/2334, K. 2004/6214, T. 18.5.2004, Kazancı (21.12.2020).

¹⁶ Yargıtay 6. C.D. E. 1998/10848, K. 1998/10939, T. 26.11.1998, Kazancı (E.T. 12. 11.2020).

¹⁷ Yargıtay 6. C.D. E. 1998/12638, K. 1999/1628, T. 24.3.1999. Aynı yönde bkz. Yargıtay 6. C.D. E. 1999/2418, K. 1999/2370, T. 26.4.1999, Kazancı (E.T. 23.12.2020)

¹⁸ Yargıtay 11. C.D. E. 1999/4873, K. 1999/6396, T. 20.9.1999, Kazancı (E.T. 23.11.2020)

¹⁹ YCGK T.10.04.2001, E. 2001/76-30, K. 2001/757, Sacit Yılmaz, **Banka veya Kredi Kartlarının Kötüye Kullanılması Suçu**, TBB Dergisi, Sayı 87, 2010, s. 264.

²⁰ Değirmenci, **a.g.e.**, s.207; Murat Volkan Dülger, **Bilişim Suçları ve İnternet İletişim Hukuku**, Ankara: Seçkin Yayınları, Eylül 2018, s. 356; Akbulut, **a.g.e.**, s. 272; Yargıtay 11. C.D. E. 2003/8507, K. 2004/5914, T. 29.6.2004, Kazancı (21.11.2020).

²¹ Yargıtay 11. C. D. E. 2002/2517, K. 2002/2929, T. 8.4.2002, Kazancı (E.T. 30.12.2020).

²² Yargıtay 6. C.D. E. 2002/23728, K. 2004/3131, T. 18.3.2004, Kazancı (E.T. 30.12.2020).

²³ Yargıtay 6. C.D. E. 2002/18241, K. 2003/7415, T. 23.10.2003, Kazancı (E.T. 29.12.2020).

²⁴ Mustafa Ekinci/ Sinan Esen, **Anlatımlı ve Gerekçeli Yeni Türk Ceza Kanununda Yer Alan Hırsızlık, Yağma, Güveni Kötüye Kullanma Dolandırıcılık, Hileli ve Taksirli İflas, Karşılıksız Yararlanma, Belgelerde Sahtecilik ve a.g.e.**, Ankara: Adalet Yayınevi, Eylül 2005, s.364.

²⁵ Akbulut, **a.g.e.**, s. 104; Ünver, **a.g.e.**, s. 99.

²⁶ İzzet Özgenç, **Türk Ceza Hukuku Genel Hükümler**, Ankara: Seçkin Yayınevi, Eylül 2020, s. 122

sayılı TCK md. 525/b-2 kapsamında, kendisine veya başkasına yarar sağlama kastıyla hareket eden kişinin elde ettiği bu hukuka aykırı yararın hem maddi hem manevi olabileceği kabul edilmekteydi.²⁷ Görüldüğü üzere oldukça geniş bir düzenleme olup, yeni kanunda banka veya kredi kartlarının kötüye kullanılması suçunun açık bir şekilde düzenlenmesi yerinde olmuştur.

Yeni düzenlemenin oluşmasına kadar geçen süreçte, doğrudan banka ve kredi kartlarına yönelik cezai anlamda yapılan ilk çalışma 2000 TCK Tasarısındaki md. 349’dur.²⁸ Daha sonra 2003 tasarısı md. 350’de suçun yaptırım kısmında bazı farklılıklar yapılmıştır.²⁹ 5377 sayılı Kanun md. 27 ile 29.06.2005 tarihinde kabul edilen ve 08.07.2005 tarihinde yürürlüğe giren değişiklikten önce, yürürlüğe girdiği ilk halinde madde şimdiki 1. ve 3. fıkra şeklinde düzenlenmişti.³⁰ Bu değişikliklerle şimdiki ilk dört fıkra şeklinde düzenlenmiştir.³¹ 06. 12. 2006 tarihli 5560 sayılı Kanun 11. madde ile de son fıkra eklenmiştir.³² Uygulamanın da etkisiyle ortaya çıkan sorunları gidermek adına yapılan bu iki değişikliğin ardından madde mevcut düzenlemedeki halini almıştır. TCK md. 245’in şimdiki hali şu şekildedir:

“(1) Başkasına ait bir banka veya kredi kartını, her ne suretle olursa olsun ele geçiren veya elinde bulunduran kimse, kart sahibinin veya kartın kendisine verilmesi gereken kişinin rızası olmaksızın bunu kullanarak veya kullandırarak kendisine veya başkasına yarar sağlarsa, üç yıldan altı yıla kadar hapis ve beşbin güne kadar adli para cezası ile cezalandırılır.

(2) Başkalarına ait banka hesaplarıyla ilişkilendirilerek sahte banka veya kredi kartı üreten, satan, devreden, satın alan veya kabul eden kişi üç yıldan yedi yıla kadar hapis ve onbin güne kadar adli para cezası ile cezalandırılır.

²⁷ Ersoy, a.g.e., s. 178.

²⁸ Akabulut, a.g.e., s.274.

²⁹ **Türk Ceza Kanunu Tasarısı ve Adalet Komisyonu Raporu (1/593)**, Dönem: 22, Yasama Yılı: 2, <https://www.tbmm.gov.tr/sirasayi/donem22/yil01/ss664m.htm> (E.T. 21.12.2020).

³⁰ Resmi Gazete, **Türk Ceza Kanunu**, S. 25611, T. 12.10.2004, (E.T. 13.09.2020).

³¹ Resmi Gazete, **Türk Ceza Kanununda Değişiklik Yapılmasına Dair Kanun**, S. 25869, T. 08.07.2005, (E.T. 13.09.2020).

³² LEXPERA Hukuk Bilgi Sistemi, **5560 Sayılı Çeşitli Kanunlarda Değişiklik Yapılmasına İlişkin Kanun**, (E.T. 21.09.2020).

(3) *Sahte oluşturulan veya üzerinde sahtecilik yapılan bir banka veya kredi kartını kullanmak suretiyle kendisine veya başkasına yarar sağlayan kişi, fiil daha ağır cezayı gerektiren başka bir suç oluşturmadığı takdirde, dört yıldan sekiz yıla kadar hapis ve beşbin güne kadar adli para cezası ile cezalandırılır.*

(4) *Birinci fıkra da yer alan suçun;*

- a) Haklarında ayrılık kararı verilmemiş eşlerden birinin,*
- b) Üstsoy veya altsoyunun veya bu derecede kayın hısımlarından birinin veya evlat edinen veya evlâtlığın,*
- c) Aynı konutta beraber yaşayan kardeşlerden birinin, zararına olarak işlenmesi hâlinde, ilgili akraba hakkında cezaya hükmolunmaz.*

(5) *Birinci fıkra kapsamına giren fiillerle ilgili olarak bu Kanunun malvarlığına karşı suçlara ilişkin etkin pişmanlık hükümleri uygulanır.”*

TCK md. 245, pek çok suça göre nispeten yeni bir düzenleme olması sebebiyle henüz bu suça ilişkin kavramlar tam oturmamıştır. Bu sebeple mağdurun kim olduğu gibi bazı temel konularda doktrinde farklı görüşler ortaya çıkmaktadır. Bunun gibi belli konularda Yargıtay’ın istikrarsız kararlar vermesi de çözümü sağlamamaktadır. Bu anlamda suç inceleme esasına dayanan bu çalışmanın temel amacı devam eden tartışmaları ve farklı uygulamaları ortaya koymak ve bunlara cevap aramaktır. Zira yapılan tartışmaların aradığı cevaplar suçun uygulaması açısından önemli etkilere sahiptir. Suçun mağdurunun tespiti zincirleme suç uygulaması ve etkin pişmanlık hükümlerinin uygulaması açısından büyük öneme sahiptir. Mağdurun tespiti açısından ise suçla korunan menfaatin belirlenmesi gerekir. Suçla korunan menfaatin ise kanunun sistematığı içerisinde suçun düzenlenmesi gerektiği yer açısından önemi vardır. Bu sayılan konular açısından doktrinde görüş birliği bulunmamaktadır.

TCK md. 245/1’de yer alan suçun işlenmesinde en çok kullanılan yöntemlerden biri, ATM gibi makineleri kullanmayı bilmeyen insanların bu bilgisizliğinden yararlanıp kartlarının ele geçirilmesi ya da ATM’ye çeşitli cihazlar takılması yoluyla kartlarının ele geçirilmesi ve kullanılmasıdır. Bu bakımdan aslında toplumsal bir boyutu da olan bu suçlara yönelik bir önlem alınması adına TCK m. 245’te banka ve kredi kartlarının korunması adına ayrı bir suçun düzenlenmesi yerinde olmuştur.

Suçun oluşması için kartın bir şekilde ele geçirilmesi gerekir. Kartın ele geçirilmesinin pek çok şekilde gerçekleşebiliyor olması, icra edilen hareketin hangi suçu teşkil ettiği ve oluşan suç ile TCK md. 245/1’de yer alan suç arasındaki ilişki, yeni düzenlemeyle çözülemeyen sorunlar arasındadır. Benzer içtima sorunları ikinci ve üçüncü fıkradaki suçlar arasından da devam etmektedir. Bu anlamda benimsenen suç teorisine uygun olarak bu suçların unsurları ayrıntılı olarak incelenirken henüz cevap bulunmamış olan tartışmalara yer vermek ve bunlara bir çözüm aramak amaçlanmıştır.



BİRİNCİ BÖLÜM: TEMEL KAVRAMLAR

İlk bölümde temel kavramların anlamları ortaya konulacaktır. İnceleme konusu suçun düzenlendiği yer ve kanunun sistematığı gereği, ilk olarak bilişim ve bilişimle ilgili kavramlar incelenecektir. Ardından suçun daha iyi anlaşılması adına kartlı ödeme sistemi ile ilgili kavramlar açıklanacaktır. Bu şekilde kanunilik ilkesinin de gereği olarak, kanunun anlamının tam olarak ortaya konulabilmesi ve suçun sınırlarının çizilebilmesi için ileride bu kavramların kullanıldığı yerlerde ifade edeceği anlamın belirlenmesi amaçlanmıştır.

I. Bilişimle İlgili Kavramlar

Teknolojik gelişmelerin olumlu etkilerinin yanında yeni suç tiplerini ortaya çıkarması gibi olumsuz etkileri de vardır.³³ Bu sebeple bunlara karşı kanunlarda yeni suç tipleri düzenlenmektedir.³⁴ TCK'da bulunan “Bilişim Alanında Suçlar” bölümü de bu ihtiyaca yönelik olarak düzenlenmiştir. Bu bölümde yer alan suçlardan biri olan TCK md. 245, banka veya kredi kartları ile ilgili ödeme araçlarındaki teknolojik gelişmelerin etkisiyle ortaya çıkan bir suçtur.³⁵ Bu suç, bir bilişim suçu olarak düzenlendiği için bilişimle ilgili temel kavramların bilinmesi gerekmektedir. Bu sebeple öncelikle bilişim ve bilişim sistemi kavramları, bu kavramlarla yakından

³³ Emin Doğan Aydın, **Bilişim Suçları ve Hukukuna Giriş**, Ankara: Doruk Yayınları, Eylül 1992, s. 13.

³⁴ Teknoloji suçta vasıta olarak kullanılarak suç işlemeyi kolaylaştırabildiği gibi daha önce var olmayan yeni suç tiplerinin ortaya çıkmasına da sebep olabilmektedir. Bu anlamda teknolojinin getirilerinden olan banka ve kredi kartları ödeme anlamında kolaylık sağlarken bazı riskleri de beraberinde getirmiştir. Bu kartlarda sahtecilik yapılması şeklindeki hareketlerin yanında bilişim sistemlerinin daha fazla kullanıldığı internet üzerinden gerçekleştirilen dolandırıcılık şeklindeki hareketler de gerçekleştirilmektedir. Birleşik Krallık Ulusal Denetim Ofis’ine göre, bireyler kartlarla ilgili olarak 2016’da 2 milyona yakın internet bankacılığı vasıtasıyla kart dolandırıcılığına ilişkin suçlardan mağdur olmuş ve 10 milyon Euro kaybetmiştir. Bu gidişle 2020’de internet vasıtasıyla gerçekleştirilen dolandırıcılık suçlarının sayısının fiziksel kartların sahte olarak üretilmesi ile işlenen suçları geçeceği öngörülmüştür. ENİSA (European Network and Information Security Agency), **Financial Fraud in Digital Space**, 30 Kasım 2018, s. 1 <https://www.enisa.europa.eu> (E.T. 02.06.2020).

³⁵ Mehmet Emre Yıldız, **Banka veya Kredi Kartlarının Kötüye Kullanılması Suçu**, Ankara: Adalet Yayınevi, Şubat 2015, s. 5.

ilişkili olan internet ve veri kavramları, daha sonra bilişim suçu kavramı incelenecektir.

A. Bilişim ve Bilişim Sistemi

Bilişim, Fransızca bilgi (information) ve otomatik (automatique) kelimeleri birleştirilerek “informatique” şeklinde türetilmesiyle oluşan ve Türkçeye enformatik şeklinde geçen kavramla ifade edilmekteydi.³⁶ Bu kavram için İngilizce “informatics”; Almanca “informatiks” kelimeleri kullanılmaktadır.³⁷ Daha sonra kullanılmaya başlayan “bilişim” kelimesi ise “bilmek” fiilinden türetilmiş bir kelimedir. Bilişim doktrinde çeşitli alanlardaki verinin depolanması, daha elverişli olarak kullanıma uygun hale getirmek için otomatik olarak işlemek, düzenlemek ve aktarmak üzerine çalışan bilim dalı³⁸ olarak tanımlanmıştır. Yani işlenerek veri haline getirilmiş bilginin kaynağından bir başka alıcıya iletilmesi, depolanması, tutulması, değerlendirilmesi ve dağıtılması için kullanılan metotları, kuramları içeren sistem bilimidir.³⁹ Bu sistemler, elektronik cihazlar vasıtasıyla, ses veya görüntü şeklinde olabilen, pek çok alana ait bilgilerin aktarımında kullanılır. Burada ayırt edici özellik olarak veri olgusu yer almaktadır. Bilişimin inceleme alanı çeşitli alanlarda kullanılan ve yazı veya resim gibi şekillerde bulunabilen işlemeye hazır veridir. Verilerin işlenmesine yönelik olarak farklı elektronik cihazların geliştirilmesi ve üretilmesi de bu bilimin kapsamındadır.⁴⁰

Türk Ceza Kanunu’nda bilişim ifadesini tanımlayan bir hüküm bulunmamaktadır. Ancak uygulamada genel olarak doktrinde yapılmış olan tanım kabul görmektedir. Yargıtay da “*bilginin özellikle elektronik makineler aracılığıyla düzenli ve akla uygun bir biçimde işlenmesi bilimi*”⁴¹ şeklinde benzer bir tanım yapmaktadır. Bu tanım isabetlidir.

³⁶ Olgun Değirmenci, “2004 Türk Ceza Kanunu’nun Bilişim Suçları Bakımından Değerlendirilmesi”, **Türkiye Barolar Birliği Dergisi**, S. 58, 2005, s.199.

³⁷ Ali İhsan Erdağ, “Bilişim Alanında Suçlar (Türk ve Alman Ceza Hukukunda)”, **Gazi Üniversitesi Hukuk Fakültesi Dergisi**, C. 14, S.2, 2010, s. 277.

³⁸ A. Caner Yenidünya/ Olgun Değirmenci, **Mukayeseli Hukukta ve Türk Hukukunda Bilişim Suçları**, İstanbul: Legal Yayınevi, Nisan 2003, s. 27; Benzer tanımlar için bknz. Berrin Akbulut, **Bilişim Alanında Suçlar**, Ankara: Adalet Yayınları, Kasım 2017, s. 13; Metin Turan, **Bilişim Hukuku**, Ankara: Seçkin Yayınları, Ocak 2021, s.49.

³⁹ Aydın, **a.g.e.**, s. 3; Veli Özer Özbek, “Banka veya Kredi Kartlarının Kötüye Kullanılması Suçu”, **Dokuz Eylül Üniversitesi Hukuk Fakültesi Dergisi**, C. 9, Özel Sayı, 2007, s. 1023

⁴⁰ Hüseyin Akarslan, **Bilişim Suçları**, Ankara: Seçkin Yayınları, Mayıs 2015, s. 29.

⁴¹ YCGK E. 2015/23-1100, K. 2016/110, T. 8.3.2016, Kazancı (E.T. 28.07.2020).

Bilişim sistemi için İngilizce “information system”; Fransızca “système d’information”; Almanca “Informationssystem” kelimeleri kullanılmaktadır.⁴² Bilişim sistemi için kullanılan ibarelerden biri de bilgisayar sistemidir. Bilişim suçları ile mücadelede uluslararası iş birliğine yardımcı sözleşmelerden biri olan Avrupa Konseyi Siber Suç Sözleşmesi’nin⁴³ ilk maddesinde bilgisayar sistemi, “*bir veya daha fazlası, bir program uyarınca, verilerin otomatik olarak işlenmesini sağlayan herhangi bir cihaz veya birbirine bağlı cihaz grubu*” şeklinde tanımlanmıştır.⁴⁴ Burada otomatik veri işleme özelliği ayırt edici nitelik olarak belirtilmiştir.

5237 sayılı TCK’da md. 245’in düzenlendiği bölüm “Bilişim Alanında Suçlar” olarak ifade edilmiştir.⁴⁵ Bu bölümdeki suçlarda düzenlenen fiiller bilişim sistemi ile ilgili olmasına rağmen bölüm başlığı ile bilişim alanı ifadesi kullanılması şeklinde bir farklılaşma olduğunu ifade etmek gerekir.⁴⁶ Kanunda bilişim alanı ile ilgili tanıma yer verilmemiştir.⁴⁷ Bu kavram yerine bilişim sistemi ifadesinin kullanılmasının, bu bölümdeki suçların bilişim sistemi aracılığıyla veya bu sistemlere karşı işlenmesi sebebiyle daha doğru olduğu belirtilmektedir.⁴⁸

Türk Ceza Kanunu bilişim alanını tanımlanmamış olmasına karşılık TCK md. 243’ün gerekçesinde bilişim sistemi “*verileri toplayıp yerleştirdikten sonra bunları otomatik işlemlere tâbi tutma olanağını veren manyetik sistemler*”⁴⁹ şeklinde tanımlanmıştır. Yargıtay kararlarında istikrarlı bir şekilde aynı tanım benimsenmektedir.⁵⁰ Bu tanım bilişim sistemlerinin yalnızca verinin işlenmesini veya depo edilmesini değil, iletilmesini de kapsadığı için eksik olduğu yönünde eleştirilmektedir.⁵¹ Nasıl ki bilişim, verinin işlenmesine ve aktarılmasına odaklanan

⁴² Erdağ, a.g.e., s. 277.

⁴³ 10 Kasım 2010 tarihinde imzalanan sözleşme, 22 Nisan 2014 tarihinde onaylanmıştır. Sözleşme Resmi Gazete’de “*Sanal Ortamda İşlenen Suçlar Sözleşmesi*” olarak yayımlanmıştır. Resmi Gazete, **Sanal Ortamda İşlenen Suçlar Sözleşmesinin Onaylanmasının Uygun Bulunduğuna Dair Kanun**, T. 02.05.2014, S. 28988, (E.T. 29.01.2021).

⁴⁴ Avrupa Konseyi, **Convention on Cybercrime**, 23 Kasım 2001, s. 3, www.coe.int (E.T. 29.01.2021).

⁴⁵ Hasan Gerçek, **Yorumlu & Uygulamalı Türk Ceza Kanunu**. Ankara: Seçkin Yayınları, Şubat 2020, s. 2161.

⁴⁶ Özbek, a.g.e., s. 1023.

⁴⁷ Yargıtay bilişim alanını, bilgileri depo ettikten sonra bunları otomatik olarak işleme tabi tutan sistemlerden oluşan alanlar olarak tanımlamaktadır. YCGK E. 2015/23-1100, K. 2016/110, T. 8.3.2016, Kazancı (E.T. 28.07.2020).

⁴⁸ Dülger, a.g.e., s. 68.

⁴⁹ Gerçek, a.g.e., s. 2251.

⁵⁰ YCGK E. 2015/23-1100, K. 2016/110, T. 8.3.2016; YCGK E. 2012/15-1293, K. 2013/111, T. 2.4.2013, Kazancı (E.T. 25.06.2020).

⁵¹ Erdağ, a.g.e., s. 277; Özbek, a.g.e., s. 1023.

bilim dalıysa, bilişim sistemi de veriyi işlemeye, aktarmaya yarayan elektronik, manyetik sistemler olarak özetlenebilir. Sonuç olarak bilişim sistemi için kabul edilmesi gereken tanıma göre bilişim sistemi, girdi olarak bilgiyi alan; bu girdiyi amaca uygun olarak işleme tabi tutan ve sonuçları çıktı olarak sunabilen ve bunları iletebilen makineler olarak ifade edilebilir.⁵²

Bilişim sistemi için yapılan tanımdan çıkarılan ilk örnek bilgisayardır. Bu sistemlerin bir türü olan bilgisayardan başka bilişim sistemleri de vardır. Dolayısıyla kapsamı daha geniştir.⁵³ Bilişim Ağı Hizmetlerinin Düzenlenmesi ve Bilişim Suçları Hakkında Kanun Tasarısı'nda bilişim sistemi "*bilgisayar, çevre birimleri, iletişim altyapısı ve programlardan oluşan veri işleme, saklama ve iletmeye yönelik sistem*"⁵⁴ olarak tanımlanmıştır. Doktrinde buna benzer tanımlar yapılmaktadır.⁵⁵ Kanımızca bu tanım yapıldığı takdirde bilişim sistemi kavramı bilgisayar veya en azından buna bağlı birimler olarak sınırlandırılmaktadır. Bilişim sistemi ve bilgisayar kavramlarının birbirinin yerine kullanılmaları doğru kabul edilmediğinden tanımda yer verilen donanım ile ilişkin sınırlama yerinde değildir.⁵⁶

B. Bilgisayar

Bilgisayar⁵⁷ için İngilizce "computer"; Fransızca "l'ordinateur" kelimeleri kullanılmaktadır.⁵⁸ Eskiden dilimizde bilgisayarın karşılığı olarak "kompütör" veya "ordinatör" gibi kelimeler kullanılırken daha sonra "-bilgi" ve "-saymak"

⁵² Akarslan, a.g.e., s. 29.

⁵³ Erdağ, a.g.e., s. 279; Yenidünya/ Değirmenci, a.g.e., 3, s. 27.

⁵⁴ Bilişim Ağı Hizmetlerinin Düzenlenmesi ve Bilişim Suçları Hakkında Kanun Tasarısı, <https://www.tbd.org.tr/bilisim-agi-hizmetlerinin-duzenlenmesi-ve-bilisim-suclari-hakkinda-kanun-tasarisi/> (E.T. 29.01.2021).

⁵⁵ Ahmet Gül, **Doğrudan/ Dolaylı Bilişim Suçları**, Ankara: Seçkin Hukuk, Haziran 2018, s. 26

⁵⁶ Emre İkbâl Açıkgöz, **Bilişim Sistemi Aracılığıyla Yarar Sağlama Suçu (TCK m. 244/4)**, Ankara: Adalet Yayınları, Ocak 2020, s. 23.

⁵⁷ Bilgisayar denilince akla monitör, kasa, klavye gibi cihazlardan oluşan bir bütün gelmekteydi. Şimdiyse bütün bunları bir arada barındıran daha küçük ve hafif dizüstü bilgisayarlar ve bunların çeşitleriyle beraber klasik anlamda bilgisayar konusundaki algı değişmiştir. Artık elektronik cihazlar kendi başına hesap, analiz yapabilen ve sonuç çıkarabilen hale gelmiştir. Geçirdiği bu uzun yolculukta pek çok değişikliğe uğrayan bilgisayar ilk üretildiğinde oldukça ağır ve büyüktür. Bugün ilk elektronik bilgisayar olarak kabul edilen ve açılımı "*Electronical Numerical Integrator and Calculator*" olan büyük cihaz ENIAC, Pennsylvania Üniversitesi'nde 1946'da üretilmiştir. Bilgisayarların atası olan bu cihaz 30 ton ağırlığındaydı. Bu açıdan bakıldığında bugün kullanılan bilgisayarlara göre oldukça farklı olduğu söylenebilir. O zamandan beri bilgisayar oldukça değiştirilmiştir. Ayrıca artık bilgisayarlarla benzer işlevleri yerine getirilebilen çok fazla cihaz geliştirilmeye başlanmıştır. Aydın, a.g.e., s. 8; Akbulut, a.g.e., s. 89.

⁵⁸ Erdağ, a.g.e., s. 277.

kelimelerinin birleşiminden oluşan “bilgisayar” kelimesi kullanılmaya başlanmıştır.⁵⁹ TDK tarafından bilgisayar “*çok sayıda aritmetiksel veya mantıksal işlemlerden oluşan bir işi, önceden verilmiş bir programa göre yapıp sonuçlandıran elektronik araç, elektronik beyin*”⁶⁰ olarak tanımlanmaktadır. Bilgisayar tanımı donanım üzerinden, yazılım üzerinden veya her ikisi üzerinden yapılabilmektedir. Donanım (hardware) bilgisayarın somut unsurudur. Elle tutulabilen, mekanik parçalarının bütünü donanımı oluşturur. Bilgisayarın soyut unsuru olan bilgisayar programları ise bilgisayarın yazılım (software) kısmını oluşturur.⁶¹

Bilgisayar tanımlanırken ilk eğilim yazılım üzerinden bilgisayarın yaptığı işlemleri aydınlatmak şeklindedir. TDK tanımında bilgisayarın yaptığı işlemler üzerinde durulurken hangi elektronik parçalarla işlem yaptığı üzerinde durulmamıştır. Bunun yerine soyut özellikli programları ve bunlarla yaptığı işlemler açıklanarak ayırt edici nokta yazılım olarak görülmüş ve bunun üzerinden tanım yapılmıştır.⁶² Benzer şekilde Bilişim Ağı Hizmetlerinin Düzenlenmesi ve Bilişim Suçları Hakkında Kanun Tasarısı bilgisayarı “*Belleğindeki programa uygun olarak aritmetik ve mantıksal işlemleri yapabilen, karar verebilen, yürüteceği programı ve işleyeceği verileri ezberinde tutabilen, çevresiyle etkileşimde bulunabilen araçlar*”⁶³ olarak tanımlamaktadır. Bunun yanında bilgisayarın donanım unsurunun genel hatlarıyla ifade edildiği tanımlar da bulunmaktadır. Örneğin, Amerika Birleşik Devletleri’nin bilişim suçlarının düzenlendiği temel kanunlardan biri olan Bilgisayar Dolandırıcılığı ve Kötüye Kullanma Kanunu, bilgisayarı “*mantık, aritmetik veya depolama işlemlerini gerçekleştiren elektronik, manyetik, optik, elektrokimyasal veya diğer yüksek hızlı veri işleme cihazları ve bu tür bir cihazla doğrudan ilişkili veya bağlantılı olarak çalışan herhangi bir veri depolama tesisi veya iletişim tesisini içerir.*” şeklinde tanımlanmıştır.⁶⁴ Daha net olarak bilgisayarın donanım unsurları üzerinden yapılan tanımlar da mevcuttur. Örneğin, bir tanıma göre klavye, fare, kamera vb. ile sağlanan bilginin girişi unsuru; sabit disk, disket ile sağlanan bilginin saklanması unsuru;

⁵⁹ Dülger, a.g.e., s. 59.

⁶⁰ Türk Dil Kurumu Sözlüğü, <https://sozluk.gov.tr/>, (E.T. 13.03.2020).

⁶¹ Akarslan, a.g.e., s. 30.

⁶² Akbulut, a.g.e., s. 11.

⁶³ Bilişim Ağı Hizmetlerinin Düzenlenmesi ve Bilişim Suçları Hakkında Kanun Tasarısı, <https://www.tbd.org.tr/bilisim-agi-hizmetlerinin-duzenlenmesi-ve-bilisim-suclari-hakkinda-kanun-tasarisi/> (E.T. 29.01.2021).

⁶⁴ Samuel Kane, “Available, Granted, Revoked: A New Framework for Assessing Unauthorized Access Under the Computer Fraud and Abuse Act”, *The University of Chicago Law Review*, C. 87, S. 5, Temmuz 2020, s. 1442.

merkezi işlem birimi (CPU- Central Processing Unit) ile sağlanan bilgi işleme unsuru ve ekran, yazıcı gibi çıkış birimleriyle sağlanan bilginin çıkışı unsuru olmak üzere dört unsur ile bilgileri depolayan, işleyen ve fiziksel olarak sunabilen elektronik makineler bilgisayar olarak kabul edilmektedir.⁶⁵

Kanımızca yazılım unsuru üzerinden tanım yapmak daha yerindedir. Donanım konusunda çeşitlilik çok fazladır ve bilgisayar çok fazla mekanizmadan oluşmaktadır. Bunun yerine temelde işlevlerin neler olduğunun belirtilmesi daha doğru olacaktır. Bu halde bilgisayar, program diline uygun düzenlenmiş her türlü problem üzerinde aritmetiksel ve mantıksal işlem yapabilen, girdi olarak sunulan veriyi işleyebilen, depolayabilen, düzenleyebilen ve iletebilen elektronik araçtır.⁶⁶ Görüldüğü üzere, bilgisayar için yapılan tanımlarda esnek ve sınırları net olmayan ibareler kullanılmaktadır. Bu sebeple bilgisayarı diğer bilişim sistemlerinden ayırmak önem kazanmaktadır. Bilgisayara yazılımları silinerek veya silinmeden yeni yazılımlar yüklenebilmesi farklardan birincisidir. Bu haliyle hesap makinesi gibi cihazlardan ayrılmaktadır. İkinci olarak bilgisayar genel özelliklidir. Tek bir amaca özgülenmemiştir. Yargıtay da bu durumu kabul ederek bilgisayarın genel ve kapsayıcı oluşunu diğer bilişim sistemlerinden ayırıcı unsur olduğunu ve röntgen cihazı, çamaşır makinesi veya televizyon gibi cihazlardaki belli bir amaca özgülenmiş olma sebebiyle bilgisayar olarak kabul edilmediğini belirtmiştir.⁶⁷ Bu yönden bakınca ATM veya POS makinesi gibi cihazların bilgisayar olmadığını kabul etmek gerekir. Fakat bilgisayar tanımı içerisinde yer almasa da bilişim sistemi niteliği taşıdığı tespit edilen pek çok cihaz mevcuttur. Bilişim sistemleri, bilgisayarı kapsamakla beraber daha fazlasını içerir.⁶⁸ Kanunda tanımlanmış fiillerde bilgisayar dışındaki bilişim sistemi cihazlarının kullanılması veya bu cihazlara karşı suç işlenmesi halinde de bu suçların bilişim suçu kapsamında kalacağı açıktır. Bu anlamda ATM ve POS makinesi gibi cihazlar bilgisayar değilse de bilişim sistemi olarak değerlendirilmelidir.⁶⁹

⁶⁵ Akarslan, **a.g.e.**, s. 31.

⁶⁶ Benzer bir tanım için bkz. YCGK E. 2007/6-136, K. 2007/150, T. 19.6.2007, Kazancı (E.T. 11.09.2020); Akarslan, **a.g.e.**, s. 30.

⁶⁷ YCGK E. 2007/6-136, K. 2007/150, T. 19.6.2007, Kazancı (E.T. 11.09.2020).

⁶⁸ Yüksel Ersoy, “Genel Hukuki Koruma Çerçevesinde Bilişim Suçları”, **Ankara Üniversitesi Sosyal Bilimler Fakültesi Dergisi**, C. 49, S. 3, Mart 1994, s.151; Aynı yönde YCGK E. 2007/6-136, K. 2007/150, T. 19.6.2007, Kazancı (E.T. 27.11.2020).

⁶⁹ Aynı yönde Yargıtay kararı için bkz. Yargıtay 10. Ceza Dairesi E. 2004/14311 K. 2004/10906 T. 2.11.2004, Kazancı (E.T. 11.09.2020).

C. İnternet

İnternet kelimesi “inter” ve “net” eklerinin birleşmesiyle oluşturulmuştur. Bilgisayarlar arası ağ anlamındaki “intercomputer network” yerine geçen bir ifadedir. “-İnter” eki Latince “arasında” anlamına gelmektedir. “Net” ise “ağ” anlamına gelen ingilizce kelimedir. Bu isimlendirmenin sebebi yerel ağların birleşiminden oluşan küresel ağı ifade ediyor olmasıdır.⁷⁰ Dolayısıyla internet, isminin karşılığı olarak farklı yerdeki çok sayıda ağın birleşiminden⁷¹ oluşan büyük küresel ağ olarak tanımlanmaktadır.⁷² Yargıtay da aynı yönde internetin dünya üzerindeki pek çok bilgisayarı bağlayan küresel ağlardan oluşan sistem olarak tanımlamaktadır.⁷³ Bu ağın oluşması ve bugünkü halini alması uzun sürmüştür. İlk ortaya çıktığı zamandan beri evrimleşerek bugün herkes için ulaşılabilir hale gelmesi yaklaşık 60 yıllık bir süreçten oluşur.⁷⁴

D. Veri

Veri (İngilizce “data”) denildiğinde akla gelen ilk kavram bilgidir. Ancak aslında veri ile bilgi birbirine yakın terimler olsa da eş anlamlı değildir. Veri her bilgi değil, iletişim için veya belli bir işlem için uygun hale getirilmiş, düzenlenmiş bilgidir.⁷⁵ Bu düzenlemeyle yazılım diline dökülerek veri haline getirilen bilgi, bilişim sistemi aracılığıyla amacına uygun olarak işlenebilecek, depolanabilecek ve

⁷⁰ Fatih Sinan Esen, **Dumandan Sosyal Medyaya Kitle İletişimin Kısa Tarihi**, Ankara: Gazi Kitabevi, Aralık 2019, s. 73.

⁷¹ Bu geniş ağ içerisinde bulunan düğümler birbirinden farklı bilgisayarlardır. Bu bilgisayarlar arasındaki iletişimin sağlanmasındaki ilk önemli adım 1973’te hazırlanan TCP (Transmission Control Protocol) yani iletim kontrol protokolüdür. Buna 1978’de IP (Inter- network Protocol- ağlararası protokol) eklenerek TCP/IP şeklinde isimlendirilen ve bu farklı bilgisayarların iletişimini sağlayan protokolün temeli oluşturulmuştur. İnternet Protokol, internete bağlı olan cihazları tanımlayan, çeşitli sayıların kombinasyonundan oluşan kılavuz adrestir. Ağdaki cihazların yön bulup iletişim sağlayabilmeleri için gereklidir. IP adresi olan sayıların karmaşık olması sebebiyle bu adresi ifade eden kelimelerden oluşan sisteme DNS (Domain Name System- Alan Adı Sistemi) denilmektedir. Bunun yanında ağdaki içeriğe erişimi sağlayan koordinatlara ise URL (Standat Kaynak Bulucu- Uniform Resource Loader) denilmektedir. Akarslan, **a.g.e.**, s. 34; Dülger, **a.g.e.**, s. 93-94; Gül, **a.g.e.**, s. 28-30; Yeşim Güçdemir, “Bilgisayar Ağları İnternetin Gelişimi ve Bilgi Kirlenmesi”, **İstanbul Üniversitesi İletişim Fakültesi Dergisi**, S. 17, Mart 2012, s. 373.

⁷² Fatih Sinan Esen, **a.g.e.**, s. 74; Güçdemir, **a.g.e.**, s. 373.

⁷³ YCGK E. 2012/15-1293, K. 2013/111, T. 2.4.2013, Kazancı (E.T. 25.06.2020).

⁷⁴ İnternet, ilk defa Amerika’da askeri amaçlarla geliştirilen 70’li yıllarda ARPANET isimli ağın gelişmesiyle oluşmuştur. ARPANET, başlangıçta yalnızca askeri üstlerin iletişiminde kullanılmak üzere tasarlanmıştır. 1972’de bir konferansta dünyaya tanıtılmış ve zamanla kullanım alanları çeşitlenmiştir. Dülger, **a.g.e.**, s. 93; Fatih Sinan Esen, **a.g.e.**, s. 74; Güçdemir, **a.g.e.**, s. 373.

⁷⁵ Akarslan, **a.g.e.**, s. 30; Recep Yılmaz Yazıcıoğlu, **Bilgisayar Suçları: Kriminolojik, Sosyolojik ve Hukuksal Boyutları ile**, İstanbul: Alfa Kitabevi, 1997, s. 29; Zakir Avşar, Gürsel Öngören, **Bilişim Hukuku**, İstanbul:Türkiye Bankalar Birliği Yayını, 2010, s. 31.

iletilebilecektir.⁷⁶ Dolayısıyla her veri bilişim sistemine yönelik sayı, harf ve simgelere dönüşmüş bilgidir;⁷⁷ fakat her bilgi veri değildir. Bilgi daha geniş bir kavramdır.⁷⁸

TCK md. 243'ün gerekçesinde veri, bilişim sisteminin temelinde kullanılan soyut şeyler olarak tanımlanmaktadır.⁷⁹ Benzer şekilde İnternet Ortamında Yapılan Yayınların Düzenlenmesi ve Bu Yayınlar Yoluyla İşlenen Suçlarla Mücadele Edilmesi Hakkında Kanun veriyi, “*bilgisayar tarafından üzerinde işlem yapılabilen her türlü değer*”⁸⁰ olarak tanımlamıştır. Birbirine paralel olarak bilişim sisteminin üzerinde işlem yapabileceği hale getirilen her türlü değeri veri olarak kabul eden geniş bir tanım yapılmaktadır.

Bilgisayar verisi (computer data) kavramının tanımı Avrupa Konseyi Siber Suç Sözleşmesi md. 1'de “*bilgisayar sistemlerinin işlevlerini yerine getirmesinde yardımcı olan programlar dâhil, olguların, bilgilerin veya kavramların bir bilgisayar sisteminde işlenebilir haldeki temsilleri*” şeklinde yapılmıştır.⁸¹ Dolayısıyla kavram verinin bilgisayar içindeki yansımaları ifade etmektedir. Bir görüşe göre çeşitli düzenlemelerde veya yorumlarda bilgisayar verisi kavramının kullanılması bunların kapsamını gereksiz ve hatalı olarak daraltacaktır. Zira bu durumda bilgisayar olmayan ancak bilgisayarla ilgili çeşitli bilişim öğelerinde yer alan veriler kapsama dahil olmayacaktır.⁸² USB gibi taşınabilir bellek araçlarındaki veriler, buna örnek olarak verilebilir. Dolayısıyla bilişim suçları ile ilgili bilgisayar verisi yerine veri kavramının kullanılması daha yerindedir.

Açıklanması gereken bir diğer kavram ise kişisel veri kavramıdır. Kişisel veri (personal data) bir kişinin kimliği yansıtan, kişiyi karakterize eden ve diğerlerinden ayırarak doğrudan veya dolaylı olarak bu kişiyi tanımlayan bilgilerdir.⁸³ İsim, soy isim,

⁷⁶ Değirmenci, **a.g.e.**, s.48.

⁷⁷ Alaattin Bük, **Bilişim Alanında Kişisel Verilerin Korunması**, Ankara: Seçkin Yayınları, Mayıs 2018, s.52; Ersoy, **a.g.e.**, s. 169.

⁷⁸ Aydın, **a.g.e.**, s. 3; Yenidünya/ Değirmenci, **a.g.e.**, s. 48.

⁷⁹ Gerçeker, **a.g.e.**, s. 2152.

⁸⁰ Resmi Gazete, **İnternet Ortamında Yapılan Yayınların Düzenlenmesi ve Bu Yayınlar Yoluyla İşlenen Suçlarla Mücadele Edilmesi Hakkında Kanun**, T. 23.05.2007, S. 26530, (E.T. 28.01.2021).

⁸¹ Avrupa Konseyi, **a.g.e.**, s.3.

⁸² Dülger, **a.g.e.**, s. 79; Osman Gazi Ünal, **Bilgisayarlarda, Bilgisayar Programlarında ve Kütüklerinde Arama, Kopyalama ve Elkoyma**, Yayınlanmamış Yüksek Lisans Tezi, Gazi Üniversitesi Sosyal Bilimler Enstitüsü Kamu Hukuku Anabilim Dalı Ceza ve Ceza Usul Hukuku Bilim Dalı, Ankara, 2011, s. 12.

⁸³ Christopher Millard/ Wk. Hon, “Defining ‘Personal Data’ in e-Social Science”, **Information, Communication & Society**, C. 15, S. 1, 2012, s. 68.

vatandaşlık, medeni hal gibi hukuki ögelerin yanında cinsiyet gibi fiziki olgular veya bir banka hesabının kullanıcı adı, şifresi gibi sanal olgular kişiyi tanımlayan bilgilerdir.⁸⁴ 24/3/2016 tarihinde kabul edilen 6698 sayılı Kişisel Verilerin Korunması Kanunu md. 3'te kişisel veri “*kimliği belirli veya belirlenebilir gerçek kişiye ilişkin her türlü bilgi*” şeklinde tanımlanmıştır.⁸⁵

Kişisel veri kavramı içerisine dahil olan dijital ortamda kişinin tanımlayıcı unsurlarına yapılan hukuka aykırı müdahalelerde kişisel veri kavramı gündeme gelmektedir. Elektronik ticaretin artmasıyla birlikte dijital ödeme yöntemlerine olan talep artmaktadır. Kart bilgileri de kişisel veri kapsamında olduğundan⁸⁶ bu verilere karşı veya bu verilerle işlenecek suçlarda⁸⁷ aynı zamanda kişisel verilere ilişkin haklar ihlal edilmektedir.⁸⁸ Özellikle elektronik bankacılık yoluyla yapılan işlemler yoluyla işlenen suçlarda bu veriler kullanılmaktadır.⁸⁹ Bu tür verilerin yasa dışı kullanımıyla çeşitli bilişim suçları işlenebilmektedir.⁹⁰

E. Bilişim Suçu

Bilişim suçunun doğduğu yer kabul edilen Amerika Birleşik Devletleri'nde bu suçları isimlendirmek için bilgisayarla ilgili suçlar (computer related crimes), bilgisayar suçları (computer crimes), bilgisayara karşı suçlar (crimes against computer) gibi çeşitli ifadeler kullanılmaktadır.⁹¹ Almanya'da bilgisayar suçu anlamındaki “computerkriminalität” kelimesi kullanılmaktadır. Fransa'da “la fraude

⁸⁴ Bük, **a.g.e.**, s. 33- 34; Vida M. Vilić, “Phishing And Pharming As Forms Of Identity Theft And Identity Abuse”, **Balkan Social Science Review**, C. 13, S. 13, Haziran 2019, s. 43.

⁸⁵ Resmi Gazete, **Kişisel Verilerin Korunması Kanunu**, S. 29677, T. 7/4/2016, (E.T. 01.02.2021).

⁸⁶ Bük, **a.g.e.**, s. 34; Mehtap Akan, “Bilişim Sistemi Aracılığı ile Kişisel Verilerin Rızayla Elde Edilmesi Ne Zaman Suç Oluşturur”, **İstanbul Barosu Dergisi**, Ocak 2020, C. 94, S. 1, s. 118.

⁸⁷ Rade Stankic / Jasna Soldic Aleksic/ Aalexandra Jakovljevic, “Digital Transformation Trends In Payment Systems”, **Novi Ekonomist**, C. 13, S. 26, Aralık 2019, s. 36, (E.T. 05.06.2020); Ahmad Waqar, **Is Credit Card Fraud a Real Crime? Does It Really Cripple the E-commerce Sector of E-business?**, International Conference on Management of e-Commerce and e-Government, 2008, s. 366, (E.T. 13.09.2020).

⁸⁸ Osman Açıkgöz, “Kişisel Verilerin Hukuka Aykırı Şekilde Elde Edilmesi ve İnternet Bankacılığında Kullanılması Sonucu Malvarlığı Zarara Uğratan Bankaya Karşı Mevduat Sahibinin Hukuki Sorumluluğu”, **Marmara Üniversitesi Hukuk Fakültesi Hukuk Araştırmaları Dergisi**, C. 22, S. 1, Mart 2017, s. 394; Stankic / Aleksic/ Jakovljevic, **a.g.e.**, s. 35.

⁸⁹ Waqar, **a.g.e.**, s. 366.

⁹⁰ EUROPOL, **IOCTA (Internet Organised Crime Threat Assessment)**, Kasım 2019, <https://www.europol.europa> (E.T. 04.09.2020), s. 19; ENİSA, **Financial Fraud in Digital Space**, s. 1; Waqar, **a.g.e.**, s. 369

⁹¹ Umut Ö. Eker, “Türk Ceza Hukuku’nda Bilişim Suçları’ Eski TCK Bağlamında Hukukumuzda Yer Alan İlk Düzenlemeler ve 5237 Sayılı Yeni Türk Ceza Kanunu’nun İlgili Hükümlerinin Yorumu”, **Türkiye Barolar Birliği Dergisi**, S. 62, Ocak/Şubat 2006, s. 104.

informatique” ifadesi kullanılmaktadır.⁹² Bilişim suçunu ifade etmek için internet suçu,⁹³ bilgisayar suçu,⁹⁴ bilgisayarla ilgili suç,⁹⁵ dijital suç,⁹⁶ siber suç⁹⁷ gibi çeşitli kavramlar kullanılmaktadır. Bunlardan siber suç⁹⁸ veya aynı anlama sahip sanal suç kavramları, işlenen suçların fiziki karşılığının olmamasını ifade etmeleri açısından eleştirilmektedir.⁹⁹ Kanımızca, bu kelimeler suçun fiziki gerçekliğinin bulunmadığını değil, internet üzerinden işleniyor oluşunu ifade etmektedir. Bilişim ve iletişim teknolojileri tarafından sağlanan hız ve anonimlik, eskiden çok zor olan sınırların şimdi kolaylıkla geçilebilmesini sağlayan bir ortam yaratsa da ortam gerçek dışı değildir.¹⁰⁰ Bu sebeple suçun fiziki gerçekliğinin olmadığını yansıtan bir kullanım değildir. Ancak daha anlaşılır ifadeler kullanılması gerekir. İnternet suçu, bilgisayar suçu, bilgisayar aracılığıyla işlenen suç veya bilgisayarla ilgili suç gibi kavramların da bilişim suçlarını ifade edecek şekilde birbirinin yerine kullanıldıkları görülmektedir.¹⁰¹ İlk olarak, internet suçları ile bilgisayar suçları birbirinden farklıdır. İnternet olmadan bilgisayar suçu işlenebileceği gibi bilgisayar olmadan da internet suçu işlenebilecektir.¹⁰² Dolayısıyla bu iki kavramın bir arada olduğu durumlar olsa da bu bir zorunluluk değildir. Ancak bu kullanım, suçta kullanılan aletlerin suça ismini

⁹² Dülger, **a.g.e.**, s. 72-73; Klaus Tiedemann, “Bilgisayarla (Kompüter) İşlenen Suçların Ceza Hukuku Yönünden İncelenmesi”, Çev: Feridun Yenisey, **İÜHF**, C. 41, S.1-2, 1975, s. 319.

⁹³ David S. Wall, “Cybercrime, Media and Insecurity: The Shaping of Public Perceptions of Cybercrime”, **International Review of Law, Computers & Technology**, C. 22, S. 1-2, Mart-Temmuz 2008, s. 55.

⁹⁴ Faruk Erem, “Bilgisayar Suçları ve Türk Ceza Kanunu”, **İstanbul Barosu Dergisi**, C.69, S.10, Ekim-Aralık 1993, s.727; Sieber, **Bilgisayar Suçluluğu**, s.16

⁹⁵ Ulrich Sieber, “Legal Aspects of Computer-Related Crime in Information Society-A Comcrime Study”, **European Commission Information Society**, 1 Ocak 1998, s.18, <https://ec.europa.eu> (E.T. 07.08.2020).

⁹⁶ Akbulut, **a.g.e.**, s. 56.

⁹⁷ İngilizce siber suç kavramı için “cybercrime” kelimesi kullanılmaktadır. Al Azzam, **a.g.e.**, s. 67.

⁹⁸ Siber suçun etimolojik kökeni 2400 yıl önce Platon’un diyaloglarındaki “sibernetik” kavramına kadar gidebilmektedir. “Siber” öneki Yunanca “kubernetes” yani dümençi anlamına gelen kelimeye dayanmaktadır. Benzer şekilde türetilmiş olan siber uzay, internet ve onun çeşitli servislerinin kullanılmasıyla ortaya çıkan ortamlar silsilesi için kullanılan kolektif bir isimdir. Siber suç ise ilk kez medyada, John Perry Barlow tarafından 1991 de yazılan bir makalede ortaya atılmış ve bilgisayar veya internetin kullanılması yoluyla işlenen suç olarak tanımlanmıştır. Günümüzde yaygın olarak, ağa bağlı teknolojileri, elektronik iletişim ve erişim araçları vasıtasıyla siber dünyada işlenen suçlar anlamında kullanılmaktadır. Charles Wild / Stuart Weinstein / Neil MacEwan / Neal Geach, **Electronic and Mobile Commerce Law: An Analysis of Trade, Finance, Media and Cybercrime in the Digital Age**, University Of Hertfordshire Press, Nisan 2011, s. 309; Wall, **a.g.e.**, s. 47; Andleeb Shiza/ Ahmed Rashid/ Ahmed Zaheer/ Kanwal Maira, “Identification and Classification of Cybercrimes using Text Mining Technique”, **2019 International Conference on Frontiers of Information Technology (FIT)**, Islamabad, Pakistan, 2019, s. 227.

⁹⁹ Yener Ünver, “TCK ve CK Tasarısı’nın İnternet Açısından Değerlendirilmesi”, **İÜHF**, C. 59, S.1-2, İstanbul, 2001, s. 79.

¹⁰⁰ Ünver, **a.g.e.**, s.312.

¹⁰¹ Ersoy, **a.g.e.**, s.152.

¹⁰² Veli Özer Özbek, “İnternet Kullanımında Ortaya Çıkabilecek Bazı Ceza Hukuku Sorunları”, **Dokuz Eylül Üniversitesi Hukuk Fakültesi Dergisi**, C. 4, S. 1, 2002, s. 106.

vermesi açısından bazı sorunları meydana getirmektedir. Suçta bilgisayarın kullanılması veya internetin kullanılması suçun belirgin ve ayırt edici özelliği gibi görünse de aslında bilişim suçunda kullanılan bu vasıtalar, en yaygın vasıtalar olmaları sebebiyle isimlendirmeye yansımaktadırlar. Zira internet dışında başka bilgisayar ağları da mevcuttur. Aynı şekilde bilgisayar dışında başka bilişim sistemleri de mevcuttur. Ancak internet en çok kullanılan ağıdır. Keza bilgisayar da en çok kullanılan bilişim sistemlerinden biridir.¹⁰³ Dolayısıyla bu kavramlar kullanıldığında bilişim suçlarının bir kısmı açıkta kalacaktır. Örneğin, bilgisayar dışında bir bilişim sistemi kullanıldığında bunun bir bilgisayar suçu olup olmadığı sorunu karşımıza çıkacaktır. Bu anlamda bu kavramların eksik olduğunu belirtebiliriz. Aynı şekilde elektronik suç, dijital suç gibi kavramlar da bu eksikliği taşımaktadır. Bilişim sistemi olmasa da dijital olan cihazlar mevcuttur.¹⁰⁴ Kavram karmaşasından kurtulmak adına genel ve kapsayıcı bir ifade olarak bilişim suçu şeklindeki isimlendirme daha yerinde görünmektedir.

Bilişim suçu tanımının sınırları çizilirken bilişim sisteminin suçun hangi niteliği itibariyle belirleyici olacağı konusunda farklı yaklaşımlar benimsenebilmektedir. Bilişim suçunu belirlerken failin niteliklerinin önemli olup olmadığı;¹⁰⁵ bilişim sisteminin araç mı hedef mi olması gerektiği; suçun işlenişinde bilişim sisteminin bir şekilde bağlantılı olmasının yeterli olup olmadığı yahut suçla korunan hukuki değere göre sınırlandırmanın gerekliliği konularında farklı duruşlar benimsenmektedir.¹⁰⁶ İlk olarak, bilişim sisteminin araç olarak kullanıldığı suçları bilişim suçu olarak kabul eden görüş geniş bir kapsam belirlemektedir. Bu durumda, yalnızca malvarlığına karşı işlenen suçlar gibi, korunan hukuki değere göre belli bir şekilde sınırlandırma yapılmamakta, suçun bilişim sistemi vasıtasıyla işlenmesi yeterli görülmektedir.¹⁰⁷ Diğer kabule göre ise bilişim sistemi hem araç hem hedef konumundadır. Bu iki hali de kapsayacak şekilde bilişim suçu, bu sistemler vasıtasıyla yahut bu sistemlere karşı

¹⁰³ Yenidünya/ Değirmenci, **a.g.e.**, s. 32.

¹⁰⁴ Akbulut, **a.g.e.**, s. 59.

¹⁰⁵ Bilişim suçlarının belirleyici özelliklerinden biri olarak, bu suçların failinin bilişim sistemleri konusunda bilgi seviyesi yüksek kişi olması gerektiğini savunulmaktadır. Dolayısıyla bilişim suçu işlenebilmesi için, suçu işleyen kişi bilişim sistemleri hakkında belli bir seviyenin üzerinde bilgiye sahip olacaktır. Örneğin, failin kişisel yeteneklerini suç işleme kastı doğrultusunda, suçu icra etmeye yetecek seviyede geliştirmiş olması ve yakalanma olasılığını aza indirmek için yeterli bilgi ve beceriye sahip olması gibi çeşitli özellikler sayılabilir. Akbulut, **a.g.e.**, s. 65; Jerome E. Jackson, "Fraud Masters: Professional Credit Card Offenders and Crime", **Criminal Justice Review**, C. 19, S. 1, 1994, s. 53.

¹⁰⁶ Umut Ö. Eker, **a.g.e.**, s. 103.

¹⁰⁷ Ersoy, **a.g.e.**, s.151.

işlenen suçlar şeklinde tanımlanmıştır.¹⁰⁸ Her iki durumda da yapılan bilişim suçu tanımı geniş anlamda bir tanımdır. Zira suçta bu sistemlerin araç olması yeterli görülmektedir. Bu yönde bir kabul ile suç, bilgisayar vasıtasıyla, bilgisayardaki veriyle ilgili faaliyetler sırasında işlenen veya bunlara karşı işlenen suçlar şeklinde tanımlanmaktadır.¹⁰⁹ Bilişim suçu, bu görüşte yapılan bir diğer tanımda, elektronik bilgi-işlem kayıtlarına yapılan hukuka aykırı her tür müdahale olarak kabul edilmiştir. Bu verilere hukuka aykırı erişim veya bunların değiştirilmesi vurgulanmıştır. Bu suçlar bilişim sistemine karşı veya onlarla birlikte işlenir.¹¹⁰ Benzer olarak, Dönmezer iki sınıfta grupladığı bu tür suçları bilgisayar sistemi ile veya bu sistemlere karşı suçlar şeklinde isimlendirmektedir.¹¹¹ Aksi yönde bir görüşe göre bilişim sistemi hiçbir durumda hedef konumunda olmayacaktır. Tersine her zaman vasıta konumundadır. Asıl hedef bu sistem içerisindeki veriler veya sistemin işleyişidir.¹¹² Yapılan bir bilişim suçu tasnifinde ise, bilişim sisteminin hedef olduğu kabul edilmiş ancak hedeflenen kısımlara göre bilişim suçları sınıflandırılmıştır. Buna göre bilgisayarın fiziki yapısının hedef olduğu; bilgisayarın işleyişinin hedef olduğu yahut bilgisayar ağlarının hedef olduğu üç çeşit bilişim suçu vardır.¹¹³

Bilişim suçunu belirlerken yalnızca malvarlığına, kişilere veya devlete karşı suçları bu gruba alan bir diğer görüş ise suçla korunan hukuki menfaate göre bir sınırlama yapmaktadır.¹¹⁴ Bu özellikle suçun ilk ortaya çıkmaya başladığı zamanlarda benimsenmiş bir görüştür. Ancak bu yaklaşım zamanla bu suçların yalnızca malvarlığına, kişilere, devlete ya da verilere karşı işlenmediği yahut yalnızca ekonomik suç teşkil etmediği şeklinde eleştirilmiştir. Zira zamanla bu suçların değişik alanlarda işlenmesi, başlangıçta tasavvur edilen kapsamın dışında çok fazla menfaate karşı saldırı teşkil edebileceğini ortaya çıkmıştır. Böylelikle, bilgisayar suçu kavramının 1990'larda bilgisayar ve iletişim sistemlerinin kullanımını da içerebilecek geniş bir kavram olarak oluşturulması gerektiği ortaya çıkmıştır.¹¹⁵ Fakat, yine de

¹⁰⁸ Ali Karagülmez, **Bilişim Suçları ve Soruşturma- Kovuşturma Evreleri**, Ankara: Seçkin Yayınevi, Temmuz 2014, s. 57.

¹⁰⁹ Akarslan, **a.g.e.**, s. 36; Recep Yılmaz Yazıcıoğlu, "Bilgisayar Ağları ile İlgili Suçlar Konusunda Türk Ceza Kanunu 2000 Tasarısı", **Uluslararası İnternet Hukuku Sempozyumu 21-22 Mayıs 2001**, İzmir: Dokuz Eylül Üniversitesi Yayını, s. 465.

¹¹⁰ Aydın, **a.g.e.**, s. 27.

¹¹¹ Sulhi Dönmezer, **Kişilere ve Mala Karşı Cürümler**, İstanbul: Beta Yayınları, 1998, s.523

¹¹² Dülger, **a.g.e.**, s.77.

¹¹³ Karagülmez, **a.g.e.**, s. 71.

¹¹⁴ Al Azzam, **a.g.e.**, s. 68; Umut Ö. Eker, **a.g.e.**, s. 103.

¹¹⁵ Sieber, **Computer-Related Crime**, s.20, (E.T. 07.08.2020).

özellikle bu alanda suçlar düzenlenirken internet veya bilgisayarın değil korunan menfaatin esas alınması gerektiği ileri sürülebilmektedir.¹¹⁶

Bilişim suçu ile ne kastedildiği konusunda tanım yaparken en çok kabul görmüş sınıflandırmalardan biri dar ve geniş anlamda bilişim suçları şeklindedir. Bunlardan dar anlamda yapılan bilişim suçu sınıflandırmasında, hareketin bilişim sisteminin ve içindeki verilerin güvenliğine, işleyişine, bütünlüğüne karşı işlenmiş olması gerekir. Geniş anlamda bilişim suçları ile ise, bilişim sistemi vasıtasıyla işlenen her türlü suç anlaşılmaktadır.¹¹⁷ Dolayısıyla e-posta aracılığıyla hakaret suçu gerçekleştirilmişse, bu da geniş anlamda bilişim suçu olarak değerlendirilebilecektir. Bu halde kanunda bulunan suçlar işlenirken internet veya bilgisayar yahut başka bir bilişim sisteminin kullanılması gibi ayrı bir modus operandi söz konusu olacaktır.¹¹⁸ Geniş anlamda yapılan sınıflandırmada tanım, dar anlamda bilişim suçları dahil olmak üzere bunların dışında bilişim sistemi veya bu sistemdeki verilerin kullanıldığı her suçu içerdiği için neredeyse her suç bilişim suçu niteliği taşımasına sebep olacak şekilde esnek bir kapsam yarattığı yönünde eleştirilmiştir.¹¹⁹

Kanımızca dar anlamda bilişim suçlarının kabulüyle neredeyse sınırsız olabilecek bu kategoriye belirli ölçüde daraltılabilmektedir. Zira diğer türlü bu suç türünün kapsamı yalnızca çok geniş olmayacak, aynı zamanda kapsamı değişken bir hale gelecektir. Normalde bilişim sistemlerinin suçun tipiklik unsurunda yer almadığı yahut almasının düşünülemediği bir suç teknolojik gelişmeler dolayısıyla bilişim sistemi ile işlendiği takdirde bir bilişim suçu özelliği kazanacaktır. Neredeyse her suçun içerisine araç veya amaç olarak, suç tipinde yer almasa bile o olaya özgü bir

¹¹⁶ Ünver, **a.g.e.**, s. 66.

¹¹⁷ Akbulut, **a.g.e.**, s. 58; Avşar/ Öngören, **a.g.e.**, s. 124; Yargıtay buna benzer bir tanım yapmış ancak dar ve geniş anlamda bilişim suçları yerine doğrudan ve dolaylı bilişim suçları şeklinde isimlendirmiştir. YCGK E. 2009/11-193, K. 2009/268, T. 17.11.2009; Aynı yönde YCGK E. 2012/15-1293, K. 2013/111, T. 2.4.2013, Kazancı (E.T. 25.06.2020); Benzer bir sınıflandırma yapan Mahmutoğlu, suçun niteliğine göre bilişim suçlarını üç sınıfa ayırmaktadır. Dar anlamda bilişim suçlarına tekabül eden ilk sınıf yalnızca bilişim sistemleriyle işlenebilen suçlardır. “Bilişim Alanında Suçlar” bölümü altında düzenlenen suçlar bu sınıfa aittir. Geniş anlamda bilişim suçlarına tekabül eden ikinci sınıfta, suçun nitelikli halinin bu sistemler vasıtasıyla işlendiği suçlar yer alır. Örneğin, TCK md. 142/2-e ve TCK md. 158/1-f. Yine geniş anlamda bilişim suçuna tekabül eden üçüncü sınıfta ise bilişim sistemlerin vasıta olarak kullanılabildiği her suç yer alır. Fatih Selami Mahmutoğlu, “Türk Ceza Kanununda Yer Alan Bilişim Alanındaki Suçlar ve Karşılaşılan Sorunların Yargı Kararları Işığında Değerlendirilmesi”, **İstanbul Üniversitesi Hukuk Fakültesi Mecmuası**, C. 71, S. 1, 2013, s. 854.

¹¹⁸ Sieber, **Bilgisayar Suçluluğu**, s. 17.

¹¹⁹ Dülger, **a.g.e.**, s.78; Durmuş Tezcan/ Mustafa Ruhan Erdem/ Murat Önok, **Teorik ve Pratik Ceza Özel Hukuku**, Ankara: Seçkin Yayınları, Eylül 2020, s. 1148.

şekilde bilişim sistemlerinin dahil olması mümkündür. Geniş anlamda bilişim suçu tanımı benimsendiği takdirde bilişim suçlarını tanımlamanın anlamı kalmayacaktır. Zira tanım yapılsa bile sınırları belirlenemeyen ve içeriği belirsiz bir suç grubu olacağı için dar anlamın kabulü daha yerinde görünmektedir. Bu anlamda bilişim suçu ile bilişim sisteminin ve içindeki verilerin güvenliğine, işleyişine, bütünlüğüne karşı işlenen ve bu sistemlerin kullanılmasının suçun icrasında vazgeçilmez unsur olduğu suç tipinden anlaşılan suçlar kastedilmektedir.¹²⁰

II. Kartlı Ödeme Sistemiyle İlgili Kavramlar

En geniş anlamda ödeme sistemi, fon ve menkul kıymet şeklindeki finansal transferi destekleyen sistem bütünüdür. Bu sisteme duyulan ihtiyaç sebebiyle, bilgi ve iletişim teknolojilerinin ilerlemesinin de yardımıyla, ödeme sistemlerinin önemli segmentleri dijitalleşmiştir.¹²¹ Bu dijitalleşmenin bir sonucu da kartlı ödeme sistemleridir. Ödeme aracı olan kartların günlük hayatta kullanımı oldukça yaygındır.¹²² Bu sistemin faydası nakit ödemeksizin mal ve hizmet satın alabilmektir.¹²³ Bu sistemin nesneleri olan banka ve kredi kartları bu işlevi sağlamaktadır. Bu sistemin süjeleri ise sistemi kuran ve içinde yer alarak sistemin işlemlerini sağlayan taraflardır. Aşağıda genel olarak bu sistemin özneleri ve nesneleri incelenecektir.

A. Kartlı Sistem Kuruluşları

Banka ve kredi kartlarının üretimi, piyasaya sürülmesi, işletilmesi, kullanılması ve kartlı sisteminin işleyişine ilişkin temel kanun olan 5464 sayılı Banka Kartları ve Kredi Kartları Kanunu'nda 3. madde çeşitli tanımlar yapmaktadır. Bu tanımlara bakıldığında, BKKKK md. 3-f kartlı sistem kuruluşunu "*banka kartı veya kredi kartı*

¹²⁰ Yargıtay bilişim suçunu "*verilere ve/veya veri işlemle bağlantısı olan sistemlere karşı bilişim sistemleri aracılığıyla işlenen suçlar*" olarak tanımlamaktadır. YCGK., E. 2007/136 K. 2007/150 T. 19.6.2007, Kazancı (E.T. 25.03.2021).

¹²¹ Stankic/ Soldic/ Jakovljevic, **a.g.e.**, s.35; Türkiye Cumhuriyet Merkez Bankası, **Ödeme Sistemleri**, www.tcmb.gov.tr (E.T. 21.08.2020).

¹²² 2020 Eylül ayında yerli kredi kartı kullanımı 394.493.311'e ve yerli banka kartı kullanımı 334.415.268'e ulaşmıştır. Bu işlemlerde toplam harcanan tutar ise sırasıyla 96.798,89 ve 97.652,80 milyon TL olmak üzere ekonomik hayatta oldukça büyük bir yer kaplamaya başlamıştır. Bankalararası Kart Merkezi, **Raporlar ve Yayınlar**, <https://bkm.com.tr> (E.T. 01.12.2020).

¹²³ Mustafa Ekinci, **Ceza Hukuku Uygulamasında Banka ve Kredi Kartları**, Ankara: Adalet Yayınevi, 2003, s. 14; İlhan Sungur, **Türkiye'de Banka veya Kredi Kartları Operasyonlarının Hukuki Çerçevesi**, İstanbul: BKM Yayınları, Ağustos 2013, s. 78.

sistemi kuran ve bu sisteme göre kart çıkarma veya üye işyeri anlaşması yapma yetkisi veren kuruluşlar” olarak ifade etmektedir.¹²⁴ Bu kuruluşların kart sistemindeki iki temel görevi bu tanımda yer almaktadır. Kart çıkaran kuruluşlar lisans sözleşmesi imzalayarak kartlı sistemi kurmakta ve buna dayalı kart çıkarma ve işyeriyle anlaşma yetkisi vermektedir.¹²⁵ Bu kuruluşların ortaya çıkmasından önce, kartı veren kuruluş üye işyeri ile anlaşma yapmak zorundaydı. Anlaşma yapılmamış olan üye işyeri kartı kabul etmek zorunda değildi. Zamanla sistemin uluslararası boyut kazanmasını sağlayacak olan kartlı sistem kuruluşlarının ortaya çıkmasıyla bu zorunluluk ortadan kalktı.¹²⁶ Bunun yerine kartlı sistem kuruluşu lisans sözleşmesi yapmakta ve üye işyeri kartı veren kuruluş kim olursa olsun kartlı sistem kuruluşunun yetkilendirdiği kartları kabul etmektedir.¹²⁷ Dolayısıyla bu şekilde kurulmuş olan sistemde, kart çıkaran kuruluş ile üye işyeri arasında herhangi bir sözleşme ilişkisi bulunmamaktadır.¹²⁸ Ancak yapılmış lisans sözleşmesi gereği kartla ödemeyi kabul yükümlülüğü yine kartlı sistem kuruluşuna karşı söz konusudur.¹²⁹ Bu kuruluşlara örnek olarak Mastercard, JCB, American Express, Troy verilebilir.¹³⁰

B. Kart Hamili

5464 sayılı Banka Kartları ve Kredi Kartları Kanunu’nda 3. maddede yapılan tanımlara bakıldığında kart hamili, “*banka kartı veya kredi kartı hizmetlerinden yararlanan gerçek veya tüzel kişi*” şeklinde tanımlanmıştır.¹³¹ Bu sıfatın kazanılması için kartı düzenleyecek olan kart çıkaran kuruluşla sözleşme imzalanır ve bu kişi adına kart düzenlenir. Bu sözleşme gereği kart hamili, kartını ve şifresini korumak konusunda özen gösterme yükümlülüğü altına girmektedir.¹³² Talepte bulunmayan ve

¹²⁴ Resmi Gazete, **Banka Kartları ve Kredi Kartları Kanunu**, (E.T. 14.11.2020).

¹²⁵ Ekinci, **a.g.e.**, s. 16; Nida Karabulut, **Türkiye’de Kredi Kartı Uygulaması ve Kredi Kartı Kullanımının İncelenmesi**, Yayımlanmamış Yüksek Lisans Tezi, Gazi Üniversitesi Sosyal Bilimler Enstitüsü İşletme Anabilim Dalı, Ankara, 2008, s.27.

¹²⁶ Sungur, **a.g.e.**, s. 134.

¹²⁷ Yüksel Günarslan, **Banka veya Kredi Kartlarının Kötüye Kullanılması Suçu**, Seçkin Yayıncılık, Eylül 2017, s. 23.

¹²⁸ Seza Reisoğlu, Banka Kredi Kartları ve Uygulamadaki Sorunlar, **Bankacılık Dergisi**, S. 49, 2009, s. 110.

¹²⁹ Sungur, **a.g.e.**, s. 134-136.

¹³⁰ Bankalararası Kart Merkezi, **Kartlı Sistemler- Ödeme Şemaları**, <https://bkm.com.tr/faydali-bilgiler/odeme-sistemleri/> (E.T. 23.08.2020); Türkiye Bankalar Birliği, **Banka Kartları ve Kredi Kartları Uygulamaları Hakkında Yararlı Bilgiler**, İstanbul: Türkiye Bankalar Birliği Yayınları, 2008, s. 29.

¹³¹ Resmi Gazete, **Banka Kartları ve Kredi Kartları Kanunu**, (E.T. 14.11.2018)

¹³² Reisoğlu, **a.g.e.**, s. 103; Türkiye Bankalar Birliği, **a.g.e.**, s. s. 19.

sözleşme imzalamamış kişiye kart verilemeyecektir (BKKKK md. 8). Talepte bulunan kişinin kart başvuru formu doldurmasının ardından kimlik bilgileri de kontrol edilerek kart sözleşmesi imzalanır.¹³³ Bu sözleşmenin içeriği hakkında ve kartın kullanımı konusunda hamilin bilgilendirilmesi gerekir (BKKKK md. 24). Bu aşamadan sonra kart çıkaran kuruluşun, kartın teslimini sağlayacak önlemleri alması gerekir (BKKKK md. 8). Hamilin karta yönelik sorumluluğu ise kartı teslim aldığı veya kart numarasını öğrendiği an başlayacaktır (BKKKK md. 15).¹³⁴

Kartın maliki ile kart hamili birbirinden farklıdır. Her ne kadar kart, kart hamili adına düzenleniyor, kartın üzerinde kart çıkaran kuruluşun ismiyle beraber hamilin ismi de yer alıyor olsa da kartın mülkiyeti kart çıkaran kuruluşa aittir.¹³⁵ Kart hamili adına kart düzenlenen ve bu kartı kullanan kişidir. Bu kişi gerçek veya tüzel kişi olabilir. Buna göre kartın türü bireysel veya (firma) şirket kartı olarak değişecektir.¹³⁶

C. Kart Çıkaran Kuruluş

Kartlı ödeme sisteminin işleyebilmesi için bireylerin kullanacağı kartın güvenilir ve sağlam bir altyapıya sahip kurum tarafından üretilmesi gerekir. BKKKK m. 3-g, kart düzenlemeye yetkili olan bu kuruluşların, bankalardan ve diğer kuruluşlardan oluştuğunu belirtmektedir.¹³⁷ Banka kelimesi İtalyanca masa, tezgâh anlamına gelen “banco” kelimesinden türetilmiştir. Düzgün ve sistemli bir bankacılık sisteminin gelişmesiyle küresel olarak gelişimi arasında korelasyon vardır. Hesap önlemlerinin gelişmesi, risk ve faiz hesaplarında yeni cebirsel metotların ortaya çıkması sistemi kolaylaştırmıştır. Bankacılık anlamında tarihteki ilk modern banka 1609 yılında kurulmuş olan Amsterdam Bankası kabul edilmektedir.¹³⁸ Bugün banka kavramından,

¹³³ “Bankadan kredi kartı alınabilmesi için ilgilinin üyelik sözleşmesi ve arka yüzünde yer alan başvuru formunu doldurup banka şubesine teslimi gerekmektedir. Banka şubesi aldığı bu belgeleri banka genel müdürlüğü kredi kartları bölümüne iletmektedir. Kredi kartları bölümü, istemi kabul edilen ilgiliye önce kredi kartını daha sonrada şifresini bildirmekte ya da kart ve şifre banka şubesine gönderilip kart hamiline kimlik kontrolü yapılarak imza karşılığında teslim edilmektedir. Bireysel bankacılık şubesinde de üye adına kredi kartı hesabı açılmaktadır”, Yargıtay 19. H.D., E. 1996/3275, K. 1996/9735, T. 6.11.1996, Kazancı (E.T. 25.06.2020).

¹³⁴ Resmi Gazete, **Banka Kartları ve Kredi Kartları Kanunu**, (E.T. 14.11.2020); Türkiye Bankalar Birliği, **a.g.e.**, s. 10.

¹³⁵ Akarslan, **a.g.e.**, s. 53; Gül, **a.g.e.**, s. 128.

¹³⁶ Sungur, **a.g.e.**, s. 71-72.

¹³⁷ Resmi Gazete, **Banka Kartları ve Kredi Kartları Kanunu**, (E.T. 14.11.2020).

¹³⁸ Mehmet Vurguncu/ Mustafa Ufuk Arı, **A’dan Z’ye Bankacılık Yasal Mevzuat-Organizasyon-Fonlar**, C. 1, Ankara: Seçkin Yayınları, Eylül 2017, s. 24; Türk tarihindeki faaliyetlere bakıldığında Osmanlı’da modern bankacılığın 19. yüzyıla dayandığı görülmektedir. Bu dönemde yabancı sermaye

BKKKK m. 3'te yapılan tanımında da belirtildiği üzere, katılım, mevduat, kalkınma ve yatırım bankaları anlaşılmaktadır.¹³⁹

Kart çıkaran kuruluşun faaliyette bulunabilmesi için gerekli izin BDDK tarafından verilecektir. Faaliyet izninin verilmesi için gerekli nitelikler BKKKK m. 4'te belirtilmiştir.¹⁴⁰ Bu tür niteliklerin aranmasının sebebi, kart vererek oluşturulacak altyapı için gerekli olan sermayenin ve bankacılık sisteminde güvenin sağlanması için gerekli özellikleri taşıyan kuruluşlar tarafından kartın çıkarılmasını sağlamaktır.

D. Üye İşyeri

Banka veya kredi kartlarının usulüne uygun olarak çıkarılmasından sonra, uygun işleve sahip olabilmeleri için kullanılacakları işyerinin hazır olması gerekir. Bu hazırlık ise bu işyeriyle kartlı ödemeyi kabul etmesi konusunda anlaşma yapılması şeklinde olur.¹⁴¹ İşte kart çıkaran kuruluşla yahut kartlı sistem kuruluşlarınca aralarında bulunan üye işyeri sözleşmesi gereğince kart sunan kişinin kartla ödemesini kabul ederek karşılığında mal veya hizmet sağlamayı yahut diğer yükümlülüklerini yerine getirmeyi taahhüt eden gerçek veya tüzel kişiye üye işyeri denilir.¹⁴² BKKKK md. 17'e göre, üye işyeri sözleşmesi yaptıktan sonra bu yerlerin, kart hamili tarafından ödeme için sunulan kartları kabul etme yükümlülükleri doğmaktadır.¹⁴³ Elbette bu yükümlülüğün oluşabilmesi için işyeri ile kart veren kuruluşun yahut kartlı sistem kuruluşlarının üye işyeri anlaşması yapmış olmaları gerekir. Dolayısıyla bu yükümlülük esas itibarıyla bu kuruluşlara karşıdır. Bu anlaşmalar önceden tek tek üye işyerleri ile kart çıkaran kuruluşun anlaşması şeklinde gerçekleşmekteydi. Kartlı sistem kuruluşlarının daha geniş ölçekli lisans sözleşmeleri yapmalarıyla beraber

ile Osmanlı Bankası kurulmuştur. Cumhuriyet yıllarına bakıldığında 1930 yılında Merkez Bankası'nın kurulmuş; 1958 yılında Türkiye Bankalar Birliği kurulmuştur. Bu dönemde ekonomik durum ve dönemin şartları gereği devlet bankacılığı ağır basarken özel girişimcilik etkili değildir. Bu alandaki gelişmeler 2. Dünya Savaşı sonrasında ivme kazanmıştır. 1980 sonrası liberalleşme hareketlerinin de etkisiyle bu durum iyice hızlanmış ve yavaş yavaş bugünkü şeklini almaya başlamıştır. Nuri Baltacı, "Türk Bankacılık Sektörünün Tarihsel Gelişimi ve Bugünü", **Banka ve Finansal Sistemler**, edit. Hasan Ayaydın, Savaş Durmuş, Bursa: Ekin Yayınevi, Nisan 2016, s. 1 vd.

¹³⁹ Vurguncu/ Arı, **a.g.e.**, s. 21.

¹⁴⁰ Resmi Gazete, **Banka Kartları ve Kredi Kartları Kanunu**, (E.T. 14.11.2020)

¹⁴¹ Akipek, **a.g.e.**, s. 107.

¹⁴² Efrail Aydemir, **Hukuksal Uyuşmazlıklar Yönünden Banka ve Kredi Kartları**, Ankara: Seçkin Yayınları, Haziran 2013, s. 30; Günarslan, **a.g.e.**, s. 19.

¹⁴³ Resmi Gazete, **Banka Kartları ve Kredi Kartları Kanunu**, (E.T. 14.11.2020); Kaya, **a.g.e.**, s. 36.

kartların tedavülü artmıştır. Bu şekilde hem ulusal hem uluslararası anlamda kartların üye işyerleri tarafından kabul edilmesi sağlanmıştır.¹⁴⁴

Üye işyeri yaptığı işlemler karşılığında hamilden komisyon almayacaktır. Kartı kabul etme yükümlülüğü gereği kartın kullanımı karşılığı tüketiciden ek bazı menfaatler talep edemez. Dolayısıyla nakit ödeme ile fark olmaksızın işlem yapması gerekmektedir.¹⁴⁵ Ayrıca ödeme sonucu harcama belgesi düzenleme ve ödemeyi yapan kişinin kart sahibi olup olmadığını kontrol etme yükümlülüğü altındadır.¹⁴⁶

E. Banka Kartı

Banka kartları doğrudan veya dolaylı olarak bir tüketicinin mevduat hesabına bağlı olan ve bu hesaptan ödeme yapmayı/ para çekmeyi sağlayan araçlar¹⁴⁷ BKKKK m. 3'e bakıldığında, banka kartı "*mevduat hesabı veya özel carî hesapların kullanımı dahil bankacılık hizmetlerinden yararlanmayı sağlayan kart*" şeklinde tanımlanmıştır.¹⁴⁸ Yine TCK md. 245 gerekçesinde banka kartı ile ilgili "*Banka kartı, bankanın kurduğu sisteme hukuka uygun olarak girmeyi sağlamaktadır. Bu kart, saptanan ve kart sahibince bilinen bir numara marifetiyle, banka görevlisinin yardımı olmadan, kart sahibinin kendi hesabından para çekmesini sağlamaktadır.*" açıklamasına yer verilmiştir. Bu kartlar ile bireyler alışverişlerinde para taşımadan POS cihazları¹⁴⁹ vasıtasıyla ödemelerini yapabilmekte, banka personeli olmaksızın

¹⁴⁴ Sungur, **a.g.e.**, s. 75-76.

¹⁴⁵ Türkiye Bankalar Birliği, **a.g.e.**, s. 23.

¹⁴⁶ Reisoğlu, **a.g.e.**, s. 111; Üye işyerinin diğer yükümlülükleri için bkz. Resmi Gazete, **Banka Kartları ve Kredi Kartları Kanunu**, (E.T. 14.11.2018).

¹⁴⁷ Duncan B. Douglass, "An Examination Of The Fraud Liability Shift In Consumer Card-Based Payment Systems", **Federal Reserve Bank of Chicago Economic Perspectives**, C. 33, S. 1, 2009, s. 44; Türkiye Bankalar Birliği, **a.g.e.**, s. 9.

¹⁴⁸ Resmi Gazete, **Banka Kartları ve Kredi Kartları Kanunu**, (E.T. 14.11.2018); Dülger, **a.g.e.**, s. 285.

¹⁴⁹ POS cihazı (Point of Sale, Satış Noktası Terminali), manyetik bant veya yongada yer alan kart bilgilerini okuyarak kartın geçerli olup olmadığını ve şifre girildikten sonra belirlenen tutarda kredi veya banka kartı ise hesapta para olup olmadığını kontrol edip buna göre harcama belgesi düzenleyen elektronik makinedir. Bu cihazların kullanılmasından önce "imprinter" adlı cihazlar kart üzerindeki kabartmaların okutulması ile kart bilgilerini elde etmekte ve kartın kullanılmasını sağlamaktaydı. Sungur, **a.g.e.**, s. 104.

ATM (Automated Teller Machine)¹⁵⁰ vasıtasıyla para çekebilmekte, bankaların içine girmek gerekmeden kart ve şifresini kullanarak işlem yapabilmektedir.¹⁵¹

Banka kartı kişinin halihazırda var olan hesabını kullanmaya yarayan karttır. Kişinin hesabı olmadan kartı olamayacaktır. Kartlar bu amaçla banka tarafından çıkarılır. Ön yüzünde kart sahibinin adı, soyadı, kart numarası bulunur. Arka yüzünde güvenlik kodu ile bir manyetik şerit bulunmaktadır. Bu şerit kartın okunmasını sağlar. Eskiden imprinter isimli cihazlarla yapılan kart işlemleri artık POS cihazlarıyla yapılabilmektedir. Bu cihazlar manyetik şeridi okuyarak kart bilgilerini edinmektedir.¹⁵² Daha sonra POS cihazı, işyeri ile üyelik anlaşması yaparak bu cihazı vermiş olan kuruluşa kart bilgilerini gönderir. Kuruluş bu bilgileri inceleyerek işleme onay verir veya reddeder. Verilen bu onaya otorizasyon (yetkilendirme, onay) denilir.¹⁵³ Otorizasyon, geçerli olduğunu ve ödeme için yeterli olduğunu gösterir. Ödeme için yeterli olmasıyla kastedilen banka kartı ise yeterli bakiyenin bulunması; kredi kartı ise yeterli limitin bulunmasıdır. Otorizasyonla kuruluş, işlem için ödemenin yapılacağı güvencesini vermiş olur. Bunun üzerine iki nüsha halinde harcama belgesi düzenlenir. Bunlardan biri kart hamiline verilirken diğeri saklanır (BKKKK md. 19/1).¹⁵⁴ Bu süreç kredi kartının kullanımında da bu şekilde işlemektedir.¹⁵⁵

Banka kartlarının kullanımı ve bunun için gerekli araçlar olan ATM ve POS cihazlarının sayısı giderek artmaktadır. Bu cihazlardaki artış da fazla olmakla beraber banka kartı üretiminin oldukça fazla olduğu ve gün geçtikçe kullanımının giderek yaygınlaştığı görülmektedir.¹⁵⁶

Banka kartlarının mülkiyeti kartı çıkaran kuruluşa ait olup hamiline yararlanma hakkı tanınmıştır. Banka ve kredi kartları arasındaki fark ise kredilendirme işlevidir.

¹⁵⁰ BDDK tarafından çıkarılan tebliğde ATM şu şekilde tanımlanmaktadır: “*Otomatik para çekme işleminin yanı sıra diğer bankacılık işlemlerinin tamamının veya bir bölümünün gerçekleştirilmesine imkân veren elektronik işlem cihazlar*”, Resmi Gazete, **Bankalarda Bilgi Sistemleri Yönetiminde Esas Alınacak İlkelerle İlişkin Tebliğ**, S. 26643, T. 17.09.2007, (E.T. 11.02.2021).

¹⁵¹ Türkiye Bankalar Birliği, **a.g.e.**, s. s. 10.

¹⁵² Aydemir, **a.g.e.**, s. 33-40.

¹⁵³ Kaya, **a.g.e.**, s. 72.

¹⁵⁴ Resmi Gazete, **Banka Kartları ve Kredi Kartları Kanunu**, (E.T. 14.11.2018); Kaya, **a.g.e.**, s. 37.

¹⁵⁵ Sungur, **a.g.e.**, s. 104.

¹⁵⁶ BKM istatistiksel verilerine göre 2020 eylül ayında Türkiye’de var olan toplam banka kartı sayısı 181.116.590’a ulaşmıştır. Bundan tam bir yıl önce, aynı ay bu sayı 160.433.960’dır. Bunun yanında 2020 eylül ayında toplam POS cihazı sayısı 1.692.134; ATM sayısı ise 53.075’dir. Bir yıl önce aynı ay bu sayılar sırasıyla 1.647.804 ve 52.681 şeklindeydi. Bankalararası Kart Merkezi, **Raporlar ve Yayınlar**, <https://bkm.com.tr> (E.T. 01.12.2020)

Banka kartında, kişi kendi hesabında zaten var olan parayı alırken; kredi kartında kredi almaktadır.¹⁵⁷

F. Kredi Kartı

Kredi kartları, I. Dünya Savaşı'ndan hemen önce Amerika'da icat edildiğinde birçok mal ve hizmet türü için tüketiciye kredi sağlamak, satışları artırmak ve müşteri portföyü oluşturmak için perakende mağazaları ve petrol şirketleri tarafından verilmekteydi.¹⁵⁸ 1980'lerin başına kadar, çoğu kişi kredi kartlarını sadece mali açıdan iyi durumda olan ve güvenilir kişilerin kullandığı lüks bir ödeme yöntemi olarak görülmesine rağmen modern kredi kartı endüstrisinin ortaya çıkmasıyla birlikte kullanımı yaygınlaşmış ve bugün neredeyse herkesin kullandığı bir ödeme aracı haline gelmiştir.¹⁵⁹

Kredi kartı kelimesinin tanımını yapmak adına genel olarak farklı dillerdeki karşılığına bakıldığında, İngilizce'de "credit card"; Fransızca'da "cartes de credit"; Almanca'da "kredit karte" şeklinde ifade edilmektedir. Kelimenin kökeni Latince "credere" kelimesine dayanmaktadır. Bu kelime ise "birine güvenmek" anlamına gelmektedir.¹⁶⁰ Kredi kartı, kart veren kuruluşu ile hamil arasındaki gayri nakdi kredi ilişkisine dayanan¹⁶¹, hamilin belirlenen limit dâhilinde ödeme yapmasını/ para çekmesini sağlayan araçlardır.¹⁶² TCK md. 245 gerekçesinde "*banka ile kendisine kart verilen kişi arasında yapılmış bir sözleşme gereğince, kişinin bankanın belirli koşullarla sağladığı kredi olanağını kullanmasını sağlayan araç*" şeklinde benzer bir tanım yapılmıştır. BKKKK md. 3 ise kredi kartını "*nakit kullanımı gerekmeksizin mal ve hizmet alımı veya nakit çekme olanağı sağlayan basılı kartı veya fizikî varlığı bulunmayan kart numarası*" şeklinde tanımlamaktadır.¹⁶³ Bu tanımda dikkat çeken ilk

¹⁵⁷ Dülger, **a.g.e.**, s. 367-368.

¹⁵⁸ Akipek, **a.g.e.**, s. 105.

¹⁵⁹ Robert H. Scott, "Credit Card Use and Abuse: A Veblenian Analysis", **Journal of Economic Issues**, C. 41, S. 2, Haziran 2007, s.567; BKM istatistiksel verilerine göre 2020 eylül ayında Türkiye'de var olan kredi kartı sayısı toplam 73.856.831'e ulaşmıştır. Bundan tam bir yıl önce aynı ay bu sayı 68.592.980'dir. Bankalararası Kart Merkezi, **Raporlar ve Yayınlar**, <https://bkm.com.tr> (E.T. 01.12.2020).

¹⁶⁰ Kaya, **a.g.e.**, s. 5.

¹⁶¹ Reisoğlu, **a.g.e.**, s.100.

¹⁶² Douglass, **a.g.e.**, s. 44; Türkiye Bankalar Birliği, **a.g.e.**, s. 9.

¹⁶³ Resmi Gazete, **Banka Kartları ve Kredi Kartları Kanunu**, (E.T. 14.11.2018).

husus, kart numarasının da tanıma dâhil edilmesidir. Banka kartı için verilen tanımda böyle bir ayrıntı yer almamaktayken kredi kartı tanımında yer almaktadır.¹⁶⁴

Kredi kartı, taraflar arasında yapılan kredi kartı sözleşmesi ile verilmektedir.¹⁶⁵ Bu sözleşme gereği banka hamilin yaptığı harcamaları işyerine ödemeyi; hamil ise bunları bankaya ödemeyi üstlenir.¹⁶⁶ Kartın fiziki yapısı kart numarası, son kullanma tarihi, hamilin adı ve eğer EMV teknolojisi mevcutsa çipten oluşan ön yüz ve güvenlik kodu, manyetik şeritten oluşan arka yüzü ile dikdörtgen bir plastik şeklindedir. Ön yüzdeki yazılar eskiden imprinter adlı cihazda okutulmaya yaradığı için kabartma şeklinde basılır. Arkadaki manyetik şerit ise bugün POS cihazlarında okutularak kart bilgilerini sağlar.¹⁶⁷

1. Kredi Kartı Sistemleri

Kredi kartı sistemleri genel olarak üç taraf gerektirmektedir. Bu taraflar kart çıkaran kuruluş, kart hamili ve üye işyeridir. Fakat çeşitli niteliklerin eklenmesi veya çıkarılmasıyla hukuki ilişkideki tarafların sayısı değişebilmektedir. Örneğin üye işyerinde POS terminalini veren bankadan farklı bankanın kartının kullanılması halinde dörtlü bir ilişki söz konusu olur. Milletlerarası kartlı sistem kuruluşları da bu ilişkiye dahil olduğunda beşli bir ilişki söz konusu olacaktır.¹⁶⁸ Bu sistemler, ödeme sistemlerini ve kredi kartı kullanımını anlaşılır kılmak adına kısaca açıklanacaktır.

¹⁶⁴ Madde gerekçesinde bu ibare “*Bu tanım çerçevesinde kart çıkaran kuruluşların fiziki bir varlığı bulunmayan, ancak kredi kartının hukuki sonuçlarını doğuran kart numaralarını oluşturabilmelerine cevaz verilerek, teknolojik gelişmelere paralel olarak elektronik ortamda yapılan alışverişler için ayrı bir kart tipinin oluşturulabilmesine hukuki dayanak sağlanmıştır.*” şeklinde açıklanmıştır. LEXPERA Hukuk Bilgi Sistemi, **Banka Kartları ve Kredi Kartları Kanunu- Madde Gerekçeleri** (E.T. 23.07.2020).

¹⁶⁵ 6502 sayılı Tüketicinin Korunması Hakkında Kanun md. 22’ye göre kredi kartı sözleşmeleri, faiz veya benzeri bir menfaat karşılığında, ödemenin üç aydan daha uzun süre ertelenmesi veya benzer şekilde taksitle ödeme imkânı sağlanması hâlinde tüketici kredisi sözleşmesi olarak değerlendirilecektir. LEXPERA Hukuk Bilgi Sistemi, **Tüketicinin Korunması Hakkında Kanun**, (E.T. 13.11.2020).

¹⁶⁶ Reisoğlu, **a.g.e.**, s. 104.

¹⁶⁷ Sungur, **a.g.e.**, s. 79.

¹⁶⁸ Reisoğlu, **a.g.e.**, s.103.

a. İki Taraflı Sistem

İki taraflı sistemde kartlar, yalnızca kartı ihraç eden kuruluşun satış/ hizmet noktalarında kullanılmak üzere tüketiciye verilen kartlardır.¹⁶⁹ Belli departmanlara, mağazalara, satış veya hizmet firmalarına özgü kartlar bu sistemin en iyi örnektir.¹⁷⁰ İki taraflı sistemde kartı hamiline veren kuruluş aynı zamanda kartın kullanması karşılığında ürün veya hizmetin satın alındığı kuruluştur.¹⁷¹ Bu kuruluş kendi müşterisine yine kendinde kullanılmak üzere ve bu süreci kolaylaştırmak için kart tahsis etmektedir.¹⁷² Bu şekilde nakit olmadan da hızlı ve kolay ödeme yöntemi sağlanmış olur. Bu şekilde satış veya hizmete yönelik talebi ve kârı arttırmak, daimi müşteriler kazanmak amaçlanır.¹⁷³

İki taraflı sistem son yıllarda daha az kullanılmaya başlamış olan eski bir yöntemdir. Bu sistemin temel amacı müşterileri kartı veren kuruluşa daha çok gelmeyi teşvik etmek ve satışları arttırmaktır.¹⁷⁴ Tek firma (muhtemelen bağlı kuruluşları veya acenteleri aracılığıyla) yapılan işlemleri üstlenmekte ve gerekli tüm iletişimi yönetmektedir.¹⁷⁵ Günümüzde taraf sayılarının ve kart kullanıcılarının arttığı daha karmaşık sistemler yer almaktadır. Ayrıca şunu belirtmek gerekir ki bu sistem bir kredi kartı sistemi olarak belirtilse de bu şekilde üretilmiş bir kredi kartı bizim kabul ettiğimiz anlamda kredi kartı tanımına uymamaktadır. Aslında kart çıkarmadan da veresiye gibi usullerle yapılabilecek işlemleri kolaylaştıran bir yol niteliğindedir.¹⁷⁶ BKKKK md. 2 de bu durum “*Kendi işyerleri ile sınırlı olmak üzere, mal veya hizmetlerin vadeli satışı ile alıcının borç alacak durumunun izlenmesi amacıyla kart çıkaran veya sistem oluşturan veya herhangi bir kredilendirme işlemi yapılmaksızın veya hesaba bağlı olmaksızın önceden belirlenen bir tutarla sınırlı olmak üzere kart*

¹⁶⁹ Emine Açıkgül/ Hacı Ali Açıkgül, **Teori ve Uygulamada Kredi Kartı Sözleşmeleri**, Ankara: Seçkin Yayınları, 2007, s. 18.

¹⁷⁰ Thomas A. Durkin/ Gregory Elliehausen/ Michael E. Staten/ Todd J. Zywicki, **Consumer Credit and the American Economy**, Birleşik Krallık: Oxford University Press., Ağustos 2014, s. 291.

¹⁷¹ Kaya, **a.g.e.**, s. 57; Ömer Teoman, **Hukuki Yönden Kredi Kartı Uygulaması**, İstanbul: Beta Yayınları, 1996, s. 46.

¹⁷² Akipek, **a.g.e.**, s. 106.

¹⁷³ Alper Özboyacı, **Kartlı Ödeme Sistemlerinde Kartın Kötüye Kullanılmasından Kaynaklanan Hukuki Sorumluluk**, Ankara: Seçkin Yayınevi, Şubat 2019, s. 45.

¹⁷⁴ Nida Karabulut, **Türkiye’de Kredi Kartı Uygulaması ve Kredi Kartı Kullanımının İncelenmesi**, Yayımlanmamış Yüksek Lisans Tezi, Gazi Üniversitesi Sosyal Bilimler Enstitüsü İşletme Anabilim Dalı, Ankara, 2008, s. 23.

¹⁷⁵ Durkin/ Elliehausen/ Staten/ Zywicki, **a.g.e.**, s.293-294.

¹⁷⁶ Karabulut, **a.g.e.**, s.24.

düzenleyen gerçek veya tüzel kişiler bu Kanun hükümlerine tâbi değildir.”¹⁷⁷ şeklinde belirtilmektedir.

b. Üç Taraflı Sistem

Bu sistemde, kartı düzenleyerek kullanıma sunan kuruluş ile kartın kullanıldığı kuruluş birbirinden ayrılmaktadır. Bu iki taraf ve kart hamili, birlikte üç taraflı sistemi oluşturmaktadırlar.¹⁷⁸ Üç taraflı sistemde kartlar, kartı ihraç eden kart kuruluş tarafından, bu kuruluştan bağımsız mal veya hizmet sunan işletmelerde (üye işyeri) kullanılmak üzere kart hamili tüketiciye sunulmaktadır.¹⁷⁹

Üç taraflı sistemde kartın kullanımı iki taraflı sistemden daha geniş bir ağ sistemini içerir. Zira kartların kullanılabilir olduğu satıcılardan başka bir finans kurumu tarafından kart verilmektedir. Kartlar tüketicilere ulusal veya uluslararası çalışan bir finans kuruluşu tarafından verilebilir. Bu kuruluş farklı işletmelerdeki kullanılacak ve kuruluşla işletme arasındaki tahsis sistemine göre işlem gerçekleştirecektir. Bu şekilde yapılan aktarımlarla birlikte daha geniş bir ağ ile işlem gerçekleştirecektir.¹⁸⁰ Bu işleyiş için üye işyeri ile kartı veren kuruluş arasında üye işyeri sözleşmesi imzalanacaktır. Bu şekilde kartla yapılan ödemeyi kabul yükümlülüğü altına girer.¹⁸¹ Bu şekilde anlaşmalı işyerinde kart kullanılabilecektir. Dolayısıyla kartı veren kuruluş bu süreçte hem üye işyeri ile hem de kart hamili ile anlaşarak çift taraflı bir görev üstlenmektedir. Kart hamili de kart çıkaran kuruluşla kredi kartı sözleşmesi imzalayarak üçüncü tarafı oluşturacaktır.¹⁸² Üye işyeri gerekli ödemeyi POS terminali vasıtasıyla sağlayacaktır.¹⁸³ POS cihazında kartın kullanılmasından sonra otorizasyon işlemi ile banka tarafından verilen yetkilendirme ile ödeme yapılacağı banka tarafından bildirilmiş olur.¹⁸⁴ Bu şekilde yapılan harcamalar belli periyotlarla kart çıkaran kuruluş tarafından hamile borç olarak yansıtılır. Aynı şekilde belli periyotlarla üye işyeri ile takasları gerçekleştirir.¹⁸⁵ Bu sistemin Türkiye’de gelişmesinde ve bu

¹⁷⁷ Resmi Gazete, **Banka Kartları ve Kredi Kartları Kanunu**, (E.T. 14.11.2018).

¹⁷⁸ Akipek, **a.g.e.**, s. 107.

¹⁷⁹ Durkin/ Elliehausen/ Staten/ Zywicki, **a.g.e.**, s.291.

¹⁸⁰ **A.g.e.**, s.295.

¹⁸¹ Karabulut, **a.g.e.**, s. 25; Teoman, **a.g.e.**, s. 47.

¹⁸² Kaya, **a.g.e.**, s. 58.

¹⁸³ Özboyacı, **a.g.e.**, s. 46.

¹⁸⁴ Türkiye Bankalar Birliği, **a.g.e.**, s. s. 33.

¹⁸⁵ Özboyacı, **a.g.e.**, s. 47.

takasların sağlanmasında en önemli rollerden biri Bankalararası Kart Merkezi¹⁸⁶ tarafından üstlenilmektedir.

c. Genişletilmiş Üç Taraflı Sistem

Üçüncü sistemdeki kartlar, günümüzde en çok kullanılan kredi kartı türüdür. Bu tür belli özelliklere sahip (özellikli) üç taraflı kart olarak da isimlendirilmektedir. Bu sistemde üç taraflı sistemden farklı olarak işlemlerin içine uluslararası kart kuruluşları girmektedir. Discover Card ve American Express, Master Card ve Visa bu tür sistemlerde oldukça fazla yer alan, uluslararası çalışan kart kuruluşlarıdır.¹⁸⁷

Firmalar kendi kartlarını, uluslararası kart kuruluşlarının verdiği lisanslı haliyle piyasaya sürmektedir. Böylece kartın üzerinde kart çıkaran kuruluşun adının yanında bu uluslararası kuruluşun (Visa, Master Card gibi) ismi de yer alır. Dolayısıyla bu sistemde kart hamiliyle kredi kartı sözleşmesi imzalayan kuruluş, lisans sözleşmesi imzaladığı uluslararası kuruluşun logosu olan kartı hamile kullandırmakta ve bu kuruluşun kurduğu altyapıdan yararlanabilmektedir. Bu şekilde uluslararası kuruluş ise farklı pazarlara girebilmekte ve kartını pazarlayabilmektedir.¹⁸⁸ Şu hâlde sistemin tarafları kart hamili, lisans alarak kartı çıkaran kuruluş, lisans veren uluslararası kart kuruluşu ve üye işyeri olmak üzere en az dört tanedir. Bu sayı üye işyerinin, POS cihazında üye işyeri anlaşması yapmadığı bankaların veya diğer kart kuruluşlarının kartının kullanılması şeklinde, yani kart çıkaran kuruluştan farklı bankalarla yapabileceği üye işyeri anlaşmalar sebebiyle artabilir.¹⁸⁹ Bu anlaşmalarla sisteme daha fazla üye işyeri dahil olabilmektedir. Kartın kullanımı daha yaygınlaşmakta ve sistem bu sayede küreselleşebilmektedir. Bu sebeple bu sistemdeki kartlara “evrensel” kartlar da denilmektedir.¹⁹⁰ Ancak burada çok fazla taraf olsa da üye işyeri, yaptığı satış veya sağladığı hizmetin bedeli olan alacağını yapmış olduğu üye işyeri sözleşmesinin tarafından tahsil edecektir (BKMM md. 21/2). Aralarında hukuki ilişki bulunmayan,

¹⁸⁶ BKM, 1990 yılında 13 bankanın bir araya gelmesiyle kurulmuştur. 2020 aralık ayı itibariye 35 banka BKM’ye üyedir. Bu bankalar arasında gerçekleşecek ödemeler, para transferleri için altyapı oluşturulmakta, kayıp/ çalıntı kartların bilgilerinin olduğu “Birleşik Uyarı Listesi” (BUL) yayınlamakta, belirli standartlar ve kurallar sağlanarak sistem BKM tarafından düzenlenmektedir. Bankalararası Kart Merkezi, **BKM Hakkında**, <https://bkm.com.tr> (E.T. 4.12.2020); Türkiye Bankalar Birliği, **a.g.e.**, s. 30-31.

¹⁸⁷ Durkin/ Elliehausen/ Staten/ Zywicki, **a.g.e.**, s.294.

¹⁸⁸ Akipek, **a.g.e.**, s. 107; Ekinci, **a.g.e.**, s. 16; Karabulut, **a.g.e.**, s. 27.

¹⁸⁹ Reisoğlu, **a.g.e.**, s. 103.

¹⁹⁰ Sungur, **a.g.e.**, s. 134; Teoman, **a.g.e.**, s. 48.

üyelik sözleşmesi imzalamadığı diğer taraflardan alacağını tahsil edemeyecektir. Hamil ise dönemsel ödemesini kredi kartı sözleşmesi imzaladığı kart çıkaran kuruluşa yapacaktır. Bundan sonra yapılacak takaslar ise BKM bünyesindeki takas merkezi tarafından gerçekleştirilecektir.¹⁹¹

2. Kredi Kartı Türleri

Elektronik ticaretin artmasıyla birlikte daha gelişmiş dijital ödeme yöntemlerine olan talep artmaktadır. Yeni nesil dijital ödeme teknolojileri EMV çipleri, QR kodları (Hızlı Yanıt Kodu) ve NFC (Yakın Alan İletişimi) ile tasarlanan temassız ödeme sistemlerini içermektedir.¹⁹² Bu durum kart çeşitliliğini ve sağladığı hizmetleri arttırmaktadır. Genel olarak kart çeşitlerinin neler olduğu anlatılacaktır.

a. Bireysel Kart- Firma Kartı

5464 sayılı Banka Kartları ve Kredi Kartları Kanunu'nda yapılan tanımlara bakıldığında, 3. madde kart hamilini banka veya kredi kartından yararlanan gerçek veya tüzel kişi olarak tanımladığı belirtilmişti.¹⁹³ Adına kart düzenlenecek kişi gerçek veya tüzel kişi olabilmekte ve buna göre göre kartlar, bireysel kart ve firma (şirket) kartı şeklinde ikiye ayrılmaktadır. Gerçek kişi adına düzenlenen kartlara bireysel kart; tüzel kişi veya yetkilisi adına düzenlenen kartlara şirket kartı veya firma kartı denir.¹⁹⁴ Bu kartların tüzel kişi adına çıkarılabileceği belirtilse de adına kart çıkarılacak olan tüzel kişilerin yalnız şirketlerden oluşacağı belirtilmemiştir. Bu yüzden şirketler dışındaki tüzel kişiler adına da kart düzenlenmesi için bir engel yoktur. Fakat genellikle şirketler adına çıkarıldığı için şirket (firma) kartı olarak isimlendirildiği görülmektedir.¹⁹⁵ Bu türde kart daha çok girişimcilik ve yatırım amacıyla kullanılmaktadır. Bu sebeple daha yüksek limitli kartlar olduğu söylenebilir. Bu sayede şirket için yapılan harcamalarda nakit taşımak gerekmeyecektir. Ayrıca şirket için yapılan bu harcamaların takibi daha kolay bir hale gelmektedir.¹⁹⁶

¹⁹¹ Günarslan, **a.g.e.**, s. 47; Kaya, **a.g.e.**, s. s. 62.

¹⁹² Stankic/ Soldic/ Jakovljevic, **a.g.e.**, s. 36.

¹⁹³ Resmi Gazete, **Banka Kartları ve Kredi Kartları Kanunu**, (E.T. 14.11.2020).

¹⁹⁴ Kaya, **a.g.e.**, s. 77.

¹⁹⁵ Teoman, **a.g.e.**, s. 53 vd.

¹⁹⁶ Sungur, **a.g.e.**, s. 72.

Kartı kullanmaktan doğan borçlardan sorumluluk noktasında bireysel kartta, harcamalardan kart hamili gerçek kişi sorumlu olacaktır. Ancak eğer ki kart, firma kartı ise harcamalardan kartı şirket adına kullanan kişi değil, adına kart çıkarılan tüzel kişi sorumlu olacaktır.¹⁹⁷ Bu kişi yetkisinin dışına çıkarak kişisel ihtiyaçları için kartı kullanmış olsa da bu durum değişmez. Ancak firma kartı, tüzel kişiyle birlikte temsile yetkili gerçek bir kişi adına da çıkarılabilir. Bu durumda tüzel kişiyi temsilen kartı kullanacak kişi bu kişidir. Ondan başkası kartı kullanamayacaktır. İşte bu halde adına kart çıkarılmış olan gerçek kişi ile tüzel kişi müteselsilen sorumlu olacaktır.¹⁹⁸

b. Asıl Kart- Ek Kart

Kredi kartı veya banka kartı bir kıymetli evrak değildir ve devredilemez. Bu sebeple bizzat hamil tarafından kullanılması gerekir.¹⁹⁹ Hamilin talep ettiği durumlarda bir başkasının kullanabildiği ek kart çıkarılabilmektedir. Bununla kartın başkaları tarafından kullanılamaması kuralı gevşetilmekte ve bunu yapmak isteyen hamil için pratik bir yol geliştirilmektedir. Bu durum BKKKK m. 9’da “*Kart hamilinin talebi üzerine üçüncü kişiler adına asıl karta bağlı ve asıl kart limitini aşmamak kaydı ile ek kredi kartı düzenlenebilir*”²⁰⁰ şeklinde belirtilmektedir.

Ek kart ile kişinin birden fazla kartı olması birbirinden farklıdır. Aynı bankalardan alınan kartlar veya aynı bankadan alınmış birden fazla kart olduğunda bu kartlar birbirinden bağımsızdır ve ayrı sözleşmeleri vardır. Ek kartta bu bağımsızlık yoktur. Ek kart, asıl karta bağımlıdır. Ek kart için yapılmış ayrı ayrı sözleşmeler değil; asıl kart için yapılmış sözleşmeye üçüncü kişinin ek kart hamili olarak dahil olması söz konusudur. Bu sebeple asıl kart için yapılmış olan sözleşme hükümsüz olursa ek kart da hükümsüz olacaktır.²⁰¹

Ek kartın düzenlenebilmesi için asıl kart hamilinin iradesinin yanında adına ek kart düzenlenecek kişinin de bulunması gerekir. Haberi olmadan adına ek kart düzenlenen kişi ek kart hamili sıfatı kazanmayacaktır. Asıl karttan ayrı bir ek kart

¹⁹⁷ Günarslan, **a.g.e.**, s. 48.

¹⁹⁸ Kaya, **a.g.e.**, s. 77; Teoman, **a.g.e.**, s. 54.

¹⁹⁹ Mehmet Bahtiyar, “Banka Kartları ve Kredi Kartları Kanunu’na Göre Kartın Haksız Kullanımından Doğan Hukuki Sorumluluk”, **İÜHFİM**, C. 72, S. 2, 2013, s. 74.

²⁰⁰ Resmi Gazete, **Banka Kartları ve Kredi Kartları Kanunu**, (E.T. 14.11.2020).

²⁰¹ Aydemir, **a.g.e.**, s. 45.

talep formu, ek kart sözleşmesinin asıl kart ve ek kart hamilince imzalanmasıyla ek kart çıkarılabilmektedir. Bu durumda da asıl kart sözleşmesi bağlayıcılığını sürdürür.²⁰²

Ek kartın kim adına çıkarılacağı konusunda takdir asıl kart hamilindedir. Bu kişinin belirleyeceği, genelde bir aile üyesi, ek kart hamili olacaktır. Ancak adına ek kart düzenlenen kişinin ek kart hamili sıfatı kazanması için asıl kart veya ek kart sözleşmesi imzalaması gerekmektedir. Bu kart için belirlenecek limit ise kart veren kuruluş ile yapılan sözleşmeye göre asıl kart limiti ile aynı veya daha düşük olacaktır.²⁰³ Karttan yapılan harcamalar açısından ek kart hamili asıl karttan yapılan harcamalardan sorumlu değildir. Ancak ek kart sözleşmesinde aksine konulan ibarelerin kabulü halinde bu sorumluluk söz konusu olabilecektir.²⁰⁴ Bunun yanında asıl kart hamili, ek karttan yapılan harcamalardan sorumludur. Bu harcamalardan sorumluluk ek kart hamili ile birlikte müteselsilen olacak şekilde belirlenir.²⁰⁵ Yargıtay da kararlarında bu durumu belirtmektedir.²⁰⁶ Bu durum mağdurun belirlenmesinde önem arz edebilmektedir. Asıl kart suçun konusu olduğunda ek kart hamilini zarara uğramayacağından mağdur da olmayacaktır. Bunun yanında ek kart suçun konusu ise hem asıl kart hamili hem ek kart hamili olayın koşullarına bağlı olarak zarara uğramış olabilecektir.

c. Ortak Kartlar

Ortak kartlar kendi içinde co-branded ve affinity kartlar olmak üzere ikiye ayrılır. Bu kartları, kart çıkaran kuruluş ve mal üreten veya hizmet sunan işletmeler beraber çıkarmaktadır.²⁰⁷ Dolayısıyla isimlendirme kartın hamiline göre birden fazla kişi olmasına göre belirlenmemektedir. Bunun yerine kart çıkaran kuruluş ile bir ticari

²⁰² Ebru Tüzemen Atik, “Kredi Kartı Sözleşmelerinde Ek Kart Hamilinin Hukukî Durumu”, **Türkiye Barolar Birliği Dergisi**, S. 114, Eylül- Ekim 2014, s.132.

²⁰³ Sungur, **a.g.e.**, s. 73.

²⁰⁴ Yargıtay 13. H. D. E. 2013/5346, K. 2013/16789, T. 19.6.2013, Kazancı (15.07.2020); Aksi görüşe göre sözleşmeye asıl karttan yapılan harcamalardan ek kart hamilinin sorumlu olduğu şeklinde ifadelerin yazılmasının TBK md. 21/2 gereği yazılmamış sayılması gerektiğine ilişkin bkz., Tüzemen Atik, **a.g.e.**, s.135.

²⁰⁵ Reisoglu, **a.g.e.**, s.105.

²⁰⁶ “Zira ek kart hamili ek kart ile yaptığı harcamalardan sorumludur. Asıl kart hamili ise hem kendi harcamalarından hem de ek kart hamilinin yaptığı harcamalardan müteselsilen sorumludur.” Yargıtay 19. H.D. E. 2016/12557, K. 2017/7059, T. 18.10.2017, Kazancı (15.07.2020)

²⁰⁷ Ian Lindsey, **Credit Cards: The Authoritative Guide to Credit and Payment Cards**, Rushmere Wynne Yayınevi., Temmuz 1995, s.15.

kuruluşun anlaşması ve ortak bir şekilde kart çıkarması sebebiyle bu ismi almaktadır. Bu anlaşma ile hamile bazı imkânlar sağlanır.²⁰⁸ Bu imkanlar genelde hamile indirim, puan biriktirme ve hediyeler gibi çeşitli promosyonlar sunmak şeklindedir. Co-branded kartta, ticari işletme kendi logosunu taşıyan kartın kullanımından rekabetteki etkisini ve tanınırlığı arttırarak fayda sağlamaktadır.²⁰⁹ Affinity kartı (kitle kartı) ise, kart veren kuruluşun ve tüketici bir kitleye yakın, sosyal amaçlı bir kuruluşla birlikte sundukları kredi kartıdır.²¹⁰ Üniversiteler, spor kulüpleri veya kar amacı gütmeyen vakıf, dernek gibi kuruluşlar, bir kart çıkaran kuruluş ile ortaklaşa çıkardıkları kartların kullanımıyla, hitap ettikleri kitleye özel indirimler veya fırsatlar sunarlar. Kart çıkaran kuruluş da bu kitleye ulaşmış olur.²¹¹ Söz konusu kartın kullanımı sonucu, dernek veya vakıf gibi sosyal amaçlı kuruluşlara işlemler üzerinden komisyon ödenmektedir.²¹² Bu tip kartların çıkarılmasının ortak bir şekilde kâr sağlamanın dışında müşteri portföyü sağlamak, tüketimi teşvik ederek satışları arttırmak, ürün ve marka tanıtarak reklam yapmak gibi amaçları vardır.²¹³

d. Sanal Kart

İnternet ortamında kullanılmak üzere başlangıç limiti sıfır olarak çıkarılan ve sonradan farklı bir limit belirlenen kartlardır. Kartın isminde “sanal” (virtual) ifadesinin geçmesi kartın gerçek olmadığını değil fiziki varlığı olmayışını ifade etmektedir. Yalnızca sanal ortamda var olan bir karttır.²¹⁴ Dolayısıyla sanal kartlar, kart numarası, son kullanma tarihi ve şifre gibi kart bilgilerinin bütününden oluşan soyut bir yapıdadır.²¹⁵ Bu kartlarla mail order işlemleri yapılabilmektedir. Bu işlem, işyerinin internet, telefon veya posta aracılığıyla sipariş alması ve uzaktan kart bilgileriyle ödeme yapılması şeklinde gerçekleşmektedir.²¹⁶ Bir diğer kredi kartı türü olan temassız kartlara burada değinmek gerekir. Bu kartlar “kartsız kredi kartları”²¹⁷ olarak da isimlendirildiği için bu iki türün karışması ihtimali bulunmaktadır. Bu tür kartlar, kartın içerisine yerleştirilmiş olan mikro çip sayesinde karttan radyo dalgaları

²⁰⁸ Kaya, **a.g.e.**, s. 79.

²⁰⁹ Günarslan, **a.g.e.**, s. 49.

²¹⁰ Karabulut, **a.g.e.**, s. 16.

²¹¹ Glossary Of Common Credit Card Terms, **Affinity Card**, (E.T. 10.05.2020).

²¹² Kaya, **a.g.e.**, s. 80.

²¹³ Günarslan, **a.g.e.**, s. 49.

²¹⁴ Kaya, **a.g.e.**, s. 81.

²¹⁵ Karabulut, **a.g.e.**, s. 17.

²¹⁶ Kaya, **a.g.e.**, s. 82.

²¹⁷ Sungur, **a.g.e.**, s. 80.

yayılmaktadır. Bu kartlar, antenli POS cihazlarının karttan yayılan radyo dalgalarını okuması yoluyla kullanılmaktadırlar. Bu sayede kart yalnızca POS cihazının önüne tutularak şifre dahi girilmeden kullanılabilir. Anlaşılacağı üzere sanal karttan farklı olarak kart fiziksel olarak mevcuttur ancak kullanım şekli özeldir. Bu tür kullanımları sağlayan teknolojilere “yakın alan iletişimi” (NFC-Near Field Communication) denilmektedir. Yalnızca bankacılık alanında değil, ulaşım gibi daha pek çok alanda kullanılmaktadır.²¹⁸ Bu teknoloji daha ileri boyutta kartın algılanmasını sağlayan mikro çipin telefon, anahtarlık, gibi aletlere yerleştirilmesi gibi yenilikler getirerek kartın artık “kart” olmadan da var olabileceğini göstermektedir.²¹⁹ Fiziksel yapının ötesinde sanal yapı, kart numarası ve diğer karta ait hassas veriler esas olmaya başlamıştır.

e. Çipli Kart

Kredi kartı günlük hayatta genelde POS cihazlarıyla yahut ATM’lerde okutularak kullanılırken manyetik şeritlerinden işlem bilgileri çıkarılır. Manyetik şerit (magnetic stripe) daha ucuza ve daha kolay üretilmektedir. Buna karşılık bilgi depolama alanı azdır ve uzun süreli kullanım, manyetik şeritlerin manyetizmasının bozulmasına sebep olabilir. Ucuz ve kolay bulunabilir malzemeden yapılması, içindeki bilgilerin kolay ele geçirilmesi, manyetik şeritli kartların nispeten daha kolay bir şekilde değiştirebilir veya kopyalayabilir olmasını sağlamaktadır.²²⁰ Güvenli bir teknoloji olarak yeterli görülmediğinden ve bu banttan bilgiler kolayca alınıp sahte kart üretilmediğinden, çipli/ yongalı (chip & pin) kartlara geçilmiştir.²²¹ Bu tür kartlarda, kart bilgileri yalnız manyetik şeride değil, aynı zamanda kart üzerindeki çipe de işlenmektedir.²²² Eskiden kartın kullanılmasından sonra düzenlenen harcama belgesinin imzalanması suretiyle gerçekleştirilen kimlik tespiti yönteminin yerini bu teknolojiyle birlikte 4 rakamlı şifre (PIN- Personal Identification Number) almıştır.

²¹⁸ Efraim Turban/ Joseph Brahm, “Smart Card-Based Electronic Card Payment Systems in the Transportation Industry”, **Journal of Organizational Computing and Electronic Commerce**, C. 10, S. 4, Kasım 2009, s. 281 vd.

²¹⁹ Sungur, **a.g.e.**, s. 80.

²²⁰ Turban/ Brahm, “**a.g.e.**”, s. 282.

²²¹ Günarslan, **a.g.e.**, s. 50; Karabulut, **a.g.e.**, s. 16.

²²² Zubair Ahmad/ Akram M. Zeki/ Akeem Olowolayemo, “Security Failures in EMV Smart Card Payment Systems”, **6th International Conference on Information and Communication Technology for The Muslim World**, Jakarta, 2016, s. 240.

Çipli kartın üretimi aşamasında bütünleşik bir devreye işletim sistemi ve uygulamalar girilmektedir. Daha sonra kişiselleştirme işleminin de yapılmasıyla plastik karta yonga eklenir.²²³ Kart kullanıma hazır hale geldiğinde üzerinde sahtecilik yapılması ve kopyalanması daha zor olan bir teknolojiyle üretilmiş olacaktır. Sağlanan bu güvence ve şifre ile daha pratik ve korunaklı şekilde kart kullanılabilir.²²⁴

Türkiye 2006'da çipli kart uygulamasına geçmiştir.²²⁵ Yeni teknoloji ile hazırlanmış kartlar, çeşitli suçlar açısından güvenliği arttırsa da tehlikeyi tamamen ortadan kaldırmaya yetmemektedir. Fakat gün geçtikçe buna yönelik tedbirleri arttırmaya yönelik çalışmalar yapılmaktadır. Çipli kartlar da bu çalışmanın ürünüdür.²²⁶

G. Elektronik Bankacılık

Bankacılık faaliyetlerinin bireylerin hayatında önemli yer kaplamasıyla beraber bu faaliyeti kolaylaştırmak amacıyla yenilik arayışına girilmiştir. Teknolojik gelişmeler özellikle dijital cüzdan, temassız kredi kartı ve akıllı cep telefonlarıyla yapılan ödemeler gibi araçların kullanımını artırmaktadır. Bu tarz dijital ödeme yöntemleri ucuz ve daha hızlı oluşuyla müşterilere ödemelerinde ve diğer işlemlerinde pratiklik sağlamaktadır. Buna istinaden müşterilerin beklentileri artmakta ve bankalar da müşterilerin artan ihtiyaç ve beklentilerini karşılamak için ödeme imkanlarını gün geçtikçe geliştirmektedir.²²⁷ Bu anlamda bu faaliyetleri kolaylaştıracak alternatif bankacılık olarak da isimlendirilen elektronik bankacılık geliştirilmiştir. Bunun içerisinde işlem maliyetinin düşük olması sebebiyle yaygın olarak kullanılan ATM

²²³ Kaya, **a.g.e.**, s. 84.

²²⁴ Sungur, **a.g.e.**, s. 109.

²²⁵ Bahtiyar, **a.g.e.**, s. 72.; Uygulamadaki önemli etkilerden biri ise EMV sistemidir. POS terminallerinde ve ATM'lerde ilgili ödeme kartının kimliğini doğrulamak için kullanılan çip tabanlı ödeme kartlarının çalışması için küresel bir standart getirmeyi amaçlayan EMV, buna yönelik kuralları kapsayan bir sertifikasyon programıdır. Europay, MasterCard ve Visa'yı temsil eder. Başlangıçta 1990'larda Europay, MasterCard ve Visa arasında ortak girişim olarak başlatılan, daha sonra 2002 yılında MasterCard ve Europay birleşmiş ve diğer uluslararası kartlı sistem kuruluşları, özellikle American Express ve JCB'sinin de organizasyona katılmasıyla büyümüştür. Bu sistemde çipli kart POS cihazında kaydırma yapmadan sabit yonganın okunmasıyla işlem yapılır. Bu kartlar temassız olarak üretilmektedir ve bu sayede işlemler daha hızlı gerçekleşir. Aynı zamansa akıllı telefona indirilerek "Mobil EMV" olarak adlandırılan mobil ödemeler için de kullanılabilir. Ahmad/ Zeki/ Olowolayemo, **a.g.e.**, s. 240; Steve Gold, "The Evolution Of Payment Card Fraud", **Computer Fraud & Security**, C. 2014, S. 3, 2014, s. 12.

²²⁶ Stankic/ Soldic/ Jakovljevic, **a.g.e.**, s. 36; Gold, **a.g.e.**, s. 12.

²²⁷ Stankic/ Soldic/ Jakovljevic, **a.g.e.**, s. 36.

kullanımı, internet bankacılığı, mobil bankacılık gibi faaliyetler yer almaktadır.²²⁸ İhtiyaca yönelik yenilik arayışı devam ettiği için bu kapsam genişleyebilmektedir. Kavramın kapsamını belirlemek adına BDDK tarafından düzenlenen yönetmelikte yapılan tanıma bakıldığında, elektronik bankacılık hizmetleri, “*İnternet bankacılığı, mobil bankacılık, telefon bankacılığı, açık bankacılık servisleri ile ATM ve kiosk cihazları gibi müşterilerin, uzaktan bankacılık işlemlerini gerçekleştirebildikleri veya gerçekleştirilmesi için bankaya talimat verebildikleri her türlü elektronik dağıtım kanalı*”²²⁹ şeklinde tanımlanmıştır.

1987 yılında Western Union şirketi tarafından ülke çapında para transferi sunan hizmet ilk elektronik bankacılık faaliyeti kabul edilmektedir. Türkiye’de 1987 yılında ilk kez ATM’nin hizmete sunulması ilk elektronik bankacılık faaliyeti kabul edilmektedir.²³⁰ “Automated Teller Machine” ifadesinin kısaltması olan ATM’nin ilk ortaya çıkışı 1968 yılına dayanırken, kullanımı 1980’li yıllarda yaygınlaşmıştır. Bu makineler sayesinde para ile ilgili işlemler oldukça kolaylaşmaktadır. Elle taşımaya gerek kalmadan para yatırma, havale gibi işlemler kolayca gerçekleştirilebilmekte; faturalar, vergi borcu gibi borçlar bu makinelerden ödenebilmektedir.²³¹ Bu işlemlerin yapılmasında araç olarak kullanılan EFT sistemi de elektronik bankacılığın bir ürünüdür. Bankalar arası para transferi sağlayan EFT (Elektronik Fon Transfer) sistemi ilk defa 1992 yılında uygulanmaya başlanmıştır. Daha sonra yapılan yeniliklerle birlikte şu anda üçüncü nesil EFT sistemi uygulamadadır.²³²

Mobil bankacılık da denilen telefon bankacılığı ilk defa İngiltere’de 1993’te hizmete sunulmuştur. Türkiye’de ise bu hizmet 1996 yılında İş Bankası tarafından verilmeye başlanmıştır.²³³ Bu yöntemde müşteri telefonundan bankaları kullanıma açtığı uygulamalara kimliklerini belirten kullanıcı adı ve şifreleri girerek çeşitli bankacılık faaliyetlerinden yararlanabilmektedir.

²²⁸ Alper Veli Çam, “Türkiyede Mobil Bankacılık: Teorik Çerçeve ve Mobil Bankacılık Kullanımı”, **Banka ve Finansal Sistemler**, edit. Hasan Ayaydın, Savaş Durmuş, Bursa: Ekin Yayınevi, Nisan 2016, s. 239.

²²⁹ Resmi Gazete, **Bankaların Bilgi Sistemleri ve Elektronik Bankacılık Hizmetleri Hakkında Yönetmelik**, (E.T. 14.11.2018).

²³⁰ Uğur Uzun, “Elektronik Bankacılık: Sağladığı Faydalar ve Riskler Üzerine”, **Banka ve Finansal Sistemler**, edit. Hasan Ayaydın, Savaş Durmuş, Bursa: Ekin Yayınevi, Nisan 2016, s. 300-301;

²³¹ **A.g.e.**, s. 307.

²³² Türkiye Cumhuriyet Merkez Bankası, **Elektronik Fon Transfer Sistemi- Elektronik Menkul Transfer Sistemi**, <https://www.tcmb.gov.tr> (E.T. 21.08.2020).

²³³ Uzun, **a.g.e.**, s. 310.

Elektronik bankacılık yollarından biri olan internet bankacılığı, bankacılıkla ilgili yapılacak işlemlerin, çeşitli elektronik araçlarla internet üzerinden yapılmasıdır. Bu yolla maliyetler düşürülmekte, daha hızlı işlem yapılabilen ve hizmet alanı genişlemektedir.²³⁴ Bankaların Bilgi Sistemleri ve Elektronik Bankacılık Hizmetleri Hakkında Yönetmelik'te internet bankacılığı "*Bankaların kendi ticaret unvanı, işletme adı ya da herhangi başka bir ad altındaki bir web sayfası üzerinden sundukları hizmetlere müşterilerin, kullandıkları cihaz ya da platformdan bağımsız olarak, internet yoluyla ulaşmalarını ve kendilerine ait finansal veya kişisel verileri görüntüleyebildiği, değiştirebildiği ya da finansal sorumluluk yaratacak işlemler gerçekleştirebildiği elektronik dağıtım kanalları*"²³⁵ şeklinde tanımlanmıştır. Bugün internet bankacılığı sayesinde düşük maliyetle ve hızlı şekilde pek çok hizmet sunulmaktadır. Bunlar arasında bilgi verme, bakiye sorgulama, para transferi, ödeme yapma gibi pek çok işlev yer alır.²³⁶ Bu gibi pratik faydaları dolayısıyla internet bankacılığının kullanımı giderek artmaktadır.²³⁷

²³⁴Abdurrahman Savaş, "İnternet Bankacılığı ve Tarafların Yükümlülükleri", **Selçuk Üniversitesi Hukuk Fakültesi Dergisi**, C. 19, S. 2, Aralık 2011, s. 137-166.

²³⁵ Resmi Gazete, **Banka Kartları ve Kredi Kartları Kanunu**, (E.T. 14.11.2018).

²³⁶ Uzun, **a.g.e.**, s. 312.

²³⁷ BKM istatistiksel verilerine göre 2020 eylül ayında internetten yapılan 78.076.081 tane kartlı ödemede toplam 25.100,83 milyon TL harcama yapılmıştır. Telefon veya mektupla yapılan ödeme sayısı ise 13.152.443 olup toplamda 8.987,25 milyon TL harcama yapılmıştır. BKM, **Raporlar ve Yayınlar**, <https://bkm.com.tr> (E.T. 01.12.2020).

İKİNCİ BÖLÜM: GERÇEK BANKA VEYA KREDİ KARTININ KÖTÜYE KULLANILMASI SUÇU (TCK MD. 245/1)

I. Korunan Hukuki Değer

Kanun koyucu suç olarak bir fiili düzenlerken korunması gereken hukuki değerler bakımından bir tercih yapmaktadır. Korunması gereken pek çok hukuki değer arasından hangilerinin ihlali halinde ceza yaptırımını uygulanacağı kanunlarla belirlenir. *Ultima ratio* ilkesi, ceza yaptırımını son çare olarak kullanmayı gerekli kıldığı için, hukuki değerlerin korunması için cezaya muhtaçlık şart ise bu değeri korumaya yönelik suçlar kanuna girmektedir.²³⁸ Elbette toplum değiştikçe korunacak yeni hukuki değerlerin ortaya çıkması şeklinde yahut halihazırda var olan hukuki değerlerin yeni ihlal şekillerinin ortaya çıkması şeklinde değişiklikler olabilmektedir. İşte teknolojik gelişmelerin topluma yansması ile bilişim suçları hem yeni ihlal modelleri olarak hem de korunması gereken yeni değerler olarak ortaya çıkmıştır.²³⁹ TCK md. 245 ile korunan hukuki değer, karma nitelikte olup madde gerekçesinde hırsızlık, dolandırıcılık, güveni kötüye kullanma ve sahtecilik suçlarıyla ortak olduğu ifade edilmiştir.²⁴⁰ Bu suçlarla, mülkiyet hakkı ve malvarlığı değerlerinin yanı sıra zilyetlik hakkı,²⁴¹ irade serbestisi,²⁴² kişilerin birbirine²⁴³ ve hukuki inandırıcılığı olan belgelere dolayısıyla kamuya duydukları güven²⁴⁴ korunmaktadır. Kart kullanımının alışveriş hayatının bu derece içinde bulunması dolayısıyla ticari yaşam ve bankacılık

²³⁸ Ünver, **a.g.e.**, s. 60.

²³⁹ ENISA (European Network and Information Security Agency), **Financial Fraud in Digital Space**, 30 Kasım 2018, s. 2.

²⁴⁰ Mahmutoglu, **a.g.e.**, s. 871; Mehmet Emin Artuk/ Ahmet Gökçen/ Ahmet Caner Yenidünya, **Ceza Hukuku Özel Hükümler**, Ankara: Adalet Yayınevi, Ekim 2013, s.864.

²⁴¹ Ersan Şen, “Hırsızlık Suçları”, **Ankara Barosu Dergisi**, C. 3., Mayıs 2012, s. 326; Necati Meran, **Hırsızlık, Yağma, Malvarlığına Karşı Suçlar**, Ankara: Seçkin Yayınevi, Kasım 2013, s. 19.

²⁴² Mahmut Koca/ İlhan Üzülmüş, **Türk Ceza Hukuku Özel Hükümler**, Ankara: Adalet Yayınları, Ekim 2015, s. 671.

²⁴³ Doğan Soyaslan, **Ceza Hukuku Özel Hükümler**, Ankara: Yetkin Yayınları, 2020, s. 682.

²⁴⁴ Zeki Hafizoğulları, Muharrem Özen, **Türk Ceza Hukuku Özel Hükümler Topluma Karşı Suçlar**, US-A Yayıncılık, Eylül 2017, S. 138.

sistemine duyulan güven, kartın kullanılması için gerekli olan bilişim sistemleri ve ekonomik hayatın sağlıklı işleyişi de bu suçla korunan değerler arasındadır.²⁴⁵ Ancak, suçla korunan değerlerden hangisinin daha baskın olarak korunduğu konusunda ve maddenin düzenlenmesi gereken yer açısından 765 sayılı TCK döneminde yapılan tartışmalar²⁴⁶ yeni düzenleme açısından da devam etmektedir. Bir görüşe göre, bu suç koruduğu menfaat açısından karma niteliklidir.²⁴⁷ Kanunda bilişim suçları arasında düzenlenmesinin sebebi de suçun bilişim sistemleri yoluyla kullanılabilen kartları konu ediniyor olmasından kaynaklanmaktadır. Bu sebeple kanun koyucunun kabul ettiği üzere bilişim sistemlerinin korunmasına yönelik toplumsal menfaat bu suçla koruma altına alınmıştır.²⁴⁸ Nasıl ki TCK md. 244/4'te yer alan bilişim sistemlerinin işleyişine veya verilere müdahale suretiyle haksız yarar sağlama suçu da malvarlığı değerini de korumasına rağmen, bilişim sistemleri aracılığıyla işlenmesi sebebiyle bilişim suçları başlığı altında düzenlenmişse, bu suç da aynı bakış açısıyla yerinde olarak aynı bölümde düzenlenmiştir.²⁴⁹ Buna karşılık diğer bir görüşe göre ise, bu suç pek çok değeri bir arada korurken bunlar arasında baskın olarak malvarlığı değerini korumaktadır. Kanunda suçlar, korudukları menfaate göre benzer suç tipleriyle aynı bölümde düzenlendiğine göre, banka veya kredi kartlarının kötüye kullanılması suçunun da yasanın sistematığıne uygun olarak malvarlığına karşı suçlar bölümünde düzenlenmesi gerektiği belirtilmektedir.²⁵⁰ Bu görüşe göre, TCK md. 245/1'de yer alan suç, madde gerekçesinde sayılan suçlarla ortak menfaatleri koruyan bir suçtur. Bunların yanında bankacılık ve ticari hayat da korunur.²⁵¹ Dolayısıyla pek çok korunan hukuki menfaat sayılabilir. Ancak bunlar arasında malvarlığı daha baskındır.²⁵² Zira suç sonucu doğrudan zarar gören, malvarlığında azalma olan kişidir. Ayrıca 2005'te eklenen 4. fıkradaki şahsi cezasızlık halleri ile 2006'da eklenen 5. fıkıyla

²⁴⁵ Cengiz Apaydın, **Banka veya Kredi Kartını Kötüye Kullanma Suçları**, Ankara: Seçkin Yayınları, Ocak 2021, s. 24; Gülşah Bostancı Bozbayındır, "Banka veya Kredi Kartlarının Kötüye Kullanılması", **Özel Ceza Hukuku**, C. VIII, Ekonomi, Sanayi ve Ticarete İlişkin Suçlar ile Bilişim Alanında Suçlar, İstanbul: On İki Levha Yayıncılık, Şubat 2021, s. 282.

²⁴⁶ Önder, **a.g.e.**, s. 506.

²⁴⁷ Apaydın, **a.g.e.**, s. 24.

²⁴⁸ Güneş Okuyucu Ergün, "Banka veya Kredi Kartlarının Kötüye Kullanılması", **Marmara Üniversitesi Hukuk Fakültesi Hukuk Araştırmaları Dergisi – Prof. Dr. Nur Centel'e Armağan**, C. 19, S. 2, 2013, s. 1067; Gül, **a.g.e.**, s. 126.

²⁴⁹ Karagülmez, **a.g.e.**, s.289-290; Veli Özer Özbek/ Koray Doğan/ Pınar Bacaksız, **Türk Ceza Hukuku Özel Hükümler**, Ankara: Seçkin Yayınları, Ekim 2020, s. 993 vd.; Yıldız, **a.g.e.**, s.102 vd.

²⁵⁰ Dülger, **a.g.e.**, s. 358-359; Hafizoğulları/ Özen, **Topluma Karşı Suçlar**, s.462; Soyaslan, **a.g.e.**, s. 682; Tezcan/ Erdem/ Önok, **a.g.e.**, s. 1177.

²⁵¹ Erdoğan, **a.g.e.**, s. 301.

²⁵² Dülger, **a.g.e.**, s. 357; Ekinci/ Esen, **a.g.e.**, s. 364; Tezcan/ Erdem/ Önok, **a.g.e.**, s. 1076; Ketizmen, **a.g.e.**, s. 187; Soyaslan, **a.g.e.**, s. 682; Taşdemir, **a.g.e.**, s. 318.

malvarlığına ilişkin etkin pişmanlık hükümlerinin uygulanacağını belirtilmesi de korunan hukuki menfaatin esas olarak malvarlığı olduğunu ortaya koymaktadır.²⁵³ Yargıtay'ın da bu suçla korunan değerin malvarlığı olduğunu belirttiği kararları vardır.²⁵⁴

Kanımızca TCK md. 245/1, koruduğu menfaat açısından karma nitelikte bir suç olarak birden fazla menfaati koruyan bir suç olmakla birlikte, kartın kullanımına yönelik tasarruf sonucunda malvarlığı değerlerinde azalma şeklinde bir zarar ortaya çıkacağı için korunan değerler arasından baskın olarak malvarlığı değerinin korunduğunun kabul edilmesi gerekir. Bununla birlikte suçun düzenlenmesi gereken bölümün tespiti için öncelikle bilişim suçlarını düzenlemede kullanılan sistemlere değinmek gerekir. Bilişim suçları çeşitli şekillerde sınıflandırılmaktadır.²⁵⁵ Bu sınıflandırmalar sonucu yapılan bilişim suçlarına ilişkin düzenlenmeler ayrı bir kanun çıkarılarak yapılabileceği gibi mevcut ceza kanununda bir bölüm olarak da düzenlenebilmektedir.²⁵⁶ Ayrı bir kanunla düzenleme yoluna gidilmediği takdirde, ilk olarak konuyla ilgili mevcut ceza kanununa ayrı ve özel bir bölüm eklenebilmektedir. Burada farklı hukuki menfaatleri koruyan fiiller bilişim unsurunun ortak olması sebebiyle beraber düzenlenmektedir. İkinci olarak geleneksel fiillerin yanına, bilişim

²⁵³ Tezcan/ Erdem/ Önok, **a.g.e.**, s. 1177.

²⁵⁴ YCGK E. 2010/11-17, K. 2010/65, T. 30.3.2010; Yargıtay 8. CD. 25.5.2016, E. 2016/3489, K. 2016/8103, Kazancı (E.T. 12.11.2020).

²⁵⁵ Bilişim suçları fiziki yapısı olmayan veriler üzerinde gerçekleştiğinden geleneksel suçlardan farklı soruşturma ve kovuşturma usulleri gerektirmektedir. Küresel ağlar dolayısıyla sınır aşan bir özelliğe bürünen bu suçlar çok hızlı bir şekilde yayılabilmekte ve bu durum suçun takibini zorlaştırabilmektedir. Geleneksel suç, gerçek ve belirlenebilir bir alanda, mesafe gibi fiziksel engellerle sınırlandırılmış olarak ve genelde tek yargılama yetkisine konu olacak şekilde işlenmektedir. Geleneksel suç kriminolojisi, özünde suçlu temel alırken bilişim suçlarıyla ilgili tartışmaların çoğu ilk olarak suça ve suçun işleniş şekillerine odaklanmaktadır. Bilişim suçlarından delil toplama ve değerlendirme yöntemlerinde de çeşitli farklılıklar söz konusudur. Delillerin dijital olması bu alanlarda farklı düzenlemeleri gerekli kılar. Bilişim ve iletişim teknolojileri tarafından sağlanan hız ve etki, eskiden çok zor olan sınırların şimdi kolaylıkla geçilebilmesini sağlamaktadır. Ulusal sınırlar artık yenilebilir durumdadır. Sınır aşan özelliği gereği bilişim suçlarında uluslararası iş birliği önemlidir. Bundan dolayı Avrupa Konseyi Siber Suç Sözleşmesi'ni, bu suçlara yönelik bir çerçeve oluşturmak, olta saldırıları (phishing) gibi kart bilgilerinin hukuka aykırı şekilde ele geçirilmesinde kullanılan bazı suçlar da dâhil olmak üzere bilişim suçlarına karşı uluslararası işbirliğini teşvik etmek için hazırlamıştır. Avrupa Siber Suçlar Sözleşmesi, uluslararası anlamda benimsenen bir sınıflandırma olarak bilişim suçları, bilgisayar verilerinin ve sistemlerinin gizliliğine, bütünlüğüne ve erişilebilirliğine karşı suçlar; bilgisayarla ilgili suçlar içeriğe ilişkin suçlar; telif hakkı ve telifle ilgili hakların ihlaline ilişkin suçlar olarak sınıflandırılmıştır. Avrupa Konseyi, **Convention on Cybercrime**, 23 Kasım 2001, <http://www.coe.int/el/web/conventions/full-list/-/conventions/treaty/185>; Nick Nykodym / Lisa Kahle-Piasecki / Sonny Ariss / Tracey A. Toussaint, "Cybercrime and Business: How to Not Get Caught by the Online Phisherman", **Journal of International Commercial Law and Technology**, C. 5, S. 4, 2010, s. 255; Turan, **Bilişim Hukuku**, s. 72; Tsakalidis George/ Vergidis Kostas, "A Systematic Approach Toward Description and Classification of Cybercrime Incidents", **IEEE Transactions On Systems, Man, And Cybernetics: Systems**, C. 49, S. 4, Nisan 2019, s. 717.

²⁵⁶ Değirmenci, **a.g.e.**, s.199.

sistemi yoluyla yahut bu sistemlere karşı işlenen suçlar korudukları menfaate göre ayrı bölümlerde düzenlenebilmektedir.²⁵⁷ Üçüncü olarak karma sistemde her iki yöntem bir arada bulunur. 5237 sayılı TCK'da karma yöntem kullanılmıştır.²⁵⁸

Kanımızca banka veya kredi kartlarının kötüye kullanılması suçu, TCK'da bilişim suçları için ayrı bir bölüm yer aldığı sürece burada düzenlenmesi gereken bir suçtur. TCK md. 245'te birbirinden farklı hukuki menfaatleri koruyan üç farklı suç olması, hepsinin malvarlığına karşı suçlar bölümünde düzenlenmemesini gerektirir. Bu suçlardan özellikle ikinci fıkrada yer alan suç baskın olarak malvarlığı değerini korumamaktadır. Ancak bu suçlar yalnızca bilişim sistemi aracılığıyla işlenebilen ve bilişimin suçun oluşumu için zorunlu olduğu suçlardır.²⁵⁹ Somut olaylarda kartların kullanımının çok fazla alana yayılması sebebiyle bilişim sistemi araç olarak kullanılmaksızın yarar elde edilebildiği gözlemlense de bu olayların farklılık yaratmayacak kadar az olması ve asıl olarak kartların kullanımı ATM, POS cihazı veya elektronik bankacılık gibi bilişim sistemleriyle gerçekleştiği için bilişim unsuru bu suçun işlenmesi açısından zorunlu unsur olarak kabul edilmektedir. TCK'da bilişim suçlarını ayrı bir bölümde bir arada düzenlenmesi yöntemi benimsenmiştir. Bu yöntem benimsenmeseydi ve bilişim suçları için ayrı bir bölüm olmasaydı, TCK md. 245'te yer alan üç ayrı suçun korudukları menfaate göre ayrı bölümlerde düzenlenmesi yoluna gidilmesi gerekirdi. Ancak birbirinden farklı menfaatleri koruyan ve bilişim unsurunun ortak olduğu suçların bir arada düzenlendiği bir bölüm olduğu sürece bu suçların da burada düzenlenmesi gerekir.

²⁵⁷ Metin Turan, **Alman Bilişim Hukuku**, Ankara: Adalet Yayınevi, Mayıs 2017, s. 52-57.

²⁵⁸ Umut Ö. Eker, **a.g.e.**, s. 108.

²⁵⁹ Kurt Levent, **Açıklamalı-İçtihatlı Tüm Yönleriyle Bilişim Suçları ve Türk Ceza Kanunundaki Uygulaması**, Ankara: Seçkin Yayınevi, 2005, s. 177-178; Mahmutoglu. **a.g.e.**, s.856; “Bankaların ATM uygulaması bilgisayar sistemiyle temellendiği için bir bilişim faaliyetidir, zira bu sistem herhangi bir nedenle çöktüğünde bu faaliyette asla gerçekleştirilemez.”, YCGK E. 2000/6-62, K. 2000/72, T. 11.4.2000, Kazancı, (E.T. 20.11.2020); aksi görüşte Yıldız, ankesörlü telefonda görüşme yapılarak kartın kullanılması ile bilişim sistemi olmadan TCK md. 245/1'de yer alan suçun işlenmesi mümkün olduğu için bilişimin zorunlu unsur olmadığını belirtmektedir. Yıldız, **a.g.e.**, s. 108.

II. Suçun Unsurları

A. Maddi Unsur

1. Fail

Suçun süjesi olarak kabul edilen fail, fiili icra eden, tipte yer alan haksızlığı gerçekleştiren kişidir.²⁶⁰ TCK md. 37’de fail “*suçun kanuni tanımında yer alan fiili birlikte gerçekleştiren kişilerden her biri*” olarak tanımlanmıştır. Suçu düzenleyen hükümde geçen “kişi”, fiili icra eden “kimse” şeklindeki ifadeler faili işaret eder.²⁶¹ Her suçta fiili icra eden bir fail vardır.²⁶² TCK md. 245/1’de yer alan suçta ise fail “*başkasına ait bir banka veya kredi kartını, her ne suretle olursa olsun ele geçiren veya elinde bulunduran kimse*” olarak belirtilmiştir.

Fail açısından nitelikler öngörülerek çeşitli özelleştirmeler yapılabilmektedir. Bu halde suç belli kişiler tarafından işlenebilmektedir. Bu tür suçlara özgü suç denilir.²⁶³ Bir görüşe göre TCK md. 245/1’de, “*ele geçiren*” veya “*elinde bulunduran*” kişi şeklindeki fail hakkında özelleştirme yapan ifadelerin bulunması sebebiyle bu suç bir özgü suçtur.²⁶⁴ Katıldığımız görüşe göre, bu ifadeler hareket unsuru içerisinde olup suçun oluşabilmesi için yapılması gereken hareketi ifade etmektedir.²⁶⁵ Bu hareketleri yapan herkes bu suçun faili olabilecektir. Dolayısıyla TCK md. 245/1’de fail için bir özellik belirtilmemiştir. Hükümde yer alan hareketi gerçekleştiren herkes fail olabilir.²⁶⁶

TCK md. 245/1’deki suçun faili olabilmek için kötüye kullanılan kartın başkasına ait olması gerekir. Dolayısıyla hamil kendi kartını kötüye kullanırsa bu suç

²⁶⁰ Mahmut Koca / İlhan Üzülmüş, **Türk Ceza Hukuku Genel Hükümler**, Ankara: Adalet Yayınları, Eylül 2020, s. 112; Veli Özer Özbek / Koray Doğan / Pınar Bacaksız, **Türk Ceza Hukuku Genel Hükümler**, Ankara: Seçkin Yayınevi, Ekim 2020, s. 213.

²⁶¹ Mustafa Özen, **Öğreti ve Uygulama Işığında Ceza Hukuku Genel Hükümler**, Ankara: Adalet Yayınevi, Eylül 2019; s. 372.

²⁶² Eylem Baş Bayraktaroğlu, **Fail ve Mağdur**, Doktora Tezi, Ankara Üniversitesi Sosyal Bilimler Enstitüsü, Kamu Hukuku Ana Bilim Dalı, Ankara, 2020, s. 79-81.

²⁶³ Sulhi Dönmezer/ Sahir Erman, **Nazari ve Tatbiki Ceza Hukuku**, C. 2, İstanbul: Der Yayınları, Ocak 2019, s. 724; Hakeri Hakan, **Ceza Hukuku Genel Hükümler**, Ankara: Adalet Yayınevi, Eylül 2019, s. 138.

²⁶⁴ Tezcan/ Erdem/ Önok, **a.g.e.**, s. 1177.

²⁶⁵ Akarslan, **a.g.e.**, s. 53; Akbulut, **a.g.e.**, s. 278; Dülger, **a.g.e.**, s. 360.

²⁶⁶ Ziya Koç, **TCK’nın 245. Maddesinde Düzenlenen Banka veya Kredi Kartlarının Kötüye Kullanılması**, İstanbul: On İki Levha Yayıncılık, 2012, s. 84.

oluşmaz.²⁶⁷ Fail, kartın kullanılması sonucu elde edilecek haksız yararı kendisine değil başkasına kazandırır da fail olma niteliğini taşır.²⁶⁸ Zira maddede kişinin “kendisine veya başkasına yarar” sağlaması fail olması açısından yeterli görülmüştür.

TCK md. 245/4’e göre, fail ile belli akrabalık ilişkisi bulunan kişiler zararına TCK md. 245/1’te yer alan suçun işlenmesi halinde şahsi cezasızlık hali oluşacaktır. Bu halde suç oluşacaktır ancak faile ceza verilmeyecektir.²⁶⁹

Kanuni unsur içerisinde “kimse, kişi” gibi ifadelerin yalnızca gerçek kişileri mi ifade ettiği; yoksa gerçek kişilerin yanı sıra tüzel kişilerin de suç işleyen kişi kapsamında kabul edilmesi gerektiği konusu doktrinde tartışılmıştır.²⁷⁰ Ancak TCK md. 20/2 tüzel kişiler hakkında ceza değil güvenlik tedbiri yaptırımının uygulanacağını belirterek tüzel kişilerin fail olamayacağını tespit etmiştir.²⁷¹ TCK md. 60 ise tüzel kişiler yararına işlenen suçlarda güvenlik tedbiri yaptırımının uygulanmasına ilişkin esasları belirtmektedir. Bu maddenin uygulanabilmesi için ilgili suçtan dolayı tüzel kişiye güvenlik tedbiri uygulanacağını kanunda belirtilmesi gereklidir. TCK md. 246’da açıkça belirtildiği üzere TCK md. 245’te yer alan suçların işlenmesinden menfaat sağlayan tüzel kişi hakkında güvenlik tedbiri uygulanabilecektir.²⁷²

2. Mağdur

Mağdur suçla korunan hukuki yararın sahibi;²⁷³ suçun konusunun ait olduğu kişi²⁷⁴ olarak tanımlanmaktadır. TCK md. 245/1’de yer alan suçta banka veya kredi

²⁶⁷ Süheyl Donay, **Bankacılık Ceza Hukuku**, İstanbul: Beta Yayınları, Şubat 2007, s. 168.

²⁶⁸ Ekinci/ Esen, **a.g.e.**, s. 367; Soyaslan, **a.g.e.**, s. 682; Yıldız, **a.g.e.**, s. 115;

²⁶⁹ Dülger, **a.g.e.**, s. 360; Erdoğan, **a.g.e.**, s. 307; Aynı yönde Yargıtay 13. CD., E. 2015/16126, K. 2017/5483, T. 16.5.2017, Kazancı (E.T. 13.11.2020).

²⁷⁰ Tüzel kişilerin cezai sorumluluğuna ilişkin tartışmalar için bkz. Bayraktaroğlu, **a.g.e.**, s. 79 vd.; Devrim Aydın , "Tüzel Kişilerin Ceza Sorumluluğu Tartışmaları", **Uyuşmazlık Mahkemesi Dergisi**, S. 10, Aralık 2017, s. 97-110; Muharrem Özen, “Türk Ceza Kanunu Tasarısının Tüzel Kişilerin Ceza Sorumluluğuna İlişkin Hükümlerine Bir Bakış”, **Ankara Üniversitesi Hukuk Fakültesi Dergisi**, C. 52, S. 1, Şubat 2003, s. 63-88; Nur Centel, “Ceza Hukukunda Tüzel Kişilerin Sorumluluğu -Şirketler Hakkında Yaptırım Uygulanması”, **Ankara Üniversitesi Hukuk Fakültesi Dergisi**, C. 6, S. 4, 2016, s. 3313-3326; AYM, E. 1963/101, K. 1964/49, T. 16.6.1964, Resmi Gazete, S. 11817, T. 26.09.1964, (E.T. 20.02.2021)

²⁷¹ Feridun Yenisey/ Ayşe Nuhoglu, **Ceza Muhakemesi Hukuku**, Ankara: Seçkin Yayıncılık, Eylül 2020, s. 193; Mustafa Özen, **a.g.e.**, s.379.

²⁷² Günarslan, **a.g.e.**, s. 67.

²⁷³ Tuğrul Katoğlu, “Ceza Hukukunda Suçun Mağduru Kavramının Sınırları”, **Ankara Üniversitesi Hukuk Fakültesi Dergisi**, C. 61, S. 2, Haziran 2012, s. 661.

²⁷⁴ Hakeri, **a.g.e.**, s. 138; Özgenç, **a.g.e.**, s. 223; Ali Rıza Töngür/ Ekrem Çetintürk, **Ceza Hukuku Genel Hükümler**, Ankara: Adalet Yayınları, Temmuz 2020, s. 125.

kartının sahibinin veya kendisine kart verilmesi gereken kişinin rızası olmaksızın bu kartlar kötüye kullanılmaktadır. Mağdurun belirlenmesi için bu kavramların açıklanması ihtiyacı vardır. 5464 sayılı BKKKK md. 3'te yapılan kart hamili ve kart çıkaran kuruluşuna ilişkin tanımlar ilk bölümde açıklanmıştır. Burada BKKKK ile TCK arasında terimlerin kullanımı açısından farklılık vardır. İlk olarak TCK md. 245'te kart sahibi olarak geçen kişiden kasıt kart hamilidir.²⁷⁵ Bu ifadenin kart hamili veya taşıyıcısı olarak değiştirilmesi yerinde olacaktır. Zira kart hamili, kartın sahibi değildir. Kart sahibi banka veya diğer kart çıkarmaya yetkili kuruluşlar olup, kartları hamillerine yararlanmaları için verirler.²⁷⁶ Doktrinde ve uygulamada madde metninde geçen kart sahipleri, kart hamilleri olarak kabul edilir.²⁷⁷

Mağduru belirlerken suçla korunan değer sahibinin tespiti gerekmektedir. İlk olarak bir görüş bu suçla korunan değer sahibinin toplum olduğunu, kart hamili veya kart çıkaran kuruluşun suçtan zarar gören olabileceğini belirtmektedir.²⁷⁸ Her ne kadar bu suç TCK'nın "Topluma Karşı Suçlar" kısmında düzenlenmiş olsa da kanımızca bu suçla korunan hukuki menfaatin sahibi toplum değildir. Bu suç için getirilmiş olan şahsi cezasızlık halleri de mağdurun belli kişiler olduğunu göstermektedir.²⁷⁹ Suçla korunan hukuki menfaatin sahibinin kart çıkaran kuruluş veya kart hamilinden hangisinin olduğunu belirlenmesinden önce tüzel kişilerin bu suçun mağduru kabul edilip edilemeyeceği konusuna da değinmek gerekir. Doktrinde, tüzel kişilerin mağdur olabileceğini kabul eden görüşün²⁸⁰ karşısında diğer görüş yalnızca gerçek kişilerin mağdur olabileceğini kabul etmektedir. Bu görüş, tüzel kişilerin ancak suçtan zarar gören olabileceğini²⁸¹ kabul etmektedir. Yargıtay'ın bu konuda çelişkili kararları vardır.²⁸² İlk olarak tüzel kişilerin mağdur olamayacağı kabul edildiğinde, kart çıkaran kuruluş mağdur olamayacaktır. Ancak kart hamili de tüzel kişi olabilmektedir. Bu

²⁷⁵ Erdoğan, **a.g.e.**, s. 308; Karagülmez, **a.g.e.**, s. 291.

²⁷⁶ Soyaslan, **a.g.e.**, s. 681; Tezcan/ Erdem/ Önok, **a.g.e.**, s. 1179.

²⁷⁷ Özbek, **a.g.e.**, s. 1030; Soyaslan, **a.g.e.**, s. 687; Aynı yönde Yargıtay 11. CD. E. 2011/7320, K. 2013/5501, T. 3.4.2013; Yargıtay 11. CD., E. 2008/20553 K. 2012/428 T. 17.01.2012, Lexpera (E.T. 13.01.2021).

²⁷⁸ Okuyucu Ergün, **a.g.e.**, s. 1068.

²⁷⁹ Akbulut, **a.g.e.**, s. 281

²⁸⁰ Bayraktaroğlu, **a.g.e.**, s. 593 vd.; Timur Demirbaş, **Ceza Hukuku Genel Hükümler**, Ankara: Seçkin Yayınları, Eylül 2020, **a.g.e.**, s. 575; Katoğlu, **a.g.e.**, s. 672.

²⁸¹ Cumhuriyet Şahin/ Neslihan Göktürk, **Ceza Muhakemesi Hukuku I**, Ankara: Seçkin Yayınları, Eylül 2020, s. 137; Hakeri, **a.g.e.**, s. 139.

²⁸² YCGK., E. 2018/142, K. 2020/329, T. 30.6.2020; aynı yönde Yargıtay 13. CD., E. 2020/41, K. 2020/5404, T. 11.6.2020; YCGK E. 2011/6-166, K. 2011/213, T. 18.10.2011; aksi yönde tüzel kişilerin mağdur kabul edildiği kararları için bkz. Yargıtay 11. C.D. E. 2009/630, K. 2009/4067, T. 09.04.2009; Yargıtay 4. C.D. E. 2013/29381, K. 2014/12351, T. 17.4.2014, Lexpera (E.T. 13.01.2021).

durumda tüzel kişinin hissedarları mağdur kabul edilirken tüzel kişi suçtan zarar gören konumunda kabul edilmektedir.²⁸³ Tüzel kişilerin mağdur olabileceği kabul edilirse, kart çıkaran kuruluş yahut kart hamili tüzel kişi, korunan değer sahibi olarak tespit edildiğinde mağdur olarak kabul edilebilecektir.²⁸⁴ Kanımızca tüzel kişilerin de mağdur olarak kabul edilmesi önünde bir engel bulunmamaktadır. Özel hukukta tüzel kişilerin de hak ehliyeti bulunduğu kabul edilmektedir. Dolayısıyla suç sonucu zarara uğrayan değer sahibi olabilirler. Bu sebeple bu suç sonucu malvarlığında azalma meydana gelen kişi tüzel kişi olduğu takdirde mağdur olarak kabul edilmelidir.

Suçla korunan değer karma nitelikte olduğu ve baskın olarak malvarlığı değeri olduğu belirtilmişti. Doktrinde bir görüşe göre, malvarlığında azalma olan kart hamilinin mağdur olduğu kabul edilmesi gerekmektedir. Ancak suçla korunan hukuki değer içinde bankalara duyulan güven ve ekonomik hayatın işleyişi de bulunduğu için kart çıkaran kuruluşlar suçtan zarar gören konumunda bulunabilirler.²⁸⁵ İkinci olarak aksi yönde bir yaklaşım, kart çıkaran kuruluş ile hamil arasında bulunan vedia ilişkisi gereği kartın kötüye kullanılması ile asıl zarara uğrayan tarafın kart çıkaran kuruluş olduğunu belirtmektedir.²⁸⁶ Üçüncü görüş, suçtan doğan maddi zarara katlanan kart hamili veya kart çıkaran kuruluştan hangisiyse bu kişinin mağdur kabul edileceğini belirtmektedir.²⁸⁷ Bu suçla korunan değer karma nitelikte olması sebebiyle, gerçek veya tüzel kişi olmaları fark etmeden, kart hamili veya malvarlığında azalma olan yahut ticari itibarı sarsılan kart çıkaran kuruluşların bu suçun mağduru olabileceğini belirtir.²⁸⁸ Zira bu tür olaylarda meydana gelen artış, tüketicinin kart kuruluşuna olan güvensizliğini de arttırmakta²⁸⁹ ve bu kuruluşların var olan veya

²⁸³ Akbulut, **a.g.e.**, s. 281; Dülger, **a.g.e.**, s. 366; Tezcan/ Erdem/ Önok, **a.g.e.**, s. 1179.

²⁸⁴ Erdoğan, **a.g.e.**, s. 309; Özbek/ Doğan/ Bacaksız, **Türk Ceza Hukuku Özel Hükümler**, s. 1000; aynı yönde "...5237 sayılı TCK.nun 245/1. madde ve fıkrasında düzenlenen başkasına ait banka veya kredi kartını kötüye kullanmak suçunun mağduru hesap sahibi olan gerçek ya da tüzel kişiler olduğu cihetle...", Yargıtay 8. C.D., E. 2013/11670, K. 2014/10378, T. 24.4.2014, <https://www.lexpera.com.tr/> (E.T. 13.01.2021).

²⁸⁵ Akarslan, **a.g.e.**, s. 53; Artuk/ Gökçen/ Yenidünya, **a.g.e.**, s. 869; Dülger, **a.g.e.**, s. 363; Gül, **a.g.e.**, s. 128; Hafizoğulları/ Özen, **Topluma Karşı Suçlar**, s. 642; Mahmutoglu, **a.g.e.**, s. 871; Koç, kart çıkaran kuruluşun mağdur olmadığını, suçtan dolayı zarar gören olduğunu ve bu sebeple ceza davasına katılma hakkı olmadığını belirtmektedir. Kanımızca, kart çıkaran kuruluşun mağdur olmadığı görüşü benimsendiğinde dahi en azından suçtan zarar gören olduğunu kabul etmek gerekir. Zira bankacılık hayatının ve ekonomik hayatın işleyişi de bu suçla korunan değerler arasındadır. Koç, **a.g.e.**, s. 87; Aynı yönde Yargıtay kart çıkaran kuruluşun katılma hakkı olmadığına karar vermiştir. Yargıtay 8. C.D., E. 2015/9396, K. 2015/25779, T. 14.12. 2015; 2015/13644, K. 2016/2037, T. 23.02.2016, Lexpera (E.T. 13.01.2021).

²⁸⁶ Akan, **a.g.e.**, s. 124.

²⁸⁷ Hafizoğulları/ Özen, **Topluma Karşı Suçlar**, s. 462; Gül, **a.g.e.**, s. 128; Soyaslan, **a.g.e.**, s. 683.

²⁸⁸ Özbek/ Doğan/ Bacaksız, **Türk Ceza Hukuku Özel Hükümler**, s. 1000.

²⁸⁹ Soyaslan, **a.g.e.**, s. 683.

potansiyel müşterilerini kaybetmesine sebep olabilmektedir.²⁹⁰ Yargıtay'ın ise bu konuda farklı yönde kararları mevcuttur. Bazı kararlarında kart çıkaran kuruluşun mağdur olduğunu²⁹¹ kabul ederken bazılarında kart hamilinin mağdur olduğunu kabul etmiştir.²⁹²

Kanımızca bu suçun mağduru malvarlığında azalma olan kişidir. Bu kişi genelde hamil olmakla beraber bu suçla maddi zarara uğrayan tarafın her zaman kart çıkaran kuruluş yahut kart hamili olduğunu kabul etmek mümkün değildir. Belli hallerde kart çıkaran kuruluşun zarara uğraması söz konusu olabilmektedir. BKKKK md. 12'de kartı çalınan veya kaybolan hamil tarafından bildirim yükümlülüğü yerine getirildiğinde kart çıkaran kuruluşun da katlanması gereken bir zarar olduğu belirtilmektedir. Bu durumda kart çıkaran kuruluşun malvarlığında azalma meydana geleceği için mağdur olarak kabul edilebilecektir.²⁹³ Bu haller dışında ise zarara uğrayan kişi kart hamili olduğu için mağdur olarak kabul edilmelidir. Kart hamilinin mağdur olarak kabul edildiği olaylarda kart çıkaran kuruluş, ticari itibarının ve güven ilişkisinin zedelenmesi sebebiyle suçtan zarar gören olarak kabul edilmelidir.

TCK md. 245/1'de rızası aranan kişilerden olarak kabul edilen kartın kendisine verilmesi gereken kişinin iradesine aykırı olarak kartın kullanılmasıyla yarar sağlanması halinde bu suçu oluşacaktır. Banka veya kredi kartı teslim edilmeden önce, adına kart çıkarılmış olan kişi, kendisine kart verilmesi gereken kişi olarak kabul edilir.²⁹⁴ Kart çıkaran kuruluş tarafından düzenlenmiş olan kartın, kullanıcısına henüz teslim edilmeden önce kötüye kullanılması söz konusu olduğunda rıza vermesi

²⁹⁰ Dünyanın farklı yerlerinden katılan milyonlarca farklı tüketicinin sürekli etkileşimini içeren bu piyasada güven önem arz etmektedir. Bu risk bankacılık amaçlarıyla kurulan platformlarda düzenli bakım, gözlem, koruma ve güvenlik gerektirmektedir. Riskleri azaltmak için bazı stratejileri araştırılmakta ve buna yönelik yatırım yapılmaktadır. Teitelbaum, David E. "Violent Crime at ATMs", **Business Lawyer (ABA)**, C. 49, S. 3, 1993-1994, s. 1363; Waqar Ahmad, **Is Credit Card Fraud a Real Crime? Does It Really Cripple the E-commerce Sector of E-business?**, International Conference on Management of e-Commerce and e-Government, 2008, s. 364, <http://ieeexplore.ieee.org/stamp/stamp.jsp?tp=&arnumber=4656657&isnumber=4656574> (E.T. 13.09.2020); Gregory W. Hoskins, "Violent Crimes at ATMs: Analysis of the Liability of Banks and the Regulation of Protective Measures", **Northern Illinois University Law Review**, C. 14, S.3, 1994, s. 831.

²⁹¹ "suçun mağdurunun, kartın henüz kullanılmamış olması nedeniyle hesap sahibi olmayıp banka veya kredi kartını çıkarma yetkisine haiz banka olacağı..." Yargıtay 11. CD., E. 2009/630, K. 2009/4067, T. 9.4.2009; Yargıtay 8. C.D., E. 2017/26189, K. 2019/9170, T. 1.7.2019, Kazancı (E.T. 19.11.2020).

²⁹² "...suçun mağduru kredi veya banka kartı hamilidir...banka veya kredi kurumları "suçtan zarar gören" konumundadır.", YCGK. E.2011/6-166, K. 2011/213, T. 18.10.2011; Yargıtay 8. CD., E. 2016/10951, K. 2017/6370, T. 31.5.2017, Kazancı (E.T. 15.11.2020).

²⁹³ Gül, **a.g.e.**, s. 128.

²⁹⁴ Karagülmez, **a.g.e.**, s. 291; Tezcan/ Erdem/ Önok, **a.g.e.**, s. 1185; Yıldız, **a.g.e.**, s.120.

gereken kişinin, adına kart düzenlenen kişi olduğu maddede belirtilmiştir. Bu halde mağdurun tespitiyle ilgili doktrinde farklı görüşler vardır. Birinci görüşe göre henüz kartı teslim almamış olan kişinin, bu kartın kullanımına yönelik sorumluluğu başlamadığından bu aşamada mağdur kart çıkaran kuruluştur. Zira henüz mali yükümlülükleri doğmamış olan ve hamil sıfatını kazanmamış olan adına kart düzenlenen kişi değil, kart çıkaran kuruluş zarara katlanmaktadır.²⁹⁵ Diğer görüşe göre kart henüz teslim edilmeden önce de adına kart düzenlenen kişi mağdur kabul edilmelidir. Çünkü madde bu kişinin rızasından bahseder. Bu dönemde de kartın rızaya aykırı kullanımı mümkündür ve madde lafzı bu kişileri kapsayacak şekilde geniş tutulmuştur.²⁹⁶ Bu kabulle aynı sonucu doğuracak benzer bir yaklaşım ise kart hamillığının, teslim ile değil kart başvurusunda bulunan kişinin adına bir hesap açılması ve üretilen kartın bu hesapla ilişkilendirilmesi ile başladığını belirtir.²⁹⁷ Yargıtay da kartın kendisine verilmesi gereken kişinin kart hamili olduğunu kabul etmektedir.²⁹⁸ Ancak kartın henüz teslim edilmediği aşamada kötüye kullanılması halinde mağdurun kart çıkaran kuruluş olduğu yönünde kararları vardır.²⁹⁹

Kanımızca, adına kart düzenlenen kişinin, kendisine kart teslim edilmeden önce de mağdur olarak kabul edilmesi mümkündür. Zira BKKKK md. 15/1: “*Kart kullanımından doğan sorumluluk, sözleşme imzalandığı ve kartın zilyetliğine geçtiği veya fizikî varlığı bulunmayan kart numarasının öğrenildiği andan itibaren, kart hamiline aittir*” şeklinde adına kart düzenlenen kişinin karttan sorumluluğunun kartın teslim alınmasının yanında kart numarasının öğrenilmesiyle de başlayabileceğini belirtmektedir.³⁰⁰ Kart başvurusu yaptıktan sonra kişiler kart henüz kendilerine teslim edilmeden önce dahi kart numarası ile internet bankacılığı işlemleri yapabilmekte, kartı kullanarak tasarrufta bulunabilmektedir. Bu sebepler yalnızca kartın fiziksel olarak teslimi ile değil, kart üzerinde tasarrufta bulunabilme imkanının

²⁹⁵ Apaydın, **a.g.e.**, s. 27; Gül, **a.g.e.**, s. 129; Sinan Esen, **Malvarlığına Karşı Suçlar-Belgede Sahtecilik- Bilişim Alanında Suçlar**, Adalet Yayınları 2007, s. 644.

²⁹⁶ Akbulut, **a.g.e.**, s. 282; Erdoğan, **a.g.e.**, s. 308; Özbek/ Doğan/ Bacaksız, **Türk Ceza Hukuku Özel Hükümler**, s. 1001; Tezcan/ Erdem/ Önok, **a.g.e.**, s. 1179.

²⁹⁷ Akan, **a.g.e.**, s. 124; Dülger, **a.g.e.**, s. 362.

²⁹⁸ “*kartın kendisine verilmesi gereken kişi*”den söz edilmekte olup, bu kişi de esasen kart hamilidir. ”, YCGK. E.2011/6-166, K. 2011/213, T. 18.10.2011, Kazancı, (E.T. 19.11.2020).

²⁹⁹ “*sahiplerine teslim edilmemesi halinde mağdur banka olup TCK.nun 245/1, 43., kart teslim edilmiş ancak hukuka aykırı şekilde gerek fiziki gerekse kart bilgilerinin ele geçmesi suretiyle kullanılmaları halinde ise mağdur adına kart düzenlenen kişiler olup*”, Yargıtay 8. CD. E. 2016/1579, K. 2016/8464, T. 27.6.2016; aynı yönde Yargıtay 11. C.D. E. 2009/630, K. 2009/4067, T. 09.04.2009, Yargıtay 8. C.D. 2015/3465, K. 2015/13958, T. 13.03.2015; Yargıtay 8. C.D., E. 2017/26189, K. 2019/9170, T. 1.7.2019, Kazancı, (E.T. 13.11.2020).

³⁰⁰ Yıldız, **a.g.e.**, s. 157-158.

doğduğu, kart bilgilerinin öğrenildiği an sorumluluk başlayacaktır.³⁰¹ Dolayısıyla kart henüz teslim edilmemiş ve adına kart düzenlenen kişi kart numarasını henüz öğrenmemişse, kartın kullanımından doğan sorumluluk adına kart düzenlenen kişide olmadığı için kart çıkaran kuruluşun; sorumluluk kart hamiline geçtikten sonra ise hamilin mağdur olduğu kabul edilmelidir.

3. Suçun Konusu

Suçun konusu, tipteki hareketin üzerinde gerçekleştiği eşya veya şahsın fiziki yapısıdır.³⁰² Gerçek banka veya kredi kartlarının kötüye kullanılması suçunun üzerinde meydana geldiği, bu suçun hareketinin yöneldiği konu, banka veya kredi kartıdır.³⁰³ Doktrinde bir görüş, banka ve kredi kartlarının yanı sıra bu kartlarla elde edilen yararın da bu suçun konusunu oluşturduğunu belirtmektedir.³⁰⁴ Benzer şekilde elde edilen hukuki yararın suçun konusu olduğunu kabul eden bir diğer görüş, banka ve kredi kartlarının suçun konusu değil aracı olduğunu savunmaktadır.³⁰⁵ Katıldığımız görüşe göre, elde edilen haksız yarar netice içerisinde yer almaktadır.³⁰⁶ Kartın kullanılmasıyla elde edilmesi amaçlanan yarar, banka kartının bağlı olduğu hesapta herhangi bir değer bulunmaması sebebiyle elde edilemediğinde, suçun konusunun yokluğu değil, elverişli hareketlerle başlanılmış olan suçun elde olmayan mani sebeplerle tamamlanamaması söz konusu olacaktır. Tipte yer alan hareket olan kartın kullanımı, kart üzerinde gerçekleşmektedir.

Banka ve kredi kartları konusunda BKKKK md. 3'te yapılan tanım kabul görmektedir.³⁰⁷ Tanımlardan anlaşılacağı üzere kredi kartı tanımı “fiziki varlığı

³⁰¹ “Üye/Ek Kart Hamili'nin Kart kullanımdan doğan sorumluluğu; Kart'ın Üye/Ek Kart Hamili'nin kendisi tarafından ya da namına teslim alınması ile, fiziki olarak Kart'ı gerektirmeyip sadece numara ve şifre kullanımının yeterli olduğu işlemler açısından ise, henüz Kart teslim edilmemiş olsa dahi Kart numara ve şifresinin teslim alınması/öğrenilmesi ile başlar.” **Türkiye Halk Bankası A.Ş. Kredi Kartı ve Banka Kartı Sözleşmesi**, <http://mediaservice.halkbank.com.tr/media/document/Paraf/sozlesme/2021/subat/ParafBankaveKrediKartisozlesme12022021.pdf> (E.T. 19.01.2021).

³⁰² Demirbaş, a.g.e., s. 52; Gürkan Özocak, “İşlenemez Suç”, Prof. Dr. Nevzat Toroslu'ya Armağan, C. II, Ankara 2015, s. 978; Koca / Üzülmüş, **Türk Ceza Hukuku Genel Hükümler**, s. 114.

³⁰³ Akan, a.g.e., s. 127; Erdoğan, a.g.e., s. 309; Gül, a.g.e., s. 126; Koç, a.g.e., s. 95; Yıldız, a.g.e., s. 111.

³⁰⁴ Dülger, a.g.e., s. 369; Ekinci/ Esen, a.g.e., s. 365.

³⁰⁵ Akbulut, a.g.e., s. 284; Koca/ Üzülmüş, **Türk Ceza Hukuku Özel Hükümler**, s. 891; Okuyucu Ergün, a.g.e., s.1069; Soyaslan, a.g.e., s. 683.

³⁰⁶ Günarslan, a.g.e., s. 80.

³⁰⁷ Resmi Gazete, **Banka Kartları ve Kredi Kartları Kanunu**, (E.T. 14.11.2018)

bulunmayan kart numarası” denilmek suretiyle daha geniş tutulmuştur.³⁰⁸ İlk bölümde açıklandığı üzere kredi kartı olarak kabul edilen ve fiziki varlığı bulunmayan kart çeşidi olan sanal kartlar da kredi kartı kapsamında kabul edilmelidir. Yalnızca sanal ortamda var olan kart numarası, son kullanma tarihi ve şifre gibi kart bilgilerinin bütününden oluşan soyut bir yapıdaki kartlar olan sanal kartlar da bu suçun konusunu oluşturacaktır. Bu kartlar dışında telefon kartı, hediye kartları, BKKKK hükümlerine göre kart çıkaran kuruluş kapsamı dışında kalan kuruluşların fiziksel olarak veya internet üzerinden ödeme imkanı sağlayan kartları veya bu kartları ifade eden veriler gibi başka kartlar suçun konusunu oluşturamayacaktır.³⁰⁹ Doktrinde, internet üzerinden ödeme imkanı sağlayan nakit dışı ödeme aracı olarak nitelendirilebilecek Paypal,³¹⁰ Passolig,³¹¹ İninal³¹² gibi kartların da banka destekli olmaları sebebiyle bu suçun konusunu oluşturabileceği belirtilmektedir.³¹³ Bu kartlar da bankalar tarafından desteklenebilmektedir. Ancak suç tipinde açık bir şekilde kullanılması gereken kartın banka veya kredi kartı olduğu belirtilmiştir. Kartı çıkaran kuruluş BKKKK anlamında bir kart çıkaran kuruluş olmadığı ve bu kuruluşlarda bulunan hesaplarla ilişkilendirilmedikleri için bu kartların yaptığımız tanım anlamında bir banka veya kredi kartı olarak nitelendirilmemesi sebebiyle bu suçun konusunu oluşturamayacağını kabul etmek gerekmektedir.³¹⁴

TCK md. 245/1’de yer alan suçun konusu gerçek bir banka veya kredi kartı olması gerekir.³¹⁵ Gerçek kart ise önceden belirlenmiş gerçek ve gerekli bilgileri içeren, yer ve süre açısından geçerlilik şartlarını sağlayan ve yetkili kuruluşlar tarafından hazırlanmış kartlardır. Bu anlamda geçerlilik süresi dolan kart da gerçek bir kart değildir.³¹⁶ Sahte olarak üretilmiş veya üzerinde sahtecilik yapılmış kartlar da gerçek kart olarak kabul edilmeyecektir.³¹⁷ Başkalarına ait bilgiler kullanılarak kart

³⁰⁸ Dülger, **a.g.e.**, s. 367 vd.

³⁰⁹ Özbek/ Doğan/ Bacaksız, **Türk Ceza Hukuku Özel Hükümler**, s.997.

³¹⁰ İnternet üzerinden ödeme yapma imkanı sunan karttır. Türkiye’deki müşterilerin kullanımına açık değildir. www.paypal.com (E.T. 01.06.2021.)

³¹¹ Futbol maçlarına katılmak için ve alışverişlerde, nakit elde etmede ve belirli yerlerde toplu taşımada kullanılabilen kart türü. www.passolig.com (E.T. 01.06.2021.)

³¹² Fiziksel olarak ve sanal ortamda kullanılabilen ön ödemeli kart türü. www.ininal.com (E.T. 01.06.2021.)

³¹³ Gül, **a.g.e.**, s. 127.

³¹⁴ Akbulut, **a.g.e.**, s. 287.

³¹⁵ Erdoğan, **a.g.e.**, s. 309; Koç, **a.g.e.**, s.95; Mahmutoglu, **a.g.e.**, s. 872; Yıldız, **a.g.e.**, s. 111.

³¹⁶ Bahtiyar, **a.g.e.**, s. 74.

³¹⁷ Okuyucu Ergün, **a.g.e.**, s. 1069.

başvurusu yapılması suretiyle elde edilen kartlar da sahte olarak üretilmiş kart kabul edilmelidir.³¹⁸

Fail tarafından kullanılan kartın, failden başka kişiye ait olması gerekir.³¹⁹ Dolayısıyla hamil kendi kartını kötüye kullanarak yarar elde ediyorsa TCK md.245/1’de yer alan suç oluşmayacaktır. Hamilin kendi kartını kötüye kullanmasına bilişim sisteminin işleyişini bozarak kart limitini olduğundan fazla göstermek (TCK md. 244/4);³²⁰ kartlı ödeme sistemindeki hatadan yararlanıp kart limiti aşılarak kullanılması (TCK md. 160);³²¹ kayıp veya çalıntı bildiriminde bulunup kartı kullanarak haksız yarar elde etme (BKKKK md. 37/1)³²² gibi örnekler verilebilir. Başkasına ait olan kartın hamilinin hayatta olmaması bu suçun oluşmasına engel değildir.³²³ Dolayısıyla kart başkasının olduğu süreçte, hamilinin diğer özellikleri önem arz etmeyecektir.

4. Hareket

Hareket, dış dünyada değişiklik yaratan, suçun kanuni tanımındaki iradi insan davranışdır.³²⁴ TCK md. 245/1’de yer alan suçun hareket unsuru, banka veya kredi kartının ele geçirilmesi veya elde bulundurulması; bu kartların rızaya dışı kullanılması veya kullandırılması olarak iki adımda incelenecektir.

a. Başkasına Ait Kartın Ele Geçirilmesi veya Elde Bulundurulması

Bu suçta icra hareketlerine başlanması için bir başka kart hamili adına düzenlenmiş olan gerçek bir banka veya kredi kartının bir şekilde ele geçirilmiş olması gerekmektedir. 765 sayılı TCK döneminde kartın ele geçiriliş yöntemine göre suçun farklı nitelendirilmesi sorununu çözmek için, TCK md. 245/1’de yer alan suç tipinde

³¹⁸ Yargıtay 8. C.D. E. 2019/2020, K. 2019/5376, T. 15.4.2019; Yargıtay 8. C.D., E. 2018/10193, K. 2019/4564, T. 1.4.2019, Kazancı (E.T. 16.01.2021).

³¹⁹ Donay, **a.g.e.**, s. 168; Erdoğan, **a.g.e.**, s. 300; Günarslan, **a.g.e.**, s. 80.

³²⁰ Tezcan/ Erdem/ Önok, **a.g.e.**, s. 1177.

³²¹ Yargıtay 11. C.D., 1728-15597, T. 09.12.2009 Ali Parlar, **Türk Ceza Hukukunda Bilişim Suçları**, Ankara: Bilge Kitabevi, 2011, s. 72; ancak burada hata sonucu ele geçmiş bir eşya olmadığından TCK md. 160’da yer alan suçun oluşmadığı görüşü için bkz. Yıldız, **a.g.e.**, s. 169.

³²² Akbulut, **a.g.e.**, s. 280; Erdoğan, **a.g.e.**, s. 330; Taşdemir, **a.g.e.**, s. 328; Taşkın, **a.g.e.**, s.71; Yılmaz, **a.g.e.**, s. 273; TCK md. 158/1-f’de yer alan nitelikli dolandırıcılık suçunun oluşacağı görüşü için bkz. Dülger, **a.g.e.**, s. 377; Soyaslan, **a.g.e.**, s. 684.

³²³ Yıldız, **a.g.e.**, s. 173; Yılmaz, **a.g.e.**, s. 275.

³²⁴ Özen, **a.g.e.**, s. 277; Özgenç, **a.g.e.**, s. 180; Töngür/ Çetintürk, **a.g.e.**, s. 129.

‘*her ne suretle olursa olsun*’ ifadesi kullanılarak bu kartın ele geçirilme yönteminin önemsiz olduğu belirtilmiştir.³²⁵ Dolayısıyla bu ifade hem kartın rızayla alınması gibi hukuka uygun yollarla elde bulundurmaya hem hırsızlık yoluyla elde edilmesi gibi hukuka aykırı yollarla ele geçirmeyi kapsar.³²⁶ Kartın elde edilmesindeki değişiklikler suçun niteliğini etkilemeyecektir. Kart hukuka uygun yollarla alınmışsa “elde bulundurma”; hukuka aykırı şekilde alınmışsa “ele geçirme” söz konusudur.³²⁷ Bu ayrımın suçun oluşması açısından bir önemi bulunmamaktadır. Dolayısıyla kart hırsızlık, dolandırıcılık, yağma, kayıp kartın bulunması yahut rıza ile alma yollarıyla ele geçirilmiş veya elde bulunduruluyor olabilir.³²⁸

Kartın ele geçirilmesi veya elde bulundurulması, bu suç açısından farklı şekillerde nitelendirilmektedir. İlk olarak, kartın kullanılması veya kullandırılması olan hareketin icra edilebilmesi için kartın ele geçirilmesi veya elde bulundurulması aşamasının bir önşart teşkil ettiği savunulmaktadır.³²⁹ Bir diğer görüşe göre, kartın ele geçirilmesi, suçun unsurları içerisinde olmayıp hazırlık hareketlerini oluşturur. İcra hareketleri haksız olarak kartı kullanmaya veya kullandırmaya yönelik hareketlerle başlar.³³⁰ Kanımızca, kartın ele geçirilmesi veya elde bulundurulması hazırlık hareketleri olarak nitelendirilmelidir. Bu durum kartın ele geçirilmesinin başka bir suçu oluşturması halinde bu suçlar arasındaki içtima ilişkisinin tespiti açısından önem arz etmektedir. Bu duruma içtima bölümünde değinilecektir.

Banka veya kredi kartı üzerinde kısa süreli dahi olsa fiili hakimiyet sağlanması kartın elde edilmiş sayılması açısından yeterlidir.³³¹ Kartın ele geçirilmesi konusunda, Yargıtay 8. Ceza Dairesi, mağdurun kartı ATM’ye kendisinin yerleştirip şifreyi

³²⁵ Koca/ Üzülmüş, **Türk Ceza Hukuku Özel Hükümler**, s. 893; Mahmutoğlu, **a.g.e.**, s. 872; Taşkın, **a.g.e.**, s. 66; Tezcan/ Erdem/ Önok, **a.g.e.**, s. 1182.

³²⁶ Günarslan, **a.g.e.**, 72; Hafizoğulları/ Özen, **Topluma Karşı Suçlar**, s.463; Mahmutoğlu, **a.g.e.**, s. 872; Soyaslan, **a.g.e.**, s. 683; Taşdemir, **a.g.e.**, s. 325; Maddede bu anlamı ortaya koyan bir kullanım olmadığı için katılmadığımız bir görüşe göre, “*her ne suretle olursa olsun*” ifadesi yalnızca hukuka uygun ele geçirme yöntemlerini kapsamaktadır. Esen, s. 644; Fahri Gökçen Taner, “Banka veya Kredi Kartlarının Kötüye Kullanılması Suçu Bir Bileşik Suç Mudur?”, **Ankara Üniversitesi Hukuk Fakültesi Dergisi**, C. 56, S. 2, 2007, s. 79; Gül, **a.g.e.**, s. 131; aynı yönde YCGK E. 2017/754, K. 2019/659, T. 14.11.2019; Yargıtay 8. C.D. E. 2017/18106, K. 2019/4624, T. 1.4.2019, Kazancı (E.T. 16.11.2020).

³²⁷ Dülger, **a.g.e.**, s. 372; Erdoğan, **a.g.e.**, s. 307; Karagülmez, **a.g.e.**, s. 290.

³²⁸ Necati Meran, **Dolandırıcılık, Sahtecilik, Güveni Kötüye Kullanma**, Ankara: Seçkin Yayınları, Ocak 2016, s. 331; Özbek/ Doğan/ Bacaksız, **Türk Ceza Hukuku Özel Hükümler**, s.1001-1002.

³²⁹ Günarslan, **a.g.e.**, 71; Koç, **a.g.e.**, s. 91.

³³⁰ Apaydın, **a.g.e.**, s. 35; Akan, **a.g.e.**, s. 125; Özbek, **a.g.e.**, s. 1031; Taşdemir, **a.g.e.**, s. 326; Tezcan/ Erdem/ Önok, **a.g.e.**, s. 1195.

³³¹ Koç, **a.g.e.**, s. 90.

kendisinin girdiği, yardım teklifiyle gelen sanığın ise gizlice hesaptan para çektiği bir olayda³³² hırsızlık suçunun oluştuğunu belirtmiştir. Kararda yer alan karşı oy yazısında *“Ancak, sadece kartın veya kart numarasının fiziki olarak ele geçirilmesiyle sınırlama yapmanın doğru olmadığı düşüncesindeyim. Kart veya kart numarası üzerinde tasarrufta bulunuyor olabilme, işlem yapabilme imkânının olması durumlarında da yasal koşulun gerçekleştiğinin kabulü gerekmektedir”* şeklinde belirtilmiştir. Gerçekten de önemli olan kart üzerinde yetkinlik sağlanması, tasarrufta bulunabiliyor olunması şeklinde bakmak daha doğru görünmektedir. Kart üzerinde fiili hakimiyet sağlanması için kart hamilinin fiili hakimiyetinin sona ermesi ve fiili hakimiyet kazanan kişinin kart üzerinde tasarrufta bulunabiliyor olması gerekir.³³³ Kanımızca olayda kısa süreli dahi olsa hamilin fiili hakimiyeti kaybettiğinin kabul edilmesi gerekir. Fail kartın şifresini bilmeseydi veya kartı ATM’ye kendisi yerleştirmemiş olsa dahi, kart üzerinde tasarrufta bulunabilecek hale geldiği bir zaman aralığı bulunmaktadır. Bu süreçte hamilin hakimiyeti bulunmamaktadır. Zira ATM’de para çekme işlemi hamil tarafından değil fail tarafından yapılmıştır. Bu işlemin yapıldığı sırada kartın ele geçirildiği ve kartın kullanıldığı kabul edilmelidir. Kart ele geçirilmeseydi kötüye kullanılamazdı.³³⁴ Bu şekilde ATM’de işlem yapan kişilerin yanıltılması suretiyle yahut gizlice yapılan işlem sonucu çekilmiş olan para alınarak haksız yarar elde edilen olaylarda, kartın ele geçirilmesi ve kullanılması ayırıcı unsurdur. Örneğin, ATM’de işlem yaparken tehdit veya cebir yoluyla hamilin kendisinin kartı kullanarak çektiği para alınıyorsa yağma;³³⁵ el çabukluğu ile gizlice alınıyorsa hırsızlık³³⁶ suçları gündeme gelecektir. Zira kartın ele geçirilmesi ve kullanılması söz konusu değildir. Yargıtay, hamile hesapta para bulunmadığı konusunda yalan söylenerek ATM’den ayrılmasının sağlanması ve hamilin yaptığı işlemler sonucu ATM’nin para çekme bölümünde bulunan paranın alınması şeklinde gerçekleşen olaylarda dolandırıcılık suçunu oluşturacak güçte ve yoğunlukta hile bulunmadığı için hırsızlık³³⁷ suçunun oluşacağına karar vermiştir. Ancak yardım etme bahanesiyle gelen kişi kartı alıp kendisi işlemleri yapıyorsa bu durumda kartın ele

³³² Yargıtay 8. CD. E. 2015/15640, K. 2016/2735, T. 7.3.2016, Kazancı (E.T. 16.11.2020).

³³³ Meran, **Hırsızlık, Yağma, Malvarlığına Karşı Suçlar**, s. 24; Mustafa Artuç, **Malvarlığına Karşı Suçlar**, Ankara: Adalet Yayınevi, Ocak 2020, s. 47-48.

³³⁴ Koç, **a.g.e.**, s. 90.

³³⁵ Akbulut, **a.g.e.**, s. 290.

³³⁶ Tezcan/ Erdem/ Önok, **a.g.e.**, s. 1184.

³³⁷ YCGK E. 2012/1368 K., 2014/179, T.08.04.2014; bu durumda 244/4’te yer alan suçun oluşacağı görüşü için bkz. Akbulut, **a.g.e.**, s. 292.

geçirilip kullanılması söz konusu olacağından TCK md. 245/1 uygulama alanı bulacaktır.³³⁸

Kartın ele geçirilmesinde kullanılan yaygın yöntemlerden biri ATM'ye yapılan müdahalelerle kartın ele geçirilmesidir.³³⁹ Bu müdahaleler kartın sokulduğu hazneye düzenek yerleştirilerek kartın sıkışmasının sağlanması, kartın çıkmasının engellenmesi şeklinde olabilmektedir.³⁴⁰ Ancak bu kartın kullanılmasına yönelik hareketler yapılmadığında, TCK md. 245/1 oluşmayacaktır. Bu halde TCK md. 245'in hazırlık hareketleri olan kartın elde edilmesinin teşkil ettiği farklı bir suç varsa bu suça yönelik hüküm kurulmaktadır.³⁴¹ ATM'ye yapılan müdahale, çekilmek istenen paranın çıkmasını engelleyen düzenek kurulması şeklinde olduğunda, kartın ele geçirilmesi söz konusu olmadığı için yine TCK md. 245/1 oluşmayacaktır.³⁴²

Teknolojik gelişmelerin artmasıyla beraber banka ve kredi kartlarının kullanımı da kendi içinde gelişmiş ve internet bankacılığı adı verilen bir alan doğmuştur.³⁴³ Bu sayede artık ATM'lere gitmeye dahi gerek kalmadan internet üzerinden işlem yapılabilmektedir. Bununla birlikte kartın fiziksel olarak ele geçirilmesi gerekmeden, yalnızca kart bilgileriyle de kart hamillerine karşı suç işlenebilmesinin yolu açılmıştır. TCK md. 245/1 için, kartın somut varlığının ele geçirilmiş olmasının zorunlu olup olmadığı konusunda doktrinde görüş birliği yoktur. Birinci görüşe göre, madde kartların ele geçirilmesinden bahsettiği için fiziksel olarak kartın ele geçirilmediği durumlarda TCK md. 245/1'de yer alan suçun oluşmadığının kabul edilmesi

³³⁸ Yargıtay 15. C.D., E. 2019/4598, K. 2019/6745, T. 17.6.2019; Yargıtay 2. C.D. E. 2018/1984, K. 2019/7470, T. 17.4.2019, Kazancı (E.T. 16.11.2020).

³³⁹ Oludayo Tade /Oluwatosin Adeniyi, "Automated Teller Machine Fraud in South-West Nigeria: Victim Typologies, Victimization Strategies and Fraud Prevention", **Journal of Payments Strategy & Systems**, C. 11, S. 1, Nisan 2017, s. 88 vd.

³⁴⁰ Özbek, **a.g.e.**, s. 1030; "somut olayda sanıkların önceden hazırladıkları düzeneği bir bankanın ATM cihazına yerleştirdikten sonra işlem yapmaya gelen mağdur İbrahim'in kullandığı mağdur S.'e ait ve mağdur Y. B.'a ait kartların sıkışmasını sağlayarak ele geçirmek ve mağdur Y.'e ait kart bilgilerini elde etmekten ibaret eylemlerinin," Yargıtay 8. C.D., E. 2013/11670, K. 2014/10378, T. 24.4.2014; Yargıtay 6. C.D., E. 2004/6254, K. 2006/3200, T. 30.03.2006, Kazancı (E.T. 16.11.2020).

³⁴¹ Yargıtay 2. C.D., E. 2017/5171, K. 2019/7171, T. 11.4.2019; Yargıtay 8. C.D., E. 2017/18198, K. 2019/3777, T. 18.3.2019, Kazancı (E.T. 16.11.2020).

³⁴² Doktrinde bu durumda TCK md. 244/4'te yer alan suçun oluşacağı belirtilmektedir. Dülger, **a.g.e.**, s. 383; Karagülmez, **a.g.e.**, s. 301.

³⁴³ Bassam Tubishat/ Khaldoun Kandah, "The Credit Card And The Crimes Associated with it", **Journal of Politics and Law**, C. 11, S. 2, 2018, s.16

gerekmektedir.³⁴⁴ Bu halde nitelikli hırsızlık (TCK md. 142/2-e)³⁴⁵, nitelikli dolandırıcılık (TCK md.158/1-f)³⁴⁶ veya bilişim sistemini engelleme, bozma, erişilmez kılma, verileri yok etme veya değiştirme suçunun (TCK md. 244)³⁴⁷ oluşacağı belirtilmektedir. İkinci görüş ise, BKKKK'daki kredi kartı tanımında yer alan “*fiziki varlığı bulunmayan kart numarası*” ifadesinden yola çıkarak, banka kartları için fiziki olarak ele geçirme şartının olduğunu ancak kredi kartları için böyle bir şart olmadığını ve kredi kartı bilgilerinin ele geçirilmesi yoluyla da bu suçun işlenebileceğini öne sürmektedir.³⁴⁸ Bir başka görüş ise banka veya kredi kartı, fiziksel olarak ele geçirilmese dahi, bu kartlara ilişkin kart numarası ve şifresi gibi kartlar üzerinde tasarrufta bulunma imkanı sağlayan bilgilerinin ele geçirilmesi ve kullanılması suretiyle bu suçun işlenebileceğini belirtmektedir.³⁴⁹ Yargıtay’ın son yıllardaki kararları ikinci görüş yönündedir.³⁵⁰ Çeşitli yollardan elde edilmiş olan kart bilgilerinin kullanılmasıyla hukuka aykırı menfaat elde edilmesi fiilinde kullanılan kart bilgisi kredi kartına aitse TCK md. 245/1’de yer alan suçun oluştuğu kabul edilmekteyken banka kartına ait olduğunda bu suçun oluşmayacağı kabul edilmektedir. Yargıtay internet bankacılığı ile banka kartı üzerinden hukuka aykırı yarar sağlanması halinde nitelikli hırsızlık suçunun (TCK md. 142/2-e),³⁵¹ banka kartına ait bilgilerin hile ile ele geçirilmesi halinde nitelikli dolandırıcılık suçunun (TCK md. 158/1-f)³⁵² oluşacağına karar vermektedir.

Kredi kartı bilgilerinin kart tanımına dâhil olmasının temel nedenlerinden birisi kart numarasıyla da kredi kartıyla yapılan hemen hemen her işlemin

³⁴⁴ Koca/ Üzülmüş, **Türk Ceza Hukuku Özel Hükümler**, s. 895; Kurt, **a.g.e.**, s.187; Özbek/ Doğan/ Bacaksız, **Türk Ceza Hukuku Özel Hükümler**, s. 1002; Taşdemir, **a.g.e.**, s. 327; Tezcan/ Erdem/ Önok, **a.g.e.**, s. 1183.

³⁴⁵ Yargıtay 8. C.D. E. 2016/3218, K. 2016/8261, T. 21.06.2016, Kazancı (E.T. 16.11.2020).

³⁴⁶ Kurt, **a.g.e.**, s. 216; kart bilgilerinin kullanılması suretiyle yarar elde edildiği durumlarda aldatılan gerçek kişi bulunmadığı için bu suçun oluşmayacağı yönünde bkz. Dülger, **a.g.e.**, s. 377.

³⁴⁷ Erdoğan, **a.g.e.**, s. 327; Koca/ Üzülmüş, **Türk Ceza Hukuku Özel Hükümler**, s. 895; Özbek, **a.g.e.**, s. 1032; Tezcan/ Erdem/ Önok, **a.g.e.**, s. 1183-1184.

³⁴⁸ Apaydın, **a.g.e.**, s.31; Günarslan, **a.g.e.**, s. 72; Koç, **a.g.e.**, s. 91-92; Yıldız, **a.g.e.**, s. 131 vd.; Yılmaz, **a.g.e.**, s. 274.

³⁴⁹ Akbulut, **a.g.e.**, s. 294; Akan, **a.g.e.**, s. 127; Dülger, **a.g.e.**, s. 377; Karagülmez, **a.g.e.**, s. 301-302; Okuyucu Ergün, **a.g.e.**, s. 1071; Soyaslan, **a.g.e.**, s. 684-685.

³⁵⁰ Yargıtay 15. C.D., E. 2017/27285, K. 2020/10235, T. 20.10.2020; Yargıtay 8. C.D., E. 2017/15649, K. 2019/2997, T. 4.3.2019; Yargıtay 13. C.D., E. 2016/20033, K. 2018/11614, T. 17.9.2018; Yargıtay 17. C.D., E. 2015/8866, K. 2016/3316, T. 14.3.2016, Kazancı (E.T. 16.11.2020)

³⁵¹ Yargıtay 17. C.D., E. 2016/12466, K. 2018/9743, T. 2.7.2018; Yargıtay 8. CD., E. 2015/3115 K. 2015/23443 T. 26.10.2015; Yargıtay 13. C.D., E. 2014/15991, K. 2015/4660, T. 16.3.2015; YCGK E. 2009/11-193, K. 2009/268, T. 17.11.2009, Kazancı (E.T. 16.11.2020).

³⁵² Yargıtay 11. C.D. E. 2010/7788, K. 2010/11083, T. 13.10.2010, Kazancı (E.T. 16.11.2020).

yapılabilmesidir.³⁵³ BKKKK md. 3'te yapılan kredi kartı tanımında fiziki varlığı bulunmayan ifadesi ile kredi kartı ile aynı hukuki sonuçları doğurabilen kart numarası ile ilgili teknolojik gelişmeleri karşılayacak bir düzenleme yapmak amaçlanmıştır.³⁵⁴ Banka veya kredi kartına ilişkin hassas veriler³⁵⁵ finansal işlem yapmaya imkân sağlayarak bu kartların temeli haline gelmiştir. Kanımızca kredi kartı bilgileri gibi banka kartı bilgileri de internet bankacılığında kullanılabilmekte ve kart üzerinde tasarrufta bulunma imkânı vermektedir. Bu anlamda iki kart arasında bir fark bulunmadığı için banka veya kredi kartı bilgilerinin ele geçirilmesi de kartın ele geçirilmesi kapsamında kabul edilmelidir.³⁵⁶

b. Başkasına Ait Kartın Rıza Dışı Kullanılması veya Kullandırılması

TCK md. 245/1'de yer alan suçun oluşabilmesi için kartın ele geçirilmesi yetmeyip kullanılması ve yarar sağlanması gerekmektedir. Bu sebeple bu suçun birden fazla hareketli suç olduğu belirtilmektedir.³⁵⁷ Kanımızca kartın ele geçirilme aşamasında yapılan hareketler, hazırlık hareketi olup icra hareketi değildir. Kartın kullanılması sonucu yarar elde edilmesi ise suçun neticesini oluşturduğu için bu suç tek hareketli suçtur. Haksız yararın nasıl elde edileceği belirtilmediğinden serbest hareketli bir suç olarak düzenlenmiştir.³⁵⁸ Suç, kartı kullanma veya kullandırmaya yönelik icra hareketleriyle işlenebilir.³⁵⁹ Doktrinde bu suçun ihmal hareketleriyle işlenmesinin mümkün olduğu ifade edilmekteyse³⁶⁰ de kanunda bu suçun ihmal hareketleriyle işlenebileceği konusunda açık bir düzenleme bulunmadığı için bu görüşe katılmıyoruz. Dolayısıyla bu suç bir şekilde ele geçirilmiş olan kartın rıza dışı kullanılması veya kullandırılması şeklindeki icra hareketleriyle işlenebilen serbest hareketli bir suçtur. Bir şekilde elde edilmiş olan kart fail tarafından bizzat

³⁵³ Brian F. Caminer, "Credit Card Fraud: The Neglected Crime", *The Journal Of Criminal Law & Criminology*, C.76, S.3, 1985, s. 752.

³⁵⁴ LEXPERA Hukuk Bilgi Sistemi, **Banka Kartları ve Kredi Kartları Kanunu- Madde Gereçekleri** (E.T. 23.07.2020).

³⁵⁵ Banka Kartları ve Kredi Kartları Hakkında Yönetmelik md. 4/1-ç kartlara ilişkin hassas veriyi "*banka kartı veya kredi kartı üzerinde yer alan ve ele geçirilmesi durumunda finansal işlem gerçekleştirmede kullanılabilecek bilgi setini/setlerini, ve ayrıca kart hamili doğrulamada kullanılan ve gizli kalması gereken PIN bilgisini*" ifade edecek şekilde tanımlamaktadır. Resmi Gazete, **Banka Kartları ve Kredi Kartları Hakkında Yönetmelik**, T. 10.03.2007, S. 26458, (E.T. 10.02.2021).

³⁵⁶ Akbulut, **a.g.e.**, s. 294; Okuyucu Ergün, **a.g.e.**, s. 1071-1072; Soyaslan, **a.g.e.**, s. 684-685.

³⁵⁷ Akbulut, **a.g.e.**, s.285; Dülger, **a.g.e.**, s. 371-372; Koca/ Üzülmüş, **Türk Ceza Hukuku Özel Hükümler**, s. 891.

³⁵⁸ Erdoğan, **a.g.e.**, s. 306; Esen, **a.g.e.**, s. 644.

³⁵⁹ Hafizoğulları/ Özen, **Topluma Karşı Suçlar**, s.464; Tezcan/ Erdem/ Önok, **a.g.e.**, s. 1185.

³⁶⁰ Günarslan, **a.g.e.**, s. 74; Koç, **a.g.e.**, s. 91.

kullanılabileceği gibi bir başkasına da kullandırılabilir. Kullanma ve kullandırma suçun oluşması açısından fark etmemektedir.³⁶¹ Kartın kullanılmasından, kartın işlevine uygun olarak kullanılması anlaşılmalıdır. Bu yüzden başka yollarla, örneğin kartın veya üzerindeki bilgilerin satılması şeklinde yarar elde edilmesi halinde kartın kullanımını olarak kabul edilmeyecektir.

Kartın kullandırılması suretiyle yarar elde edilmesi de suç tipinde yer alan hareketlerden biridir Bir görüşe göre, başkasına ait kartı bir şekilde ele geçiren kişinin üçüncü bir kişiye bunu satması veya karşılıksız vermesi halinde, kartı kullandırmış olacağı için TCK md. 245/1’de yer alan suçun oluşacağını savunmaktadır. Örneğin kartı rızayla alıp haksız yarar elde etmesi için başkasına satan veya veren kişi bu suçu işlemiş olacaktır. Bu kartı kullanan kişi de yine başkasına ait kartı kullanarak haksız yarar elde ettiğinden bu suçu işlemektedir. Bu kişi kart üzerinde yazan isim dolayısıyla kartın başkasına ait olduğunun ve kartı haksız kullandığının bilincinde olacaktır.³⁶² Ancak bu durum her zaman doğru olmayabilir. Kartın veya üzerindeki bilgilerin satıldığı kişi tarafından kullanılması ve yarar elde edilmesi halinde bunun kartın kullandırılması olarak kabul edilip edilmeyeceği konusunda iştirak veya dolaylı faillik şartlarının sağlanıp sağlanmadığının incelenmesi gerekir.³⁶³ Örneğin, kartı satan kişi, satın alanın bu kartın sahtesini üreteceğini düşünüyorsa kartın kullandırılması suretiyle TCK md. 245/1’in işlenmesi söz konusu olmayacaktır. Buna karşılık fail, cebir veya tehdit yoluyla kartı başka birine kullandırmış ve bu kişiyi araç olarak kullanmak suretiyle yarar elde etmişse tipte yer alan “*kartı kullandırma*” hareketini icra ettiği kabul edilecektir.³⁶⁴ Dolayısıyla kartı kullandıran kişi olarak kabul edebilmek için kartı veya bilgilerini başkasına veren kişinin, kartı veya bu bilgileri alan kişinin kullanacağı yönünde bilgisinin olması gerekir.

Kartın kullanılması ve kullandırılması çeşitli şekillerde gerçekleşebilmektedir. İlk olarak banka veya kredi kartı, alışverişte kullanılarak yarar sağlanabilmektedir.³⁶⁵ Ancak eğer alışveriş internet ortamında gerçekleşmişse ve kart fiziksel olarak ele

³⁶¹ Soyaslan, **a.g.e.**, s. 685.

³⁶² Dülger, **a.g.e.**, s. 373-374; Karagülmez, **a.g.e.**, s.299.

³⁶³ Akbulut, **a.g.e.**, s.289; Günarslan, **a.g.e.**, s. 74; Koca/ Üzülmüş, **Türk Ceza Hukuku Özel Hükümler**, s. 895-896; Tezcan/ Erdem/ Önok, **a.g.e.**, s. 1185.

³⁶⁴ Akbulut, **a.g.e.**, s.289.

³⁶⁵ “müştekinin bilgisi ve rızası dışında kartıyla 15.08.2016 tarihinde ... AVM – T... isimli iş yerinden 1.699,00 Türk lirası alışveriş yapıldığı”, T.C. Yargıtay 8. C.D. E. 2018/7643, K. 2019/4062, T. 21.3.2019, Kazancı (E.T. 16.11.2020).

geçirilmemişse dahi kartın kullanılması yoluyla yarar elde edildiğinin kabul edilmesi gerektiğinden yanayız.³⁶⁶ Bunun dışında kart “*mail order*” yani telefon veya posta aracılığıyla herhangi bir şeyin sipariş verilmesi ve uzaktan kart bilgileriyle ödeme yapılması³⁶⁷ şeklindeki yöntemlerle de kullanılabilir. ³⁶⁸ BKKKK md. 20’ye göre işyeri ile yüz yüze gelmeden kart bilgileri ve imza niteliğinde olan şifre ile işlem yapılabilir. Bu durumda da kartın hassas bilgilerinin kullanılmasıyla kartın fiziksel olarak kullanılması eşdeğer tutulmaktadır.³⁶⁹ Kartın en yaygın kullanım yöntemlerinden bir diğeri de bir şekilde ele geçirilmiş kart ve şifresinin ATM’lerde kullanılarak para çekilmesidir.³⁷⁰

Zamansal olarak kartın kullanımı incelendiğinde, kart henüz adına kart düzenlenen kişiye teslim edilmeden önce kullanılabilir. Örneğin, kart için başvurmuş olan kişiye kartı teslim edecek olan postacının kartı kötüye kullanması durumunda güveni kötüye kullanma suçu değil, TCK m. 245/1’deki suç oluşacaktır. Zira madde metninde açıkça kendisine kart teslim edilmesi gereken kişiden bahsedilmiştir.³⁷¹ Kart hamilinin ölümünden sonra kartın başkaları tarafından kullanılması ve yarar elde edilmesi hareketi de yine TCK md. 245/1’de yer alan suç kapsamında kabul edilmekte ve cezalandırılmaktadır.³⁷²

Doktrinde, suç tipinde yer alan mağdurun rızasına aykırı olarak hareketin icra edilmesi şeklindeki ifadelerin, maddi unsur kapsamında kabul edilmesi ve hukuka aykırılık unsuru kapsamında incelenmesi gerektiği şeklinde farklı yönde görüşler vardır.³⁷³ Bu ayrım, rızanın olmaması durumunda, suçun hukuka aykırılık unsurunun mu yoksa maddi unsurunun mu sağlanmış olacağı ve rızanın var olduğu konusunda hataya düşüldüğünde hangi hükmün uygulanacağı konusunda önem arz etmektedir. Rızanın suçun düzenleniş şekline göre hukuka uygunluk nedeni olan veya tipikliği kaldıran iki türü olduğunu savunan görüşe göre, suçun işlenebilmesi için madde

³⁶⁶ Dülger, **a.g.e.**, s. 380.

³⁶⁷ Kaya, **a.g.e.**, s. 82.

³⁶⁸ Akan, **a.g.e.**, s. 126

³⁶⁹ Yargıtay 17. CD., E. 2015/8866, K. 2016/3316, T. 14.3.2016, Lexpera (E.T. 23.07.2020).

³⁷⁰ Koca/ Üzülmüş, **Türk Ceza Hukuku Özel Hükümler**, s. 894; Yargıtay 13. C.D., E. 2020/7212, K. 2020/11651, T. 18.11.2020, Lexpera (E.T. 23.07.2020).

³⁷¹ Ekinci/ Esen, **a.g.e.**, s. 369

³⁷² Okuyucu Ergün, **a.g.e.**, s. 1070; Yıldız, **a.g.e.**, s. 173; Yılmaz, **a.g.e.**, s. 275; aynı yönde Yargıtay 11. C.D. E. 2008/2533, K. 2010/12765, T. 10.11.2010, Lexpera (E.T. 23.07.2020).

³⁷³ Meral Ekici Şahin, **Ceza Hukukunda Rıza**, Ankara Üniversitesi Sosyal Bilimler Enstitüsü, Kamu Hukuku Anabilim Dalı, Doktora Tezi, Ankara, 2010, s. 58 vd.

metninde açıkça mağdurun rızasına aykırı hareket edilmesi belirtiliyorsa rızanın yokluğunun hukuka aykırılık unsuru içerisinde değerlendirilmemesi gerekir.³⁷⁴ Zaten TCK md. 26/2’de hukuka uygunluk sebepleri arasında düzenlenmiş olan rızaya ilişkin hüküm, uygun düştüğü ölçüde özel hükümlere de uygulanacağı için, madde metninde ayrıca belirtilmesi, rızanın yokluğunu maddi unsur içerisinde kabul etmeyi gerekli kılar.³⁷⁵ Rızanın varlığı halinde suçun maddi unsuru oluşmadığından hukuka aykırılık incelemesine geçilmeyecektir.³⁷⁶ Madde metninde ayrıca belirtilmiş olan rızaya aykırılığın, fail tarafından bilinmesi ve buna rağmen bu hareketin istenmesi gerekmektedir. Rızanın varlığı konusunda düşülen hata, suçun maddi unsurlarında hata (TCK m. 30/1) olarak kastı ortadan kaldıracaktır.³⁷⁷ Diğer görüşe göre ise, hukuka uygunluk sebeplerinin tipte yer alması hukuka aykırılık unsuru içerisinde tipikliğin negatif unsuru olarak değerlendirilmesine engel değildir.³⁷⁸ Dolayısıyla rızaya aykırılık şartı madde metninde açıkça yazmasaydı dahi, hukuka aykırılık karine olarak suç tipinde yer aldığı için, rızanın olmaması yine aranacaktı ve eğer rıza varsa bu durumda suç oluşmayacaktı. Maddede ayrıca yazılmasının sebebi ise vurgu yapma amaçlıdır ve rızanın yokluğu hukuka aykırılık unsuru içerisinde değerlendirilmelidir.³⁷⁹ Katıldığımız görüşe göre, rıza incelemesi maddi unsur içerisinde yapılmalıdır.³⁸⁰ Burada bir hukuka uygunluk sebebi olan rıza tipte yer alan bir unsur olan kartın kullanılması hareketini niteleyecek şekilde kullanılmıştır. Rızaya aykırı kullanım ifadesi, suçun tamamını niteleyen genel bir ifade olarak değil yalnızca tipik hareketi niteleyen özel bir ifade olarak kullanıldığı için rızanın yokluğunun vurgu yapmak ve hakime yol göstermek amacıyla değil, tipik harekete dahil edilmek amacıyla düzenlendiği kabul edilmelidir. Tipteki hareket, kartın kullanılması veya kullandırılması değil rıza dışı kullanılması veya kullandırılması şeklinde düzenlenerek rıza maddi unsura dahil edilmiştir.³⁸¹

³⁷⁴ Ekici Şahin, *a.g.e.*, s. 62-63.

³⁷⁵ Koca/ Üzülmüş, *Türk Ceza Hukuku Genel Hükümler*, s. 291; Özgenç, *a.g.e.*, s. 376.

³⁷⁶ Ekici Şahin, *a.g.e.*, s. 63.

³⁷⁷ Neslihan Göktürk, **Suçun Yasal Tanımında Yer Alan “Hukuka Aykırılık” İfadesinin İcra Ettiği Fonksiyon**, İnönü Üniversitesi Hukuk Fakültesi Dergisi, C. 7, S. 1, 2016, s. 444; Erdoğan, *a.g.e.*, s. 318; Özgenç, *a.g.e.*, s. 376.

³⁷⁸ Ekici Şahin, *a.g.e.*, s. 59-60.

³⁷⁹ Avşar/ Öngören, *a.g.e.*, s.143; Doğan, *a.g.e.*, s.312; Dülger, *a.g.e.*, s. 400 vd.; Hafizoğulları/ Özen, **Topluma Karşı Suçlar**, s.464; Soyaslan, *a.g.e.*, s. 688; Taşkın, *a.g.e.*, s.77; Yılmaz, *a.g.e.*, s. 272.

³⁸⁰ Akbulut, *a.g.e.*, s. 286; Koca/ Üzülmüş, *Türk Ceza Hukuku Özel Hükümler*, s. 839; Özbek/ Doğan/ Bacaksız, *Türk Ceza Hukuku Özel Hükümler*, s. 1004;

³⁸¹ Apaydın, *a.g.e.*, s. 39; Erdoğan, *a.g.e.*, s. 318; Koç, *a.g.e.*, s. 93; Yıldız, *a.g.e.*, s.154 vd.

Doktrinde, rızanın geçerlilik şartlarının, rıza vermesi gereken kişinin rıza açıklamasında bulunmasının gerekliliği, rıza vermeye ehil olup olmaması ve irade sakatlığının sonuçları açısından tipikliği kaldıran rıza veya hukuka uygunluk sebebi olan rıza olmasına göre farklılık gösterdiği belirtilmektedir.³⁸² Buna göre tipikliği kaldıran rızada önemli olan tipik hareket olan rızaya aykırılığın gerçekleşip gerçekleşmemesi olduğu için rıza açıklaması yapılmaması önem arz etmeyecektir. Dolayısıyla mağdur hiç açıklamasa dahi rızasının varlığı tipikliği kaldıracaktır. İkinci olarak rıza vermesi gereken kişinin irade etme kabiliyetinin bulunması, rızanın geçerliliği açısından yeterli olup rızanın anlam ve sonuçlarına ilişkin algılama yeteneğinin bulunmaması rızayı geçersiz kılmayacaktır. Ayrıca rıza verenin iradesinin sakat olması doğrudan rızayı geçersiz kılmayacaktır. Her suçta iradenin sakatlığının suç tipinde rızaya yüklenen fonksiyon açısından ayrıca incelenip rızanın geçerli olup olmadığının tespiti gerekmektedir.³⁸³ Katıldığımız diğer görüş, suç tipinde düzenleniş şekline ve suçla korunan değere yönelik üstlendiği role göre farklı nitelik kazanıyor olsa da hem hukuka uygunluk sebebi olan hem tipikliği kaldıran rızanın, aynı hukuk dalı içerisindeki tek bir müessese olması sebebiyle geçerlilik şartlarının aynı olduğunu kabul etmektedir.³⁸⁴ Bu geçerlilik şartları için kanuna bakıldığında, TCK md. 26/2’de *“kişinin üzerinde mutlak surette tasarruf edebileceği bir hakkına ilişkin olmak üzere, açıkladığı rızası çerçevesinde işlenen fiilden dolayı kimseye ceza verilmez”* şeklinde rızanın malvarlığı gibi üzerinde tasarrufta bulunulabilen haklara yönelik olarak, rıza vermeye ehil olan hak sahibi tarafından verilmesi gerektiği belirtilmiştir.³⁸⁵ Bu rızanın sonuçlarını algılayabiliyor olması gerekir. Örneğin, çocuk adına ailesi ek kart düzenlediğinde, çocuğun bu kartı kullanmaya yönelik verdiği rızanın sonuçları konusunda algılama yeteneği bulunmadığı yahut alkol etkisiyle algılama ve irade yeteneği bulunmayan bir hamilin rıza verdiği durumlarda rıza geçerli değildir. TCK md. 245/1 açısından rıza vermesi gereken kişi maddede belirtilen kart hamili veya kartın kendisine verilmesi gereken kişidir.³⁸⁶ Rızanın en geç suç tamamlanana kadar verilmiş olması gerekir.³⁸⁷ Suç tamamlandıktan sonra taraflar arasında kartın kullanılmasıyla ilgili veya kullanım sonucu ödenecek borç konusunda çıkacak

³⁸² Ekici Şahin, **a.g.e.**, s. 64 vd.

³⁸³ **A.g.e.**

³⁸⁴ Koca/ Üzülmüş, **Türk Ceza Hukuku Genel Hükümler**, s. 293; Nevzat Toroslu, **Ceza Hukuku Genel Kısım**, Ankara: Savaş Yayınevi, Nisan 2009, s. 168.

³⁸⁵ Demirbaş, **a.g.e.**, s. 336-339; Koca/ Üzülmüş, **Türk Ceza Hukuku Genel Hükümler**, s. 294-296; Özgenç, **a.g.e.**, s. 377.

³⁸⁶ Hafizoğulları/ Özen, **Topluma Karşı Suçlar**, s.464; Koç, **a.g.e.**, s.101.

³⁸⁷ Akan, **a.g.e.**, s. 129; Demirbaş, **a.g.e.**, s. 338.

anlaşmazlık hukuki ihtilaf niteliğindedir.³⁸⁸ Verilmiş olan rızanın miktar,³⁸⁹ amaç³⁹⁰ veya süre olarak sınırının aşılması halinde rıza dışı kullanım olduğunu kabul etmek gerekir.³⁹¹ Örneğin 10 TL kullanım için verilen karttan 50 TL para çekilmesi halinde hamil tarafından tasarlanmamış olan ve verilen yetkinin aşıldığı için kartın kötüye kullanımı söz konusudur.³⁹² Kartın ve şifresinin rızayla verilmesi, kartın kullanımına rıza verildiğinin anlaşılması için yeterli değildir. Ayrıca kartın kullanılmasına da rıza verilmiş olması gerekir.³⁹³ Ancak kart ve şifresinin verilmesinin örtülü rıza olarak kabul edilip edilmeyeceğinin incelenmesi gerekir. Taraflar arasında örtülü rıza teşkil edebilecek bir süredir, kartın belli amaçla kullanımı, belli bir usulde devam ediyorsa örtülü rıza olduğu kabul edilebilir.³⁹⁴ Ancak bu durumda rızanın miktar, süre ve amaç bakımından belirlenebilir olması gerekir. Önceden beri tarafların arasında yerleşmiş olan uygulama bu unsurları belirgin kılacak düzeydeyse örtülü rızanın bulunduğu kabul edilebilir. Örneğin, her ay belirli bir ödeme yapması için kartını ve şifresini arkadaşına veren kişi, bir sonraki ay bir şey belirtmeden kartını ve şifresini verdiğinde burada kullanım yönünde örtülü rıza bulunduğu kabul edilebilir.

5. Netice

Netice, hareket sonucu dış dünyada meydana gelen, kanuni tanımda belirtilmiş olan değişiktir.³⁹⁵ TCK m.245/1’de yer alan suçun tipik neticesi, kartı kullanan veya kullandıran failin, bu kullanım sonucu kendisine veya başkasına yarar sağlamasıdır.³⁹⁶ Bu yararın sağlanmasıyla beraber suç tamamlandığı için ani suç olarak kabul edilir.³⁹⁷

³⁸⁸ Yargıtay 8. C.D. E. 2018/8426, K. 2019/10752, T. 17.9.2019, Lexpera (E.T. 23.07.2020).

³⁸⁹ Yargıtay 15. C.D., E. 2017/9003, K. 2019/7168, T. 24.6.2019, YCGK, E. 2017/8-172, K. 2019/361, T. 30.4.2019; Lexpera (E.T. 23.07.2020).

³⁹⁰ Yargıtay 15. C.D., E. 2017/5253, K. 2019/2133, T. 13.3.2019; Yargıtay 15. C.D. E. 2019/5191, K. 2019/8342, T. 16.9.2019, Lexpera (E.T. 23.07.2020).

³⁹¹ Apaydın, **a.g.e.**, s. 39; Okuyucu Ergün, **a.g.e.**, s. 1070; Taşdemir, **a.g.e.**, s. 325; Yılmaz, **a.g.e.**, s. 274.

³⁹² Szwak David A., “Understanding Credit Cards, Credit Reports, and Fraud”, **Loyola Consumer Law Reporter**, C. 9, S. 1, 1996-1997, s. 33.

³⁹³ Okuyucu Ergün, **a.g.e.**, s. 1070; Tezcan/ Erdem/ Önok, **a.g.e.**, s. 1185; karşı görüşte kartın ve şifresinin verilmesinin geçerli bir rıza kabul edileceği belirtilmektedir. Hafizoğulları/ Özen, **Topluma Karşı Suçlar**, s.463.

³⁹⁴ Yargıtay 8. C.D. E. 2014/8029, K. 2014/20239, T. 18.9.2014, Kazancı, (E.T. 13.11.2020); Soyaslan, **a.g.e.**, s. 685; Yıldız **a.g.e.**, s. 173-174.

³⁹⁵ Demirbaş, **a.g.e.**, s. 248; Özen, **a.g.e.**, s. 320; Özgenç, **a.g.e.**, s. 191; Töngür/ Çetintürk, **a.g.e.**, s. 142.

³⁹⁶ Dülger, **a.g.e.**, s. 398; Özbek/ Doğan/ Bacaksız, **Türk Ceza Hukuku Özel Hükümler**, s. 1004.

³⁹⁷ Hafizoğulları/ Özen, **Topluma Karşı Suçlar**, s.464.

Ayrıca TCK md. 245/1 neticeli suçtur³⁹⁸ ve bir zarar suçudur.³⁹⁹ Yalnızca malvarlığının azalması tehlikesi gerçekleşmesi suçun oluşması için yeterli değildir. Suçun tamamlanabilmesi için yararın elde edilmesiyle, maddede belirtilmemiş olsa da elde edilen yararın doğal bir sonucu olarak mağdurun mülkiyetinde bulunan değerlerde azalma oluşması şekline malvarlığında bir zarar gerçekleşir.⁴⁰⁰ Ancak su tipinde yer alan yarar sağlama neticesinden daha sonra hamilin banka hesabında bir zararın gerçekleşmesi mümkündür. Örneğin, kartla yapılan ödemenin banka tarafından hamilin hesabına geç yansıtılması halinde dahi suç, yararın elde edildiği anda netice gerçekleşir.⁴⁰¹

Tipteki hareketin yapılmasıyla elde edilecek olan hukuka aykırı yarar failin kendisine veya bir başkasına kazandırılmış olabilir.⁴⁰² Buradaki “yarar” ifadesinden para veya diğer ekonomik değerler şeklindeki maddi faydalar anlaşılmaktadır.⁴⁰³ Bu durum elde edilmesi gereken yararın kartın kullanılmasıyla gerçekleşeceğinden de anlaşılmaktadır. Banka veya kredi kartları nakit dışı ödeme araçları olduğu için kullanılmalarıyla elde edilecek olan fayda da ödeme sonrası elde edilen, mağduru öznel olarak zarara uğratan manevi kazançlar değil ekonomik değeri olan maddi kazançlar şeklinde olacaktır.⁴⁰⁴ Kartın veya üzerindeki bilgilerin satılması gibi kartın işlevine uygun olmayan şekilde kullanılması sonucu elde edilen faydalar da bu suçun neticesini oluşturmayacaktır.

Kartın kullanılmasıyla elde edilecek yararın fiziksel olarak ele geçirilmesi zorunlu değildir. Bu yarar üzerinde hakimiyet sağlanması ve tasarrufta bulunulabiliyor olması yeterlidir.⁴⁰⁵ Örneğin, fail başkasının hesabındaki parayı çekip eline almamış, ama kendi hesabına aktarmış olsun.⁴⁰⁶ Bu durumda yarar elde edilmiş ve netice gerçekleşmiş sayılır.⁴⁰⁷

³⁹⁸ Erdoğan, **a.g.e.**, s. 306; Koç, **a.g.e.**, s. 93.

³⁹⁹ Hafizoğulları/ Özen, **Topluma Karşı Suçlar**, s.464; Koç, **a.g.e.**, s. 93.

⁴⁰⁰ Dülger, **a.g.e.**, s. 399; Koç, **a.g.e.**, s. 94.

⁴⁰¹ Yıldız, **a.g.e.**, s. 195 vd.

⁴⁰² Erdoğan, **a.g.e.**, s. 306.

⁴⁰³ Akbulut, **a.g.e.**, s. 295; Dülger, **a.g.e.**, s. 398; Erdoğan, **a.g.e.**, s. 306; Koca/ Üzülmüş, **Türk Ceza Hukuku Özel Hükümler**, s. 896.

⁴⁰⁴ Okuyucu Ergün, **a.g.e.**, s. 1072; Koca/ Üzülmüş, **Türk Ceza Hukuku Özel Hükümler**, s. 896.

⁴⁰⁵ Akbulut, **a.g.e.**, s. 295.

⁴⁰⁶“suçunun sanık tarafından havalenin şikayetçilerin hesaplarından kendi hesabına intikali anında ta mamlandığı gözetilmeyerek eylemin teşebbüs aşamasında kaldığından bahisle eksik ceza tayini” , YCDBK., E. 2014/402, K. 2015/22, T. 5.2.2015, Lexpera (E.T. 23.07.2020).

⁴⁰⁷ Dülger, **a.g.e.**, s. 399.

Kartın kullanılması internet, telefon veya posta aracılığıyla bir şeyin sipariş verilmesi ve uzaktan kart bilgileriyle ödeme yapılması şeklinde gerçekleştiğinde, sipariş edilen malın henüz faile ulaşmadığı aşamada suçun tamamlandığı anın tespit edilmesi gerekmektedir. Yargıtay'ın bu konuda, başkasına ait kart kullanılarak verilmiş siparişte belirtilen malın gönderilmesiyle suçun tamamlandığı⁴⁰⁸ ve malın teslimi ile suçun tamamlandığı⁴⁰⁹ şeklinde birbirinden farklı yönde kararları vardır. Kanımızca, bu olaylarda sipariş verilirken kartı kullanan kişinin, mesafeli sözleşme dolayısıyla yapmış olduğu ödeme ile hamil zarara uğramakta olsa da suçun tamamlanması için hamilin zarara uğraması değil, failin kendisine veya başkasına bir yarar sağlaması gerekmektedir. Dolayısıyla sipariş konusu malın gönderilme anında değil bu malın teslim alınma anında suç tamamlanmaktadır. İcra hareketleri kartın kullanılması ve ödeme yapılmasıyla tamamlanmış olsa da neticenin gerçekleşmesi ve suçun tamamlanması malın teslim edildiği, yani yarar üzerinde failin tasarrufta bulunabileceği bir hakimiyeti sağladığı anda gerçekleşmektedir.⁴¹⁰ Ancak suçun tamamlanması için malın tesliminden sonra failin ayrıca mal üzerinde tasarrufta bulunması gerekmez.

B. Manevi Unsur

Manevi unsur, kişi ile fiil arasındaki kural olarak kast ve istisnai olarak taksir şeklindeki manevi bağıdır.⁴¹¹ Dolayısıyla kanunda suçun taksirle işlenmesi unsuru açıkça belirtilmediği sürece suçun ancak kasten işlenebileceği kabul edilecektir.⁴¹² Bu durum TCK md. 22'de "*taksirle işlenen fiiller, kanunun açıkça belirttiği hâllerde cezalandırılır*" şeklinde ifade edilmiştir. TCK md. 245/1 kasten işlenebilen suçlardandır.⁴¹³ Özel kasta ilişkin bir ifade yer almadığı için bu suç genel kastla işlenebilir.⁴¹⁴ Doktrinde bir görüş failin yarar sağlama şeklindeki özel kastının

⁴⁰⁸ Yargıtay 11 C.D., E. 2007/849, K. 2009/14539, T. 24.11.2009; Yargıtay 11 C.D., E. 2008/11610, K. 2008/13495, T. 16.12.2008, Lexpera (E.T. 23.07.2020).

⁴⁰⁹ Yargıtay 15. C.D., E. 2015/14323, K. 2015/31909, T. 7.12.2015; aynı yönde Bölge Adliye Mahkemesi Kararı (Ankara), 8. CD., E. 2017/519 K. 2018/318 T. 20.3.2018, Lexpera (E.T. 23.07.2020)

⁴¹⁰ Okuyucu Ergün, **a.g.e.**, s. 1073; Tezcan/ Erdem/ Önok, **a.g.e.**, s. 1195; Yıldız, **a.g.e.**, s. 195 vd.

⁴¹¹ Koca / Üzülmüş, **Türk Ceza Hukuku Genel Hükümler**, s. 144-145; Özen, **a.g.e.**, s. 380; Özgenç, **a.g.e.**, s. 242; Töngür/ Çetintürk, **a.g.e.**, s. 148.

⁴¹² Cengiz Topel Çiftçioğlu, "Türk Ceza Kanunu'nda Taksir", **Ankara Barosu Dergisi**, S. 3, Mayıs 2013, s. 324.

⁴¹³ Dülger, **a.g.e.**, s. 400; Hafizoğulları/ Özen, **Topluma Karşı Suçlar**, s.464; Kurt, **a.g.e.**, s. 195.

⁴¹⁴ Erdoğan, **a.g.e.**, s. 317; Koç, **a.g.e.**, s. 98; Okuyucu Ergün, **a.g.e.**, s. 1073; aksi görüş için bkz. Meran, **Dolandırıcılık, Sahtecilik, Güveni Kötüye Kullanma**, s. 352.

bulunması gerektiğini belirtmektedir.⁴¹⁵ Failin kartı kullanırken böyle bir amacı olduğu söylenebilirse de maddede failde bu amacın bulunması gerektiğini belirten açık ifadeler bulunmadığı için genel kastın yeterli kabul edilmesi gerekir.⁴¹⁶ Failin kastı açısından amaç veya saik belirtilerek yahut bilme unsurunun vurgulanması suretiyle bir sınırlama yapılmadığı için⁴¹⁷ bu suçun olası kastla işlenebilmesi de mümkündür.⁴¹⁸

Kasten işlenen suçlarda failin tipte yer alan unsurları bilmesi ve istemesi gerekir. Dolayısıyla kartın kullanımına yönelik rıza olmadığını ve başkasına ait gerçek bir kart olduğunu bilmesine rağmen bu kartı kullanıp yarar sağlamaya yönelik hareket eden kişi açısından manevi unsurun bulunduğu kabul edilir.⁴¹⁹ Kastın bu unsurların tamamını kapsayıp kapsamadığı somut olayın özelliklerine göre tespit edilecektir.⁴²⁰ Bu unsurlarda hataya düşülmesi halinde kastın olmadığı kabul edilir.⁴²¹ Örneğin, kendisinin zannettiği kartı rızaya aykırı olarak kullanan kişinin kasten hareket etmediği kabul edilecektir.⁴²²

C. Hukuka Aykırılık Unsuru

Hukuka aykırılık, işlenmiş olan fiilin tüm hukuk sistemiyle çatışma halinde olmasını ifade eder.⁴²³ Tipe uygun fiil, hukuka uygunluğu sağlayan bir olgu bulunmadığı sürece hukuka aykırı kabul edilecektir.⁴²⁴ Dolayısıyla bu unsurun var olabilmesi için bir hukuka uygunluk sebebinin olmaması gerekir.⁴²⁵ Hukuka uygunluk sebepleri TCK md. 24 ile 26 arasında kanun hükmünün ve amirin emrinin yerine

⁴¹⁵ Karagülmez, **a.g.e.**, s. 352.

⁴¹⁶ Dülger, **a.g.e.**, s. 400; Koca/ Üzülmöz, **Türk Ceza Hukuku Özel Hükümler**, s. 896; Tezcan/ Erdem/ Önok, **a.g.e.**, s. 1192.

⁴¹⁷ Mahmut Gökpinar, “Ceza Sorumluluğunun Temeli: Kast”, **Türkiye Barolar Birliği Dergisi**, S. 79, 2008, s. 223.

⁴¹⁸ Özbek / Doğan / Bacaksız, **Türk Ceza Hukuku Özel Hükümler**, s. 1005; Yıldız, **a.g.e.**, s. 200; aksi görüş için bkz. Akbulut, **a.g.e.**, s. 295.

⁴¹⁹ Kurt, **a.g.e.**, s. 195; Soyaslan, **a.g.e.**, s. 687.

⁴²⁰ Apaydın, **a.g.e.**, s. 41; örneğin kartı ele geçiren failin kullanmaya ve yarar sağlamaya yönelik kastı bulunmadığı takdirde manevi unsur oluşmayacaktır. Aynı yönde Yargıtay “YCGK., E. 2010/11-17, K. 2010/65, T. 30.3.2010, Kazancı (E.T. 04.03.2021).

⁴²¹ Akbulut, **a.g.e.**, s. 295; Koca/ Üzülmöz, **Türk Ceza Hukuku Özel Hükümler**, s. 896.

⁴²² Erdoğan, **a.g.e.**, s. 318; Koç, **a.g.e.**, s. 103; Okuyucu Ergün, **a.g.e.**, s. 1073.

⁴²³ Demirbaş, **a.g.e.**, s. 271; Özen, **a.g.e.**, s. 474; Özgenç, **a.g.e.**, s. 314; Töngür/ Çetintürk, **a.g.e.**, s. 177.

⁴²⁴ Özbek / Doğan / Bacaksız, **Türk Ceza Hukuku Genel Hükümler**, s. 277.

⁴²⁵ Demirbaş, **a.g.e.**, s. 272; Koca / Üzülmöz, **Türk Ceza Hukuku Genel Hükümler**, s. 266.

getirilmesi, meşru savunma hali, hakkın kullanılması ve ilgilinin rızası olarak düzenlenmiştir.⁴²⁶

Rızanın yokluğu maddi unsur içerisinde kabul edilmektedir.⁴²⁷ Kartın rıza dışı kullanılmasının hareket unsuru veya hukuka aykırılık içerisinde değerlendirilmesine ilişkin doktrinde yer alan tartışmalar maddi unsur altında açıklanmıştır.

Hukuka uygunluk sebeplerinin uygulanmasına ilişkin olarak doktrinde bir görüş meşru savunma, hakkın kullanılması ve görevin ifasının bu suçta uygulanamayacağını belirtmektedir.⁴²⁸ Diğer görüşe göre rızanın bulunması hali dışındaki hukuka uygunluk nedenleri bu suç açısından da oluşabilir.⁴²⁹ Zira TCK genel hükümlerde düzenlenmiş olan bu hukuka uygunluk halleri suç teorisinin genel prensipleri olarak özel hükümlerde yer alan suçlar bakımından tamamlayıcı rol üstlenmektedir.⁴³⁰ Bu sebeple uygulama alanı bulduğu takdirde bu hukuka uygunluk sebeplerinin uygulanması gerekir. Hukuka uygunluk sebeplerinden hakkın kullanılması bu suçta uygulama alanı bulabilecektir. Örneğin, velayet hakkı dolayısıyla, anne veya baba çocukları adına düzenlenmiş kartı, çocuklarının rızasına aykırı olarak kullandıkları takdirde hakkın kullanılması dolayısıyla fiil hukuka uygun kabul edilecektir.⁴³¹ Zira Türk Medeni Kanunu md. 352’de anne ve babanın, velâyetleri devam ettiği sürece çocuğun mallarını yönetme hakkına sahip oldukları belirtilmektedir.⁴³² Diğer hukuka uygunluk sebepleri olan kanun hükmünün ve amirin emrinin yerine getirilmesi ile meşru savunma hali bu suçta uygulama alanı bulamayacaktır.⁴³³

Zorunluluk halinin bu suç açısından uygulanması mümkündür. Kişinin kendisi veya bir başkası ağır bir tehlikeyle karşılaştığında, bu tehlikeden kurtulmak için başka olanak bulunmadığı takdirde, başkası adına düzenlenmiş kartı rızaya aykırı olarak kullanması halinde zorunluluk halinin oluştuğu tespit edilmelidir. Örneğin, hayati tehlike oluşturacak seviyede açlığa maruz kalan ve açlıktan kurtulmak için başka bir

⁴²⁶ Gerçekler, **a.g.e.**, s. 325; Töngür/ Çetintürk, **a.g.e.**, s. 182.

⁴²⁷ Apaydın, **a.g.e.**, s. 42; Akbulut, **a.g.e.**, s. 296.

⁴²⁸ Apaydın, **a.g.e.**, s. 42; Erdoğan, **a.g.e.**, s. 319; Özbek / Doğan / Bacaksız, **Türk Ceza Hukuku Özel Hükümler**, s. 1005; Tezcan/ Erdem/ Önok, **a.g.e.**, s. 1193.

⁴²⁹ Akbulut, **a.g.e.**, s. 296; Koca / Üzülmüş, **Türk Ceza Hukuku Özel Hükümler**, s. 897.

⁴³⁰ Özgenç, **a.g.e.**, s.137; Zeki Hafızoğulları/ Devrim Güngör, “Türk Ceza Hukukunda Suçların Tasnifi”, **Türkiye Barolar Birliği Dergisi**, S. 69, 2007, s. 21.

⁴³¹ Akbulut, **a.g.e.**, s. 296.

⁴³² LEXPERA Hukuk Bilgi Sistemi, **Türk Medeni Kanunu**, (E.T. 13.01.2021).

⁴³³ Erdoğan, **a.g.e.**, s. 319; Günarslan, **a.g.e.**, s. 84.

aracı bulunmayan kişinin, kendisine belli bir amaçla kullanmak üzere verilmiş olan kartı kullanarak ekmek alması halinde bu kişiye ceza verilmemesi gerekir. Bu durumda fiil hukuka aykırı olmaya devam ettiği için kart hamili zararını tazmin edebilecekse de kusurunun bulunmaması sebebiyle faile ceza verilmeyecektir.⁴³⁴

III. Suçu Etkileyen Haller

Suçu etkileyen ağırlaştırıcı veya hafifletici sebep öngörülmemiştir.⁴³⁵ Malvarlığına karşı suçlar bölümünde düzenlenen hırsızlık, yağma, dolandırıcılık suçları için öngörülmüş olan alacağın tahsili amacıyla işlenmesi şeklindeki hafifletici sebebin TCK md. 245/1 açısından düzenlenmemiş olması eleştirilmektedir.⁴³⁶ Daha önceden var olan bir alacağın tahsil edilmesi amacıyla suçun işlenmesi halinde öngörülmüş olan bu hal, hırsızlık, dolandırıcılık ve sahtecilik suçları gibi TCK md. 245/1 ile ortak değerleri koruduğu kabul edilen suçların daha az cezayı gerektiren hali olarak düzenlenmiştir.⁴³⁷ Banka veya kredi kartlarının kötüye kullanılması suçu açısından böyle bir indirimin olmaması sebebiyle, mağazadan alışveriş yapıp ödeme yapmayan kişi kartını unuttuğu takdirde bu kartı kullanarak alacağını tahsil eden işyeri sahibi için herhangi bir indirim uygulanmayacaktır.⁴³⁸ Halbuki bu halde suç işleme kastı zarar vermekten ziyade alacak hakkının sağlanmasına yönelik olduğu için tehlikelilik seviyesi daha azdır ve daha az ceza öngörülmesi yerinde olacaktır.

IV. Cezayı Kaldıran veya Azaltan Sebepler

A. Şahsi Cezasızlık Sebepleri

TCK md. 245'e, 29.06.2005 tarihli 5577 sayılı kanunla eklenen 4.fıkra gereği, TCK md. 245/1'de yer alan suçun faili veya şerikleri ile mağdur arasında belirli akrabalık ilişkilerinin bulunması durumunda bu ilişkiye sahip olan kişiye ceza verilmeyecektir.⁴³⁹ Bu fıkra göre “a) Haklarında ayrılık kararı verilmemiş eşlerden birinin, b) Üstsoy veya altsoyunun veya bu derecede kayın hısımlarından birinin veya

⁴³⁴ Erdoğan, a.g.e., 319

⁴³⁵ Apaydın, a.g.e., s. 39; Erdoğan, a.g.e., s. 310.

⁴³⁶ Erdoğan, a.g.e., s. 310; Tezcan/ Erdem/ Önok, a.g.e., s. 1177.

⁴³⁷ Meran, *Hırsızlık, Yağma, Malvarlığına Karşı Suçlar*, s.161.

⁴³⁸ Apaydın, a.g.e., s. 40.

⁴³⁹ Erdoğan, a.g.e., s. 310; Koca/ Üzülmüş, *Türk Ceza Hukuku Özel Hükümler*, s. 897.

evlat edinen veya evlâtlığın, c) Aynı konutta beraber yaşayan kardeşlerden birinin, zararına olarak işlenmesi hâlinde, ilgili akraba hakkında” cezaya hükmolunmayacaktır. Malvarlığına karşı suçlara ilişkin benzer hüküm TCK md. 167’de yer almaktadır. Ancak TCK md. 245/4’ten farklı olarak, bu maddenin ikinci fıkrasında indirim hali öngörülmüştür. Bu indirim halinin TCK 245/1 için öngörülmemiş olması ve ayrı bir inceleme ile bu akrabalık ilişkisine sahip kişiler arasında herhangi bir husumet olup olmadığı araştırılmadan ve hâkime takdir yetkisi verilmeden doğrudan ceza verilmesine yer olmadığı kararı veriliyor olması doktrinde eleştirilmektedir.⁴⁴⁰

Şahsi cezasızlık halinin oluşması için kanunda belirtilen ilişkilerin suçun işlendiği sırada mevcut olması gerekmektedir.⁴⁴¹ Bu ilişkilerin bulunması suçun oluşmasını engellemeyecektir. Ortada işlenmiş olan bir suç bulunmasına rağmen özel olarak kanunda belirtilen bu ilişkiye sahip olan kişi ceza almayacaktır.⁴⁴² Bu durum madde gerekçesinde “*şahsî cezasızlık sebebinin söz konusu olduğu durumlarda, ilgili kişinin sadece cezaî sorumluluğuna gidilemez. İşlenen fiil, suç oluşturma özelliğini devam ettirmektedir*”⁴⁴³ şeklinde belirtilmiştir. Bu halin bulunduğu durumlarda iddianamenin kabulünden önce Cumhuriyet Savcısı kovuşturmayaya yer olmadığına dair karar verebileceği gibi iddianame düzenlenip kabul edilirse hakim ceza verilmesine yer olmadığına karar verecektir.⁴⁴⁴ Ancak iştirak halinde işlenmiş bir suç ise, bu ilişkiye sahip olmayan kişiler açısından şahsi cezasızlık hali oluşmayacağı için suçtan sorumlulukları devam edecektir.⁴⁴⁵ Bu tarz bir düzenleme yapılmasındaki amaç, aile içerisinde malvarlığı değerlerinin ortak kullanıldığı bir ortam olması ve akrabalık ilişkilerini ve aileyi korumak için suç sonucu başlatılacak cezai süreçte aile içi huzurun bozulması engellemektir.⁴⁴⁶

⁴⁴⁰ Erdoğan, **a.g.e.**, s. 311; Recep Gülşen, “Malvarlığına Karşı Suçlar Açısından Akrabalık Bağının Etkisi (TCK m. 167)”, **Prof. Dr. Mehmet Emin Artuk’a ARMAĞAN**, edit. Mahmut Koca, Ankara: Seçkin Yayınları, Mayıs 2020, s. 471.

⁴⁴¹ Akbulut, **a.g.e.**, s. 306; Koç, **a.g.e.**, s. 113.

⁴⁴² Hafizoğulları/ Özen, **Topluma Karşı Suçlar**, s.465; Yargıtay 13. CD., E. 2015/16126, K. 2017/5483, T. 16.5.2017, Kazancı (E.T. 13.11.2020).

⁴⁴³ LEXPERA Hukuk Bilgi Sistemi, **Türk Ceza Kanunu- Madde Gerekçeleri**, (E.T. 13.01.2021).

⁴⁴⁴ Artuç, **a.g.e.**, s. 936; Gülşen, **a.g.e.**, s.479.

⁴⁴⁵ Akbulut, **a.g.e.**, s.321; Erdoğan, **a.g.e.**, s. 311; Koca/ Üzülmüş, **Türk Ceza Hukuku Özel Hükümler**, s. 897.

⁴⁴⁶ Artuç, **a.g.e.**, s. 922; Gülşen, **a.g.e.**, s.472; Soyaslan, **a.g.e.**, s. 688.

1. Hakkında Ayrılık Kararı Verilmemiş Eş Zararına İşlenmesi

Evlilik, Türk Medeni Kanunu'nda öngörülen şartlara uygun olarak karşılıklı ve birbirine uygun irade beyanlarıyla kurulan bir aile hukuku sözleşmesidir.⁴⁴⁷ Şahsi cezasızlık hali geçerli bir evliliğin sonucu eş olarak kabul edilen kişiler arasında TCK md. 245/1'de yer alan suçun işlenmesi halinde söz konusu olacaktır. Geçersiz evlilik, kurucu unsurlarının bulunmadığı evliliğin yokluğu ile bazı eksikliklerin olması şeklindeki evliliğin butlanı olmak üzere iki durumda ortaya çıkmaktadır.⁴⁴⁸ Dini inançlarının gereğine uygun şekilde evlenen ancak resmi nikaha sahip olmayan kişiler, nişanlı olan veya fiilen birlikte yaşayan kişiler açısından evliliğin kurucu unsurları bulunmadığından evlilik yoktur. Bu kişiler eş olarak kabul edilmedikleri için TCK md. 245/4'te düzenlenen şahsi cezasızlık halinden yararlanamayacaklardır.⁴⁴⁹ Evliliğin butlan olması halinde ise evlilik iptal edilene kadar şahsi cezasızlık halinden yararlanılabilecektir.⁴⁵⁰ Zira Türk Medeni Kanunu md. 156 gereği, batıl evlilik hâkim kararıyla iptal edilene kadar geçerli bir evliliğin tüm sonuçlarını doğuracaktır.⁴⁵¹

Eşler açısından şahsi cezasızlık halinin oluşabilmesi için bu kişiler hakkında ayrılık kararı verilmemiş olması gerekmektedir.⁴⁵² Ayrılık kararı, bu taleple açılan davalarda yahut ortak hayatın yeniden kurulma olasılığı olan boşanma davalarında (TMK md. 170) evliliğin devamını sağlamak adına bir yıldan üç yıla kadar (TMK md. 171) ortak hayata ara verilmesine dair mahkeme tarafından verilen karardır.⁴⁵³ Şahsi cezasızlık halinin oluşmasına engel olabilmesi için somut olayda mahkeme tarafından ayrılık kararının verilmiş olması gerekir. Yalnızca boşanma davasının açılmış olması yahut eşlerin fiilen ayrı yaşıyor olması yeterli değildir.⁴⁵⁴

Evliliğin suçun işlendiği sırada mevcut olması gerekir. Sonradan boşanma veya başka bir sebeple evliliğin sona ermesi yahut ayrılık kararı verilmiş olması hükmün

⁴⁴⁷ Mehmet Erdem, **Aile Hukuku**, Ankara: Seçkin Yayınları, Şubat 2019, s. 49.

⁴⁴⁸ Erdem, **a.g.e.**, s. 69.

⁴⁴⁹ Gülşen, **a.g.e.**, s.475; Koç, **a.g.e.**, s. 116.

⁴⁵⁰ Artuç, **a.g.e.**, s. 924.

⁴⁵¹ Erdem, **a.g.e.**, s. 75.

⁴⁵² Özbek/ Doğan/ Bacaksız, **Türk Ceza Hukuku Özel Hükümler**, s. 648.

⁴⁵³ Erdem, **a.g.e.**, s. 158-159.

⁴⁵⁴ Akbulut, **a.g.e.**, s. 306; Artuç, **a.g.e.**, s. 924; Erdoğan, **a.g.e.**, s. 312; Koç, **a.g.e.**, s. 115.

uygulanmasını engellemez.⁴⁵⁵ Aynı şekilde suç işlendikten sonra fail veya şerikle mağdurun evlenmesi de hükmün uygulanmasını sağlamayacaktır.⁴⁵⁶

2. Üst Soy ve Alt Soyun veya Bu Derecede Kayın Hısımlarından Biri veya Evlat Edinen veya Evlatlık Zararına İşlenmesi

Türk Medeni Kanunu'na göre biri diğerinden gelen kişiler arasında üstsoy-altsoy hısımlığı (md. 17); eşlerden biri ile diğer eşin kan hısımları arasında, evlilikle beraber doğan kayın hısımlığı (md. 18) bulunmaktadır.⁴⁵⁷ Üstsoy-altsoya anne, baba ve çocukları⁴⁵⁸; kayın hısımlarına ise eş ile kayın anne, kayın baba örnek olarak verilebilir.⁴⁵⁹ Altsoy veya üstsoyun üvey olması şahsi cezasızlık sebebinin uygulanmasına engel değildir.⁴⁶⁰ Üstsoy- altsoy ilişkisi anne bakımından ve evlilik içinde doğan veya ana rahmine düşen çocuk için baba bakımından doğumla kurulur. Ancak, evlilik içinde doğan veya ana rahmine düşen çocuklar dışında baba bakımından soybağının kurulması anne ile evlilik, tanıma veya hâkim kararıyla gerçekleşecektir.⁴⁶¹

TMK md. 18'de kayın hısımlığının, evliliğin sona ermesinden sonra da devam ettiğini belirtildiği için, şahsi cezasızlık halinin kayın hısımları için boşanmadan sonra da uygulanması gerektiği belirtilmektedir.⁴⁶² Bu düzenlemenin önemi kayın hısımları arasında kurulan evlilik, miras ve tanıklıktan kaçınma konularında kendisini göstermektedir.⁴⁶³ Kanımızca, şahsi cezasızlık sebeplerinin amacı gözetildiğinde, boşanmadan sonra kayın hısımları arasında aile düzeninin gereği olarak ortak bir hayat

⁴⁵⁵ Apaydın, **a.g.e.**, s. 69; Koç, **a.g.e.**, s. 114; “dosya kapsamına göre, suç tarihi olan 2015 yılında müşteki ... ile sanık ...'in kayden evli olmaları nedeniyle sanığın cezalandırılmayacağı gözetilmeksizin”, Yargıtay 8. C.D., E. 2018/6474, K. 2019/2170, T. 18.2.2019, Kazancı (E.T. 09.12.2020).

⁴⁵⁶ Artuç, **a.g.e.**, s. 925; Gülşen, **a.g.e.**, s.475; Meran, **Hırsızlık, Yağma, Malvarlığına Karşı Suçlar**, s.475.

⁴⁵⁷ Mehmet Ayan/ Nurşen Ayan, **Kişiler Hukuku**, Ankara: Seçkin Yayınları, Ekim 2016, s. 157; Mustafa Dural/ Tufan Ögüz, **Kişiler Hukuku**, İstanbul: Filiz Kitabevi, Ekim 2014, s.186.

⁴⁵⁸ Yargıtay 15. C.D., E. 2017/10518, K. 2020/40, T. 13.1.2020, Kazancı (E.T. 18.11.2020).

⁴⁵⁹ Soyaslan, **a.g.e.**, s. 688; Yargıtay 23. C.D. E. 2015/14883, K. 2015/7645, T. 7.12.2015, Kazancı (E.T. 18.11.2020).

⁴⁶⁰ Erdoğan, **a.g.e.**, s. 313; Gülşen, **a.g.e.**, s.475; “Müştekinin, sanığın üvey babası olması nedeniyle 5237 sayılı TCK'nın 167/1-b maddesinde öngörülen şahsi indirim sebeplerinden yararlanması yönündeki verilen kararda bir isabetsizlik görülmediğinden”, Yargıtay 2. C.D., E. 2020/10257, K. 2020/4795, T. 1.6.2020, Kazancı (E.T. 19.11.2020); aksi görüş için bkz. Özbek/ Doğan/ Bacaksız, **Türk Ceza Hukuku Özel Hükümler**, s. 648.

⁴⁶¹ Ayan, **a.g.e.**, s. 156.

⁴⁶² Apaydın, **a.g.e.**, s. 70; Artuç, **a.g.e.**, s. 927.

⁴⁶³ Dural/ Ögüz, **a.g.e.**, s. 188.

ve malvarlığı değerlerinin ortak kullanımı bulunmayacağı için boşanmadan sonra şahsi cezasızlık halinin bu kişiler açısından uygulanmaması gerekmektedir.⁴⁶⁴

TMK hükümlerine uygun olarak geçerli bir evlatlık ilişkisinin kurulmuş olması halinde, bu ilişki kaldırılana kadar evlat edinen ile evlatlık arasında işlenen TCK md. 245/1’de yer alan suç dolayısıyla bu kişilere ceza verilmeyecektir.⁴⁶⁵ Evlatlık ilişkisi TMK md. 315’e göre mahkemenin bu yönde vereceği kararla beraber kurulmuş olacaktır. Fail veya şerik ile mağdur arasında çocuk- anne/baba gibi bir ilişki bulunması veya suçun evlatları gibi büyütmiş oldukları bir kişi tarafından onu büyüten kişiler aleyhine işlenmiş olması halinde geçerli bir evlat edinme bulunmadığı için şahsi cezasızlık sebebi oluşmayacaktır.⁴⁶⁶ Suçun işlendiği sırada bu evlatlık ilişkisinin bulunuyor olması gerekir. Örneğin, failin mağduru evlat edinmek için başvuruda bulunmuş olduğu ancak henüz evlat edinmediği sırada yahut evlatlığın kaldırılmasından sonra bu suçun işlenmesi halinde şahsi cezasızlık sebebi oluşmayacaktır.⁴⁶⁷

3. Aynı Konutta Birlikte Yaşayan Kardeş Zararına İşlenmesi

Aynı kökten, anne veya babadan gelen yansoy hısımlarına kardeş denilmektedir.⁴⁶⁸ Ortak bir yaşam alanlarının bulunması sebebiyle sıkı bağları olduğu kabul edildiği için, bu şahsi cezasızlık hali aynı konutta yaşayan kardeşlere tanınmıştır.⁴⁶⁹ Aynı konutta yaşamaktan kasıt süreklilik arz edecek şekilde aynı evde oturuyor olmaktır.⁴⁷⁰ Yalnızca belli dönemler bir arada yaşayıp sonra ayrılanlar açısından süreklilik bulunmadığı için; komşu olarak yaşayanlar açısından aynı konutta yaşama olgusu bulunmadığı için bu hüküm uygulanmayacaktır. Aynı konut yalnızca aynı çatı altında yaşamayı değil aynı evde yaşamayı gerektirmektedir.⁴⁷¹ Bu sebeple

⁴⁶⁴ Gülşen, **a.g.e.**, s.476-477; aynı yönde “... boşandıktan sonra eski eşler arasında bile uygulaması olmayan TCK’nın 167/1 maddesinin eski kayınbabası hakkında uygulanmaya devam edeceğinin kabulünün Ceza Kanunun uygulanmasına, yorumlarına ve hakkaniyete aykırı olacağı anlaşıldığından”, Yargıtay 15. C.D. E. 2016/1333, K. 2016/5921, T. 07.06.2016, Kazancı (E.T. 19.11.2020).

⁴⁶⁵ Gülşen, **a.g.e.**, s.475; Meran, **Hırsızlık, Yağma, Malvarlığına Karşı Suçlar**, s.477.

⁴⁶⁶ Erdoğan, **a.g.e.**, s. 313; Gülşen, **a.g.e.**, s.475.

⁴⁶⁷ Apaydın, **a.g.e.**, s. 70; Artuç, **a.g.e.**, s. 929; Meran, **Hırsızlık, Yağma, Malvarlığına Karşı Suçlar**, s.477.

⁴⁶⁸ Akbulut, **a.g.e.**, s. 306; Dural/ Öğüz, **a.g.e.**, s. 184.

⁴⁶⁹ Soyaslan, **a.g.e.**, s. 688; Koç, **a.g.e.**, s. 117; Yargıtay 15. C.D., E. 2017/10518, K. 2020/40, T. 13.1.2020, Kazancı (E.T. 18.11.2020).

⁴⁷⁰ Erdoğan, **a.g.e.**, s. 313-314.

⁴⁷¹ Gülşen, **a.g.e.**, s.477; Meran, **Hırsızlık, Yağma, Malvarlığına Karşı Suçlar**, s.477.

aynı binada fakat ayrı evlerde yaşayan kardeşler, aynı konutta yaşıyor olarak kabul edilmeyecektir.⁴⁷² Şahsi cezasızlık halinin uygulanabilmesi için kardeşlerin suçun işlendiği sırada bir arada yaşamaları gerekmektedir.⁴⁷³

Kardeşlerin üvey olması veya öz olması ile ilgili bir ayırım yapılmadığı için, suçun üvey kardeşler arasında işlenmesi hükmün uygulanmasına engel değildir.⁴⁷⁴

B. Etkin Pişmanlık

TCK md. 245'e 06.12.2006 tarihli ve 5560 sayılı kanunla eklenen 5. fıkraya göre TCK md. 245/1'de yer alan suça, malvarlığına karşı suçlara ilişkin etkin pişmanlık hükümleri uygulanacaktır.⁴⁷⁵ Malvarlığına karşı suçlara ilişkin etkin pişmanlık hali TCK m. 168'de düzenlenmiştir. Bu maddenin TCK md. 245/1 açısından uygulanabilir olan 1., 2. ve 4. fıkraları şu şekilde düzenlenmiştir:

“(1) Hırsızlık, mala zarar verme, güveni kötüye kullanma, dolandırıcılık, hileli iflâs, taksirli iflâs suçları tamamlandıktan sonra ve fakat bu nedenle hakkında kovuşturma başlamadan önce, failin, azmettirenin veya yardım edenin bizzat pişmanlık göstererek mağdurun uğradığı zararı aynen geri verme veya tazmin suretiyle tamamen gidermesi halinde, verilecek cezanın üçte ikisine kadarı indirilir.

(2) Etkin pişmanlığın kovuşturma başladıktan sonra ve fakat hüküm verilmezden önce gösterilmesi halinde, verilecek cezanın yarısına kadarı indirilir.

(4) Kısmen geri verme veya tazmin halinde etkin pişmanlık hükümlerinin uygulanabilmesi için, ayrıca mağdurun rızası aranır.”

Bu maddeye göre pişmanlık dolayısıyla cezadan indirim yapılabilmesi için TCK md. 245/1'de yer alan suçun tamamlanmış olması, bu aşamadan hüküm verilmeye kadar geçen süre içerisinde, failin veya şeriklerin bizzat pişmanlık göstererek geri

⁴⁷² Artuç, **a.g.e.**, s. 929; Koç, **a.g.e.**, s. 117.

⁴⁷³ Tezcan/ Erdem/ Önok, **a.g.e.**, s. 951.

⁴⁷⁴ Apaydın, **a.g.e.**, s. 70; Erdoğan, **a.g.e.**, s. 313.

⁴⁷⁵ Karagülmez, **a.g.e.**, s. 302.

verme veya tazmin suretiyle mağdurun zararını gidermesi gerekir.⁴⁷⁶ İlk olarak, suçun tamamlanması gerektiği için teşebbüs veya gönüllü vazgeçme hallerinde etkin pişmanlık hükmünün uygulanması söz konusu olmayacaktır.⁴⁷⁷ Dolayısıyla başkasında ait kartın kullanılması veya kullandırılması sonucu, tipte yer alan neticenin gerçekleştiği yani zararın elde edildiği andan itibaren etkin pişmanlık söz konusu olabilecektir.

Etkin pişmanlık halinin oluşabilmesi için mağdurun zararının aynen iade veya tazmin suretiyle giderilmesi gerekmektedir.⁴⁷⁸ Zararı gidermek şüpheli veya sanığın suçu ikrar ettiği anlamına gelmemektedir. Uygulamada ve doktrinde, etkin pişmanlıktan yararlanmak için zararı tazmin eden kişinin suçu ikrar ettiği kabul edilmemektedir.⁴⁷⁹ Eğer ki zararın giderilmesi işlemi kovuşturma başlamadan önce yerine getirilirse ceza üçte ikiye kadar; kovuşturma başladıktan sonra, ancak hükümden önce yerine getirilirse ceza yarı oranına kadar indirilir.⁴⁸⁰ Burada giderilmesi gereken mağdurun uğradığı zararın tamamıdır.⁴⁸¹ Eğer zarar kısmen giderilirse bu indirimlerin yapılması için ayrıca mağdurun rızası aranacaktır.⁴⁸² Zararı giderilmesi gereken ve rıza vermesi gereken kişi kartın kullanılmasıyla malvarlığında azalma olan kişidir.⁴⁸³ Zararın tamamının giderilmek istenmesi halinde mağdurun rızası aranmayacağı için mağdur bunu kabul etmediği takdirde mahkemenin belirlediği makama yapılan iade ve tazmin suretiyle zararın giderildiğinin kabul edilmesi gerekmektedir.⁴⁸⁴

⁴⁷⁶ Ensar Baki, “*Türk Ceza Kanununda Etkin Pişmanlık*”, **Yıldırım Beyazıt Hukuk Dergisi**, S. 2, Temmuz 2016, s. 42; Mustafa Arslantürk, **Etkin Pişmanlık Vazgeçme Cezasızlık**, Ankara: Seçkin Yayınları, Ekim 2018, s. 23-24; Meran, **Hırsızlık, Yağma, Malvarlığına Karşı Suçlar**, s.482; Yıldız, **a.g.e.**, s. 212 vd.

⁴⁷⁷ Apaydın, **a.g.e.**, s. 72; Baki, **a.g.e.**, s. 47; “suça konu kredi kartı ile 08.04.2006 tarihinde nakit çekilmeye çalışıldığı ancak suçun teşebbüs aşamasında kaldığı anlaşılmakla; teşebbüs aşamasında kalan suçlarda etkin pişmanlık hükümlerinin uygulanma olanağı bulunmayıp, somut olayda da koşulları oluşmadığı halde sanıklar hakkında etkin pişmanlık hükümlerinin uygulanması”, Yargıtay 8. C.D. E. 2019/28771, K. 2020/13318, T. 15.06.2020, Kazancı (E.T. 08.01.2021).

⁴⁷⁸ Artuç, **a.g.e.**, s. 945; Koç, **a.g.e.**, s. 120.

⁴⁷⁹ Tezcan/ Erdem/ Önok, **a.g.e.**, s. 938; YCGK., E. 2017/654, K. 2017/333, T. 13.6.2017; Yargıtay 17. C.D. E. 2019/13397, K. 2020/1080, T. 21.1.2020, Kazancı (E.T. 12.01.2021).

⁴⁸⁰ Arslantürk, **a.g.e.**, s. 115-116; Karagülmez, **a.g.e.**, s. 303; Meran, **Hırsızlık, Yağma, Malvarlığına Karşı Suçlar**, s.494.

⁴⁸¹ Akbulut, **a.g.e.**, s. 307; Yasemin Baba, **Türk Ceza Kanunu'nda Etkin Pişmanlık**, İstanbul: On İki Levha Yayıncılık, Aralık 2013, s. 64.

⁴⁸² Apaydın, **a.g.e.**, s. 71.

⁴⁸³ Baba, **a.g.e.**, s. 68; Yargıtay kartın hamile teslim edilmeden önce kötüye kullanılması suretiyle yarar elde edildiği durumlarda mağdur olan bankanın rızasının aranması gerektiğini kabul etmektedir. Yargıtay 8. C.D., E. 2017/26189, K. 2019/9170, T. 1.7.2019, Kazancı (E.T. 12.01.2021).

⁴⁸⁴ Artuç, **a.g.e.**, s. 949; Yargıtay 8. C.D., E. 2019/11094, K. 2019/7624, T. 27.5.2019, Kazancı (E.T. 12.01.2021).

TCK md. 168’de yer alan etkin pişmanlık 765 sayılı TCK döneminden farklı olarak “*bizzat pişmanlık*” göstermesi belirtilerek iade ve tazmin esasından çok pişmanlık esasına dayandığı kabul edilmiştir.⁴⁸⁵ Dolayısıyla zararın giderilmesi yetmeyip sanık veya şüphelinin pişmanlık göstererek bunun sonucunda zararı gidermesi gerekmektedir.⁴⁸⁶ Bu sebeple suç sonucu mağdurun uğradığı zarar cebri icra yoluyla; kartı kullanarak çektiği parayı düşürmesi veya atması sonucu yahut aramada ele geçirilmiş olması halinde sanık veya şüpheli kendi rızasıyla zararı gidermediği için bizzat pişmanlık gösterdiğinden söz edilemeyecektir.⁴⁸⁷ Bu pişmanlığın yalnızca kişinin iç dünyasında yaşadığı üzüntü olarak kalmaması ve yapılan hareketlerle dışarıya yansıtılması gerekmektedir.⁴⁸⁸ Uygulamada pişmanlığın yalnızca failin sözlerinden değil somut olayın özellikleri ve davranışların değerlendirilmesiyle de anlaşılabilceği kabul edilmektedir.⁴⁸⁹

Etkin pişmanlık halinin oluşabilmesi için zararın bizzat giderilmesinden bahsedilse de şüpheli veya sanığın pişmanlık göstermesi ve zararı gidermeye yönelik hareketlerde bulunması halinde, olayın hal ve koşulları gereği zararın bizzat şüpheli veya sanık tarafından değil, onun yakınları yahut avukatı tarafından giderilmesi önem arz etmeyecektir.⁴⁹⁰ Zira aksi kabulde, sanık veya şüphelinin tutukluluk hali gibi zararı bizzat gideremeyecek durumda olması etkin pişmanlıktan yararlanmasına engel olacaktır.⁴⁹¹ Ancak bu durumda şüpheli veya sanığın pişman olduğunu belli eden ve zararın giderilmesine yönelik iradesini ortaya koyan hareketlerde bulunması gerekir. Örneğin Yargıtay bir kararında kendi yazdığı dilekçede zararı gidermeye yönelik iradesini ortaya koyan ve bu konuda avukatına vekalet veren kişi hakkında etkin pişmanlık hükümlerinin uygulanması gerektiğini belirtmiştir.⁴⁹² Dolayısıyla bu yönde bir irade ortaya konulduğu takdirde, sanık veya şüpheliyi temsilen üçüncü kişiler tarafından bu irade doğrultusunda zararın giderilmesi yeterli görülmelidir.⁴⁹³ Madde metninde zararın bizzat giderilmesinden bahsedildiği için iştirak halinde işlenen

⁴⁸⁵ Artuç, **a.g.e.**, s. 946; Meran, **Hırsızlık, Yağma, Malvarlığına Karşı Suçlar**, s.482.

⁴⁸⁶ Arslantürk, **a.g.e.**, s. 24; Koç, **a.g.e.**, s. 119.

⁴⁸⁷ Baki, **a.g.e.**, s. 46; Özbek/ Doğan/ Bacaksız, **Türk Ceza Hukuku Özel Hükümler**, s. 650.

⁴⁸⁸ Baba, **a.g.e.**, s. 49; Meran, **Hırsızlık, Yağma, Malvarlığına Karşı Suçlar**, s.483.

⁴⁸⁹ YCGK E. 2013/666, K. 2015/91, T. 07.04.2015, Kazancı (E.T. 08.01.2021).

⁴⁹⁰ Apaydın, **a.g.e.**, s. 73; YCGK E. 2017/120, K. 2019/135, K. 26.02.2019, Kazancı (E.T. 08.01.2021).

⁴⁹¹ Koç, **a.g.e.**, s. 119-120; Yargıtay 15. C.D., E. 2012/8740, K. 2014/2642, T. 13.2.2014, Kazancı (E.T. 08.01.2021).

⁴⁹² YCGK E. 2008/11-127, K. 2008/147, T. 27.5.2008, Kazancı (E.T. 08.01.2021).

⁴⁹³ Tezcan/ Erdem/ Önok, **a.g.e.**, s. 948.

suçlarda fail, azmettiren veya yardım edenden birinin pişmanlık göstererek zararı gidermesi durumunda, diğerlerinin bundan yararlanamaması gerekmektedir.⁴⁹⁴ Zira cezayı azaltan veya kaldıran şahsi sebep olan etkin pişmanlık, yalnızca şartlarını sağlayan kişi açısından uygulama alanı bulacaktır.⁴⁹⁵ Ancak bu durumda zararın tamamını önce gideren fail dışındaki faille ve şeriklere ne olacağı sorunu ortaya çıkmaktadır. Bu durumda ne olacağı konusunda bir görüş bu kişilerin de bir şekilde zararın giderilmesine katkıda bulunarak pişmanlıklarını göstermesi gerektiğini belirtmektedir.⁴⁹⁶ Diğer bir görüş ise bu hükmün lafzı, zararın tamamını gideren ilk kişiden sonrakilerin etkin pişmanlıktan yararlanmasını engellediği için, bu kişiler için de ayrıca pişmanlık göstergeleri bulunursa etkin pişmanlık hükmünün uygulanması gerektiğini belirtmektedir.⁴⁹⁷ Uygulamada diğerlerinin zararın giderildiği konusunda bilgisinin olduğu ve karşı çıkmadığı hallerde etkin pişmanlıktan yararlanabilecekleri kabul edilmektedir.⁴⁹⁸ Giderilmiş olan bir zarar tekrar giderilemeyeceği için tazmin şartı gözetilmeden yapılan iade ve tazmini onayladıklarını veya pişmanlıklarını göstermeleri yeterli görülerek pişmanlık esasına göre inceleme yapılması gerektiği belirtilmiştir.⁴⁹⁹ Kanımızca şeriklerden veya faillerden birinin zararı gidermesi halinde diğerlerinin etkin pişmanlık hükümlerinden yararlanamaması hakkaniyete aykırıdır. Dolayısıyla uygulamayı doğru yönde olduğu kabul edilebilir. Ancak yalnızca iade ve tazmine razı olmanın yeterli olmaması ve söz davranışlarla pişmanlığın ortaya konulması gerekir. Aksi takdirde müessesenin şartlarını yerine getiren ilk kişiden sonrakilere doğrudan uygulanabilir hale gelmesi ve anlamsız hale gelmesi söz konusu olacaktır.

⁴⁹⁴ Meran, **Hırsızlık, Yağma, Malvarlığına Karşı Suçlar**, s.483; Koç, **a.g.e.**, s. 119.

⁴⁹⁵ Baba, **a.g.e.**, s. 73; Baki, **a.g.e.**, s. 49-50.

⁴⁹⁶ Apaydın, **a.g.e.**, s. 73; Özbek/ Doğan/ Bacaksız, **Türk Ceza Hukuku Özel Hükümler**, s. 651; Yıldız, **a.g.e.**, s.215.

⁴⁹⁷ Tezcan/ Erdem/ Önok, **a.g.e.**, s. 947.

⁴⁹⁸ Yargıtay 15. C.D., E. 2012/8740, K. 2014/2642, T. 13.2.2014, Kazancı (E.T. 08.01.2021).

⁴⁹⁹ YCGK., E. 2017/654, K. 2017/333, T. 13.6.2017; Yargıtay 17. C.D., E. 2018/6724, K. 2019/8597, T. 10.6.2019, Kazancı (E.T. 08.01.2021).

V. Suçun Özel Görünüş Halleri

A. Teşebbüs

Teşebbüs, işlenmesi kastedilen suçun icrasına elverişli hareketlerle başlanması ancak elde olmayan sebeplerle neticesine ulaşılamaması halinde söz konusu olur.⁵⁰⁰ TCK md. 35'te "*Kişi, işlemeyi kastettiği bir suçu elverişli hareketlerle doğrudan doğruya icraya başlayıp da elinde olmayan nedenlerle tamamlayamaz ise teşebbüsten dolayı sorumlu tutulur*" şeklinde düzenlenmiştir. Doktrinde md. 245/1'de yer alan suçun kartın kullanılması veya kullandırılmasıyla tamamlanan ani suç olduğu ve teşebbüsün mümkün olmadığı belirtilmiştir.⁵⁰¹ Katıldığımız görüşe göre, bu suç teşebbüse elverişli bir suçtur.⁵⁰² Teşebbüsün gerçekleşmesi için icra hareketlerine başlanmış olması ancak elde olmayan sebeplerle yararın elde edilmemiş olması yani üzerinde tasarrufta bulunabilecek bir hakimiyetin sağlanamamış olması gerekir.⁵⁰³

Kartı kullanma veya kullandırmaya doğal ve zorunlu olarak bağlı hareketlere başlanmasıyla birlikte icra hareketlerine başlandığı kabul edilir.⁵⁰⁴ Ancak kartı elde etme aşamasının bu kapsamda bulunmadığını kabul etmek gerekmektedir. Zira bu aşamada kartın bu suçu işleme kastıyla ele geçirildiğini ortaya koyacak ölçüde suç tipine yakınlık söz konusu değildir. Örneğin, üzerinde sahtecilik yapmak veya sahtesini üretmek gibi yahut bilgilerinin satılması gibi başka bir suçu işleme kastıyla kartın ele geçirilmesi söz konusu olabilecektir. Dolayısıyla kartı elde etmek için yapılan hareketler hazırlık hareketleridir.⁵⁰⁵ İcra hareketlerine geçilmeden elde olmayan sebeplerle failin durdurulması ve failin kartı kullanmaya yönelik hareketlerde bulunamaması durumunda, kartı ele geçiren kişinin kastı TCK md. 245/1'de yer alan suçu işlemeye yönelikse teşebbüsün oluşabileceği; kastı bu suça yönelik değilse icra edilen eylem başka bir suçu teşkil ediyorsa bu suçun oluşacağı belirtilmektedir.⁵⁰⁶

⁵⁰⁰ Devrim Aydın, "Suça Teşebbüs", *Ankara Üniversitesi Hukuk Fakültesi Dergisi*, 2006, C. 55, S. 1, s. 87; Gözde Kazaker, *Ceza Hukukunda Elverişsiz Teşebbüs*, Doktora Tezi, Dokuz Eylül Üniversitesi Sosyal Bilimler Enstitüsü Kamu Hukuku Anabilim Dalı, İzmir, 2019, s. 11; Özocak, *a.g.e.*, s. 954.

⁵⁰¹ Hafızoğulları/ Özen, *Topluma Karşı Suçlar*, s.464.

⁵⁰² Avşar/ Öngören, *a.g.e.*, s.143; Meran, *Dolandırıcılık, Sahtecilik, Güveni Kötüye Kullanma*, s. 352; Koç, *a.g.e.*, s. 104.

⁵⁰³ Akbulut, *a.g.e.*, s. 296; Dülger, *a.g.e.*, s. 402; Soyaslan, *a.g.e.*, 686.

⁵⁰⁴ Koca/ Üzülmüş, *Türk Ceza Hukuku Özel Hükümler*, s. 898; Okuyucu Ergün, *a.g.e.*, s. 1071; Özbek/ Doğan/ Bacaksız, *Türk Ceza Hukuku Özel Hükümler*, s. 1010.

⁵⁰⁵ Akan, *a.g.e.*, s.125.

⁵⁰⁶ Apaydın, *Suç Teşebbüs*, s. 43; Karagülmez, *a.g.e.*, s. 299.

Kanımızca, fail kartı kullanmaya yönelik hareketlere başlamamışsa, failin kastının kartı kullanmaya yönelik olması önem arz etmeyecektir. Zira teşebbüs hükmünün uygulanabilir olduğu an icra hareketleriyle başlar. Kartı bir şekilde ele geçiren kişi kullanmaya yönelik hiçbir harekette bulunmamışsa teşebbüs mümkün değildir.⁵⁰⁷ Örneğin ATM'ye kurulan düzenekle kartı ele geçirmeye çalışan kişi bu aşamada yakalanmışsa yahut kartı ele geçirmiş ancak kullanmak yönünde herhangi bir harekette bulunamadan yakalanmışsa, henüz icra hareketlerinin başladığı söylenemeyeceği için TCK md. 245/1'deki suça teşebbüs mümkün olmayacaktır.⁵⁰⁸ Ancak bu aşamaya kadar icra edilen kartın ele geçirilmesi veya elde bulundurulması başka bir suç tipinde yer alan hareketle örtüşüyorsa, bu suçtan sorumluluk söz konusu olacaktır.⁵⁰⁹ Örneğin Yargıtay, ATM'ye yerleştirilen düzenek vasıtasıyla kartı ve kart bilgilerini ele geçiren kişi hakkında hırsızlık ve kişisel verilerin ele geçirilmesi suçlarını işlediğine karar vermiştir.⁵¹⁰

Kartı kullanmaya yönelik hareketler ATM'ye kartın yerleştirilmesi şeklinde veya POS makinesinde kullanılmak üzere kartın üye işyeri çalışanına uzatılması şeklinde; yararın elde edilmesine engel olan sebep ise failin bu aşamada yakalanması, elektrik kesintisi veya bilişim sistemindeki arıza sebebiyle işlemin yapılamaması şeklinde oluşabilmektedir.⁵¹¹ Kartın kullanılması internet, telefon veya posta aracılığıyla bir şeyin sipariş verilmesi ve uzaktan kart bilgileriyle ödeme yapılması şeklinde gerçekleştiğinde, icra hareketleri tamamlanmakta ve malın bedelinin işyeri hesabına geçirilmesiyle hamil zarara uğramakta ancak suç tamamlanmamaktadır. Dolayısıyla bu aşamadan sonra yarar elde edilene kadar teşebbüs mümkündür. Sipariş konusu malın teslim edilmesiyle birlikte suç tamamlanır.⁵¹² Failin teslim anında yakalanması halinde suç tamamlanmış olacaktır.⁵¹³ Bu sebeple sipariş edilen malın tesliminden önce işyerinin herhangi bir sebeple işlemi iptal edip harcanan tutarı hamile

⁵⁰⁷ Dülger, **a.g.e.**, s. 403; Erdoğan, **a.g.e.**, s. 320; Okuyucu Ergün, **a.g.e.**, s. 1071.

⁵⁰⁸ Donay, **a.g.e.**, s. 169; Koca/ Üzülmüş, **Türk Ceza Hukuku Özel Hükümler**, s. 898; Meran, **Dolandırıcılık, Sahtecilik, Güveni Kötüye Kullanma**, s. 353; aynı yönde Yargıtay 8. C.D., E. 2017/18198, K. 2019/3777, T. 18.3.2019, Kazancı (E.T. 08.01.2021).

⁵⁰⁹ Erdoğan, **a.g.e.**, s. 320

⁵¹⁰ Yargıtay 8. C.D., E. 2013/11670, K. 2014/10378, T. 24.4.2014; benzer yönde kartın ele geçirilmesinin hırsızlık suçunu oluşturduğu yönündeki kararlar için bkz. Yargıtay 2. C.D., E. 2017/5171, K. 2019/7171, T. 11.4.2019; Yargıtay 2. C.D., E. 2019/504, K. 2019/3406, T. 25.2.2019, Kazancı (E.T. 08.01.2021).

⁵¹¹ Apaydın, **a.g.e.**, s.43; Erdoğan, **a.g.e.**, s. 319; Koç, **a.g.e.**, s. 105; Soyaslan, **a.g.e.**, s. 685.

⁵¹² Okuyucu Ergün, **a.g.e.**, s. 1073; Tezcan/ Erdem/ Önok, **a.g.e.**, s. 1195; Yıldız, **a.g.e.**, s. 195 vd.

⁵¹³ Yargıtay 8. C.D., E. 2017/15649, K. 2019/2997, T. 4.3.2019, Kazancı (E.T. 08.01.2021).

iade etmesi veya bankanın bu kart kullanıldıktan sonra kartı iptal etmesi gibi sebeplerle failin malı teslim alamadığı yahut teslim almaya giderken yakalandığı olaylarda TCK md. 245/1’de yer alan suçun tamamlanmadığını kabul etmek gerekir.⁵¹⁴ Suçun tamamlanması için malın kullanılması gerekmez. Aynı şekilde kartın yüz yüze alışverişte kullanılmasında da malın teslim alındığı anda suç tamamlanmaktadır.⁵¹⁵ Failin kartı kullanarak alışveriş yaptığı mağazadan ayrılmadan yakalanması halinde suçun tamamlandığının kabul edilmesi gerekmektedir. Ancak kartın kullanıldığı sırada otorizasyon verilmediği için veya hesapta yeterli para olmadığı için yahut POS cihazındaki arıza sebebiyle ödeme yapılamaması halinde neticenin gerçekleşmediği kabul edilecektir.⁵¹⁶

Gönüllü vazgeçme halinde fail kastettiği suçu tamamlayabilecekken bunu yapmaktan kendi iradesiyle vazgeçmektedir.⁵¹⁷ TCK md. 36’da bu durum “*Fail, suçun icra hareketlerinden gönüllü vazgeçer veya kendi çabalarıyla suçun tamamlanmasını veya neticenin gerçekleşmesini önlerse, teşebbüsten dolayı cezalandırılmaz; fakat tamam olan kısım esasen bir suç oluşturduğu takdirde, sadece o suça ait ceza ile cezalandırılır*” şeklinde ifade edilmiştir. Kartı bir şekilde ele geçirip hamilin rızasına aykırı olarak kullanmak üzere ATM’ye yerleştirip şifresini girdikten sonra başka herhangi bir işlem yapmadan ayrılan kişi, yararı elde etmeden vazgeçtiği için TCK md. 245/1’de yer alan suça teşebbüsten dolayı cezalandırılmaz.⁵¹⁸

Teşebbüsün söz konusu olabilmesi için kastedilen suçun icrasına elverişli hareketlerle başlanmış olması gerekir.⁵¹⁹ Elverişlilik suçun işlendiği sırada somut olayın özelliklerine göre ve suç tipine göre belirlenecektir.⁵²⁰ Dolayısıyla her olayda yapılan hareketlerle amaçlanan yararın elde edilmesinin mümkün olup olmadığı olayın

⁵¹⁴ “suça konu kredi kartıyla yapılan işlemin, suç tarihinin ertesi günü ilgili firma tarafından iptal edilerek kredi kartından çekilen tutarın şikayetçiye iade edilmesi ve satın alınan ürünün alıcıya gönderilmemesi nedeniyle istenilen menfaatin sağlanamadığı anlaşılmakla, suçun teşebbüs aşamasında kaldığı gözetilmeden”, Yargıtay 8. C.D., E. 2018/11358, K. 2019/10541, T. 16.9.2019; Yargıtay 8. C.D. E. 2018/10314, K. 2019/2996, T. 4.3.2019, Kazancı (E.T. 08.01.2021).

⁵¹⁵ “alışverişte kullanılan kredi kartından işyeri hesabına para aktarıldıktan sonra sanığın satın aldığı altınlarla birlikte yakalandığının anlaşılması karşısında, suçun tamamlandığı gözetilmeden eylemin teşebbüs aşamasında kaldığından bahisle eksik ceza tayini”, Yargıtay 11. C.D. E. 2008/13771, K. 2008/11018, T. 03.11.2008, Kazancı (E.T. 08.01.2021).

⁵¹⁶ Koç, a.g.e., s. 105.

⁵¹⁷ Aydın, **Suçta Teşebbüs**, s.103; Demirbaş, a.g.e., 461

⁵¹⁸ Dülger, a.g.e., s. 403; Erdoğan, a.g.e., s. 319; Koç, a.g.e., s. 107; Özbek/ Doğan/ Bacaksız, **Türk Ceza Hukuku Özel Hükümler**, s. 1010.

⁵¹⁹ Aydın, a.g.e., s. 87; Kazaker, a.g.e., s. 11; Özocak, a.g.e., s. 954.

⁵²⁰ Koca/ Üzülmöz, **Türk Ceza Hukuku Genel Hükümler**, s. 430; Demirbaş, a.g.e., s. 480.

özelliklerine göre incelenmelidir.⁵²¹ Hareketin elverişsiz olduğu veya suçun konusunun yokluğu durumlarında işlenemez suç (elverişsiz teşebbüs) söz konusu olacak ve fail teşebbüsten dolayı cezalandırılmayacaktır. İşlenemez suç, kastedilen suçun konusunun bulunmaması yahut başlanılan icra hareketlerinin söz konusu suçu oluşturmaya yetersiz, elverişsiz olması halinde söz konusu olur.⁵²² Kötüye kullanılan banka kartının bağlı olduğu hesapta para olmaması veya kredi kartının limitinin aşılmış olması gibi sebeplerle yarar elde edilemediğinde, suçun konusu olan gerçek banka veya kredi kartları mevcut olduğu için konunun yokluğundan söz edilemez. Yapılan hareket suçu oluşturmaya elverişli olduğu için işlenemez suç söz konusu olmayacaktır.⁵²³ Uygulamada fail kartı kullanmaya yönelik hareketlerde bulunmuş ancak kart limiti yetmediği için yararı elde edememesi ya da kartın şifresini bilmediği için şifreyi yanlış girerek karttan para çekememesi durumlarının, TCK 245/1'e teşebbüs olarak kabul edilmektedir.⁵²⁴ Bu tür olaylarda nisbi elverişsizlik söz konusu olduğu için teşebbüs oluşmaktadır. Ancak geçerli bir kartın olmaması halinde konunun yokluğundan söz edilebilir.⁵²⁵ Örneğin ele geçirilen kartın kullanılmasından önce hamilin kart çıkaran kuruluşa yaptığı çalıntı bildirimini sebebiyle kart iptal edilmiş ve bu sebeple fail kartı kullanarak yarar elde edememişse ortada geçerli bir kart bulunmadığı için işlenemez suç söz konusu olacaktır. Bu durumda kartı kullanmaya yönelik hareketlerin tarihinin ve kartın iptal tarihinin belirlenmesi gerekir. Hareketler kartın iptalinden sonra gerçekleşiyorsa suç konusu yoktur. Önce gerçekleşiyorsa teşebbüs hükümleri uygulanabilecektir. Yargıtay da aynı yönde, teşebbüs hükümlerinin uygulanabilmesi için kartın kart çıkaran kuruluş tarafından iptal edildiği tarihin ve fail tarafından kullanma girişiminde bulunulan tarihin belirlenmesi gerektiğini, eğer bu girişim iptal tarihinden önce gerçekleşiyorsa teşebbüs hükümleri uygulanabilirken sonra gerçekleşiyorsa işlenemez suç söz konusu olacağını belirtmiştir.⁵²⁶ Örneğin, kart henüz iptal edilmemiş ancak kartın çalındığına ilişkin bildirim sonucu kartla yapılan işleme onay verilmemişse teşebbüs söz konusu olabilecektir.⁵²⁷

⁵²¹ Kazaker, **a.g.e.**, s. 165.

⁵²² Aydın, **Suçta Teşebbüs**, s.100; Kazaker, **a.g.e.**, s. 184; Özocak, **a.g.e.**, s. 95.

⁵²³ Tezcan/ Erdem/ Önok, **a.g.e.**, s. 1195; aksi görüş için bkz. Okuyucu Ergün, **a.g.e.**, s. 1073.

⁵²⁴ Yargıtay 11. CD., E. 2006/5949, K. 2007/1, T. 9.1.2007; 11. CD., E. 2007/5251, K. 2010/2624, T. 10.3.2010, Kazancı (E.T. 18.11.2020)

⁵²⁵ Yıldız, **a.g.e.**, s. 222; aynı yönde Yargıtay kararı için bkz. Yargıtay 8. C.D. E. 2013/19446, K. 2014/11361, T. 05.05.2014, Kazancı (E.T. 19.01.2021).

⁵²⁶ Yargıtay 15. C.D., E. 2015/14323, K. 2015/31909, T. 7.12.2015 Kazancı (E.T. 19.01.2021).

⁵²⁷ Yargıtay 8. C.D. E. 2017/15234, K. 2019/6568, T. 9.5.2019, Kazancı (E.T. 19.01.2021).

TCK md. 35/2 gereği, teşebbüs halinde verilecek cezaya, meydana gelen tehlikenin ağırlığına göre dörtte birden dörtte üç oranına kadar indirim uygulanacaktır.

B. İştirak

Birden fazla kişinin iştirak iradesiyle, karar verilen suçun işlenmesine nedensel katkıda bulunan hareketlerle, iş birliği içinde suç işlemesine iştirak denilmektedir.⁵²⁸ Suça iştirak TCK md. 37, 38 ve 39'da faillik, azmettirme ve yardım etme başlıkları altında düzenlenmiştir. İlk olarak TCK md. 245/1'de yer alan suçun birlikte failler tarafından işlenmesi mümkündür. Birlikte faillik, suç işlemeye yönelik ortak kararın bulunduğu ve bu karar doğrultusunda faillerin suçun işlenmesi için zorunlu ve önemli hareketlerle suçun icrasına katkıda bulunduğu hallerde söz konusu olacaktır.⁵²⁹ Kartın ele geçirilmesi ile kullanılması aşamaları, alınan suç işleme kararına bağlı şekilde kısımlara bölünerek iş bölümü içerisinde ve farklı zamanlarda gerçekleştirilebilecektir.⁵³⁰ Burada önemli olan birlikte suç işleme kararının bulunması ve kartın kullanılmasıyla yarar elde etme fiili üzerinde müşterek hakimiyet sağlanmasıdır.⁵³¹ Örneğin, birlikte suç işleme kararıyla hareket eden kişiler kartı ele geçirir ve birlikte bankamatiğe gidip para çekerek yarar elde ederse müşterek faillik söz konusudur.⁵³² Kartın ele geçirilmesi ayrı bir suç teşkil ediyorsa bu suç açısından da birlikte faillik şartlarının ayrıca oluşup oluşmadığı incelenmelidir. Bu suça yönelik ortak suç işleme kararı yoksa veya kartı kullanan kişinin ele geçirme aşamasındaki hareketlerin icrasında bir hakimiyeti bulunmuyorsa, bu suç açısından müşterek faillik söz konusu olmayacaktır.⁵³³ Kartı ele geçiren kişi yalnızca ele geçirmeye yönelik suçun işleme kastıyla hareket ediyor ve kartın kullanılması yönünde bir iradesi bulunmuyorsa birlikte suç işleme kararının bulunmadığı kabul edilmelidir. Birlikte suç işleme kararının bulunması için faillerin aynı amacı gerçekleştirmek için hareket ediyor olması gerekmektedir.⁵³⁴

⁵²⁸ Özbek/ Doğan/ Bacaksız, **Türk Ceza Hukuku Genel Hükümler**, s. 520-521.

⁵²⁹ Demirbaş, **a.g.e.**, 521-522; Koca/ Üzülmüş, **Türk Ceza Hukuku Genel Hükümler**, s. 455.

⁵³⁰ Erdoğan, **a.g.e.**, s. 321.

⁵³¹ Apaydın, **a.g.e.**, s. 46; Dülger, **a.g.e.**, s. 409; Koç, **a.g.e.**, s. 103.

⁵³² Akbulut, **a.g.e.**, s.297; Yargıtay 15. C.D., E. 2019/3014, K. 2019/4818, T. 6.5.2019, Kazancı (E.T. 19.01.2021).

⁵³³ Dülger, **a.g.e.**, s. 409; Erdoğan, **a.g.e.**, s. 321; Okuyucu Ergün, **a.g.e.**, s. 1070.

⁵³⁴ Koca/ Üzülmüş, **Türk Ceza Hukuku Genel Hükümler**, s. 456.

Kartı ele geçiren kişi bunu bir başkasına sattığı veya devrettiği durumda, kartın veya üzerindeki bilgilerin satıldığı kişi tarafından kullanılması ve yarar elde edilmesinin, kartın kullandırılması olarak kabul edilip edilmeyeceği konusunda iştirak veya dolaylı faillik şartlarının sağlanıp sağlanmadığının incelenmesi gerekir.⁵³⁵ Dolaylı faillik TCK md. 37/2’de “*Suçun işlenmesinde bir başkasını araç olarak kullanan kişi de fail olarak sorumlu tutulur. Kusur yeteneği olmayanları suçun işlenmesinde araç olarak kullanan kişinin cezası, üçte birden yarısına kadar artırılır*” şeklinde düzenlenmiştir. Kişinin araç olarak kullanılması kusur yeteneğinin olmamasından yahut tehdit, cebir, hile ile irade yeteneğinin etkilenmesi veya kaldırılmasından faydalanılması şeklinde gerçekleşebilmektedir.⁵³⁶ Kartı ele geçiren kişinin, bunu bilmeyen bir başkasına kartı kullandırması halinde dolaylı faillik söz konusu olacağı belirtilmektedir.⁵³⁷ Doktrinde bir görüşe göre kartı kullandıran kişi, bir başkasını kartı kullanması yönünde azmettirmişse veya bir başkasını araç olarak kullanarak kartı kullandırmışsa, madde metninde geçen “*kullandırarak*” ifadesi gereği fail olarak sorumlu olacaktır.⁵³⁸ Katıldığımız görüşe göre, bu tür olaylarda kartı kullandıran kişinin doğrudan fail olduğunu kabul etmek gerekmektedir. Zira suç tipinde birini araç olarak kullanarak kartın kullandırılması açıkça gösterilmiştir. Dolayısıyla bu hareketin yapılması suçun doğrudan işlenmesidir.⁵³⁹ Bu açıklamalar dışında TCK m. 245 iştirak açısından bir özellik taşımadığı için genel hükümler uygulanacaktır.⁵⁴⁰

⁵³⁵ Akbulut, **a.g.e.**, s.289; Günarslan, **a.g.e.**, s. 74; Koca/ Üzülmmez, **Türk Ceza Hukuku Özel Hükümler**, s. 895-896; Tezcan/ Erdem/ Önok, **a.g.e.**, s. 1185; karşı görüş, başkasına ait kartı bir şekilde ele geçiren kişinin üçüncü bir kişiye bunu satması veya karşılıksız vermesi halinde, kartı kullandırmış olacağı için TCK md. 245/1’de yer alan suçun oluşacağını savunmaktadır. Örneğin kartı rızayla alıp haksız yarar elde etmesi için başkasına satan veya veren kişi bu suçu işlemiş olacaktır. Bu kartı kullanan kişi de yine başkasına ait kartı kullanarak haksız yarar elde ettiğinden bu suçu işlemektedir. Bu kişi kart üzerinde yazan isim dolayısıyla kartın başkasına ait olduğunun ve kartı haksız kullandığının bilincinde olacaktır. Dülger, **a.g.e.**, s. 373-374; Karagülmez, **a.g.e.**, s.299.

⁵³⁶ Özbek/ Doğan/ Bacaksız, **Türk Ceza Hukuku Genel Hükümler**, s. 518-519; Özgenç, **a.g.e.**, s. 568.

⁵³⁷ Dülger, **a.g.e.**, s. 408; Erdoğan, **a.g.e.**, s. 321; Özbek/ Doğan/ Bacaksız, **Türk Ceza Hukuku Özel Hükümler**, s. 1011; Soyaslan, **a.g.e.**, s. 686.

⁵³⁸ Koca/ Üzülmmez, **Türk Ceza Hukuku Özel Hükümler**, s. 894; Tezcan/ Erdem/ Önok, **a.g.e.**, s. 1204-1205.

⁵³⁹ Günarslan, **a.g.e.**, s. 113.

⁵⁴⁰ Erdoğan, **a.g.e.**, s. 320; Koç, **a.g.e.**, s. 103; Okuyucu Ergün, **a.g.e.**, s. 1073; Soyaslan, **a.g.e.**, s. 686.

C. İçtima

Birden fazla suçun işlendiği ancak bunlardan biri üzerinden faile ceza verildiği durumlarda, suçların içtimaı söz konusudur.⁵⁴¹ Suçların içtimaı, TCK md. 42 ile 44 arasında düzenlenmiştir. İlk olarak bileşik suç, TCK md. 42’de “*biri diğerinin unsurunu veya ağırlaştırıcı nedenini oluşturması dolayısıyla tek fiil sayılan suç*” olarak tanımlanmıştır. Banka veya kredi kartının hırsızlık, dolandırıcılık, yağma, güveni kötüye kullanma, suç eşyasının satın alınması veya kabul edilmesi gibi başka bir suçun işlenmesi yoluyla ele geçirildiği durumlarda, kartın ele geçirilmesi için işlenen suçla bu kartın kullanılması suretiyle işlenen suçun tek fiil sayılmasını gerektiren bir bileşik suç ilişkisinin bulunup bulunmadığının belirlenmesi gerekmektedir.⁵⁴² Doktrinde baskın bir şekilde bileşik suç ilişkisinin bulunmadığı kabul edilmektedir.⁵⁴³ Bileşik suçta, görünüşte uygulanabilir birden fazla norm söz konusu iken, bir norm diğeri tarafından tüketilerek suçun unsuru veya ağır halini oluşturarak bağımsızlığını yitirmekte ve bu sayede tüketen norm uygulanabilir tek norm konumuna gelmektedir.⁵⁴⁴ Bu durumun oluşması için kanunilik ilkesinin bir gereği olarak, unsur veya ağırlaştırıcı hali oluşturan düzenlemenin açıkça yapılması gerekmektedir.⁵⁴⁵ “*Ele geçirme*” veya “*elde bulundurma*” ifadeleri başka bir suç, bu suçun unsuru veya nitelikli hali olarak öngörececek bir açıklığa ve belirliliğe sahip değildir.⁵⁴⁶ Kartın ele geçirilmesinin unsur olmadığı, bu kısmın hazırlık hareketleri içerisinde yer almasından da anlaşılmaktadır.⁵⁴⁷ TCK md. 245/1’de kartın ele geçirilme yöntemi “*her ne suretle olursa olsun*” şeklinde tanımlanarak hukuka uygun olarak kartın elde edilmesi veya suç işlenmesi yoluyla ele geçirilmesinin suçun oluşması açısından önemli olmadığı vurgulanmaktadır.⁵⁴⁸ Bu sebeple, TCK md. 245/1’de yer alan suçun bileşik suç olarak düzenlenmediğinin kabul edilmesi ve kartın ele geçirilmesi sırasında işlenen suçtan ayrıca ceza verilmesi gerekir.

⁵⁴¹ Koca/ Üzülmüş, **Türk Ceza Hukuku Genel Hükümler**, s. 509.

⁵⁴² Günarslan, **a.g.e.**, s. 126.

⁵⁴³ Apaydın, **a.g.e.**, s. 47; Koç, **a.g.e.**, s. 113; Okuyucu Ergün, **a.g.e.**, s. 1070; Taner, **a.g.e.**, s. 80.

⁵⁴⁴ Kayıhan İçel, “Görünüşte Birleşme (İçtima) İlkeleri ve Yeni Türk Ceza Kanunu”, **İstanbul Ticaret Üniversitesi Sosyal Bilimler Dergisi**, Yıl 7, S. 14, Güz 2008, s. 44.

⁵⁴⁵ Demirbaş, **a.g.e.**, s. 556.

⁵⁴⁶ Apaydın, **a.g.e.**, s. 47; Erdoğan, **a.g.e.**, s. 326; Taner, **a.g.e.**, s. 79.

⁵⁴⁷ Artuk/ Gökçen/ Yenidünya, **a.g.e.**, s. 872; Yıldız, **a.g.e.**, s. 227.

⁵⁴⁸ Dülger, **a.g.e.**, s. 423.

İçtima türlerinden ikincisi olan zincirleme suç, TCK md. 43/1 gereği bir suç işleme kararının icrası kapsamında, değişik zamanlarda bir kişiye karşı aynı suçun birden fazla işlenmesi halinde oluşur. TCK md. 245/1’de yer alan suçun da bu hüküm uyarınca zincirleme olarak işlenmesi mümkündür.⁵⁴⁹ Bu suçun zincirleme olarak işlenip işlenmediğinin tespitinde mağdurun kim olduğu önem kazanmaktadır. Yargıtay’ın, kart sayısının suç oluşacağını ve birden fazla kartın kullanılması halinde birden fazla suç oluştuğunu;⁵⁵⁰ aynı kişinin farklı bankalara ait kartlarının kullanıldığı durumlarda zincirleme suç oluşmayacağını ve banka sayısının suç oluşacağını⁵⁵¹ kabul ettiği kararları vardır. Doktrinde bu kararlar kart çıkaran kuruluşun değil, kart hamilinin mağdur kabul edilmesi gerektiği ve buna göre zincirleme şekilde işlenip işlenmediğinin tespitinin yapılması gerektiği yönünde eleştirilmiştir.⁵⁵² Daha sonra Yargıtay Ceza Genel Kurulu’nun 18.10.2011 tarihinde verdiği kararda, TCK md. 245/1’de mağdurun malvarlığında azalma meydana gelen kart hamili olduğu, dolayısıyla birden fazla kart çıkaran kuruluşa ait olan kart sayısının suç oluşmayacağı, aynı kişiye ait farklı banka veya kredi kartlarının değişik zamanlarda kullanılması durumunda zincirleme suç hükmünün uygulanacağı kabul edilmiştir.⁵⁵³ Ancak Yargıtay, bu karardan sonra da kartın hamile teslim edilmeden önce kötüye kullanılması suretiyle yarar sağlandığı durumlarda, bankanın mağdur olduğu⁵⁵⁴ ve farklı zamanlarda kullanıldığı takdirde zincirleme suç hükmünün uygulanması gerektiği⁵⁵⁵ yönünde karar vermektedir. Yine kartın tesliminden önce işlenen suçlarda, etkin pişmanlık hükmünün uygulanması için mağdur olan bankanın rızasının aranması gerektiği belirtilmektedir.⁵⁵⁶ Bu kabulün sonucu olarak aynı bankanın düzenlediği iki veya daha fazla kartın, adına kart düzenlenen kişiye teslim edilmesinden önce, değişik zamanlarda kullanılması suretiyle yarar sağlandığında zincirleme suç hükümleri uygulama alanı bulabilecektir. Ancak suç, kartın tesliminden sonra işlenmişse, kart

⁵⁴⁹ Artuk/ Gökçen/ Yenidünya, **a.g.e.**, s. 871; Dülger, **a.g.e.**, s. 413; Tezcan/ Erdem/ Önok, **a.g.e.**, s. 1196.

⁵⁵⁰ Yargıtay 11. C.D. E. 2007/7255, K. 2007/7837, T. 12.11.2007, Kazancı (E.T. 19.11.2020).

⁵⁵¹ Yargıtay 11. CD. E. 2009/22925, K. 2010/11207, T. 14.10.2010, Kazancı (E.T. 19.11.2020).

⁵⁵² Koca/ Üzülmüş, **Türk Ceza Hukuku Genel Hükümler**, s. 902; Dülger, **a.g.e.**, s. 415; Özbek / Doğan / Bacaksız, **Türk Ceza Hukuku Özel Hükümler**, s. 1011; Tezcan/ Erdem/ Önok, **a.g.e.**, s.1197; Yıldız, **a.g.e.**, s. 286.

⁵⁵³ YCGK. E.2011/6-166, K. 2011/213, T. 18.10.2011, Kazancı (E.T. 19.11.2020)

⁵⁵⁴ Yargıtay 8. C.D., E. 2019/13612, K. 2019/14043, T. 2.12.2019; Yargıtay 8. C.D., E. 2016/2868, K. 2016/6401, T. 11.5.2016; Yargıtay 8. C.D. E. 2015/14822, K. 2016/441, T. 18.01.2016, Kazancı (E.T. 12.01.2021).

⁵⁵⁵ Yargıtay 8. C.D. E. 2015/12474, K. 2015/25493, T. 9.12.2015, Kazancı (E.T. 12.01.2021).

⁵⁵⁶ Yargıtay 8. C.D., E. 2017/26189, K. 2019/9170, T. 1.7.2019, Kazancı (E.T. 12.01.2021).

hamili mağdur kabul edilerek, buna göre zincirleme suç hükümleri uygulanmaktadır.⁵⁵⁷

Kanımızca, bu suçun mağduru genelde kart hamilidir. Ancak kart hamile teslim edilmemiş ve kart numarasının bildirilmemiş olduğu aşamada kart hamilinin, karta yönelik sorumluluğu henüz doğmadığı için malvarlığında azalma olan kart çıkaran kuruluş mağdur olarak kabul edilecektir.⁵⁵⁸ Kart hamilinin malvarlığında azalma olduğunda, tek bir hamilin banka veya kredi kartının veya kartlarının, bir suç işleme kararının icrası kapsamında değişik zamanlarda kullanılması veya kullandırılması yoluyla yarar elde edilmesi halinde TCK md. 245/1’de yer alan suç zincirleme olarak işlenmektedir.⁵⁵⁹ Aynı hamilin birden fazla kartının kullanılıyor olması veya bu kartların farklı kuruluşlar tarafından çıkarılmış olması suçun aynı kişiye karşı işlendiği gerçeğini değiştirmeyecektir.⁵⁶⁰ Ancak, birden fazla hamilin kartı kullanılıyorsa hamil sayısı kadar suç oluşacaktır.⁵⁶¹ Buna karşılık bankanın zarara uğradığı durumlarda aynı bankaya karşı değişik zamanlarda bu suçun işlenip işlenmediği incelenerek karar verilecektir. Aynı bankaya ait birden fazla kartın farklı hamillere ait olması önem arz etmeyecektir.⁵⁶² Birden fazla bankaya ait banka veya kredi kartları kötüye kullanıldığında ise banka sayısınca suç oluşacaktır.⁵⁶³

Zincirleme suçun oluşabilmesi için aynı kişiye karşı işlenen birden fazla suçun değişik zamanlarda işlenmesi gerekmektedir.⁵⁶⁴ Değişik zamanlarda işlenen suçlardan bir kısmının veya tamamının teşebbüs aşamasında kalması halinde yine aynı suçun birden fazla işlendiği kabul edilir.⁵⁶⁵ Kartın değişik zamanlarda kullanılıp kullanılmadığının banka kayıtlarından tespit edilmesi gerekmektedir.⁵⁶⁶ Kart değişik zamanlarda kullanılmamışsa zincirleme suç oluşmayacaktır.⁵⁶⁷ Çok kısa aralıklarla, art arda kartın kullanılması halinde ortada tek bir fiilin bulunduğunu kabul etmek

⁵⁵⁷ ”, Yargıtay 8. C.D., E. 2014/38107, K. 2015/ 690, T. 12.01.2015; YCGK., E. 2017/1139 K. 2020/128 T. 25.2.2020, Kazancı (E.T. 24.05.2021).

⁵⁵⁸ Yargıtay 8. C.D., E. 2019/13612, K. 2019/14043, T. 2.12.2019, Kazancı (E.T. 19.11.2020).

⁵⁵⁹ Akbulut, **a.g.e.**, s. 297; Dülger, **a.g.e.**, s. 413; Koca/ Üzülmmez, **Türk Ceza Hukuku Özel Hükümler**, s. 903; Tezcan/ Erdem/ Önok, **a.g.e.**, s. 1196.

⁵⁶⁰ Özbek / Doğan / Bacaksız, **Türk Ceza Hukuku Özel Hükümler**, s. 1011; Tezcan/ Erdem/ Önok, **a.g.e.**, s. 1197; aksi görüş için bkz. Erdoğan, **a.g.e.**, s. 322.

⁵⁶¹ Dülger, **a.g.e.**, s. 413; Özbek / Doğan / Bacaksız, **Türk Ceza Hukuku Özel Hükümler**, s. 1011.

⁵⁶² Karşı görüş için bkz. Erdoğan, **a.g.e.**, s. 322.

⁵⁶³ Koç, **a.g.e.**, s. 112.

⁵⁶⁴ Demirbaş, **a.g.e.**, s.561.

⁵⁶⁵ Apaydın, **a.g.e.**, s. 52-53.

⁵⁶⁶ Yargıtay 8. C.D. E. 2019/12222, K. 2019/11844, T. 7.10.2019, Kazancı (E.T. 12.01.2021).

⁵⁶⁷ Yargıtay 8. C.D. E. 2017/19011, K. 2018/876, T. 01.02.2018, Kazancı (E.T. 19.11.2020).

gerekir.⁵⁶⁸ Bu durumda zincirleme suç hükümleri uygulanamamakta ise de temel ceza belirlenirken yapılan işlem sayısı göz önünde bulundurulacaktır.⁵⁶⁹ Aynı yönde Yargıtay, üç ve yedi dakika gibi çok kısa süre içinde kartın kullanılmasıyla ATM'den para çekilen olaylarda, birden fazla kullanım olmasına rağmen hukuki anlamda tek bir fiil olduğunu ve tek bir suç oluştuğunu kabul etmektedir.⁵⁷⁰ Zira bu tür olaylarda hareket zamansal ve mekânsal anlamda tektir. Aynı hesaptan tek seferde belli bir miktar para çekmek veya harcama yapmakla bu işlemi tek seferde değil iki seferde yapmak hukuken tek hareket kabul edilmelidir. Ancak kart, failin ilk kullandığı yerden ayrılıp farklı bir yerde araya zaman girdikten sonra kullanması şeklinde yahut aynı yerde bir gün arayla kartı kullanmak gibi kastın yenilenmesini sağlayacak ve suçları birbirinden bağımsız kılacak bir sürenin sonunda kullanılıyorsa artık değişik zamanlarda kullanıldığını kabul etmek gerekmektedir. Aynı mağdura ait birden fazla kartın kısa süre içinde peş peşe kullanılması halinde de tek bir fiilden söz edilemeyecektir.⁵⁷¹ Zira bu durumda farklı banka veya kredi kartlarının, farklı şifrelerle kullanılması suretiyle farklı hesaplardan harcama yapılması veya para çekilmesi şeklindeki hareket hukuken tek kabul edilmeyecektir.⁵⁷² Aynı şekilde farklı mağdurlara ait kartların, art arda ve kısa süre içinde kullanılması halinde zamansal ve mekânsal teklik olsa dahi, farklı hesaplara yönelik farklı hareketler bulunduğu için tek bir fiille birden fazla kişiye karşı aynı suçun işlendiği söylenemeyecek ve TCK md. 43/2'nin uygulama alanı bulunmadığı kabul edilecektir.⁵⁷³

Değişik zamanlarda aynı kişiye karşı TCK md. 245/1'de yer alan suçun işlenmesi halinde zincirleme suç hükümlerinin uygulanabilmesi için failin aynı suç işleme kararıyla hareket etmesi gerekir. Aynı suç işleme kararı, kasttan önce gelen ve suçun tüm ayrıntılarını kapsamasa da failin, genel itibariyle suçu değişik zamanlarda kısımlara bölerek işlemeyi tasavvur ettiği ve ayrı birer kastın ürünü olsa da hareketleri arasındaki sübjektif bağı sağlayan genel bir niyetidir.⁵⁷⁴ Fail eline geçen fırsatları değerlendirerek değişik zamanlarda aynı suçu işliyorsa yahut icra ettiği suçlar arasında uzun bir zaman aralığı varsa aynı suç işleme kararının bulunmadığı kabul

⁵⁶⁸ Okuyucu Ergün, **a.g.e.**, s. 1075- 1076.

⁵⁶⁹ Yargıtay 8. C.D. E. 2017/15234, K. 2019/6568, T. 9.5.2019, Kazancı (E.T. 08.01.2021).

⁵⁷⁰ Yargıtay 17. C.D., E. 2018/2552, K. 2019/4905, T. 8.4.2019; Yargıtay 8. C.D., E 2013/18421, K. 2014/11363, T.05.05.2014, Kazancı (E.T. 12.01.2021).

⁵⁷¹ Yargıtay 8. C.D., E. 2017/25830, K. 2019/9052, T. 27.6.2019, Kazancı (E.T. 12.01.2021).

⁵⁷² Erdoğan, **a.g.e.**, s. 322; Günarslan, **a.g.e.**, s. 124.

⁵⁷³ Apaydın, **a.g.e.**, s. 53; Doğan, **a.g.e.**, s. 313; Erdoğan, **a.g.e.**, s. 322.

⁵⁷⁴ Demirbaş, **a.g.e.**, 461; Koca/ Üzülmüş, **Türk Ceza Hukuku Özel Hükümler**, s. 531-532.

edilmektedir.⁵⁷⁵ Bu durumda fail bir şekilde ele geçirdiği kartı, rastlantısal olarak ve imkan buldukça çeşitli şekillerde kullanırken aynı suç işleme kararını bulunmadığını; önceden belirli bir çerçevede kullanacağına karar verdiğini gösteren periyodik ve benzer yönde kullanımlar halinde ise aynı suç işleme kararının bulunduğunu kabul etmek gerekmektedir. Örneğin, Yargıtay birer gün arayla başkasına ait banka kartını kullanarak para çeken kişinin fiilleri arasında zincirleme suç ilişkisi bulunduğunu belirtmiştir.⁵⁷⁶

İçtima türlerinden üçüncüsü olan fikri içtima, TCK md. 44'te işlenen tek fiil ile birden fazla suç tipinin oluşması olarak tanımlanmıştır. Kartın ele geçirilmesinin ayrı bir suç teşkil ettiği olaylarda bu suç ile TCK md. 245/1'de yer alan suç arasında bileşik suç ilişkisi bulunmadığı belirtilmişti. Doktrinde bir görüş, ele geçirmenin ayrı bir suçu oluşturduğu olaylarda, bu suçla TCK md. 245/1 arasında bileşik suç ilişkisi değil, fikri içtima ilişkisi bulunduğunu belirtmektedir.⁵⁷⁷ Öncelikle, tek fiille birden fazla suçun oluşup oluşmadığının incelenebilmesi için tek fiilden ne anlaşılması gerektiği belirlenmelidir. Tek fiilin tespitinde, bir görüş neticeye üstünlük vererek tek bir suçtan ceza verilebilmesi için neticenin, yani dış dünyada meydana gelen değişikliğin tek olması gerektiğini belirtmektedir.⁵⁷⁸ Bu durumda, tek hareketle gerçekleştirilmiş olsa dahi dış dünyada meydana gelen değişiklik birden fazla olduğu takdirde birden fazla suç işlendiği kabul edilecek ve fikri içtima hükmü uygulanmayacaktır. Katıldığımız diğer görüş harekete üstünlük vererek hareketin hukuki anlamda tek olmasının fiilin tekliği için yeterli olduğunu kabul etmektedir.⁵⁷⁹ İşlenmiş olan herhangi bir suçla ele geçirilen kartın kötüye kullanıldığı hallerde, hareket unsurları örtüşmediği için tek hareketle birden fazla suçun işlenmesi söz konusu değildir.⁵⁸⁰ TCK md. 245/1'de yer alan suçun icra hareketleri kartı kullanmaya yönelik hareketlerle başlarken, kartın ele geçirilmesine yönelik suç bundan öncesinde meydana gelen hareketlerle işlenmektedir. Dolayısıyla fail suç işleyerek kartı ele geçirip bu kartı kullanarak TCK md. 245/1'de yer alan suçu işlediğinde birden fazla hareket ve netice bulunduğu için harekete veya neticeye üstünlük veren her iki görüş açısından da fikri içtima

⁵⁷⁵ Özbek / Doğan / Bacaksız, **Türk Ceza Hukuku Genel Hükümler**, s. 551.

⁵⁷⁶ Yargıtay 8. C.D., E. 2017/25830, K. 2019/9052, T. 27.6.2019, Kazancı (E.T. 25.05.2021).

⁵⁷⁷ Karagülmez, **a.g.e.**, s. 296.

⁵⁷⁸ Dönmezer/ Erman, **a.g.e.**, s. 683 vd.

⁵⁷⁹ Demirbaş, **a.g.e.**, s. 565-566; Özbek / Doğan / Bacaksız, **Türk Ceza Hukuku Genel Hükümler**, s. 561-562.

⁵⁸⁰ Dülger, **a.g.e.**, s. 424; Günarslan, **a.g.e.**, s. 126.

bulunmadığının kabul edilmesi gerekmektedir. Her ne kadar gerçek içtima yaptırım açısından orantısız sonuçlar doğurabilecekse de suçun düzenleniş şekli ile ulaşılması gereken sonuç budur. Yargıtay da aynı yönde madde metninde geçen “*her ne surette olursa olsun*” ifadesinin yalnızca hukuka uygun yollarla kartın elde edilmesi hallerini kapsadığı ve hırsızlık, dolandırıcılık, yağma gibi kart ele geçirilirken işlenen suçlar ile TCK md. 245/1 arasında bileşik suç ilişkisi olmayıp gerçek içtima bulunduğunu belirtmiştir.⁵⁸¹ Karar doğru sonuca ulaşmış olsa da gerekçe olarak suç tipindeki hareketlerin yalnızca hukuka uygun yollarla kartın elde edilmesini kapsadığı kabulünü eleştirmek gerekir. Zira maddede bu anlama yol açacak bir ifade bulunmamaktadır. Asıl mesele maddede, kartın hukuka uygun veya aykırı olarak elde edilmesini hareket unsuruna dahil edecek açıklıkta bir ifadenin bulunmamasıdır. Bu sebeple “*her ne suretle olursa olsun*” şeklindeki ifadenin, hukuka uygun olarak kartın elde edilmesi veya suç işlenmesi yoluyla ele geçirilmesinin suçun oluşması açısından önemli olmadığını vurgulamak amacıyla düzenlendiği kabul edilmektedir.⁵⁸² Sonuç olarak, kartın ele geçirilmesi ayrı bir suç teşkil ettiğinde, bu suçlar arasında gerçek içtima ilişkisi bulunduğu için hem bu suçtan hem TCK md. 245’ten ayrı ayrı ceza verilmesi gerekmektedir.⁵⁸³

Kartın ele geçirilmesinde en fazla kullanılan yollardan biri hırsızlıktır. Hırsızlık suçu TCK md. 141’de “*zilyedinin rızası olmadan başkasına ait taşınır bir malı, kendisine veya başkasına bir yarar sağlamak maksadıyla bulunduğu yerden alan kimseye bir yıldan üç yıla kadar hapis cezası verilir*” şeklinde düzenlenmiştir. TCK md. 245/1’de yer alan suç bileşik suç kabul edilmediği için bu yolla kartın ele geçirilmesi halinde ayrıca bu suçtan da ceza verilmesi gerekecektir. Ancak burada kartın mal olarak kabul edilip edilmeyeceğinin tartışılması gerekir. Bir görüşe göre, kartın hesapta bulunan parayı değer olarak kendinde taşımadığının kabulü gerekir. Esas olan hesaptaki para veya bankanın sağladığı kredi iken kart buna erişimi sağlayan bir araçtır. Bu anlamda ekonomik değeri bulunmayan banka veya kredi kartları mal olarak kabul edilemeyeceği için kartın zilyedin rızasına aykırı olarak alınması ile

⁵⁸¹ YCGK. E. 2010/11-17, K. 2010/65, T. 30.3.2010; aynı yönde YCGK E. 2017/754, K. 2019/659, T. 14.11. 2019, Kazancı (E.T. 16.11.2020).

⁵⁸² Dülger, **a.g.e.**, s. 423; Özbek / Doğan / Bacaksız, **Türk Ceza Hukuku Özel Hükümler**, s. 1012.

⁵⁸³ Akbulut, **a.g.e.**, s. 301; Apaydın, **a.g.e.**, s. 47; Esen, **a.g.e.**, s. 644; Koca/ Üzülmüş, **Türk Ceza Hukuku Genel Hükümler**, s. 901; Özbek, **a.g.e.**, s. 1043; Taner, **a.g.e.**, s. 80; Taşdemir, **a.g.e.**, s. 326; Yılmaz, **a.g.e.**, s. 272-273; aynı yönde YCGK. E. 2018\12, K. 2018\160, T. 10.04.2018; Yargıtay 2. C.D., E. 2018/1984, K. 2019/7470, T. 17.4.2019, Yargıtay 15. C.D. E. 2018/114, K. 2019/7844, T. 11.7.2019, Kazancı (E.T. 21.11.2020).

hırsızlık suçu oluşmayacaktır.⁵⁸⁴ Diğer bir görüşe göre kartın mal olarak kabul edilmesi gerekir ancak değeri temsil ettiği hesaptaki para ya da limiti itibarıyla bankanın kredi olarak sunduğu paraya göre belirlenemeyeceğinden değer azlığı sebebiyle indirim (TCK md. 145) uygulanmalıdır.⁵⁸⁵ Katıldığımız görüşe göre, kartın üretilmesinde kullanılan malzeme ve üzerine işlenen dijital veriler dolayısıyla bir ekonomik değeri olduğu için mal olarak kabul edilmesi gerekir.⁵⁸⁶ Kartın değerinin ne olduğu hamilin kart çıkarmak için yaptığı masraflara göre değil kart çıkaran kuruluşun kartı üretmek için yaptığı masraflara göre belirlenerek değerinin az olup olmadığı tespit edilmeli ve suçun işleniş şekline göre indirim yapılması veya yapılmaması yönünde karar verilmelidir.⁵⁸⁷

Kartın ele geçirilmesi usulündeki farklılıklara göre, başka suçlarla banka veya kredi kartlarının kötüye kullanılması suçu arasındaki ilişkinin belirlenmesi gerekmektedir. En çok kullanılan yöntemlerden biri olan ATM’de işlem yapanların yanıltılması suretiyle, ATM’den çekilen para alınarak haksız yarar elde edilen olaylarda, ayırt edici unsurun fail tarafından kartın ele geçirilmesi ve kullanılması hareketlerinin bulunup bulunmadığı olduğu hareket unsuru altında açıklanmıştır. Eğer kartın ele geçirilmesi ve kullanılması söz konusu olmadan, ATM’nin çalışmadığı yahut hesapta para olmadığı söylenerek hamilin ayrılması sağlanıyor ve halihazırda hamil tarafından yapılmış olan para çekme işleminde, karttan sonra paranın verilmesinden yararlanılarak para alınıyorsa banka veya kredi kartının kötüye kullanıldığı söylenemeyecektir.⁵⁸⁸ Bu halde TCK md. 157’de “*hileli davranışlarla bir kimseyi aldatıp, onun veya başkasının zararına olarak, kendisine veya başkasına bir yarar sağlayan kişiye bir yıldan beş yıla kadar hapis ve beşbin güne kadar adli para cezası verilir*” şeklinde düzenlenen dolandırıcılık suçunun söz konusu olabilmesi için söylenilmiş olan yalanın hile unsurunu sağlayabilecek güç ve yoğunluğa ulaşmış olması ve doğru olmadığının basit bir kontrolle anlaşılamıyor olması gerekmektedir.⁵⁸⁹

⁵⁸⁴ Erdoğan, **a.g.e.**, s. 327; Tezcan/ Erdem/ Önok, **a.g.e.**, s. 738-739; Özbek, **a.g.e.**, s. 1031

⁵⁸⁵ Okuyucu Ergün, **a.g.e.**, s. 1070-1071.

⁵⁸⁶ Günarslan, **a.g.e.**, s.127; Koç, **a.g.e.**, s. 166; aynı yönde YCGK. E. 2010/11-17, K. 2010/65, T. 30.3.2010, Kazancı (E.T. 20.11.2020).

⁵⁸⁷ Dülger, **a.g.e.**, s. 424.

⁵⁸⁸ Dülger, **a.g.e.**, s. 427.

⁵⁸⁹ Yargıtay, failin kendisini banka çalışanı olarak tanıtarak sigorta iptali sonrası kalan bakiyenin iadesi bahanesiyle kredi kartı bilgilerinin alındığı olayda aldatmanın bulunmadığını kabul etmiştir. Yargıtay 8. C.D., E. 2018/687, K. 2019/10981, T. 19.9.2019; aksi yönde kararları için bkz. Yargıtay 15. C.D., E. 2019/1930, K. 2019/6537, T. 29.5.2019; Yargıtay 15. C.D., E. 2019/1914, K. 2019/6983, T. 20.6.2019, Kazancı (E.T. 08.01.2021).

Yargıtay bu tür olaylarda kişinin iradesini fesata uğratacak şekilde, hile seviyesine ulaşamamış soyut ve basit bir yalan bulunduğu için hırsızlık suçunun oluştuğunu kabul etmektedir. Basit yalan seviyesinin aşılması için hamil tarafından doğruluğunu kontrol etme ihtiyacını etkisiz hale getirecek güçte olması gerektiği belirtilmektedir. Yalnızca hesapta para olmaması veya ATM'nin çalışmaması gibi yalanların hile seviyesine ulaşmadığını kabul etmektedir.⁵⁹⁰ Ancak eğer söylenen soyut yalan kartın ele geçirilmesine yönelikse ve ele geçirilen kart kullanılarak yarar sağlanıyorsa hem TCK md. 245/1'de yer alan suç hem basit hırsızlık suçu (TCK md. 141) oluşacaktır.⁵⁹¹ ATM'de işlem yapan kişiye yalan söylenmiyor ancak bu kişinin dikkatsizliğinden yahut bilgisizliğinden yararlanarak el çabukluğu ile çekilmiş olan para alınıyorsa yalnızca hırsızlık suçu oluşmaktadır.⁵⁹² Zira bu durumda kartın ele geçirilmesi ve kullanılması söz konusu değildir.

Fiziksel varlığı olmadan kart numarasının ele geçirilmesi suretiyle suç işlendiği takdirde doktrinde, suç tipinde kartların ele geçirilmesinden bahsettiği için fiziksel olarak kartın ele geçirilmediği durumlarda TCK md. 245/1'de yer alan suçun oluşmadığının kabul edildiği ve bu halde TCK md. 142/2-e⁵⁹³, md.158/1-f⁵⁹⁴ veya TCK md. 244'te⁵⁹⁵ yer alan suçların oluşacağı şeklinde farklı yönde görüşler olduğu yukarıda belirtilmiştir. Katıldığımız diğer görüş hem banka kartı hem kredi kartı, fiziksel olarak kart ele geçirilmese dahi kart bilgilerinin ele geçirilmesi ve kullanılması suretiyle bu suçun işlenebileceğini belirtmektedir.⁵⁹⁶ Ancak bu olaylarda TCK md. 142/2'e ve TCK md. 158/1-f suçları ile bu suç arasındaki içtima ilişkisinin açıklanması gerekmektedir. Yargıtay bu tür olaylarda TCK md. 245/1 değil, TCK md. 142/2-e;⁵⁹⁷ banka kartına ait bilgilerin hile ile ele geçirilmesi halinde ise TCK md. 158/1-f⁵⁹⁸ oluşacağına karar vermektedir. Bu tür olaylarda yapılan havale esasen verilerin nakli şeklinde gerçekleştiği için verinin taşınır mal kabul edilip edilemeyeceği tartışılmış ve

⁵⁹⁰ YCGK E. 2012/1368 K., 2014/179, T.08.04.2014; Yargıtay 15. C.D., E. 2019/4598, K. 2019/6745, T. 17.6.2019; bu durumda TCK md. 244/4'te yer alan suçun oluşacağı görüşü için bkz. Akbulut, **a.g.e.**, s. 292.

⁵⁹¹ Yargıtay 2. C.D., E. 2018/1984, K. 2019/7470, T. 17.4.2019, Yargıtay 8. C.D., E. 2017/18106, K. 2019/4624, T. 1.4.2019, Kazancı (E.T. 21.11.2020).

⁵⁹² Yargıtay 17. C.D. E. 2019/11769, K. 2020/4352, T. 2.6.2020, Kazancı (E.T. 16.11.2020).

⁵⁹³ Yargıtay 8. C.D. E. 2016/3218, K. 2016/8261, T. 21.06.2016, Kazancı (E.T. 16.11.2020).

⁵⁹⁴ Kurt, **a.g.e.**, s. 216; kart bilgilerinin kullanılması suretiyle yarar elde edildiği durumlarda aldatılan gerçek kişi bulunmadığı için bu suçun oluşmayacağı yönünde bkz. Dülger, **a.g.e.**, s. 377.

⁵⁹⁵ Erdoğan, **a.g.e.**, s. 327; Koca/ Üzülmüş, **Türk Ceza Hukuku Özel Hükümler**, s. 895; Özbek, **a.g.e.**, s. 1032; Tezcan/ Erdem/ Önok, **a.g.e.**, s. 1183-1184.

⁵⁹⁶ Akan, **a.g.e.**, s. 127; Okuyucu Ergün, **a.g.e.**, s. 1071; Soyaslan, **a.g.e.**, s. 684-685.

⁵⁹⁷ Yargıtay 8. CD. E. 2019/19845, K. 2020/16153, T.28.09.2020; Kazancı (E.T. 16.11.2020).

⁵⁹⁸ Yargıtay 11. C.D. E. 2010/7788, K. 2010/11083, T. 13.10.2010, Kazancı (E.T. 16.11.2020).

Yargıtay nakledilen şeyin veri değil temsil ettiği ve etkilediği para olduğundan yola çıkarak taşınır mal olarak kabul etmiştir.⁵⁹⁹ Katıldığımız görüşe göre, burada değiştirilen verinin, maddi bir varlığı olan parayı temsil ediyor olması veriyi taşınır mal statüsüne sokmayacaktır.⁶⁰⁰ Daha önce yapılan tanımda belirtildiği gibi pek çok alanda işlenmeye, iletmeye ve depolanmaya hazır hale getirilmiş değerler olarak ifade edilen veri pek çok şeyi temsil edebilir. Ancak temsil ettiği şeylerle aynı nitelik kazandığı kabul edilemez. Sanal ortamda yapılan işlemlerin artmasıyla birlikte neredeyse tüm verilerin maddi bir karşılığı bulunduğu ve temsil ettiği pek çok değer bulunduğunu söylenebilir. Hırsızlık suç tipinde taşınır mal ifadesi yerine daha geniş anlam olarak veriyi de kapsayacak malvarlığı değerlerini belirten bir ifade kullanılmadığı için verinin bu suçun konusunu oluşturabileceğinin kabul edilmemesi gerekir.⁶⁰¹ TCK md. 158/1-f’de yer alan suç açısından ise daha önce yapılmış olan hileye ilişkin açıklamalar geçerlidir. Gerçek kişiye yönelik hileli hareketlerle bu suç icra edilebildiğinden kartın fiziksel olarak ele geçirilmesi ve ATM, POS cihazı gibi bilişim sistemlerinde kullanılması halinde aldatılan gerçek bir kişi olmadığı için bu suç oluşmayacaktır. Ancak karta ilişkin bilgiler kullanılarak gerçek kişinin aldatılması halinde bu suç söz konusu olabilir.⁶⁰² İnternet bankacılığı ile havale yapılması halinde yine aldatılan herhangi biri değil yalnızca kullanılan bir bilişim sistemi söz konusu iken kart bilgileri ile mail order gibi uzaktan alışveriş yapılan olaylarda gerçek kişinin aldatılması söz konusu olabilmektedir. Bu durumda hile seviyesine ulaşmış bir yalan söz konusu ise her iki suçun da unsurları oluşacağının ve fikri içtima kuralları gereği dolandırıcılıktan hüküm kurulmasının kabulü gerekir. Ancak gerçek kişiye yönelen bir hile bulunmuyorsa, TCK md. 245/1 ile md. 244/4’te yer alan suçların aynı anda meydana gelmesi söz konusu olabilecektir.⁶⁰³ TCK m. 244’te düzenlenen bilişim sistemini engelleme, bozma, verilerini yok etme veya değiştirme suçu, maddenin ilk iki fıkrasındaki fiilleri icra ederek haksız yarar elde edilmesi ile işlenmektedir.⁶⁰⁴ Ancak TCK m. 244/4’te yer alan “*başka bir suç oluşturmaması halinde*” ibaresi bu suçun tali norm (yardımcı norm) özelliği taşıdığını gösterir. Yardımcı normun

⁵⁹⁹ YCGK E. 2009/11-193, K. 2009/268, T. 17.11.2009, Kazancı (E.T. 16.11.2020).

⁶⁰⁰ Akbulut, **a.g.e.**, s. 225.

⁶⁰¹ Şen, **a.g.e.**, s. 323; Aksi görüş için bkz. Koca/ Üzülmöz, **Türk Ceza Hukuku Özel Hükümler**, s. 602-603.

⁶⁰² Yargıtay Kararı 15. C.D., E. 2012/20975 K. 2014/13444 T. 7.7.2014, Kazancı (E.T. 17.11.2020).

⁶⁰³ Özbek/ Doğan/ Bacaksız, **Türk Ceza Hukuku Özel Hükümler**, s. 1003; Yıldız, **a.g.e.**, s. 56.

⁶⁰⁴ TCK md. 244/4 “*Yukarıdaki fıkralarda tanımlanan fiillerin işlenmesi suretiyle kişinin kendisinin veya başkasının yararına haksız bir çıkar sağlamasının başka bir suç oluşturmaması halinde, iki yıldan altı yıla kadar hapis ve beşbin güne kadar adli para cezasına hükmolunur*”, LEXPERA Hukuk Bilgi Sistemi, **Türk Ceza Kanunu**, (E.T. 13.01.2021).

sonralığı ilkesi gereği, yalnızca asal normun kapsamına girmeyen hallerde uygulama alanı bulan yardımcı norm, diğer suçun kapsamına giren hallerde uygulanmayacaktır.⁶⁰⁵ Dolayısıyla fail tarafından icra edilen fiil aynı anda hem TCK md. 245/1’de yer alan suçun hem de md. 244/4’te yer alan suçun kapsamına giriyorsa yalnızca TCK md. 245/1’de yer alan suçun olduğu görünüşte içtima hali söz konusudur.⁶⁰⁶ Bu durumda fikri içtima olduğu kabul edildiğinde,⁶⁰⁷ yine aynı sonuca ulaşılabilecekse de bu suçlar arasındaki içtima hali yalnızca görünüşte olup tek hareketle birden fazla suç değil tek bir suç işlenmektedir. Dolayısıyla bu olaylarda TCK md. 245/1’de yer alan suçun uygulanması gerekir.⁶⁰⁸

TCK md. 243’te “*bir bilişim sisteminin bütününe veya bir kısmına, hukuka aykırı olarak giren veya orada kalmaya devam eden kimseye bir yıla kadar hapis veya adli para cezası verilir*” şeklinde düzenlenen bilişim sistemine girme suçunun bu suç açısından geçit suç niteliğini taşıdığı belirtilmektedir.⁶⁰⁹ Zira banka veya kredi kartının kullanımı için bir bilişim sistemine hukuka aykırı olarak girilmesi zorunlu olduğu için her iki suç da işlenmiş olacaktır. Diğer bir görüşe göre ise burada tek hareketle birden fazla suç işlendiği için fikri içtima hükümlerinin uygulanması gerekmektedir.⁶¹⁰ Görünüşte içtima türlerinden biri olan geçit suçlar (geçitli suçlar), aynı hukuki değeri koruyan iki suçtan daha ağırını işlemek kastıyla hareket eden kişinin, bu suçu işlemek için daha hafifinden geçmek zorunda olduğu suçlardır.⁶¹¹ Kanımızca, failin kastı baştan itibaren kartı kullanmak ve yarar sağlamaya yönelik olduğu ve daha ağır suç olan TCK md. 245/1’in işlenmesi için daha hafif suç olan TCK md. 243’ten geçilmesi zorunlu olduğu, aynı zamanda korunan değer içerisinde baskın olarak malvarlığı olsa da karma nitelik taşıdığı ve bilişim sisteminin güvenliği de korunduğu için bu suçlar arasında geçit suç ilişkisi vardır.

Başkasına ait kartın rıza ile alınması mümkün olduğu için, rızayla verilmiş olan kartın kötüye kullanılması halinde, TCK md. 155/1’de “*başkasına ait olup da,*

⁶⁰⁵ İçel, **a.g.e.**, s. 45-46.

⁶⁰⁶ Koca/ Üzülmöz, **Türk Ceza Hukuku Özel Hükümler**, s.903

⁶⁰⁷ Apaydın, **a.g.e.**, s. 52; Erdoğan, **a.g.e.**, s. 328; Koca/ Üzülmöz, **Türk Ceza Hukuku Özel Hükümler**, s.902.

⁶⁰⁸ Aksi yönde TCK md. 244’ün uygulanması gerektiği görüşü için bkz. Özbek/ Doğan/ Bacaksız, **Türk Ceza Hukuku Özel Hükümler**, s. 1025-1026; Tezcan/ Erdem/ Önok, **a.g.e.**, s. 766.

⁶⁰⁹ Dülger, **a.g.e.**, s. 412; Soyaslan, **a.g.e.**, s.686.

⁶¹⁰ Koca/ Üzülmöz, **Türk Ceza Hukuku Özel Hükümler**, s.902; Özbek/ Doğan/ Bacaksız, **Türk Ceza Hukuku Özel Hükümler**, s. 1012;

⁶¹¹ İçel, **a.g.e.**, s. 46-47.

muhafaza etmek veya belirli bir şekilde kullanmak üzere zilyedliği kendisine devredilmiş olan mal üzerinde, kendisinin veya başkasının yararına olarak, zilyedliğin devri amacı dışında tasarrufta bulunan veya bu devir olgusunu inkar eden kişi, şikayet üzerine, altı aydan iki yıla kadar hapis ve adlî para cezası ile cezalandırılır” şeklinde düzenlenmiş olan güveni kötüye kullanma suçu oluşabilecektir. Örneğin belli bir miktarla sınırlı olarak kullanılması için verilen kartın rızanın sınırı aşılarak kullanılması halinde bu suçlardan hangisinin oluştuğu konusunda daha özel düzenleme olduğu için TCK md. 245/1’in uygulanacağı belirtilmektedir.⁶¹² Ayrıca, yapılan hareket hem güveni kötüye kullanma hem TCK md. 245/1’i oluşturuyorsa, fikri içtima kuralları gereği daha ağır cezayı gerektiren TCK md. 245/1’ten hüküm kurulması gerektiği kabul edilmektedir.⁶¹³ Yargıtay bu tür olaylarda TCK md. 245/1’de yer alan suçun oluştuğuna karar vermektedir.⁶¹⁴ Yine kartın ele geçirilme şekli önem arz etmediği için kaybedilmiş olan başkasına ait kartın bulunması ve kullanılması halinde TCK md. 245/1’in işlenmesi mümkündür. Bu durumda kaybolmuş veya hata sonucu ele geçmiş eşya üzerinde tasarruf suçu ile 245 arasında fikri içtima ilişkisi bulunmaktadır.⁶¹⁵ Bu suç TCK md. 160’ta “*kaybedilmiş olması nedeniyle malikinin zilyedliğinden çıkmış olan ya da hata sonucu ele geçirilen eşya üzerinde, iade etmeksizin veya yetkili mercileri durumdan haberdar etmeksizin, malik gibi tasarrufta bulunan kişi, şikayet üzerine, bir yıla kadar hapis veya adlî para cezası ile cezalandırılır*” şeklinde düzenlenmiştir. Daha ağır cezanın öngörüldüğü TCK md. 245/1 hükmünün uygulanması ve bu suçtan ceza verilmesi gerekmektedir. Uygulamada gerçek içtima kuralları doğrultusunda TCK md. 245/1 ve TCK md. 160 uygulanarak bu iki suçtan da ceza verilmektedir.⁶¹⁶

⁶¹² Taşdemir, **a.g.e.**, s. 325; Yılmaz, **a.g.e.**, s. 274; aynı yönde “*katılana ait kredi kartları ile katılanın rızası ve izni dahilinde katılan adına harcamalar yaptığı, zaman zaman bankadan nakit çektiği, kredi kartlarının şifresinin katılan tarafından sanığa daha önceden verildiği, suç tarihi ve öncesinde sanığın katılanın rızası ve izni dışında kendi adına harcamalar yaptığı, nakit çektiği ve bu şekilde katılanı zarara uğratmak suretiyle üzerine atılı hizmet nedeniyle güveni kötüye kullanma suçunu işlediği iddia olunan somut olayda ; katılana ait kredi kartı ile onun izni ve rızası olmaksızın kendi adına harcamalar yaparak haksız menfaat temin eden sanığın eyleminin TCK’nın 245/1 maddesinde düzenlenen banka veya kredi kartlarının kötüye kullanılması suçunu oluşturduğu gözetilmeden*”, Yargıtay 15. C.D. E. 2017/7260, K. 2019/5304, T. 9.5.2019, Kazancı (E.T. 08.01.2021).

⁶¹³ Günarslan, **a.g.e.**, s. 131; Karagülmez, **a.g.e.**, s. 298 Koca/ Üzülmüş, **Türk Ceza Hukuku Genel Hükümler**, s. 902; Taşkın, **a.g.e.**, s. 82.

⁶¹⁴ Yargıtay 15. C.D. E. 2013/27499, K. 2016/3071, T. 6.4.2016; Yargıtay 8. C.D. E. 2015/8163, K. 2015/23755, T. 02.11.2015, Kazancı (E.T. 08.01.2021).

⁶¹⁵ Günarslan, **a.g.e.**, s. 131.

⁶¹⁶ Yargıtay 17. C.D. E. 2019/9167, K. 2019/11863, T. 7.10.2019; Yargıtay 8. C.D. E. 2013/15175, K. 2014/10448, T. 24.4.2014, Kazancı (E.T. 16.11.2020).

VI. Yaptırım ve Muhakeme

TCK m. 245/1’de yer alan suç için üç yıldan altı yıla kadar hapis cezası ve beş bin güne kadar adli para cezası öngörülmüştür.⁶¹⁷ Madde metninden anlaşıldığı üzere hapis cezası ve adli para cezasının birlikte uygulanması gerekmekte olup hâkimin bunlardan birini uygulama yönünde takdir yetkisi yoktur.⁶¹⁸ TCK md. 52 gereği en az beş gün üzerinden uygulanabilen adli para cezasının tutarı kişinin maddi durumu da göz önüne alınarak belirlenecektir.

TCK md. 60 ise tüzel kişiler yararına işlenen suçlarda güvenlik tedbiri yaptırımının uygulanmasına ilişkin esasları belirtmektedir. Bu maddenin uygulanabilmesi için ilgili suçtan dolayı tüzel kişiye güvenlik tedbiri uygulanacağının kanunda belirtilmesi gereklidir. TCK md. 246’da “*bu bölümde yer alan suçların işlenmesi suretiyle yararına haksız menfaat sağlanan tüzel kişiler hakkında bunlara özgü güvenlik tedbirlerine hükmolunur*” şeklinde açıkça belirtildiği üzere TCK md. 245’te yer alan suçlardan menfaat sağlayan tüzel kişi hakkında güvenlik tedbiri uygulanabilecektir.⁶¹⁹ Dolayısıyla özel hukuk tüzel kişisi yararına bu suç işlenmişse tüzel kişi hakkında güvenlik tedbiri uygulanabilecektir.⁶²⁰ Uygulanabilecek olan güvenlik tedbirleri, TCK md. 60’da açıkça belirtildiği üzere faaliyet izninin iptali ve müsadereidir.⁶²¹

TCK md. 245/1 için öngörülmüş bir soruşturma veya kovuşturma şartı yoktur. Takibi şikâyeteye bağlı olmayan bir suçtur. Re’sen soruşturulur.⁶²² Görevli mahkeme Asliye Ceza Mahkemeleridir.⁶²³ Yetkili mahkeme, CMK md. 12/1’de “*Davaya bakmak yetkisi, suçun işlendiği yer mahkemesine aittir*” olarak belirtildiği üzere suçun işlendiği yer mahkemesidir.

⁶¹⁷ Özbek/ Doğan/ Bacaksız, **Türk Ceza Hukuku Özel Hükümler**, s. 1013.

⁶¹⁸ Koca / Üzülmüş, **Türk Ceza Hukuku Özel Hükümler**, s. 903.

⁶¹⁹ Avrupa Siber Suç Sözleşmesi’nin 12. maddesinde tüzel kişi ile ilgili olarak, bu kişilerin adına karar verme yetkisi olan ve tüzel kişi dahilinde kontrol yetkisi olan temsilciler tarafından tüzel kişi lehine bu suçun işlenmesi halinde tüzel kişinin cezai, idari veya hukuki sorumluluğunu sağlamaya yönelik tedbir alınması gerektiği belirtilmektedir. TCK md. 246 tüzel kişinin cezai sorumluluğunu sağlamaya yönelik yerinde bir düzenlemedir. Avrupa Konseyi, **Convention on Cybercrime**, 23 Kasım 2001, s. 6, <http://www.coe.int>, (E.T. 13.11.2020).

⁶²⁰ Akbulut, **a.g.e.**, s. 278; Koç, **a.g.e.**, s. 86.

⁶²¹ Özbek/ Doğan/ Bacaksız, **Türk Ceza Hukuku Özel Hükümler**, s. 1013.

⁶²² Akan, **a.g.e.**, s. 130; Yıldız, **a.g.e.**, s. 241; Yargıtay 8. C.D., E. 2018/11842, K. 2019/9335, T. 2.7.2019, Kazancı (E.T. 16.11.2020).

⁶²³ Feridun Yenisey / Ayşe Nuhoglu, **Ceza Muhakemesi Hukuku**, Ankara: Seçkin Yayıncılık, Eylül 2020, s.255.

ÜÇÜNCÜ BÖLÜM: BAŞKALARINA AİT BANKA HESAPLARIYLA İLİŞKİLENDİRİLEREK SAHTE BANKA VEYA KREDİ KARTI ÜRETİLMESİ, SATILMASI, DEVREDİLMESİ, SATIN ALINMASI VEYA KABUL EDİLMESİ SUÇU (TCK MD. 245/2)

I. Korunan Hukuki Değer

TCK md. 245 gerekçesinde, bu suç ile korunan hukuki değer hırsızlık, dolandırıcılık, güveni kötüye kullanma ve sahtecilik suçlarıyla ortak olduğu ifade edilmiştir.⁶²⁴ TCK md. 245/1 ile ilgili düzenlendiği yer açısından yapılan tartışmaları daha önce belirtmiştik. Bu suç birinci fıkradan farklı olarak baskın şekilde malvarlığı değerini koruyan bir suç değildir. Suç tipinde sahte kartın kullanılması hareketi yer almadığı için herhangi bir bireyin malvarlığı zarara uğramamaktadır. Bu bakımdan bakıldığında da suçun düzenlendiği yerin malvarlığına karşı suçlar olmaması yerinde görünmektedir. Doktrinde suçun koruduğu menfaat açısından farklı görüşler bulunmaktadır. Bir görüşe göre, madde gerekçesinde belirtilen suçlarla ortak olarak korunan menfaatlerin yanı sıra bu suçla ticari yaşamın, bankacılık sisteminin, bilişim sistemlerinin sağlıklı işlemesi ve kamu güveni gibi birden fazla değer korunmakta olup karma nitelikte olduğu kabul edilmektedir.⁶²⁵ Diğer görüşe göre, bu suçla nakit dışı ödeme aracı olarak alışveriş hayatında ve ekonomide önemli yeri bulunan banka ve kredi kartlarının gerçekliğine olan güvenin korunduğu kabul edilmektedir.⁶²⁶ Üçüncü görüşe göre, kanunun sistematğine uygun olarak düzenlendiği yer göz önünde bulundurulduğunda, bu suç ile bilişim sistemlerinin korunmasına yönelik toplumsal menfaat koruma altına alınmıştır.⁶²⁷

⁶²⁴ Akan, **a.g.e.**, s. 126; Dülger, **a.g.e.**, s. 357; Mahmutoglu, **a.g.e.**, s. 871; Artuk/ Gökçen/ Yenidünya, **a.g.e.**, s.864.

⁶²⁵ Erdoğan, **a.g.e.**, s. 300-301; Koç, **a.g.e.**, s. 146; Mahmutoglu, **a.g.e.**, s. 871; Okuyucu Ergün, **a.g.e.**, s. 1067; Özbek/ Doğan/ Bacaksız, **Türk Ceza Hukuku Özel Hükümler**, s. 1014.

⁶²⁶ Hafizoğulları/ Özen, **Topluma Karşı Suçlar**, s.466; Koca / Üzülmöz, **Türk Ceza Hukuku Özel Hükümler**, s.904.

⁶²⁷ Akan, **a.g.e.**, s.123; Okuyucu Ergün, **a.g.e.**, s. 1067.

Adalet Komisyonu Raporunda “başkalarına ait banka hesaplarıyla ilişkilendirilerek üretilen sahte banka veya kredi kartlarının ticari amaçlı olarak piyasaya sürülmesi karşısında, bu fiilleri yaptırıma bağlamak amacıyla” ikinci fıkranın eklendiği belirtilmiştir.⁶²⁸ Dolayısıyla bu suçla sahte kartların sistemde yarattığı soyut tehlike sebebiyle kartlı ödeme sisteminin işleyişi ve güvenilirliği korunmaktadır.⁶²⁹ Sahtecilik yapılması ihtimali sebebiyle kartların gerçekliğine olan güven zedelenmekte ve asıl kartın hamilinin malvarlığında zarar tehlikesi yaratmaktadır.⁶³⁰ Kanımızca, bu suç koruduğu değer bakımından özellikle, TCK md. 197/1’de “memlekette veya yabancı ülkelerde kanunen tedavülde bulunan parayı, sahte olarak üreten, ülkeye sokan, nakleden, muhafaza eden veya tedavüle koyan kişi, iki yıldan oniki yıla kadar hapis ve onbin güne kadar adli para cezası ile cezalandırılır” şeklinde düzenlenen para sahtecilik suçuna benzemektedir. Her iki suç da ödeme araçlarında sahteciliğin engellenmesi amacını taşır. Paranın gerçek olup olmadığı konusunda şüphe oluştuğunda, o toplumda yaşayan insanların her alışverişinde paranın gerçekliğini kontrol etmesi ticari hayata zarar vereceği gibi bireylerin huzurunu da bozacaktır.⁶³¹ Kullanımları hızla artan banka ve kredi kartlarının gerçekliğine olan güvenin sarsılması da benzer etkiler doğuracaktır. Bu sebeple bu suçla kamunun banka ve kredi kartlarının gerçekliğine olan güveni korunmaktadır. Kamu güveni, hukuki sonuç bağlanan ve hukukun sağladığı kanıtlama gücü olan şey, şekil ve alamelere yönelik toplumda oluşan güveni ifade eder.⁶³² Bu suç konusu kartlar ile tasarrufta bulunulabiliyor olması, daha önce açıklandığı üzere ancak gerekli nitelikleri sağlayan kurumlarca üretilen kartlar olduğu için alışverişte kabul ediliyor olması bu kartlara olan güvenden kaynaklanmaktadır. Hatta öyle ki üye işyeri sunulan kartı kabul etme zorunluluğuna sahiptir. Dolayısıyla kartların gerçekliğine olan güvenin alışveriş hayatı ve ticari hayat içinde önemli bir yeri vardır. Bu güvenin korunmasıyla dolaylı olarak ticari hayatın ve bankacılık sisteminin sağlıklı işleyişi de korunmaktadır. Son olarak sahte kartın ilişik olduğu hesabın sahibi de kartın

⁶²⁸ Adalet Komisyonu Raporu, 16.05.2005, Esas No: 2/452, Karar No: 79, Dönem: 22, Yasama Yılı: 3, <https://www.tbmm.gov.tr> (E.T. 11.02.2021).

⁶²⁹ Akbulut, **a.g.e.**, s. 312-313.

⁶³⁰ Hafızoğulları/ Özen, **Topluma Karşı Suçlar**, s.466.

⁶³¹ Gökhan Taneri/ Gani Kamışlı, **Dolandırıcılık-Sahtecilik- Güveni Kötüye Kullanma Suçları**, Ankara: Seçkin Yayınları, Ekim 2019, s. 538; Meran, **Dolandırıcılık, Sahtecilik, Güveni Kötüye Kullanma**, s. 405-406.

⁶³² Koca / Üzülmüş, **Türk Ceza Hukuku Özel Hükümler**, s.713-714; Meran, **Dolandırıcılık, Sahtecilik, Güveni Kötüye Kullanma**, s. 406.

kullanılması sonucu uğrayabileceği bir zarar tehlikesi söz konusudur. Bu suçun işlenmesiyle olmamakla birlikte daha sonraki aşamalarda zarar tehlikesi altına girmektedir. Dolayısıyla bu suç, baskın olarak kamunun kartlara olan güvenini korumaktadır.

II. Suçun Unsurları

A. Maddi Unsur

1. Fail

Bu suçta fail “başkalarına ait banka hesaplarıyla ilişkilendirilerek sahte banka veya kredi kartı üreten, satan, devreden, satın alan veya kabul eden” kişidir. Maddede fail için bir özellik belirtilmemiştir. Dolayısıyla fail madde metnindeki hareketleri gerçekleştiren her gerçek kişi olabilir.⁶³³ Maddenin diğer fıkralarındaki suçların oluşması için gerekli olan haksız yarar sağlama şeklindeki netice bu fıkra da yoktur. Ancak tüzel kişi temsilcileri tarafından yapılan sahte kartın üretilmesi, satılması gibi hareketler sonucu tüzel kişi yarar sağlıyorsa hakkında güvenlik tedbiri uygulanacaktır.⁶³⁴

TCK md. 245/2’de yer alan fiili icra eden kişinin bilişim sistemleri konusunda belli seviyede bilgi sahibi olması gerekir.⁶³⁵ Örneğin, failin yakalanmadan kart bilgilerini ele geçirmeye ve kullanacak mekanizmaları kurmaya yönelik asgari seviyede bilgi ve beceriye sahip olması gerekmektedir.⁶³⁶ Ancak bu konu konuda madde içinde fail için bir özellik belirtilmediği için bu bir özgü suç değildir ve herkes tarafından işlenebilir.⁶³⁷ Dolayısıyla tipteki hareketi yapan kişi bilişim sistemleri konusunda uzmanlığa sahip olmasa dahi fail olarak kabul edilebilecektir.⁶³⁸

Tipte yer alan hareketlerden sahte kartın satılması ve satın alınması; devredilmesi ve kabul edilmesi hareketlerinin yapılabilmesi için birden fazla failin

⁶³³ Dülger, **a.g.e.**, s. 360; Koca / Üzülmüş, **Türk Ceza Hukuku Özel Hükümler**, s.904.

⁶³⁴ Apaydın, **a.g.e.**, s. 82; Soyaslan, **a.g.e.**, s. 691.

⁶³⁵ Dülger, **a.g.e.**, s. 360.

⁶³⁶ Jackson, **a.g.e.**, s. 53.

⁶³⁷ Hafizoğulları/ Özen, **Topluma Karşı Suçlar**, s.466; Koç, **a.g.e.**, s. 131.

⁶³⁸ Özbek / Doğan / Bacaksız, **Türk Ceza Hukuku Özel Hükümler**, s. 1015.

bulunması zorunlu olduğu için, TCK md. 245/2 bu hareketler açısından çok failli suç özelliği taşımaktadır.⁶³⁹ Suç tipinde birden fazla failin gösterildiği suçlar olan çok failli suçlar, faillerin amaçladıkları fiili icra etmek için aynı yönde hareket ettikleri yakınsama suçları ve farklı yönde hareket ettikleri karşılaşma suçları olmak üzere ikiye ayrılmaktadır.⁶⁴⁰ Maddede sayılan sahte kartın satılması ve satın alınması; devredilmesi ve kabul edilmesi hareketlerini icra eden failler zıt yönde aynı amacı gerçekleştirmek için hareket ettikleri için bu hareketler açısından bu suç bir karşılaşma suçudur. Bu hareketleri yapan kişiler açısından ayrı ayrı TCK md. 245/2’de yer alan suç oluşmaktadır.⁶⁴¹

2. Mağdur

Doktrinde bir görüşe göre, bu suçla korunan menfaatin sahibi, sahte kartın ilişkilendirildiği hesabın bağlı olduğu kartın hamili değil kart çıkaran kuruluştur.⁶⁴² Bu suçta hamilin mağdur olarak kabul edilmemesinin sebebi sahte kart kullanılmadan, üretilmesi, satılması, satın alınması, devredilmesi veya kabul edilmesi şeklindeki tipteki hareketlerin icrasıyla beraber suç tamamlanmaktadır. Dolayısıyla hamilin malvarlığında azalma meydana gelmemektedir. İkinci görüşe göre hem sahte kartın ilişik olduğu hesabın sahibi hem kart çıkaran kuruluş, suç ile korunan değer sahibi olduğu için bu suçun mağduru olarak kabul edilmektedir.⁶⁴³ Üçüncü görüşe göre bu suçla kamunun banka veya kredi kartlarına olan güveni korunduğu için korunan hukuki menfaatin sahibi toplumu oluşturan herkeştir.⁶⁴⁴ Diğer görüş, hem kamunun hem de sahte kartın ilişkilendirildiği hesabın asıl sahibinin bu suçun mağduru olduğunu belirtmektedir.⁶⁴⁵ Yargıtay ise kart kullanılmadan kart hamili zarara uğramayacağı için mağdurun kart çıkaran kuruluş⁶⁴⁶ olduğunu ve banka sayısınca suç

⁶³⁹ Akbulut, **a.g.e.**, s. 314; Hafizoğulları/ Özen, **Topluma Karşı Suçlar**, s.467; Tezcan/ Erdem/ Önok, **a.g.e.**, s. 1187.

⁶⁴⁰ Koca / Üzülmüş, **Türk Ceza Hukuku Genel Hükümler**, s. 448.

⁶⁴¹ Dülger, **a.g.e.**, s. 385; Tezcan/ Erdem/ Önok, **a.g.e.**, s. 1206.

⁶⁴² Apaydın, **a.g.e.**, s. 80; Gül, **a.g.e.**, s. 130; Özbek / Doğan / Bacaksız, **Türk Ceza Hukuku Özel Hükümler**, s. 1015; Tezcan / Erdem/ Önok, **a.g.e.**, s. 1179.

⁶⁴³ Erdoğan, **a.g.e.**, s. 338; Gül, **a.g.e.**, s. 130; Özbek, **a.g.e.**, s. 1046.

⁶⁴⁴ Akbulut, **a.g.e.**, s. 314; Koca / Üzülmüş, **Türk Ceza Hukuku Özel Hükümler**, s.905; Okuyucu Ergün, **a.g.e.**, s. 1068; mağdurun hem kamu idaresi hem de malvarlığında azalma tehlikesi meydana gelen asıl kart hamili olduğu görüşü için bkz. Hafizoğulları/ Özen, **Topluma Karşı Suçlar**, s. 466.

⁶⁴⁵ Hafizoğulları/ Özen, **Topluma Karşı Suçlar**, s.466.

⁶⁴⁶ “TCK’nun 245/2. maddesinde tanımlanan suçun mağdurunun, kartın henüz kullanılmamış olması nedeniyle hesap sahibi olmayıp banka veya kredi kartını çıkartma yetkisine haiz banka olacağı”, Yargıtay 11. C.D. E. 2007/8458, K. 2008/915, T. 20.2.2008; Yargıtay 8. C.D. E. 2017/25296,

oluşacağını⁶⁴⁷; sahte kartın ilişkilendirildiği hesap sahibinin ise suçtan zarar gören⁶⁴⁸ olduğunu kabul etmektedir. Ancak Yargıtay sahtecilik suçlarında toplumu oluşturan bireyleri mağdur kabul ederken sahtecilikten zarar gören kişinin suçtan zarar gören olduğunu belirtmektedir.⁶⁴⁹ Bu suçun özel bir sahtecilik suçu olduğu düşünüldüğünde, Yargıtay'ın TCK md. 245/2'de yer alan suç için istisnasız bir şekilde, kart çıkaran kuruluşu mağdur kabul etmesi çelişkili görünmektedir.

Kanımızca bu suç ile baskın olarak kamu güveni korunduğu için suçun mağduru toplumu oluşturan herkestir. Ancak sahte kartın ilişik olduğu hesabın bağlı olduğu asıl kartı çıkaran kuruluş ve bu kartın hamili de suçtan zarar gören olarak kabul edilmelidir. Zira bu kartın hamili, kartın kullanılması sonucu uğrayabileceği bir zarar tehlikesine maruz kalmaktadır. Ancak suç tipinde kartın kullanılması hareketi yer almadığı için malvarlığı değeri zarara uğramamaktadır. Aynı şekilde, kart çıkaran kuruluşun ticari itibari ve kurmuş olduğu kartlı ödeme sisteminin sağlıklı işleyişi tehlikeye maruz kalmaktadır. Bu suçun bir adım ötesi olan kartın kullanılması halinde zarar görecektir olan bu kişilerin mağdur olarak kabul edilmemesi gerekmeğe de suçtan zarar gören olarak kabul edilmesi gerekir.

3. Suçun Konusu

TCK md. 245/2'de yer alan suç tipindeki hareketin üzerinde gerçekleştiği şey, başkalarının hesaplarıyla ilişkilendirilmiş sahte banka veya kredi kartlarıdır.⁶⁵⁰ Sahtecilik, gerçek olmayan bir şeyin niteliğinin farklı bir şekilde algılanmasını ve gerçekmiş gibi görünüm kazanmasını sağlamak şeklinde tanımlanabilir.⁶⁵¹ Dolayısıyla gerçek olmayan bir kartın gerçekmiş gibi görünmesini sağlayacak değişiklikler yapıldığında bu kart sahte kart olarak kabul edilecektir. Sahte bir kart, ya en baştan bir plastik üzerine kart bilgilerinin basılması şeklinde ya da hâlihazırda var olan gerçek

K. 2018/5611, T. 21.5.2018, Yargıtay 8. C.D. E. 2018/10496, K. 2020/224, T. 8.1.2020, Kazancı (E.T. 16.01.2021).

⁶⁴⁷ Yargıtay 8. C.D. E. 2019/2020, K. 2019/5376, T. 15.4.2019; Yargıtay 8. C.D., E. 2019/19925, K. 2020/15872, T. 23.9.2020; Yargıtay 8. C.D., E. 2019/9326, K. 2019/9173, T. 1.7.2019, Kazancı (E.T. 16.01.2021).

⁶⁴⁸ Yargıtay 11. C.D. 7203-9808, T. 04.12.2006, Mesut Budak, **Banka veya Kredi Kartlarının Kötüye Kullanılması Suçu**, Polis Akademisi Başkanlığı, Güvenlik Bilimleri Enstitüsü, Yüksek Lisans Tezi, 2009, s. 70.

⁶⁴⁹ YCGK E. 2015/412, K. 2015/286, T. 29.9.2015, Kazancı (E.T. 16.01.2021).

⁶⁵⁰ Dülger, **a.g.e.**, s. 369; Erdoğan, **a.g.e.**, s. 338; Koca/Üzülmez, **Türk Ceza Hukuku Özel Hükümler**, s. 905.

⁶⁵¹ Meran, **Dolandırıcılık, Sahtecilik, Güveni Kötüye Kullanma**, s. 493.

bir kart üzerindeki yazıların, çipin, manyetik şeridin değiştirilmesi şeklinde oluşturulabilir.⁶⁵² Sahte kartın fiziksel olarak üretilmesi zorunlu değildir. Sanal ortamda üretilen sahte kart da bu suçun konusu olabilir.⁶⁵³ Burada dikkat edilmesi gereken husus, sanal ortamdaki kartın sahte olup olmadığıdır. Başkasına ait bilgilerle sanal kart ürettirilmişse bu kart sahte kart olarak kabul edilmelidir. Ancak başkası adına düzenlenmiş olan gerçek kart bilgileri üzerinde bu suçun hareketleri icra edildiği takdirde, suç konusu sahte kart değil, gerçek karttır. Örneğin, bu bilgileri satan, satın alan, devreden, satın alan kişiler açısından TCK md. 245/2’de yer alan suç oluşmayacaktır.

Sahte olarak üretilmiş olan kartın başkalarının hesaplarıyla ilişkilendirilmiş olması gerekir.⁶⁵⁴ Dolayısıyla tamamen hayal ürünü ve gerçek olmayan kart bilgileriyle üretilmiş olan kart, başkalarının hesaplarıyla ilişkilendirilmiş olmadığı için bu suçun konusunu oluşturamaz. Zira bu kartların kullanılması ve herhangi bir kart hamilini zarara uğratması mümkün olmadığından zarar tehlikesi söz konusu değildir.⁶⁵⁵ Ancak bu kart ile birinin aldatılması suretiyle yarar elde edildiğinde dolandırıcılık suçunun oluşacağı kabul edilmektedir.⁶⁵⁶

Gerçek olmayan bilgilerle kart çıkaran kuruluşa başvurmak suretiyle alınmış olan kartın sahte kart kabul edilip edilemeyeceği doktrinde tartışmalıdır. Bir görüşe göre bu kart, üretme yetkisini haiz banka veya finans kuruluşu tarafından verildiği için kartın gerçek kabul edilmesi gerekmektedir ve bu yolla çıkarılan kart sahte kart kabul edilmeyecektir.⁶⁵⁷ Gerçek kart önceden belirlenmiş gerekli ve gerçek bilgileri içeren, yer ve süre açısından geçerlilik şartlarını sağlayan ve yetkili kuruluşlar tarafından hazırlanmış kartlardır. Başkalarına ait bilgiler kullanılarak kart başvurusu yapılması suretiyle elde edilen kartlar gerçek bilgileri içermemektedir. Zira kart başvurusu yapan ve kart sözleşmesini imzalayan kişi ile adına kart çıkarılan kişi aynı değildir. Aynı zamanda sözleşmeyi kuran irade, adına kart çıkarılan kişinin iradesi olmadığı için kart

⁶⁵² Okuyucu Ergün, a.g.e., s. 1077; Özbek, a.g.e., s. 1053; Soyaslan, a.g.e., s.690; Umut Ö. Eker, a.g.e., s. 129.

⁶⁵³ Apaydın, a.g.e., s. 114; Dülger, a.g.e., s. 386.

⁶⁵⁴ Meran, **Dolandırıcılık, Sahtecilik, Güveni Kötüye Kullanma**, s. 337; Tezan/Erdem/Önok, a.g.e., s. 1182.

⁶⁵⁵ Koca/Üzülmez, **Türk Ceza Hukuku Özel Hükümler**, s. 905.

⁶⁵⁶ Akbulut, a.g.e., s. 312-313.

⁶⁵⁷ Soyaslan, a.g.e., s.690.

sözleşmesi geçersizdir. Gerçek olmayan bir kartın gerçek gibi görünmesi sağlandığı için bu kartın sahte olarak üretilmiş olduğu kabul edilmelidir.⁶⁵⁸

Sahte banka veya kredi kartının bir zarar tehlikesi oluşturabilmesi için belirli bir inandırıcılığının bulunması, amaçlanan işlemi yapmaya elverişli olması gerekmektedir.⁶⁵⁹ Sahtecilik suçlarında, 765 sayılı TCK döneminde kanunda yer almamakla birlikte doktrin tarafından kabul edilmiş olan aldatma yeteneği (iğfal kabiliyeti), üzerinde sahtecilik yapılmış olan şeyin sahte olduğunun ilk bakışta açıkça anlaşılmasını ve bu konuda üçüncü kişileri aldatabilecek güçte olmasını ifade eder.⁶⁶⁰ Katıldığımız görüşe göre, özel bir sahtecilik suçu olan TCK md. 245/2’de yer alan suçun işlenebilmesi için sahte kartın bir başkasına teslim edilerek, örneğin POS cihazında kullanılması için işyeri çalışanına teslim edilmesi suretiyle kullanılıyorsa aldatma kabiliyetinin bulunması gerekir.⁶⁶¹ Tam anlamıyla sahtecilik suçlarındaki aldatma kabiliyetiyle aynı yoğunlukta bir unsur olmamakla birlikte, suçun konusunun bir özelliği olarak belli bir inandırıcılık taşıyan sahte kartlar üzerinde hareketin icra edilmesi gerekmektedir. Dolayısıyla ilk bakışta sahte olduğu anlaşılan, örneğin kartların ortak niteliği olan plastik yerine başka bir malzeme kullanılarak üretilmiş olan bir kartın yahut standart banka veya kredi kartlarına benzemeyen bir kartın bu suçun konusunu oluşturmayacağını kabul etmek gerekmektedir. Burada nesnel olarak açıkça sahteliğin anlaşılıp anlaşılmadığı esas alınacaktır. Kişinin dikkatsizliği sebebiyle kartın sahte olduğunu anlamaması aldatma kabiliyeti bulunduğu anlamına gelmeyecek, objektif olarak kartın aldatma gücünün olup olmadığı hâkim tarafından tespit edilecektir.⁶⁶² Ancak kart, bilişim sistemlerinde kullanıldığında bilişim sisteminin aldatılması söz konusu olamayacağı için aldatma yeteneği bulunması gerekmiyorsa da bilişim cihazının kartı okuyup işleme onay vermesi için başkalarının hesaplarıyla ilişkilendirilmiş olması ve bilişim cihazının okumasına yetecek kadar geçerli bir karta benzer nitelikte olması gerekmektedir.⁶⁶³ Bunlar nitelikler ise ilk bölümde açıklanan kartın ön ve arka yüzünde bulunması gereken bilgiler, manyetik

⁶⁵⁸ Yargıtay 8. C.D. E. 2019/5376, T. 15.4.2019; Yargıtay 8. C.D., E. 2018/10193, K. 2019/4564, T. 1.4.2019, Kazancı (E.T. 16.01.2021).

⁶⁵⁹ Hafızoğulları/ Özen, **Topluma Karşı Suçlar**, s.467.

⁶⁶⁰ Ahmet Gökçen, **Belgede Sahtecilik Suçları (m. 204-212)**, Ankara: Adalet Yayınları, Mart 2018, s. 140; Mustafa Atalan, **Uygulamalı-Yorumlu- Analizli Dolandırıcılık, Sahtecilik ve Güveni Kötüye Kullanma Suçları Şerhi**, Ankara: Adalet Yayınevi, Şubat 2020, s. 910; Taneri/ Kamışlı, **a.g.e.**, s. 625.

⁶⁶¹ Karagülmez, **a.g.e.**, s. 351; Koç, **a.g.e.**, s. 137.

⁶⁶² Atalan, **a.g.e.**, s. 911; YCGK E. 2011/8-335, K. 2012/1804, T. 09.10.2012, Kazancı (E.T. 17.01.2021).

⁶⁶³ Hafızoğulları/ Özen, **Topluma Karşı Suçlar**, s.467; Karagülmez, **a.g.e.**, s. 351.

bant gibi kartın okunmasını sağlayan özellikler ve kartın fiziki yapısıdır. Bu özellikleri itibariyle gerçek bir kartmış gibi görünecek nitelikte benzer olmayan kart bu suçun konusunu oluşturamayacaktır.

4. Hareket

TCK m. 245'in 2. fıkrası, başkalarına ait banka hesaplarıyla ilişkilendirilerek sahte banka veya kredi kartı üretilmesi, satılması, satın alınması, devredilmesi veya kabul edilmesi suçunu düzenlemiştir. Hareketlerin birbirine “veya” bağlacı ile bağlanmasından anlaşılabileceği üzere bu suç, tipte belirtilen hareketlerin herhangi birinin veya birkaçının icra edilmesiyle işlenebilen seçimlik hareketli suçtur.⁶⁶⁴ Fıkradaki hareketlerden bir veya birkaçının tek bir kişi tarafından icra edilmesi halinde tek suç; birden fazla kişi tarafından veya birden fazla kart üzerinde icra edilmesi halinde ise kişi/kart sayısı kadar suç oluşturacaktır.⁶⁶⁵ Dolayısıyla sahte kartı üreten ve satan kişi açısından tek suç oluşmaktayken, kartı devreden ve kabul eden açısından kişiler açısından kişi sayısına suç oluşacaktır.⁶⁶⁶ Hareketler tek tek sayıldığı için bağlı hareketli bir suçtur.⁶⁶⁷ Maddede suçun ihmal hareketleriyle işlenebileceği belirtilmediği için bu suç, tipte sayılan icra hareketleriyle işlenebilen bir suçtur.⁶⁶⁸

Türk Dil Kurumu tarafından üretmek “*oluşturmak, yaratmak, meydana getirmek*”; satın almak “*bir nesneyi belirlenen fiyatını ödeyerek kendine mal etmek, mübayaa etmek*”; satmak “*bir değer karşılığında bir malı alıcıya vermek*”; devretmek “*aktarmak, bir malın mülkiyetini, bir mal üzerindeki hakkı başkasına geçirmek*”; kabul etmek “*yanına, katına almak*” şeklinde tanımlanmıştır.⁶⁶⁹

Fıkarda hem satma ve satın alma hareketlerinin hem de devretme ve kabul etme hareketlerinin bir arada seçimlik olarak düzenlenmiş olmasının sebebi, karşılığında herhangi bir maddi kazanç alınmadan, ivazsız olarak sahte kartın el değiştirmiş olması

⁶⁶⁴ Akarslan, **a.g.e.**, s. 53; Donay, **a.g.e.**, s. 169; Soyaslan, **a.g.e.**, s. 691; aksi görüş için bkz. Hafizoğulları/ Özen, **Topluma Karşı Suçlar**, s.467.

⁶⁶⁵ Apaydın, **a.g.e.**, s. 85; Dülger, **a.g.e.**, s. 385; Ekinci/ Esen, **a.g.e.**, s. 370.

⁶⁶⁶ Okuyucu Ergün, **a.g.e.**, s. 1077; Hafizoğulları/ Özen suçun seçimlik hareketli olmadığını kabul ettiği için bu durumda iki ayrı suç oluşacağını belirtmektedir. Hafizoğulları/ Özen, **Topluma Karşı Suçlar**, s.467.

⁶⁶⁷ Koç, **a.g.e.**, s. 134.

⁶⁶⁸ Özbek/ Doğan/ Bacaksız, **Türk Ceza Hukuku Özel Hükümler**, s. 1016; Tezcan/ Erdem/ Önok, **a.g.e.**, s. 1189.

⁶⁶⁹ Türk Dil Kurumu, <https://sozluk.gov.tr/>, (E.T. 15.11.2020).

durumunda dahi bu suçun oluşacağını göstermektir.⁶⁷⁰ Satın alma ve satma eylemlerinde sahte kartın bir ivaz karşılığında el değiştirmesi söz konusudur. Ceza hukuku anlamında satın alma eyleminin tamamlanması için, tarafların iradelerinin uyuşmasıyla kurulan anlaşma doğrultusunda malın teslim edilmesi, failin egemenlik alanına girmesi gerekmektedir.⁶⁷¹ Dolayısıyla, yalnızca sahte kartın satışı konusunda yapılan anlaşma varsa ancak kart el değiştirmemişse sahte kartın satıldığı veya satın alındığı kabul edilmeyecektir.

Maddede hareketler tek tek sayıldığı için bu hareketler dışında kalan sahte kartın bulundurulması gibi başka hareketlerin bu suçu oluşturmadığını kabul etmek gerekmektedir. Ancak doktrinde kabul etmenin bulundurmaya da kapsayacağı ileri sürülmüştür.⁶⁷² Kabul etme “*sunulan bir şeyi almak*”⁶⁷³ olarak tanımlanabilir. Devretme ise kartın satış yoluyla verilmesini de kapsayan, bunun dışındaki başkasına aktarılmasını içeren tüm hallerdir.⁶⁷⁴ Dolayısıyla eğer bir taraf sahte kartı başkasına devrediyorsa karşı taraf da bu kartı kabul eden konumundadır.⁶⁷⁵ Kabul etmek ve devretmek hareketleri çok faille icra edilebilecek hareketlerdir ve bu hareketler açısından bu suç bir karşılaşma suçudur. Bu sebeple kartı kabul etme, kartı bulundurmaya kapsamamaktadır. Bir şeyin kabul edilmesi için bir başkası tarafından o şeyin sunulmuş olması gerekmektedir. Dolayısıyla, kabul etme bir başkasından alınmasıyla kartın el değiştirdiği durumlarda söz konusudur.⁶⁷⁶ Ancak kart bulunmuşsa yahut çalınmışsa kartın kabul edildiğinden söz edilemez. Bu sebeple yalnızca sahte kartı bulundurduğu için kişiye sahte kartı kabul ettiği gerekçesiyle ceza verilmesi kanunilik ilkesine aykırı olacaktır.⁶⁷⁷ Kanımızca madde metninde yer alan hareketlere, sahte kartı bulundurmanın da eklenmesi gerekir. Zira maddenin düzenlenme amacı gözetildiğinde, sahte kartı kabul etmek ve sahte kartı bilerek bulundurmak eşit haksızlığa sahiptir. Kabul etmenin bulundurmaya da kapsadığı için böyle bir düzenlemeye ihtiyaç olmadığı belirtilse⁶⁷⁸ de yukarıda açıkladığımız sebeplerle bu görüşe katılmıyoruz. Sahte kartı bularak ele geçiren ve daha sonra bu

⁶⁷⁰ Dülger, **a.g.e.**, s. 385; Özbek/ Doğan/ Bacaksız, **Türk Ceza Hukuku Özel Hükümler**, s. 1015-1016.

⁶⁷¹ Koç, **a.g.e.**, s. 138-139.

⁶⁷² Erdoğan, **a.g.e.**, s.337; Koca / Üzülmüş, **Türk Ceza Hukuku Özel Hükümler**, s. 906; Özbek/ Doğan/ Bacaksız, **Türk Ceza Hukuku Özel Hükümler**, s. 1016; Tezcan/ Erdem/ Önok, **a.g.e.**, s. 1188.

⁶⁷³ Özbek, **a.g.e.**, s. 1047.

⁶⁷⁴ **A.g.e.**

⁶⁷⁵ Koç, **a.g.e.**, s. 139.

⁶⁷⁶ Hafizoğulları/ Özen, **Topluma Karşı Suçlar**, s.467.

⁶⁷⁷ Taşdemir, **a.g.e.**, s. 342-343.

⁶⁷⁸ Erdoğan, **a.g.e.**, s. 337.

kartı muhafaza eden kişinin, kartın sahte olduğunu bildiği takdirde bu madde kapsamında cezalandırılması gerekir.

Sahte bir kart ya en baştan bir plastik üzerine kart bilgilerinin basılması suretiyle bir kartın sahte olarak üretilmesi şeklinde ya da hâlihazırda var olan gerçek bir kart üzerinde sahtecilik yapılması şeklinde oluşturulabilir.⁶⁷⁹ Doktrinde gerçek bir kartın kopyalanmasının da sahte kart üretmek kapsamında kabul edileceği belirtilmektedir.⁶⁸⁰ Zira sahtecilik gerçek olan bir kartın taklidinin yapılması şeklinde de gerçekleşebilmektedir.

Sahte olarak üretilmiş olan kartın başkalarının hesaplarıyla ilişkilendirilmiş olması gerekir.⁶⁸¹ Bu ilişkilendirme yapılmamış olan kartın üzerinde tipte sayılan hareketlerin icra edilmesi halinde TCK md. 245/2’de yer alan suç oluşmayacaktır. Bu durumda, sahte kartı kendi hesabıyla ilişkili olarak düzenleyen kişi başkalarının hesabıyla ilişkilendirmediği takdirde tipteki hareket meydana gelmez.⁶⁸² Aynı şekilde, var olmayan bir hesap için tamamen kurgusal bir kart üretmek de bu suçu oluşturmayacaktır. Bu kartın kullanılması halinde, unsurlarını taşıyorsa özel belgede sahtecilik suçunun oluşup oluşmadığının incelenmesi gerekir.⁶⁸³ Ancak böyle bir kartın ATM veya POS makinesi gibi bilişim sistemlerinde herhangi bir hesapla bağlantısı olmadığı ve sahte olduğu anlaşılabileceği için kullanılması zordur. Bu şekilde üretilen kart kullanılmadığı takdirde sahtecilik suçu oluşmaz.⁶⁸⁴ Ancak bir şekilde kart başkalarının aldatılmasında kullanılmış ve yarar elde edilmişse dolandırıcılık suçunun oluşup oluşmadığı incelenmelidir.⁶⁸⁵

TCK m, 245/2’de var olan hesaplara yönelik sahte kart üretilmektedir.⁶⁸⁶ Bunu yapabilmek için gerçek hesaplara ilişkin bilgilerin ele geçirilmesi gerekir.⁶⁸⁷ Sahte

⁶⁷⁹ Koç, **a.g.e.**, s. 136; Okuyucu Ergün, **a.g.e.**, s. 1077; Soyaslan, **a.g.e.**, s.690; Umut Ö. Eker, **a.g.e.**, s. 129.

⁶⁸⁰ Özbek, **a.g.e.**, s. 1047; Taşdemir, **a.g.e.**, s.342.

⁶⁸¹ Erdoğan, **a.g.e.**, s. 335.

⁶⁸² Apaydın, **a.g.e.**, s. 89; Tezcan/ Erdem/ Önok, **a.g.e.**, s. 1188.

⁶⁸³ Koca / Üzülmüş, **Türk Ceza Hukuku Özel Hükümler**, s. 907.

⁶⁸⁴ Koç, **a.g.e.**, s. 136.

⁶⁸⁵ Tezcan/ Erdem/ Önok, **a.g.e.**, s. 1188.

⁶⁸⁶ Özbek/ Doğan/ Bacaksız, **Türk Ceza Hukuku Özel Hükümler**, s. 1016.

⁶⁸⁷ Meran, **Dolandırıcılık, Sahtecilik, Güveni Kötüye Kullanma**, s. 337.

kart üretmede kullanılan kart bilgilerin ele geçirilmesinde virüsler,⁶⁸⁸ solucanlar,⁶⁸⁹ truva atları⁶⁹⁰ gibi kötü amaçlı yazılımlar⁶⁹¹ yoluyla karta ilişkin hassas veriler ele geçirilebilmektedir.⁶⁹² Kötü amaçlı yazılımlar, cihazda depolanan veriye ulaşarak cihazın normal işleyişine müdahale etmekte veya uzaktan yetkisiz erişimi mümkün kılmak için daha fazla güvenlik açığı yaratabilmektedir.⁶⁹³ Ayrıca bu bilgilerin ele geçirilmesinde phishing (oltalama),⁶⁹⁴ gibi yöntemler kullanılmaktadır. Zamanla bu

⁶⁸⁸ İçerisinde kötücül yazılım olan bir dosyanın açılması veya programın çalıştırılması gibi insan faaliyeti sonucu kendini çoğaltan ve cihazdaki belgeler, dosyalar ve uygulamalardaki güvenlik açıklarından yararlanarak sisteme yayılan kötücül yazılım türüdür. Attia Qamar/ Ahmad Karim/ Victor Chang, “Mobile Malware Attacks: Review, Taxonomy & Future Directions”, **Future Generation Computer Systems**, C. 97, Ağustos 2019, s. 888.

⁶⁸⁹ İnsan müdahalesi olmadan ağ üzerinden cihazdan cihaza çoğaltılabilen ve yayılabilen, sunucularında tıkanıklık yaratarak ana bilgisayar ağlarını yok edebilen, kullanıcının verilerini çalan, dosyalarını silen kötücül yazılım türüdür. Solucanlar bir e-posta ekinin açılmasıyla konak makineye bulaşır ve yayılır. Anıl Utku / İbrahim Alper Doğu, “Mobil Kötücül Yazılımlar ve Güvenlik Çözümleri Üzerine Bir İnceleme”, **Gazi University Journal of Science**, C. 4, S. 2, 2016, s. 52; Qamar/ Karim/ Chang, **a.g.e.**, s. 888.

⁶⁹⁰ Kendini iyi huylu bir uygulama olarak gösteren veya iyi huylu uygulamalara saran, cihaza başka kötü amaçlı yazılım yükleyen, cihazdaki verileri silen, değiştiren ve cihaza uzaktan erişim sağlayan bir kötücül yazılım türüdür. Qamar/ Karim/ Chang, **a.g.e.**, s. 888; Savaş, **a.g.e.**, s. 156.

⁶⁹¹ Kötücül yazılım (malware-malicious software) bilişim sisteminin normal çalışmasını bozmak, erişim kontrollerini atlamak, hassas bilgileri toplamak, istenmeyen reklamlar göstermek veya kullanıcının bilgisi olmadan cihazın kontrolünü ele geçirmek gibi ağa veya cihaza zarar vermek amacıyla hazırlanan yazılımlardır. Qamar/ Karim/ Chang, **a.g.e.**, s. 888.

⁶⁹² David Bainbridge, “Criminal Law Tackles Computer Fraud and Misuse”, **Computer Law and Security Report**, C. 23, 2007, s. 277; ENİSA, **Financial Fraud in Digital Space**, s. 2; Yıldız, **a.g.e.**, s. 134 vd.

⁶⁹³ Daojing He/ Sammy Chan / Mohsen Guizani., “Mobile Application Security: Malware Threats And Defenses”, **Wireless Communications: IEEE**, C. 22, S. 1, 2015, s. 139.

⁶⁹⁴ Phishing (oltalama), bireyleri hesap kullanıcı adı ve şifre gibi finansal verilerini açık etmeleri amacıyla kandırmak için gerçek kuruluşlardan geliyormuş gibi tasarlanmış olan ve sahte web sitelerine yönlendiren bağlantıyı açmaları için ödül kazanmış yahut hesaplarında bir sorun varmış gibi ilgi çekici yöntemlerle yanıltmayı amaçlayan elektronik postaların kullanıldığı aldatma yöntemidir. J. Anthony Vittal, “Phishing, Pharming, and Other Scams”, **GPSolo**, C. 22, S. 8, Aralık 2005, s. 26; He/ Chan / Guizani, **a.g.e.**, s. 138; Jennifer Lynch, “Identity Theft İn Cyberspace: Crime Control Methods And Their Effectiveness in Combating Phishing Attacks”, **Berkeley Technology Law Journal**, C. 20, S. 1, 2005, s. 259-266; Özgür Eralp, **İnternet Bankacılığı ve Kredi Kartı Dolandırıcılığının Teknik, Hukuki ve Cezai Boyutu**, Ankara: Eralp Kitap Basımevi, 2012, s.71; Urbas, **a.g.e.**, s. 106; Yıldırım Ebru Yeniman, “Bilişim Sistemlerine Yönelik Siber Saldırıları ve Siber Güvenliğin Sağlanması”, **Mesleki Bilimler Dergisi**, C. 7, S. 2, 2018, s. 26.

yöntemin smishing,⁶⁹⁵ vishing,⁶⁹⁶ spear phishing,⁶⁹⁷ pharming⁶⁹⁸ gibi türevleri doğmuştur. Ayrıca, POS makinesi veya ATM'lerin kart okuyucu bölmesine kurulan düzenekler aracılığıyla işlem yapan kişilerin verileri ele geçirilebilmektedir.⁶⁹⁹ Bu şekilde ele geçirilen kart bilgileri daha sonra internet bankacılığı ile alışveriş yapmakta veya havale ile başka hesaba para aktarmakta kullanılarak TCK md. 245/1'de yer alan suçun işlenmesinde de kullanılabileceği⁷⁰⁰ gibi bu bilgilerin boş plastiğe basılmasıyla sahte kart üretilmesinde de kullanılabilmektedir.⁷⁰¹ Boş plastik yönteminde, banka veya kredi kartı büyüklüğünde bir plastik üzerine başkasına ait kart bilgileri basılmaktadır.⁷⁰² Ancak bu durumda kart yalnızca imprinter cihazlarında kullanılabilmektedir. Çünkü kartın manyetik şerit bilgileri eksiktir. Ancak artık bu cihazlar yerine POS makineleri kullanıldığı için manyetik şerit sahteciliği yöntemi kullanılmaya başlanmıştır. Bu manyetik şerit kopyalama yönteminde başkasına ait kart "skimmer" isimli cihazdan geçirilerek veriler depolanabilmekte ve

⁶⁹⁵ Telefonla SMS (short message service) gönderilmesi yöntemiyle yapılan ortalama saldırıları. Mesajla kişi belli bir numarayı aramaya veya belli bir bağlantıyı açmaya teşvik edilir. Mark Button / Carol Mnaughton Nicholls / Jane Kerr / Rachael Owen, "Online Fraud Victims in England and Wales: Victims' Views on Sentencing and the Opportunity For Restorative Justice", **Howard Journal of Criminal Justice**, C. 54, S. 2, Mayıs 2015, s. 195; Wild/ Weinstein/ MacEwa / Geach, **a.g.e.**, s.324.

⁶⁹⁶ Telefon aramalarıyla sesli olarak yapılan ortalama saldırıları. Aranan kişiye hesabının ele geçirildiği veya banka hesabında alışılmadık bir hareket olduğu yahut ödül kazandığı gibi ilgi çekici şeyler söylenilerek karta ilişkin hassas verileri elde etmeyi amaçlayan saldırılardır. Button/ Nicholls/ Kerr/ Owen, **a.g.e.**, s. 195; Wild/ Weinstein/ MacEwa / Geach, **a.g.e.**, s.324.

⁶⁹⁷ Alıcıyı elektronik postanın göndericisine ve postanın içeriğine güvenmeye ikna etmek için, kuruluşun iç yapısı, süreçleri ve yazılımı hakkında ve elektronik postayı alan kişi hakkında olabildiğince fazla bilgi toplanarak, ayrıntılı bilgi göstermeyi amaçlayacaktır. Sıradan ortalama saldırılarından farklı olarak geniş kitleler yerine daha kesin hedefler söz konusudur. EUROPOL, **Report on Spear Phishing: a Law Enforcement and Cross-Industry Perspective**, Kasım 2019, s. 11-12, www.europol.europa.eu; Vilić, "Phishing And Pharming As Forms Of Identity Theft And Identity Abuse", **Balkan Social Science Review**, C. 13, S. 13, Haziran 2019, s. 48-49; Wild/ Weinstein/ MacEwa / Geach, **a.g.e.**, s.319.

⁶⁹⁸ Herhangi bir bağlantıyı açmanın gerekli olmadığı, elektronik postanın açılmasıyla cihaza kötücül yazılımların bulaştığı ortalama yöntemi. Vilić, **a.g.e.**, s. 47; Wild/ Weinstein/ MacEwa / Geach, **a.g.e.**, s.324.

⁶⁹⁹ ENİSA, **Financial Fraud in Digital Space**, s. 2; Dong-Tsan Lee, "Re-Examining The Security Issues Of ATM Systems", **Computer Fraud & Security**, 2004, C. 2, s. 13; IOCTA (**Internet Organised Crime Threat Assessment**), Kasım 2019, s. 38; Tade / Adeniyi, **a.g.e.**, s. 92.

⁷⁰⁰ "Sanığın, katılan ...'e ait...e-mail adresine ait şifreyi kırarak, MSN listesindeki arkadaşlarından banka hesap numaralarını istediği, katılan ...'nın da katılan ...'le görüştüğünü düşünerek, internet şubesi hesap numarası ile şifresini gönderdiği, sanığın bu banka hesap numarası ve şifresini kullanarak katılan ...'na ait kredi kartı hesabından 2.000.00 TL çekerek ... eyleminin, kül halinde 5237 sayılı TCK'nın 245/1 maddesine göre banka ve kredi kartlarının kötüye kullanılması suçunu oluşturduğu", Yargıtay 15. C.D. E. 2019/1555, K. 2020/9075, T. 24.9.2020; "katılan ...'ın facebook hesabına ... isimli şahıstan geliyormuş gibi mesaj göndererek kredi kartı hesap bilgilerini istedikleri, onun da ...'ya gönderdiğini zannederek eşi ... adına kayıtlı ek karta ait 12 haneli müşteri numarası ile cep telefonu numarası bilgilerini ve cep telefonuna gelen SMS onay kodunu gönderdiği, bunun üzerine kart bilgilerini ele geçiren sanıkların", Yargıtay 8. CD., E. 2018/12533 K. 2020/764 T. 15.1.2020, Kazancı (E.T. 17.11.2020).

⁷⁰¹ ENİSA, **Financial Fraud in Digital Space**, s. 2 vd.

⁷⁰² Caminer, **a.g.e.**, s. 752; Katherine J. Barker / Jackie D'Amato / Paul Sheridan, "Credit Card Fraud: Awareness and Prevention", **Journal of Financial Crime**, C. 15, S. 4, 2008, s.400.

aktarılabilmektedir.⁷⁰³ Daha sonra başkasına ait kartın manyetik şerit bilgileri encoder isimli cihazla sahte karta kodlanabilmektedir.⁷⁰⁴ Bu yolla üretilen kartlar, POS cihazlarında da sahte olduğu fark edilmeden kullanılabilmektedir. Daha sonra gelişen çipli kart yöntemi sayesinde, sahte kartın üretilmesi için eklenmesi gereken sahte çip üretimi daha zor olduğu için kart üretimi oranında azalma sağlanmıştır.⁷⁰⁵ Elbette ki yeni teknoloji ile hazırlanmış kartlar, çeşitli suçlar açısından güvenliği arttırsa da tehlikeyi tamamen ortadan kaldırmaya yetmemektedir. Fakat gün geçtikçe buna yönelik tedbirleri arttırmaya yönelik çalışmalar yapılmaktadır. Çipli kartlar, 3D güvenlik sistemleri⁷⁰⁶ bu çalışmanın ürünü olarak kart sahteciliğine karşı geliştirilen önlemlerdendir.⁷⁰⁷

İnternet ortamında kullanılmak üzere başlangıç limiti sıfır olarak çıkarılan ve sonradan farklı bir limit belirlenen sanal kartın,⁷⁰⁸ başkasına ait bilgilerle sahte olarak üretilmesi söz konusu olabilmektedir. Bu tip kartlar, kart numarası, son kullanma tarihi ve şifre gibi kart bilgilerinin bütününden oluşan soyut bir yapıdadır.⁷⁰⁹ Bu kartlarla mail order işlemleri yapılabilen, internet üzerinden alışveriş yapılabilir. Bu suçun kapsamının sanal ortamda sahte kart üretilmesini de içine alması gerekir. Dolayısıyla fiziksel bir kart üretmeksizin, başkasına ait bilgiler kullanılarak sanal ortamda sahte kart oluşturulması, satılması, satın alınması, devredilmesi veya kabul edilmesi durumunda da bu suçun oluşacağının kabul edilmesi gerekir.⁷¹⁰ Zira madde metninde yalnızca sahte kart ifadesi kullanılmış olup, bu kartın fiziksel olarak somut bir kart üzerinde gerçekleşmesi gerektiğini belirten bir ifade yer almamaktadır. İcra hareketlerinin fiziksel olarak var olmayan bir kart üzerinde gerçekleşmesi mümkündür. Gerçek olmayan müracaat yoluyla sanal kart üretilmesi buna örnek olarak gösterilebilir.

⁷⁰³ Artuk/ Gökçen/ Yenidünya, **a.g.e.**, s. 867 vd.; Barker / D'Amato / Sheridan, **a.g.e.**, s.401; IOCTA (**Internet Organised Crime Threat Assessment**), Kasım 2019, s. 38; Vilić, **a.g.e.**, s. 46.

⁷⁰⁴ Apaydın, **a.g.e.**, s. 88; Dülger, **a.g.e.**, s. 386; Özbek, **a.g.e.**, s. 1053; Reisoğlu, **a.g.e.**, s. 117; Soyaslan, **a.g.e.**, s.690.

⁷⁰⁵ Kaya, **a.g.e.**, s. 85.

⁷⁰⁶ Kartla yapılan işlemlerde telefona gelen şifre ile yapılan kimlik doğrulama işlemleri. Ramazan Kılıç, **Kredi Kartı Sahteciliği**, Marmara Üniversitesi Bankacılık ve Sigortacılık Enstitüsü, Bankacılık Anabilim Dalı, Yüksek Lisans Tezi, 2010, s. 58.

⁷⁰⁷ Stankic/ Soldic/ Jakovljevic, **a.g.e.**, s. 36; Gold, **a.g.e.**, s. 12.

⁷⁰⁸ Kaya, **a.g.e.**, s. 81.

⁷⁰⁹ Karabulut, **a.g.e.**, s. 17.

⁷¹⁰ Dülger, **a.g.e.**, s. 386; aksi yönde kartın fiziksel olarak üretilmesi gerektiği görüşü için bkz. Karagülmez, **a.g.e.**, s. 346.

Gerçek olmayan müracaat yoluyla bu suçun işlenmesinde ise, sahte bilgilerle kart başvurusunda bulunulmakta⁷¹¹ veya sahte belge sunulmasa dahi başkası adına yetkisiz olarak kart başvurusunda bulunulmaktadır.⁷¹² Bu başvuru üzerine kart çıkaran kuruluş tarafından bir başkası adına kart düzenlenmesi sağlanmaktadır. Sahte belgelerle başvuru yapıldığı durumda aynı anda BKKKK md. 37/2’de yer alan “*kredi kartı veya üye işyeri sözleşmesinde veya eki belgelerde sahtecilik yapanlar veya sözleşme imzalamak amacıyla sahte belge ibraz edenler bir yıldan üç yıla kadar hapis cezasına mahkûm edilirler*” şeklinde hüküm altına alınmış sözleşme ve eki belgelerde sahtecilik suçu da meydana gelmektedir. Doktrinde bir görüş burada, sahte kart olmadığını, banka tarafından verilen gerçek bir kart olduğunu, bu sebeple başvuruda kullanılan sahte belgelerin hazırlanıp kullanılması ile sahtecilik suçu⁷¹³ ve bankayı aldatarak yarar elde edilmesi şeklinde dolandırıcılık suçu oluştuğunu kabul etmektedir.⁷¹⁴ Yine benzer şekilde bu olaylarda TCK md. 245/2’de yer alan suçun oluşmadığını kabul eden bir başka görüş ise bu kartların gerçek kart olmadığını kabul etmekle birlikte, sahte olarak kartı üretme hareketinin sahte belgelerle başvuran kişi tarafından değil kart çıkaran kuruluş tarafından yapılması sebebiyle unsurların oluşmasına göre dolandırıcılık veya BKKKK md. 37/2’de yer alan suçun oluşacağını belirtmektedir.⁷¹⁵ Dolayısıyla burada üretilen kartın sahte olup olmadığı ve sahte kart kabul edildiğinde bu kartın sahte olarak fail tarafından üretilip üretilmediğinin tespiti önem kazanmaktadır. Başkalarına ait bilgiler kullanılarak kart başvurusu yapılması suretiyle elde edilen kartlar gerçek bilgileri içermemektedir. Zira kart başvurusu yapan ve kart sözleşmesini imzalayan kişi ile adına kart çıkarılan kişi aynı değildir. Aynı zamanda sözleşmeyi kuran irade adına kart çıkarılan kişinin iradesi olmadığı için kart sözleşmesi geçersizdir. Burada da gerçek olmayan bir irade ile geçersiz bir sözleşmeye dayalı üretilmiş sahte bir kart vardır. Kartın sahte olduğu kabul edildiğinde dahi sahte kartı üretme hareketinin doğrudan fail tarafından icra edilmediğinin kabul edilmesi gerekir. Ancak burada kart başvurusunda bulunan kişi dolaylı fail konumundadır. Kart

⁷¹¹ Yargıtay 8. CD., E. 2018/5228 K. 2020/15879 T. 23.9.2020, Kazancı (E.T. 17.11.2020).

⁷¹² “*Katılan ... adına şikayetçi ...'a ait kredi kartı için kayıp bildiriminde bulunarak telefon bankacılığı aracılığıyla 25.11.2007 tarihinde kapatılan kredi kartının yerine 26.11.2007 tarihinde yeni kredi kartı oluşturulup HSBC bankası Avcılar şubesine gönderilerek sanığa teslim olunduğu*”, Yargıtay 8. C.D. E. 2014/21811, K. 2014/24673, T. 5.11.2014, Kazancı (E.T. 17.11.2020).

⁷¹³ Ayşe Nuhoglu, **Ceza Hukukunda Kredi Kartlarının Kötüye Kullanılması**, Analiz Basım Yayın, İstanbul, 2002, s. 281.

⁷¹⁴ Meran, **Dolandırıcılık, Sahtecilik, Güveni Kötüye Kullanma**, s. 338; Soyaslan, **a.g.e.**, s.691; benzer görüşte Erdoğan sahte kart üretilmediğini kabul etmekle beraber TCK md. 158 yerine özel norm olan BKKKK md. 37/2’de yer alan suçun oluşacağını belirtmektedir. Erdoğan, **a.g.e.**, s. 354.

⁷¹⁵ Okuyucu Ergün, **a.g.e.**, s. 1077-1078.

çıkaran kuruluşun çalışanlarının yanıltılması ve araç olarak kullanılması suretiyle sahte kart ürettirilmektedir. Dolayısıyla tipte yer alan hareket bir başkasının araç olarak kullanılması suretiyle icra edilmektedir. Kanımızca, açıklanan sebeplerle başkasına ait bilgilerle banka veya kredi kartı yahut bunlara bağlı ek kart çıkarılması halinde, üretilen kart sahte karttır ve kart başvurusunda bulunan kişi dolaylı fail olarak TCK md. 245/2’de yer alan suçu işlemektedir.⁷¹⁶ Ancak, kart başvurusunda bulunulacak belgelerde sahtecilik yapılmış, fakat sahte kart üretilmemişse yapılan sahtecilik, suç konusu banka veya kredi kartları üzerinde gerçekleşmediğinden sonraki özel kanun olan BKKKK md. 37/2’de yer alan suç oluşacaktır.⁷¹⁷ Yargıtay da aynı yönde, başvurudan sözleşmenin imzalanmasına kadarki kısım için BKKKK md. 37/2’de yer alan suçun; kartın üretilmesi kısmı için TCK md. 245/2’de yer alan suçun oluştuğunu kabul etmektedir.⁷¹⁸

5. Netice

Başkasının hesabıyla ilişkilendirilmiş olan sahte kartın üretilmesi, satılması, satın alınması, devredilmesi veya kabul edilmesi hareketlerinin yapılmasıyla beraber suç tamamlanır.⁷¹⁹ Bu sebeple bu suç bir ani suçtur.⁷²⁰ Maddenin birinci ve üçüncü fıkrasındaki haksız bir yarar elde edilmesi gibi korunan hukuki değeri zarara uğratan bir netice aranmadığı ve bu hareketlerin gerçekleştirilmesiyle hukuki değer üzerinde tehlikenin oluştuğu varsayıldığı için⁷²¹ netice açısından bu suç bir soyut tehlike suçudur.⁷²² Soyut tehlike suçlarında, hareketin kendi başına tehlikeyi de yarattığı ön kabulü bulunduğu için zarar tehlikesi şeklinde bir neticenin ortaya çıkıp çıkmadığı araştırması gerekmeyecektir.⁷²³ Bu sebeple, tipteki sahte kart üzerinde gerçekleşen

⁷¹⁶ Apaydın, **a.g.e.**, s. 92; Dülger, **a.g.e.**, s. 386; Tezcan / Erdem/ Önok, **a.g.e.**, s. 1198;

⁷¹⁷ Apaydın, **a.g.e.**, s. 92; Özbek/ Doğan/ Bacaksız, **Türk Ceza Hukuku Özel Hükümler**, s. 1016-1017.

⁷¹⁸ Yargıtay 11. CD., E. 2011/10450, K. 2013/7470, T. 8.5.2013; Yargıtay 8. C.D., E. 2019/9326, K. 2019/9173, T. 1.7.2019, Kazancı (E.T. 17.11.2020).

⁷¹⁹ Hafızoğulları/ Özen, **Topluma Karşı Suçlar**, s.468; Meran, **Dolandırıcılık, Sahtecilik, Güveni Kötüye Kullanma**, s. 337; Soyaslan, **a.g.e.**, s.691.

⁷²⁰ Koç, **a.g.e.**, s. 144.

⁷²¹ Dülger, **a.g.e.**, s. 399-400; Okuyucu Ergün, **a.g.e.**, s. 1078.

⁷²² Koca / Üzülmüş, **Türk Ceza Hukuku Özel Hükümler**, s. 906; Tezcan/ Erdem/ Önok, **a.g.e.**, s. 1189.

⁷²³ İlhan Bulut, **Suçta Netice**, Ankara Yıldırım Beyazıt Üniversitesi Sosyal Bilimler Enstitüsü, Kamu Hukuku Anabilim Dalı, Doktora Tezi, Ankara, 2020, s. 171; Yaprak Öntan, **Ceza Hukukunda Davranış ve Netice**, Ankara Üniversitesi Sosyal Bilimler Enstitüsü, Kamu Hukuku Anabilim Dalı, Doktora Tezi, Ankara, 2020, s. 363-364.

hareketlerin bir zarar ya da zarar tehlikesi yaratması gerekmez.⁷²⁴ Örneğin, sahte olarak üretilen kartın ilişkilendirildiği hesap kapalı olduğu için yahut hesapta para bulunmadığı için sahte kartın kullanılması suretiyle bir yarar elde etmek mümkün değilse bile suç oluşacaktır. Ancak, bu suç bir soyut tehlike suçu olmasına rağmen madde metninde, yapılan hareketin tehlikeyi yaratmaya elverişli olup olmadığını inceleme konusunda vurgu yapan “*başkalarına ait banka hesaplarıyla ilişkilendirilerek*” ifadesi yer almaktadır. Bu sebeple somut olayda sahte kartın bir netice meydana getirmeye elverişsiz olması suçun oluşması açısından önem arz etmemekteyse de mutlak olarak sahte kartın hukuki yarar üzerinde tehlike meydana getirmeye elverişsiz olması halinde ceza verilmemesi gerekmektedir.⁷²⁵ Kartın başkasının hesabıyla ilişkilendirilmemiş olması halinde veya kartın banka veya kredi kartının taşıması gereken nitelikleri (kart bilgileri, kartın boyutu gibi) taşımaması halinde suç oluşmayacaktır.

Bu suç bir sırf hareket suçu olarak nitelendirilebilir.⁷²⁶ Bu tip suçlarda suç tipinde gerçekleşmesi gereken bir netice yer almamaktadır ve hareketin icrasıyla suç tamamlanmaktadır.⁷²⁷ Madde metnindeki hareketlerin gerçekleştirilmesiyle birlikte suç tamamlanmış olur.⁷²⁸ Sahte kartın kullanılması ve bununla bir yarar elde edilmesi gibi bir netice tipte yer almadığı için suçun tamamlanması için bunların gerçekleşmesi gerekmez.⁷²⁹ Doktrinde, sahte olarak üretilen kartın başkasına ait hesapla ilişkilendirilmesinin netice olarak kabul edilmesi gerektiği belirtilmektedir.⁷³⁰ Ancak katıldığımız diğer görüşe göre kartın başkasının hesabıyla ilişkilendirilmesi, hareket unsuru içerisinde olup tipteki hareketin yapılmasıyla suç tamamlanır.⁷³¹

B. Manevi Unsur

TCK md. 245/2’de yer alan suç, kasten işlenebilen suçlardandır.⁷³² Manevi unsur açısından başkaca bir özel durum aranmamıştır. Failin kartı üretirken, satarken, satın

⁷²⁴ Erdoğan, **a.g.e.**, s.337; Hafizoğulları/ Özen, **Topluma Karşı Suçlar**, s.468.

⁷²⁵ Öntan, **a.g.e.**, s. 367, Bulut, **a.g.e.**, s. 173-174.

⁷²⁶ Erdoğan, **a.g.e.**, s.337; Tezcan/ Erdem/ Önok, **a.g.e.**, s. 1189.

⁷²⁷ Bulut, **a.g.e.**, s. 151.

⁷²⁸ Yıldız, **a.g.e.**, s. 269.

⁷²⁹ Dülger, **a.g.e.**, s. 399; Koç, **a.g.e.**, s. 144.

⁷³⁰ Erdoğan, **a.g.e.**, s.335; Karagülmez, **a.g.e.**, s. 346.

⁷³¹ Dülger, **a.g.e.**, s. 386.

⁷³² Dülger, **a.g.e.**, s. 400; Erdoğan, **a.g.e.**, s.339; Okuyucu Ergün, **a.g.e.**, s. 1073; Soyaslan, **a.g.e.**, s. 692.

alırken, devrederken veya kabul ederken herhangi bir amacı veya saiki bulunması gerektiğini belirten açık ifadeler bulunmadığı için genel kastın yeterli kabul edilmesi gerekir.⁷³³

Failin kastının kendisine veya başkasına yarar sağlamak amacını da kapsamı gerektiği şeklinde bir özel kastı aranmamaktadır.⁷³⁴ Tipte yer alan hareketleri icra eden kişinin genel kastının kartı kullanarak yarar sağlamaya yönelik olması gerekmez. Zira yarar sağlamak suçun unsurları arasında değildir.⁷³⁵ Örneğin, sahte olduğunu bildiği kartı kabul eden kişinin kullanmaya yönelik bir iradesi yoksa ve sadece saklamak için almışsa dahi manevi unsur oluşmuştur.⁷³⁶

Genel kastın bulunması için kartın, başkasının hesabıyla ilişkilendirilerek üretilmiş sahte kart olduğunu bilmek ve tipte yer alan hareketleri bilerek ve isteyerek icra etmek gerekir.⁷³⁷ Sahte kartı başkasının hesabıyla ilişkilendirerek üreten kişinin bunu bilmiyor olması söz konusu olamaz. Ancak diğer hareketleri yapan kişiler de kartın bu özelliklerini bilmelidir.⁷³⁸ Elbette kastın tespitinde, suç konusu kartın üzerinde yazan ismin başkasına ait olduğunun biliniyor olması veya kart çıkaran kuruluş yerine yetkisiz kişilerden alınması dikkate alınır.⁷³⁹ Tipte yer alan hareketleri, başkasının hesabıyla ilişkilendirilmiş sahte bir kart olduğunu bilerek ve isteyerek icra edilmesi halinde manevi unsurun oluştuğu kabul edilecektir.⁷⁴⁰ Suçun unsurlarından biri olan kartın başka birinin hesabıyla ilişkilendirilmiş sahte kart olma özelliğinin fail tarafından bilinmesi gerekir. TCK md. 30/1 gereği, kanuni tanımda yer alan maddi unsurları bilmeyen kişinin kastı bulunmamaktadır. Bu suç taksirle işlenemeyeceği için manevi unsur oluşmayacaktır. Örneğin, sahte kartı üreten kişinin, bu kartı kullanması için arkadaşına vermesi halinde, kartı kabul eden kişi kartın sahte olduğunu bilmiyorsa kasten hareket etmediği kabul edilmelidir ve suç oluşmaz.

⁷³³ Akbulut, **a.g.e.**, s. 324; Dülger, **a.g.e.**, s. 400.

⁷³⁴ Yıldız, **a.g.e.**, s.199.

⁷³⁵ Karagülmez, **a.g.e.**, s. 345.

⁷³⁶ Koç, **a.g.e.**, s. 142.

⁷³⁷ Akbulut, **a.g.e.**, s. 323-324.

⁷³⁸ Karagülmez, **a.g.e.**, s. 347; Koç, **a.g.e.**, s. 147; Tezcan/ Erdem/ Önok, **a.g.e.**, s. 1192.

⁷³⁹ Erdoğan, **a.g.e.**, s.336.

⁷⁴⁰ Hafizoğulları/ Özen, **Topluma Karşı Suçlar**, s.468; Karagülmez, **a.g.e.**, s. 347; Özbek/ Doğan/ Bacaksız, **Türk Ceza Hukuku Özel Hükümler**, s. 1017; Soyaslan, **a.g.e.**, s. 692.

Failin kastı açısından amaç veya saik belirtilerek yahut bilme unsurunun vurgulanması suretiyle bir sınırlama yapılmadığı için bu suçun olası kastla işlenebilmesi de mümkündür.⁷⁴¹ Doktrinde üretmek hareketinden sonra “bilerek” ifadesinin getirilmesiyle, tipte sayılan hareketleri yapan kişilerin bilmeden bunları yapması sonucu tesadüfi cezalandırmaların önlenebileceği öne sürülmüştür.⁷⁴² Bu şekilde bir düzenleme yapıldığı takdirde, sahte kartı üretmek dışında kalan hareketler olası kastla işlenemeyecektir.

C. Hukuka Aykırılık Unsuru

Başkasının banka hesabıyla ilişkilendirerek sahte kartı üreten, satan, satın alan, devreden veya kabul eden kişi açısından bir hukuka uygunluk sebebinin uygulama alanı bulmasının mümkün olmadığı ve bu fiillerin her zaman hukuka aykırı olacağı kabul edilmektedir.⁷⁴³ Birinci fıkrada yer alan rızaya ilişkin ifadeler maddenin ikinci fıkrasında yer almamaktadır. Yargıtay, dedenin torununa kendi ismini ve bilgilerini kullanarak kart düzenletmesi yönünde rıza verdiği ve buna dayanarak dedesi gibi telefonda başvurarak dedesi adına kart çıkaran torun hakkından herhangi bir hukuka uygunluk sebebi bulunmadığı yönünde karar vermiştir. Aynı kararın karşı oy yazısında ise dedenin üzerinde mutlak bir şekilde tasarrufta bulunabileceği bir hakkına yönelik verdiği rızanın hukuka uygunluk sebebi olarak kabul edilmesi gerektiği belirtilmiştir.⁷⁴⁴ Kanımızca, kamu güveninin korunduğu bu suç açısından kartın ilişkilendirildiği hesap sahibinin rızası, suçu hukuka uygun hale getirmez. Ancak olayda fail açısından haksızlık hatası bulunup bulunmadığının incelenmesi gerekir. Zira failin kartı başkasının adına çıkarmasının sebebi öğrenci olması sebebiyle kendisine kart verilmeyeceği düşüncesiyle başvurmuştur. İcra ettiği fiilin haksızlık

⁷⁴¹ Akbulut, **a.g.e.**, s. 324; Apaydın, **a.g.e.**, s. 93; Erdoğan, **a.g.e.**, s.339; aksi görüş için bkz. Meran, **Dolandırıcılık, Sahtecilik, Güveni Kötüye Kullanma**, s. 352.

⁷⁴² Özbek, **a.g.e.**, s. 1048.

⁷⁴³ Apaydın, **a.g.e.**, s. 94; Koca / Üzülmüş, **Türk Ceza Hukuku Özel Hükümler**, s. 907; Koç, **a.g.e.**, s. 147; Özbek/ Doğan/ Bacaksız, **Türk Ceza Hukuku Özel Hükümler**, s. 1017; Tezcan/ Erdem/ Önok, **a.g.e.**, s. 1193; aksi görüş için bkz. Erdoğan, **a.g.e.**, s.339.

⁷⁴⁴ “Sanık savunmasında, dedesi şikayetçi ... ile birlikte olduğu bir sırada bankadan kredi kartı alabileceği yönünde telefon geldiğini, öğrenci olması nedeniyle kendisine kart verilemeyeceği düşüncesiyle dedesine sorduğunda dedesi olan şikayetçinin kendi adına başvurulabileceğini söylemesi üzerine başvuruyu telefonla gerçekleştirdiğini ve dedesinin rızası dahilinde kimlik bilgilerini verdiğini, dedesi adına düzenlenen kredi kartını dedesinin bilgisi dahilinde ortak kullandıklarını beyan etmiştir... şikayetçinin rızası sanığın fiilini hukuka uygun hale getirdiğinden sanığın beraatine karar verilmesi gerekirken mahkumiyetine karar verilmesi nedeniyle yerel mahkeme kararı bozulmalıdır.”, Yargıtay 8. C.D. E. 2018/9676, K. 2019/15253, T. 18.12.2019, Kazancı (E.T. 17.11.2020).

teşkil ettiği konusunda hataya düşüp düşmediği ve düşmüşse kaçınılmaz olup olmadığı incelenmelidir.

III. Suçu Etkileyen Haller

Suçu etkileyen ağırlaştırıcı veya hafifletici sebep öngörülmemiştir.⁷⁴⁵

IV. Suçun Özel Görünüş Halleri

A. Teşebbüs

TCK md. 245/2’de yer alan suçun oluşması için korunan menfaatin zarara uğraması gerekmediği için bir soyut tehlike suçu olduğu yukarıda açıklanmıştır. Teşebbüs, suç ile korunan menfaati tehlikeye düşüren kişiyi cezalandıran bir müessese olduğu için tehlikeyi tehlikeye düşüren fiil olan tehlike suçlarına teşebbüs halinin cezalandırılmasının mümkün olup olmadığı doktrinde tartışmalıdır.⁷⁴⁶ Hukukumuzda tehlike suçlarına teşebbüsün cezalandırılabilir olduğu kabul edilmektedir.⁷⁴⁷ TCK md. 245/2’de yer alan suç da teşebbüse elverişli bir suçtur.⁷⁴⁸ Bu suç bir sırf hareket suçudur ve sırf hareket suçlarında teşebbüs ancak icra hareketlerinin parçalara bölünebildiği durumlarda mümkündür.⁷⁴⁹ Dolayısıyla bu suçta teşebbüsün mümkün olması için, icra hareketlerinin parçalara bölünebiliyor olması, başlamasıyla bitmesi arasında süre olması ve elde olmayan sebeplerle tamamlanamaması gerekir.⁷⁵⁰

Başkasının hesabıyla ilişkilendirilerek sahte olarak bir kartın üretimi hareketine doğal ve zorunlu olarak bağlı hareketlere başlanmasıyla birlikte icra hareketlerine başlamış olacaktır. Ancak kartın elde olmayan sebeplerle üretilmemesi halinde icra hareketleri tamamlanmadığı için teşebbüs hükmünün uygulanması mümkün

⁷⁴⁵ Apaydın, **a.g.e.**, s. 93; Erdoğan, **a.g.e.**, s.338; Özbek/ Doğan/ Bacaksız, **Türk Ceza Hukuku Özel Hükümler**, s. 1017.

⁷⁴⁶ Öntan, **a.g.e.**, s. 344-354.

⁷⁴⁷ Aydın, **Suç Teşebbüs**, s. 109-110; Önder Tozman, **Suç Teşebbüs**, Ankara Üniversitesi Sosyal Bilimler Enstitüsü, Kamu Hukuku (Ceza ve Ceza Usul Hukuku) Ana Bilim Dalı, Doktora Tezi, Ankara, 2008, s. 183.

⁷⁴⁸ Soyaslan, **a.g.e.**, s. 691.

⁷⁴⁹ Bulut, **a.g.e.**, s. 156; Öntan, **a.g.e.**, s. 394.

⁷⁵⁰ Meran, **Dolandırıcılık, Sahtecilik, Güveni Kötüye Kullanma**, s. 337; Okuyucu Ergün, **a.g.e.**, s. 1078.

olabilecektir.⁷⁵¹ Örneğin ATM'ye kart kopyalamaya yarayan cihazı takan faillerin, bu cihazı kullanarak sahte kart üretmeden yakalandığı olayda⁷⁵² 245/2'ye teşebbüs kabul edilmelidir.⁷⁵³

Yargıtay kart bilgilerini ele geçirmeye yarayan cihazı ATM'ye takip kart bilgilerini elde eden ancak bu bilgilerle sahte kart üretimi için herhangi bir harekette bulunmayan kişilerin eyleminin 245/2'de yer alan suça teşebbüs değil, TCK md. 136/1'de *“kişisel verileri, hukuka aykırı olarak bir başkasına veren, yayan veya ele geçiren kişi, iki yıldan dört yıla kadar hapis cezası ile cezalandırılır”* şeklinde düzenlenmiş olan kişisel verileri hukuka aykırı olarak ele geçirme suçunun oluşacağını kabul etmiştir.⁷⁵⁴ Karara göre cihaz ile ele geçirilen bilgiler henüz kart üretmede kullanılmadığı takdirde TCK md. 245/2'de yer alan suça teşebbüs söz konusu olmayacaktır. Ancak cihazla kişisel veriler ele geçirilmişse TCK md. 136'da yer alan suçun oluşacağı; ele geçirilememişse bu suça teşebbüsün oluştuğu kabul edilecektir. Kanımızca bu aşamada kullanılan cihazın niteliği de önem arz etmektedir. ATM'ye takılmış olan yalnızca kart numarası veya kart sahibinin adı gibi bilgileri kaydediyorsa, bu suçu işleme kastıyla ele geçirildiğini ortaya koyacak ölçüde suç tipine yakınlık söz konusu değildir. Bu bilgilerin satılması veya internet bankacılığında kullanılması gibi başka bir suçu işleme kastıyla kartın ele geçirilmesi söz konusu olabilecektir. Ancak faillerin kullandığı cihaz yalnızca kartın üretilmesi için kullanılabiliriyorsa yahut manyetik şeridin kopyalanması gibi sahte kart üretimi hareketine zorunlu ve doğal olarak bağlı bir amaç için kullanılıyorsa suçun icra hareketlerinin başladığının ve sahte kart üretiminin elde olmayan sebeplerle tamamlanamaması halinin de bu suça teşebbüs olarak kabul edilmesi gerekir. Zira doktrinde de kabul edildiği üzere sahte kart

⁷⁵¹ Dülger, **a.g.e.**, s. 405; Karagülmez, **a.g.e.**, s. 356.

⁷⁵² Yargıtay 11. C.D. E. 2006/1856, K. 2006/3468, T. 26.04.2006, Kazancı (E.T. 17.01.2021).

⁷⁵³ Dülger, **a.g.e.**, s. 405; Özbek/ Doğan/ Bacaksız, **Türk Ceza Hukuku Özel Hükümler**, s. 1018; aksi yönde bu hareketlerin hazırlık hareketi olduğu için teşebbüs aşamasına gelmeden faillerin yakalanmış olduğu görüşü için bkz. Okuyucu Ergün, **a.g.e.**, s. 1078-1079.

⁷⁵⁴ *“Oluşa ve tüm dosya kapsamına göre; sanıkların karı-koca oldukları,internet üzerinden kart kopyalamaya yarayan cihaz ve kamerayı satın alarak olay günü bu cihazları ... Bankası ... ATM'ye yerleştirdikleri, ardından sanıkların ATM'nin yanından ayrılarak ATM'ye işlem yapmak için gelen şahısları uzaktan izlemeye başladıkları,...Bankası güvenlik biriminde çalışan bir görevlinin sanıkları farketmesi ve kolluk görevlilerine olayı bildirmesi üzerine sanıkların bekledikleri yerde yakalandıkları ve ATM cihazına takılı halde bulunan kart kopyalama ile kamera düzeneğinin ele geçirildiği... mağdurlara ait kart bilgileri kopyalanarak bir kart oluşturulmaması halinde ise ele geçirilen kopyalama cihazında bilgi bulunması halinde eyleminin mağdur sayısınınca TCK'nın 136. maddesinde düzenlenen kişisel verileri hukuka aykırı olarak ele geçirme, bulunmaması halinde ise kişisel verileri hukuka aykırı olarak ele geçirmeye teşebbüs suçunu oluşturacağı ve suçun mağdurunun kart bilgilerinin sahibi olan banka müşterileri olacağı cihetle”*, Yargıtay 8. C.D., E. 2019/19925, K. 2020/15872, T. 23.9.2020, Kazancı (E.T. 17.01.2021).

üretmeye çalışılması ancak elde olmayan sebeplerle üretilmemesi, bu suça teşebbüsü oluşturmaktadır.⁷⁵⁵

Sahte kartı üretmeye yarayan cihazın kullanılmasına ve üretmeye yönelik harekette bulunmadan yalnızca bu cihazların temini veya bulundurulması TCK md. 245/2’de yer alan suçun hazırlık hareketleridir. Dolayısıyla bu suça teşebbüs değil, TCK md. 245/A’da *“bir cihazın, bilgisayar programının, şifrenin veya sair güvenlik kodunun; münhasıran bu Bölümde yer alan suçlar ile bilişim sistemlerinin araç olarak kullanılması suretiyle işlenebilen diğer suçların işlenmesi için yapılması veya oluşturulması durumunda, bunları imal eden, ithal eden, sevk eden, nakleden, depolayan, kabul eden, satan, satışa arz eden, satın alan, başkalarına veren veya bulunduran kişi, bir yıldan üç yıla kadar hapis ve beşbin güne kadar adli para cezası ile cezalandırılır”* şeklinde düzenlenmiş olan yasak cihaz ve programların üretilmesi ve ticareti suçu oluşur.⁷⁵⁶

Sahte belgelerle kart başvurusunda bulunup kart üretilmeden yakalanan failin TCK md. 245/2’de yer alan suçun icrası için gerekli olan kartın üretilmesine geçmediği için bu suça teşebbüsten değil, BKKKK md. 37/2’de yer alan suçun tamamlanmış halinden cezalandırılması gerekir.⁷⁵⁷ Zira buraya kadar yapılan hareketler bu suçun icra hareketlerini oluşturmaktadır.⁷⁵⁸ Bu kısım TCK md. 245/2 açısından hazırlık hareketleri niteliğinde olup icra hareketleri henüz başlamamıştır. Ancak kartın üretilmesinden sonra faile teslim edilmemiş olsa dahi suç tamamlanmış kabul edilecektir.⁷⁵⁹

Sahte kartı satma, satın alma, devretme ve kabul etme hareketlerinin yapılmasıyla beraber suç tamamlanacaktır ve bu hareketlerden sonra sahte kartın kullanılması ve haksız yarar elde edilmesi gibi ayrı bir neticenin oluşması suçun

⁷⁵⁵ Dülger, **a.g.e.**, s. 405.

⁷⁵⁶ Tezcan/ Erdem/ Önok, **a.g.e.**, s. 1196.

⁷⁵⁷ Dülger, **a.g.e.**, s. 405-406; *“Sanık ...'nin telefon bankacılığından başvuru yaparak müşteki adına kredi kartı almaya çalıştığı, ancak bankanın onay için müştekiyi aradığında durumun ortaya çıktığı dikkate alınarak, eylemin, daha özel bir düzenleme olan 5464 Sayılı Banka Kartları ve Kredi kartları Kanunu'nun 37/2. maddesi kapsamında kaldığı”*, Yargıtay 15. C.D., E. 2017/2999, K. 2019/4074, T. 18.4.2019, Kazancı (E.T. 17.01.2021).

⁷⁵⁸ Aynı yönde Yargıtay 11. C.D. E. 2017/5136, K. 2017/8449, T. 30.11.2017, Kazancı (E.T. 17.01.2021).

⁷⁵⁹ Yargıtay 8. C.D., E. 2017/16126, K. 2019/3801, T. 18.3.2019, Yargıtay 11. C.D. E. 2012/2110, K. 2013/9973, T. 12.6.2013, Kazancı (E.T. 17.01.2021).

tamamlanması açısından gerekmeyecektir.⁷⁶⁰ Ceza hukuku anlamında satın alma eyleminin tamamlanması için, tarafların iradelerinin uyuşmasıyla kurulan anlaşma doğrultusunda malın teslim edilmesi, failin egemenlik alanına girmesi gerekmektedir.⁷⁶¹ Kartın devri veya satışı için pazarlık yapmak veya bir anlaşmaya varmak hazırlık hareketleri niteliğindedir.⁷⁶² Bu hareketlerden sonra kartın el değiştirmesinden hemen önce failerin yakalanması durumunda suçun teşebbüs aşamasında kaldığı kabul edilecektir.⁷⁶³ Ancak bunun için icra hareketlerinin başladığını kabul eden bir yakınlık olması gerekir. Örneğin sahte kartlar ile aynı ortamda, satışı konusunda anlaşılan kişilerin kartı teslim ederken yakalanması halinde bu durum söz konusu olabilecektir. Ancak, kartı satmaya veya devretmeye teşebbüs eden kişi aynı zaman da kartı üretmiş ise suçun tamamlanmış halinden sorumlu olacaktır.

TCK md.245/2’de yer alan suç bir soyut tehlike suçu olmasına rağmen yapılan hareketin tehlikeyi yaratmaya elverişli olup olmadığının teşebbüs açısından incelenmesi gerekmektedir. Bu konuda vurgu yapan “*başkalarına ait banka hesaplarıyla ilişkilendirilerek*” ifadesi sebebiyle, somut olayda sahte kartın bir netice meydana getirmeye elverişsiz olması suçun oluşması açısından önem arz etmemekteyse de mutlak olarak sahte kartın tehlike meydana getirmeye elverişsiz olması halinde, suçun konusunun bulunmadığı kabul edilmeli ve ceza verilmemelidir.⁷⁶⁴ Kartın başkasının hesabıyla ilişkilendirilmemiş olması halinde veya kartın banka veya kredi kartının taşıması gereken nitelikleri (kart bilgileri, boyutu, rengi gibi) taşımaması halinde teşebbüs söz konusu olmaz.

B. İştirak

TCK m. 245 iştirak açısından bir özellik taşımamaktadır. Dolayısıyla genel hükümler uygulanacaktır.⁷⁶⁵ Bu suçun iştirak halinde işlenmesi mümkündür. Eğer birden fazla kişi yardım eden veya azmeden olarak bu fiilleri iştirak ilişkisi içerisinde

⁷⁶⁰ Koç, **a.g.e.**, s. 148.

⁷⁶¹ **A.g.e.**, s. 138-139.

⁷⁶² Tezcan/ Erdem/ Önok, **a.g.e.**, s. 1194.

⁷⁶³ Taşdemir, **a.g.e.**, s. 321.

⁷⁶⁴ Öntan, **a.g.e.**, s. 367-370.

⁷⁶⁵ Erdoğan, **a.g.e.**, s. 340; Özbek/ Doğan/ Bacaksız, **Türk Ceza Hukuku Özel Hükümler**, s. 1018.

işleyebilir.⁷⁶⁶ Yardım eden kişinin hareketi sahte kartı üretmeye yarayan cihazların temini şeklinde olduğunda, bu fiil TCK md. 245/A'da yer alan suçu oluşturacaktır. Failliğin şerikliğe üstünlüğü gereği bu suçtan dolayı sorumlu olacağı kabul edilir.⁷⁶⁷ Eğer bu suçu işleyen kişi daha sonra sahte kartı üretirse, satın alırsa yahut maddede sayılan diğer hareketleri icra ederse, bu durumda her iki suçtan da ceza verilmesi gerekmektedir.⁷⁶⁸

Bu suç seçimlik hareketli suç olduğu için, fıkradaki hareketlerden bir veya birkaçının tek bir kişi tarafından icra edilmesi halinde tek suç; birden fazla kişi tarafından veya birden fazla kart üzerinde icra edilmesi halinde ise kişi/kart sayısı kadar suç oluşturacaktır.⁷⁶⁹ Üretmek dışındaki hareketler çok faille icra edilebilen hareketlerdir. Kartı satan ve satın alan kişiler arasında iştirak ilişkisi değil ayrı ayrı bu suçu oluşturan ayrı ayrı eylemler söz konusudur.⁷⁷⁰

Birden fazla kişinin, suç işlemeye yönelik ortak karar doğrultusunda işlenmesi için zorunlu ve önemli hareketlerle suçun icrasına katkıda bulunması halinde birlikte faillik söz konusu olacaktır.⁷⁷¹ Örneğin, kartın üretilmesi için gerekli bilgileri ele geçiren bir kişi ile üretilmesi aşamaları, alınan suç işleme kararına bağlı olarak kısımlara bölünerek iş bölümü içerisinde ve farklı zamanlarda gerçekleştirilerek suç işlenebilir. Burada önemli olan birlikte suç işleme kararının bulunması ve tipte yer alan hareketler üzerinde müşterek hakimiyet sağlanmasıdır. Örneğin, 3 kişi anlaşıp aralarında üretme, satma ve satın alma hareketlerini paylaşarak bu suçu birlikte fail olarak işleyebilirler.⁷⁷² Bu durumun oluşabilmesi için her bir hareket üzerinde her bir failin fiili hakimiyeti ayrı ayrı incelenmelidir. Ortak suç işleme kararı ve fiil üzerinde ortak hakimiyet kurulmaksızın bir kişinin sahte kart ürettiği, diğerlerinin kartı sattığı veya satın aldığı olaylarda bu kişiler birlikte fail değil, doğrudan fail olarak kabul edilmelidir.⁷⁷³ Zira bu durumda sahte kartı satan kişi ve satın alan kişi kendi hareketi bakımından yalnız olarak tipik hareketi gerçekleştirmektedir.

⁷⁶⁶ Hafızoğulları/ Özen, **Topluma Karşı Suçlar**, s.468; Soyaslan, **a.g.e.**, 691.

⁷⁶⁷ Akbulut, **a.g.e.**, s. 325.

⁷⁶⁸ Tezcan / Erdem/ Önok, **a.g.e.**, s. 1204.

⁷⁶⁹ Apaydın, **a.g.e.**, s. 85; Dülger, **a.g.e.**, s. 385; Ekinci/ Esen, **a.g.e.**, s. 370; Koç, **a.g.e.**, s. 133.

⁷⁷⁰ Erdoğan, **a.g.e.**, s. 341; Özbek/ Doğan/ Bacaksız, **Türk Ceza Hukuku Özel Hükümler**, s. 1018; Tezcan/ Erdem/ Önok, **a.g.e.**, s. 1206.

⁷⁷¹ Demirbaş, **a.g.e.**, 521-522; Koca/ Üzülmüş, **Türk Ceza Hukuku Genel Hükümler**, s. 455.

⁷⁷² Erdoğan, **a.g.e.**, s. 341; Koca / Üzülmüş, **Türk Ceza Hukuku Özel Hükümler**, s. 907; Özbek/ Doğan/ Bacaksız, **Türk Ceza Hukuku Özel Hükümler**, s. 1018.

⁷⁷³ Dülger, **a.g.e.**, s. 410; Tezcan/ Erdem/ Önok, **a.g.e.**, s. 1206.

C. İctima

TCK md. 245/2’de yer alan suçun zincirleme olarak, aynı mağdura karşı değişik zamanlarda ve aynı suç işleme kararı doğrultusunda işlenmesi mümkündür.⁷⁷⁴ Bu suçun mağdurunu toplum kabul eden görüş ancak tek suç işleme kararıyla bu suç farklı zamanlarda birden fazla işlendiğinde TCK md. 43/1’de yer alan zincirleme suçun oluştuğunu; birden fazla mağdura karşı bu suç işlenemeyeceği için TCK md. 43/2’nin uygulama alanı bulunamayacağını belirtmektedir.⁷⁷⁵ Diğer görüşe göre, TCK md. 245/2’de yer alan suçun mağduru kart çıkaran kuruluşlardır ve bu kuruluş sayısınca suç oluşmaktadır.⁷⁷⁶ Bu görüş kabul edildiği takdirde, aynı kuruluşa ait sahte kart üzerinde tipte yer alan icra hareketleri icra edildiğinde, bu kartların bağlı olduğu asıl hesap sahipleri farklı kişiler olsa dahi suçun aynı mağdura karşı işlendiği kabul edilecektir. Aynı kuruluşun sahte kartları değişik zamanlarda tek suç işleme kararına bağlı olarak üretildiğinde zincirleme suç meydana gelecektir.⁷⁷⁷ Bunun için, tipteki hareketlerin tek sefer mi icra edildiğinin yoksa birden fazla mı icra edildiğinin tespiti gerekecektir.⁷⁷⁸ Tek seferde seri olarak birden fazla sahte kartın üretilmesi; tek seferde birden fazla sahte kartın satılması, satın alınması, devredilmesi veya kabul edilmesi olaylarında ortada birden fazla fiil değil tek fiil olduğu kabul edilecek ve aynı mağdura karşı işlendiğinde zincirleme suç oluşmayacaktır.⁷⁷⁹ Sahte belgelerle başvurup birden fazla kart, örneğin hem banka hem kredi kartı üretilmesini sağlamak şeklinde olduğunda yine birden fazla fiil değil tek fiil söz konusudur. Fakat bu farklı kişiler için farklı zamanlarda kart sözleşmesi imzalamak ve buna istinaden birden fazla sahte kart üretilmesi şeklinde gerçekleşiyorsa, birden fazla fiil olduğu kabul edilmektedir.⁷⁸⁰

⁷⁷⁴ Artuk/ Gökçen/ Yenidünya, **a.g.e.**, s. 871; Hafizoğulları/ Özen, **Topluma Karşı Suçlar**, s.468.

⁷⁷⁵ Akbulut, **a.g.e.**, s. 326; Koca / Üzülmüş, **Türk Ceza Hukuku Özel Hükümler**, s. 908;

⁷⁷⁶ Erdoğan, **a.g.e.**, s. 344; Gül, **a.g.e.**, s. 163; Özbek/ Doğan/ Bacaksız, **Türk Ceza Hukuku Özel Hükümler**, s. 1018; Tezcan / Erdem/ Önok, **a.g.e.**, s. 1198; Yıldız, **a.g.e.**, s.279.

⁷⁷⁷ Özbek/ Doğan/ Bacaksız, **Türk Ceza Hukuku Özel Hükümler**, s. 1019; Tezcan / Erdem/ Önok, **a.g.e.**, s. 1198.

⁷⁷⁸ “somut olayda suça konu kartların tümü aynı bankaya ait olup farklı zamanlarda üretildiğine dair dosya kapsamında herhangi bir delile de rastlanmadığından”, Yargıtay 8. C.D. E. 2014/3567, K. 2014/8440, T. 2.4.2014, Kazancı (E.T. 16.01.2021).

⁷⁷⁹ Akbulut, **a.g.e.**, s. 325; Dülger, **a.g.e.**, s. 419; Koca / Üzülmüş, **Türk Ceza Hukuku Özel Hükümler**, s. 907; Tezcan / Erdem/ Önok, **a.g.e.**, s. 1198;

⁷⁸⁰ “sanığın 22 banka müşterisinin kimlik bilgileriyle izni ve bilgileri dışında kredi kartı sözleşmesi imzalayıp tanzim ederek adlarına 28 adet kredi kartı çıkarttığı, bu haliyle eylemin zincirleme olarak banka ve kredi kartlarının kötüye kullanılması suçunu”, Yargıtay 11. C.D. E. 2017/4674, K. 2017/9054, T. 18.12.2017, Kazancı (E.T. 16.01.2021).

Yine bu kabulde, tek fiil olarak kabul edilen olaylarda, birden fazla faile karşı bu suç işleniyorsa TCK md. 43/2 uygulama alanı bulabilmektedir.⁷⁸¹

Yargıtay TCK md. 245/2’de yer alan suçun tamamlanması için kartın kullanılması gerekmediği ve kart kullanılmadan kart hamili zarara uğramayacağı için mağdurun kart çıkaran kuruluş olduğunu,⁷⁸² bu kuruluş sayısının suç oluşacağını⁷⁸³ ve aynı kuruluşa ait birden fazla sahte kart üzerinde farklı zamanlarda bu suç işlendiğinde, kart hamillerinin birden fazla olması önem arz etmeksizin zincirleme suç hükümlerinin uygulama alanı bulabileceğini kabul etmektedir.⁷⁸⁴ Kanımızca bu suçun mağduru diğer sahtecilik suçlarında olduğu gibi toplumu oluşturan herkestir. Mağduru belli olmayan suçlarda da uygulanan TCK md. 43/1, tek suç işleme kararıyla bu suç farklı zamanlarda birden fazla işlendiğinde uygulama alanı bulacak⁷⁸⁵; birden fazla mağdura karşı bu suç işlenemeyeceği için TCK md. 43/2 uygulanamayacaktır.

Sahte belgelerle başvuru yapıldığı durumda aynı anda BKKKK md. 37/2’de yer alan suç da meydana gelmektedir. Kart için yapılan başvuru sırasında sahte belgelerin ibrazı söz konusu olduğundan bu aşamada BKKKK md. 37/2’deki suç meydana gelirken, kart için yapılan sözleşme tamamlanıp kart üretildikten sonra ise TCK md. 245/2’deki suç meydana gelecektir.⁷⁸⁶ Kart başvurusunda bulunulacak belgelerde sahtecilik yapılmışsa, fakat sahte kart üretilmemişse yapılan sahtecilik suç konusu banka veya kredi kartları üzerinde gerçekleşmediğinden sonraki özel kanun olan

⁷⁸¹ Tezcan / Erdem/ Önok, **a.g.e.**, s. 1198

⁷⁸² “şeklindeki eylemlerinin, mağduru bankalar olup banka sayısınınca TCK’nın 245/2. maddesindeki suç”, Yargıtay 8. C.D. E. 2018/10496, K. 2020/224, T. 8.1.2020 ; “TCK’nın 245/2. maddesinde tanımlanan suçun mağdurunun, kartın henüz kullanılmamış olması nedeniyle hesap sahibi olmayıp banka veya kredi kartını çıkartma yetkisine haiz banka olacağı”, Yargıtay 11. C.D. E. 2007/8458, K. 2008/915, T. 20.2.2008; Yargıtay 8. C.D. E. 2017/25296, K. 2018/5611, T. 21.5.2018, Kazancı (E.T. 16.01.2021).

⁷⁸³ Yargıtay 8. C.D. E. 2018/10496, K. 2020/224, T. 8.1.2020 , Yargıtay 8. C.D. E. 2015/11067, K. 2016/4328, T. 31.3.2016; Yargıtay 8. C.D. E. 2019/2020, K. 2019/5376, T. 15.4.2019; Yargıtay 8. C.D., E. 2019/19925, K. 2020/15872, T. 23.9.2020; Yargıtay 8. C.D., E. 2019/9326, K. 2019/9173, T. 1.7.2019, Kazancı (E.T. 16.01.2021).

⁷⁸⁴ “suçun mağduru kartı üreten banka ya da finans kuruluşu olması nedeniyle, kartı çıkaran banka sayısınınca ve aynı bankaya ait birden fazla kart üretildiğinde ise aynı suç işleme kararı ile işlendiğinin kabulüyle kendi içerisinde zincirleme şekilde TCK’nın 245/2”, Yargıtay 8. C.D. E. 2017/25296, K. 2018/5611, T. 21.5.2018; Yargıtay 8. C.D. E. 2016/10091, K. 2017/6652, T. 7.6.2017, Yargıtay 8. C.D. E. 2014/18437, K. 2014/28169, T. 26.11.2014 Kazancı (E.T. 16.01.2021).

⁷⁸⁵ Mağduru belli olmayan suçlarda Yargıtay içtihadı bu yöndedir. YCGK E. 2013/465, K. 2014/276, T. 20.05.2014; Yargıtay 5. C.D. E. 2011/7846, K. 2013/2067, T. 20.03.2013, Kazancı (E.T. 16.01.2021).

⁷⁸⁶ Yargıtay 8. CD., E. 2019/2020 K. 2019/5376 T. 15.4.2019; Yargıtay 8. C.D., E. 2019/9326, K. 2019/9173, T. 1.7.2019, Kazancı (E.T. 17.11.2020).

BK KKK md. 37/2’de yer alan suç oluşacaktır.⁷⁸⁷ Burada üzerinde durulması gereken husus, TCK md. 245/2 ve BK KKK md. 37/2 arasında nasıl bir içtima ilişkisi bulunduğudır. Kart henüz üretilmediğinde TCK md. 245/2’nin icra hareketleri başlamamış olduğu için uygulanmamaktadır. Ancak kart üretildikten sonra Yargıtay yalnızca TCK md. 245/2’nin tamamlanmış halinden hüküm kurmakta, bu iki suç arasında nasıl bir içtima ilişkisi bulunduğu konusunda bir inceleme yapılmamaktadır.⁷⁸⁸ Kanımızca bu iki suçun hareket unsurları birbirinden farklı aşamalarda gerçekleşmektedir. İlk suç, ikinci suçun hazırlık hareketleri niteliğindedir. Dolayısıyla bu suçların hareket unsurlarının örtüştüğü ve tek hareketle birden fazla suçun işlendiği söylenemeyecektir. Birbirlerinin unsur veya ağır hali olarak da düzenlenmedikleri için aralarında fıkri içtima yahut bileşik suç ilişkisi bulunmamaktadır. Ayrıca, TCK md. 245/2’de yer alan suçun işlenmesi için ayrıca BK KKK md. 37/2’de yer alan suçtan geçilmesi zorunlu olmadığı için aralarında geçit suç ilişkisi de bulunmamaktadır. Son olarak, özel norm-genel norm incelemesine gerek yoktur. Burada aynı fiile görünüşte uygulanabilir iki norm bulunmamaktadır. Zira burada tek fiil değil, sahte belgelerle kart başvurusunda bulunmak ve sahte kartın üretirmek şeklinde iki ayrı fiil bulunmaktadır. Bu sebeple sahte belgelerle başvurarak sahte kart üretilmesi halinde gerçek içtima kuralının uygulanması ve hem TCK md. 245/2 hem BK KKK md. 37/2 uygulanarak iki suçtan ayrı ayrı ceza verilmesi gerekmektedir. Yalnızca TCK md. 245/2’den ceza verilmesi, bu suçun hazırlık hareketlerini de içine alacak şekilde geniş bir kapsam kabul edildiğinde mümkünse de sahte belge ibrazı aşamasındaki hareketler bu suç tipinin icrasını değil icra hareketlerinin öncesinde meydana gelmektedir. Nasıl ki sahte kartın üretilmesi için buna yönelik kart bilgilerinin ele geçirilmesi hazırlık hareketi kapsamındaysa benzer şekilde kart çıkaran kuruluşun sahte kartı üretmesi için sahte belgelerin ibraz edilmesi hareketleri de hazırlık hareketleri olarak kabul edilmelidir. Bu sebeple bu aşamada BK KKK md. 37/2’de yer alan suçun icrası olan hareketlerin ayrıca cezalandırılması gerekmektedir.

İştirakte bahsedildiği üzere şerikin suç işlemeye katkısı sahtecilik yapmakta kullanılacak cihazın temini şeklinde gerçekleşebilecektir. Bu fiil ise bağımsız olarak

⁷⁸⁷ Apaydın, a.g.e., s. 92; Özbek/ Doğan/ Bacaksız, **Türk Ceza Hukuku Özel Hükümler**, s. 1016-1017.

⁷⁸⁸ Yargıtay 8. C.D., E. 2017/16126, K. 2019/3801, T. 18.3.2019; Yargıtay 8. C.D., E. 2018/10193, K. 2019/4564, T. 1.4.2019, Kazancı (E.T. 16.01.2021).

olan TCK md. 245/A'da yer alan suç oluşturabilecektir. Bu suç işleyerek sahte kartın üretilmesinde kullanılacak cihazı temin eden kişi, bu cihazın kullanılmasıyla üretilmiş olan sahte banka veya kredi kartını satın aldığı veya devraldığı takdirde, cihazın temini hazırlık hareketi olduğu için her iki suçtan da ceza verilmesi gerekmektedir.⁷⁸⁹

TCK md. 245/2 özel bir sahtecilik düzenlemesi olarak kabul edildiğinden, sahte kartı üretmek fiili aynı zamanda sahtecilik suçunu oluşturabilir. Bu konuda banka veya kredi kartının belge olup olmadığı incelenmelidir. Belge, resmi, resmi belge hükmünde olmayan ve özel olmak üzere üç türü bulunan, düzenleyeni belli olan, ispat fonksiyonu bulunan hukuken anlamlı bir içeriğe sahip yazılı materyal olarak tanımlanabilir.⁷⁹⁰ Bir görüşe göre, banka veya kredi kartları resmi belge olmamakla birlikte özel belge niteliği taşımaktadır.⁷⁹¹ Diğer görüş ise kartın manyetik şeridinde bulunan bilgileri yazı olarak nitelendirmek mümkün olmadığı için belge niteliği taşımadığını kabul etmektedir.⁷⁹² Dolayısıyla sahte kartı üreten kişinin hareketi özel belge üzerinde icra edilmediği için özel belgede sahtecilik suç tipini oluşturmamaktadır.⁷⁹³ Kart belge olarak kabul edildiğinde de benzer şekilde bu iki suç arasında bir fikri içtima ilişkisi doğmamaktadır. Zira TCK md. 245/2 daha özel bir düzenleme olduğu için özel belgede sahtecilik suçunun değil bu suçun olduğu kabul edilmelidir.⁷⁹⁴ Ayrıca özel belgede sahtecilik suçunun oluşması için sahte olarak üretilen belgenin kullanması gerekir. Özel belgenin sahte olarak düzenlenmesinin yanında kullanılması da gerekmektedir TCK md. 245/2'de yer alan suç tipindeki hareketlerde kartın kullanılması yer almamaktadır.⁷⁹⁵ Dolayısıyla tek hareketle bu iki suçun işlendiği bir durum söz konusu olmayacaktır.

BKKKK md. 38/1'de *“bu Kanunun 4 üncü maddesinde belirtilen izinleri almaksızın kartlı sistem kuran, kredi kartı çıkaran veya üye işyeri anlaşması yapan veya ticaret unvanları, her türlü belgeleri, ilân ve reklamları veya kamuoyuna yaptıkları açıklamalarda bu işlerle uğraştıkları izlenimini yaratacak söz ve deyimleri*

⁷⁸⁹ Akbulut, **a.g.e.**, s. 327; Tezcan / Erdem/ Önok, **a.g.e.**, s. 1204

⁷⁹⁰ Gökçen, **a.g.e.**, s. 47-48; Kamışlı/ Taneri, **a.g.e.**, s. 578 vd.

⁷⁹¹ Koç, **a.g.e.**, s. 130

⁷⁹² Tezcan / Erdem/ Önok, **a.g.e.**, s. 1199

⁷⁹³ Erdoğan, **a.g.e.**, s. 345; Tezcan / Erdem/ Önok, **a.g.e.**, s. 1199

⁷⁹⁴ Dülger, **a.g.e.**, s. 432; Okuyucu Ergün, **a.g.e.**, s. 1077; Özbek / Doğan / Bacaksız, **Türk Ceza Hukuku Özel Hükümler**, s. 1014; Tezcan/ Erdem/ Önok, s. 1187.

⁷⁹⁵ Koç, **a.g.e.**, s. 135-136

kullanan gerçek kişiler ile tüzel kişilerin görevlileri bir yıldan üç yıla kadar hapis ve bin güne kadar adli para cezası ile cezalandırılırlar”⁷⁹⁶ olarak izinsiz kart çıkarma suçu düzenlenmiştir. Başkasının hesabıyla ilişkilendirerek sahte kart üreten kişinin fiilinin bu suçun oluşmasını da sağlayıp sağlamayacağı incelenmelidir. Doktrinde bir görüş, bu durumda her iki suçun da oluştuğunu ve aralarında fikri içtima ilişkisi bulunduğunu belirtmektedir.⁷⁹⁷ Katıldığımız diğer görüşe göre, bu suçun amacı kart çıkaran kuruluşun alması, izinlerin ve kart üretiminin denetimi ve güvenliğini sağlamak olup sahte kartın üretimi için izin alınamayacağına göre burada sadece TCK md 245/2’de yer alan suç oluşacaktır.⁷⁹⁸

TCK md. 245/2 ile TCK md. 245/3 arasındaki içtima ilişkisi, bu suçun inceleneceği bir sonraki bölümde açıklanacaktır.

V. Yaptırım ve Muhakeme

TCK m. 245/2’de yer alan suç için üç yıldan yedi yıla kadar hapis ve onbin güne kadar adli para cezası öngörülmüştür.⁷⁹⁹ Cezaların üst sınırının birinci fıkradan daha yüksek olduğu görülmektedir. Madde metninden anlaşıldığı üzere hapis cezası ve adli para cezasının birlikte uygulanması gerekmekte olup hâkimin bunlardan birini uygulama yönünde takdir yetkisi yoktur.⁸⁰⁰ TCK md. 52 gereği en az beş gün üzerinden uygulanabilen adli para cezasının tutarı kişinin maddi durumu da göz önüne alınarak belirlenecektir.

Tipte yer alan hareketlerin birden fazlasının tek kişi tarafından icra edildiği durumlarda tek suç oluşacaktır. Örneğin sahte kartı üreten ve satan kişi açısından tek suçtan cezalandırılır.⁸⁰¹ Ancak bu durum temel ceza belirlenirken göz önünde bulundurulmalıdır.⁸⁰² Doktrinde bir görüşe göre, seçimlik hareketler arasında sahte kartın satın alınması ve kabul edilmesi, tipteki diğer hareketlere göre daha hafif olduğu

⁷⁹⁶ Resmi Gazete, **Banka Kartları ve Kredi Kartları Kanunu**, (E.T. 14.11.2020).

⁷⁹⁷ Tezcan / Erdem/ Önok, **a.g.e.**, s. 1199

⁷⁹⁸ Akbulut, **a.g.e.**, s. 328

⁷⁹⁹ Özbek/ Doğan/ Bacaksız, **Türk Ceza Hukuku Özel Hükümler**, s. 1019.

⁸⁰⁰ Koca / Üzülmüş, **Türk Ceza Hukuku Özel Hükümler**, s. 907.

⁸⁰¹ Okuyucu Ergün, **a.g.e.**, s. 1077; Özbek, **a.g.e.**, s. 1048; Hafizoğulları/ Özen suçun seçimlik hareketli olmadığını kabul ettiği için bu durumda iki ayrı suç oluşacağını belirtmektedir. Hafizoğulları/ Özen, **Topluma Karşı Suçlar**, s.467.

⁸⁰² Koç, **a.g.e.**, s. 134

için bütün hareketler için aynı cezanın öngörülmesi doğru değildir.⁸⁰³ Haksızlık içeriği daha fazla olan diğer hareketlere göre satın alma ve kabul etmenin daha hafif bir yaptırım gerektirdiği belirtilmektedir.

TCK md. 60 ise tüzel kişiler yararına işlenen suçlarda güvenlik tedbiri yaptırımının uygulanmasına ilişkin esasları belirtmektedir. Bu maddenin uygulanabilmesi için ilgili suçtan dolayı tüzel kişiye güvenlik tedbiri uygulanacağının kanunda belirtilmesi gereklidir. TCK md. 246’da açıkça belirtildiği üzere TCK md. 245’te yer alan suçlardan menfaat sağlayan tüzel kişi hakkında güvenlik tedbiri uygulanabilecektir. Bu suçun tamamlanması için herhangi bir yarar sağlanması gerekmemektedir. Fakat yine yarar sağlanması mümkündür. Örneğin, sahte kartların satışı sonucu elde edilen kazanç bir tüzel kişiye aktarılıyorsa, TCK md. 246 uygulama alanı bulabilecektir.

TCK md. 245/2 için öngörülmüş bir soruşturma veya kovuşturma şartı yoktur. Takibi şikâyeteye bağlı olmayan bir suçtur. Re’sen soruşturulur.⁸⁰⁴ Görevli mahkeme Asliye Ceza Mahkemeleridir.⁸⁰⁵ Yetkili mahkeme, CMK md. 12/1’de “*Davaya bakmak yetkisi, suçun işlendiği yer mahkemesine aittir*” olarak belirtildiği üzere suçun işlendiği yer mahkemesidir. Seçimlik hareketlerin farklı yerlerde icra edilmiş olması halinde bu yer mahkemeleri yetkilidir.⁸⁰⁶

⁸⁰³ Koca / Üzülmüş, **Türk Ceza Hukuku Özel Hükümler**, s. 906.

⁸⁰⁴ Akan, **a.g.e.**, s. 130; Yıldız, **a.g.e.**, s. 241.

⁸⁰⁵ Yenisey / Nuhoğlu, **a.g.e.**, s.255.

⁸⁰⁶ Akbulut, **a.g.e.**, s. 329.

DÖRDÜNCÜ BÖLÜM: SAHTE OLUŞTURULAN VEYA ÜZERİNDE SAHTECİLİK YAPILAN BİR BANKA VEYA KREDİ KARTINI KULLANMAK SURETİYLE YARAR SAĞLAMA SUÇU (TCK MD. 245/3)

I. Korunan Hukuki Değer

TCK md. 245 ile korunan hukuki değer, karma nitelikte olup madde gerekçesinde hırsızlık, dolandırıcılık, güveni kötüye kullanma ve sahtecilik suçlarıyla ortak olduğu ifade edilmiştir.⁸⁰⁷ Dolayısıyla malvarlığı, zilyetlik, kişilerin birbirine duyduğu güven, kamunun banka ve kredi kartlarına duyduğu güven bu suçlarla korunan değerler arasındadır.⁸⁰⁸ Ayrıca kart kullanımının alışveriş hayatının bu derece içinde bulunması dolayısıyla ticari yaşam ve bankacılık sistemine duyulan güven, kartın kullanılması için gerekli olan bilişim sistemleri ve ekonomik hayatın sağlıklı işleyişi de bu suçla korunan değerler arasındadır.⁸⁰⁹ Yine, bu suçun kanunun sistematığına uygun olarak düzenlendiği yer göz önünde bulundurulduğunda, bilişim sistemlerinin korunmasına yönelik toplumsal menfaat koruma altına alınmıştır.⁸¹⁰ Madde gerekçesinde sayılan suçlarla ortak pek çok değeri bir arada koruyan bir bilişim suçu olması sebebiyle bu suçun koruduğu menfaat açısından karma nitelikte olduğu kabul edilmektedir.⁸¹¹

TCK md. 245/2’de yer alan suçtan farklı olarak bu suçta malvarlığı değerinin daha fazla korunduğu kabul edilmektedir.⁸¹² Bunun sebebi birinci fıkrada olduğu gibi bu suçta da kartın kullanılması suretiyle bir yarar elde edilmekte ve başkaları zarara uğratılmaktadır. Kullanılarak yarar sağlanan suç konusunun gerçek değil sahte kart

⁸⁰⁷ Mahmutoğlu, **a.g.e.**, s. 871; Artuk/ Gökçen/ Yenidünya, **a.g.e.**, s.864.

⁸⁰⁸ Şen, **a.g.e.**, s. 326; Koç, **a.g.e.**, s. 154; Tezcan / Erdem/ Önok, **a.g.e.**, s. 950.

⁸⁰⁹ Apaydın, **a.g.e.**, s. 24; Hafizoğulları/ Özen, **Topluma Karşı Suçlar**, s.469; Karagülmez, **a.g.e.**, s.289; Tezcan / Erdem/ Önok, **a.g.e.**, s. 1020.

⁸¹⁰ Akan, **a.g.e.**, s.123; Okuyucu Ergün, **a.g.e.**, s. 1067.

⁸¹¹ Apaydın, **a.g.e.**, s. 111; Gül, **a.g.e.**, s. 126.

⁸¹² Akbulut, **a.g.e.**, s. 330; Dülger, **a.g.e.**, s. 357.

olduğu bu suçta, kamunun bu kartlara olan güveni dahil olmak üzere pek çok korunan hukuki menfaat olmasına rağmen bunlar arasında malvarlığının daha baskın olduğu kabul edilmektedir.⁸¹³ Sonuç olarak bu suç koruduğu hukuki değer açısından karma nitelik arz etmesine rağmen birinci fıkrada olduğu gibi bu suçta da korunan hukuki değerler arasında malvarlığı daha baskındır.

II. Suçun Unsurları

A. Maddi Unsur

1. Fail

TCK md. 245/3'te fail "*sahte oluşturulan veya üzerinde sahtecilik yapılan bir banka veya kredi kartını kullanmak suretiyle kendisine veya başkasına yarar sağlayan kişi*" olarak ifade edilmiştir. Maddede fail için bir özellik belirtilmemiştir. Dolayısıyla fail madde metnindeki hareketleri icra eden herkes olabilir.⁸¹⁴

Bu suçun oluşması için gerekli olan kartın kullanılması suretiyle yarar sağlanması şartını gerçekleştirmek için bu yararın fail tarafından elde edilmiş olması gerekmez. Suç tipinde hareketin, sahte kartın kullanılmasıyla başkasına yarar sağlamak şeklinde de olabileceği belirtildiği için fail haksız yararı kendisine değil başkasına kazandırır da fail olma niteliğini taşır.⁸¹⁵ Aynı şekilde sahte kartı üreten kişi ile kullanan kişi de aynı kişi olmak zorunda olmadığı gibi fail hem sahte kartı başkasının hesabıyla ilişkilendirerek üreterek hem de bunu kullanmak suretiyle yarar sağlayarak TCK md. 245'in birinci ve ikinci fıkrasındaki suçları ayrı ayrı işleyebilir.⁸¹⁶

2. Mağdur

TCK md. 245/3'te yer alan suçun mağduru doktrinde tartışmalıdır. Birinci görüş, bu suçla korunan değer sahibinin toplum olduğunu, sahte kartın kullanılması sonucu zarara uğrayan kart hamili veya kart çıkaran kuruluşun suçtan zarar gören olabileceğini

⁸¹³ Dülger, **a.g.e.**, s. 357.

⁸¹⁴ Koca/ Üzülmüş, **Türk Ceza Hukuku Özel Hükümler**, s. 909; Tezcan / Erdem/ Önok, **a.g.e.**, s. 1178.

⁸¹⁵ Ekinci/ Esen, **a.g.e.**, s. 367; Yıldız, **a.g.e.**, s. 115.

⁸¹⁶ Apaydın, **a.g.e.**, s. 113; Gül, **a.g.e.**, s. 128; Koç, **a.g.e.**, s.150.

belirtmektedir.⁸¹⁷ İkinci görüş, suç konusu sahte kartın başkasının banka hesabıyla ilişkilendirilmesinin bu suç açısından gerekmemesinden yola çıkarak, sahte olarak üretilen kartın ilişkilendirildiği asıl kart hamilinin malvarlığında azalma meydana geliyorsa bu kişinin; kart tamamen hayali olarak, kimsenin hesabıyla ilişkilendirilmeden üretilmişse kart çıkaran kuruluşun mağdur olduğunu kabul etmektedir.⁸¹⁸ Üçüncü görüşe göre, kural olarak kart çıkaran kuruluş mağdur kabul edilmelidir ancak kartını iptal ettirmek için yahut sahtecilik yapan kişilerin kartını kullandığını ispatlamak için hukuki yollara başvurarak zarara uğradığı durumlarda asıl hesabın sahibi olan kart hamili de mağdur olarak kabul edilebilecektir.⁸¹⁹ Yine benzer şekilde esas olarak kart çıkaran kuruluşun mağdur olduğunu kabul eden diğer görüş, sahte kartın ilişik olduğu hesabın sahibinin de kart çıkaran kuruluşla beraber mağdur olduğu durumların, yani hamilin de zarara uğradığı durumların kartın bu hesapla ilişkilendirildiği olaylar olduğunu kabul etmektedir.⁸²⁰ Yargıtay ise hem ikinci fıkra hem üçüncü fıkra da yer alan suçların mağdurunun kart çıkaran kuruluş olduğunu kabul etmektedir.⁸²¹

Kanımızca, TCK md. 245/3'te yer alan suçun mağduru, kartın kullanılmasıyla zarara uğrayan, yani malvarlığında azalma meydana gelen kişidir.⁸²² Dolayısıyla her somut olayda mağdurun kim olduğunun malvarlığında azalma olan kişinin kim olduğuna göre belirlenmesi gerekir.⁸²³ Tamamen hayali olarak üretilmiş olan bir kart kullanılarak yarar sağlandığı takdirde kart çıkaran kuruluş zarara uğramaktayken gerçek hesapla ilişkilendirilerek üretilen sahte kartın kullanılması halinde bu hesabın sahibi maddi zarara uğramaktadır. Somut olayda kartın kullanılmasının sonuçları değerlendirilerek hangisinin mağdur olduğunun belirlenmesi gerekir. Yargıtay'ın hem ikinci hem üçüncü fıkra açısından mağdurun kart çıkaran kuruluş kabul etmesi dayanaktan yoksun görünmektedir. Zira ikinci fıkra açısından kullanılan kartın henüz kullanılmamış olduğu yönündeki gerekçe bu suç açısından geçerli değildir.

⁸¹⁷ Okuyucu Ergün, **a.g.e.**, s. 1068; mağdurun hem toplum hem de kart çıkaran kuruluş ve malvarlığında azalma meydana gelen asıl kart hamili olduğu görüşü için bkz. Hafızoğulları/ Özen, **Topluma Karşı Suçlar**, s. 469.

⁸¹⁸ Akbulut, **a.g.e.**, s. 332; Apaydın, **a.g.e.**, s. 112; Tezcan / Erdem/ Önok, **a.g.e.**, s. 1180.

⁸¹⁹ Gül, **a.g.e.**, s. 130.

⁸²⁰ Erdoğan, **a.g.e.**, s. 350; Koç, **a.g.e.**, s. 150.

⁸²¹ “Olayda üretilen ve kullanılan sahte kredi kartlarının aynı bankaya ait olduğu anlaşılmakla; suç mağdurunun kredi kartı üretilen ve kullanılan “banka” olacağı”, Yargıtay 8. CD. E. 2016/10091, K. 2017/6652, T. 7.6.2017; Yargıtay 8. C.D., E. 2019/19925, K. 2020/15872, T. 23.9.2020, Kazancı (E.T. 26.01.2021).

⁸²² Koca/ Üzülmüş, **Türk Ceza Hukuku Özel Hükümler**, s. 909.

⁸²³ Okuyucu Ergün, **a.g.e.**, s. 1080.

Dolayısıyla kartın kullanıldığı durumda malvarlığında azalma meydana gelen kişinin mağdur kabul edilmesi gerekir.

3. Suçun Konusu

TCK md. 245/3'te yer alan suçun üzerinde meydana geldiği, bu suçun hareketinin yöneldiği konu sahte banka veya kredi kartıdır.⁸²⁴ Doktrinde bir görüş, sahte banka ve kredi kartlarının yanı sıra bu kartlarla elde edilen yararın da bu suçun konusunu oluşturduğunu belirtmektedir.⁸²⁵ Bir diğer görüş, sahte banka ve kredi kartlarının suçun konusu değil aracı olduğunu, suçun konusunun yalnızca kartın kullanılmasıyla elde edilen yarar olduğunu savunmaktadır.⁸²⁶ Elde edilen haksız yarar netice içerisinde yer almaktadır ve bu suçun konusu yalnızca sahte oluşturulan veya üzerinde sahtecilik yapılan banka veya kredi kartlarıdır.

TCK md. 245'in birinci ve üçüncü fıkralarında yer alan suçları birbirinden ayıran en önemli unsur bu suçların üzerinde meydana geldiği konudur.⁸²⁷ Her iki suçta da bir şekilde ele geçirilmiş olan kartın kullanılması suretiyle yarar elde edilmesi söz konusudur. Ancak birinci fıkra da gerçek banka veya kredi kartının; üçüncü fıkra da ise sahte banka veya kredi kartının kullanılmasıyla yarar elde edilmektedir. Bu durum madde gerekçesinde *“birinci fıkra da belirtilen fiillerin, oluşturulmuş sahte bir banka veya kredi kartını kullanmak suretiyle işlenmesi”*⁸²⁸ şeklinde belirtilmiştir. Dolayısıyla tipik hareket her iki suç için de aynı olmasına rağmen hareketin gerçekleştiği konu bu suçta daha ağır haksızlık oluşturduğu düşünülen sahte kartlardır. Bu sebeple suçun ilk düzenlendiği haliyle bu suç, ilk fıkra da yer alan suçun daha ağır hali olarak düzenlenmiştir.

Sahte bir kart ya en baştan bir plastik üzerine kart bilgilerinin basılması suretiyle üretilmesi şeklinde ya da hâlihazırda var olan gerçek bir kart üzerinde sahtecilik yapılması şeklinde oluşturulabilir.⁸²⁹ İkinci fıkra da yer alan sahte kart ile ilgili

⁸²⁴ Özbek/ Doğan/ Bacaksız, **Türk Ceza Hukuku Özel Hükümler**, s. 1020.

⁸²⁵ Dülger, **a.g.e.**, s. 369.

⁸²⁶ Akbulut, **a.g.e.**, s. 332-333; Koca/ Üzülmüş, **Türk Ceza Hukuku Özel Hükümler**, s. 909; Okuyucu Ergün, **a.g.e.**, s. 1069.

⁸²⁷ Koç, **a.g.e.**, s. 152.

⁸²⁸ LEXPERA Hukuk Bilgi Sistemi, **Türk Ceza Kanunu- Madde Gerekçeleri**, (E.T. 13.02.2021).

⁸²⁹ Koç, **a.g.e.**, s. 150; Okuyucu Ergün, **a.g.e.**, s. 1077; Umut Ö. Eker, **a.g.e.**, s. 129.

açıklamalar burada da geçerlidir. Ancak, ikinci fıkradaki suçun konusu olan sahte kartın başkasının banka hesabıyla ilişkilendirilmiş olması gerekirken bu fıkra da böyle bir özellik belirtilmemiştir. Dolayısıyla tamamen hayal ürünü bir hesap numarası ile gerçek bir hesaba bağlı olmadan oluşturulan sahte kart da bu suçun konusunu oluşturulabilir.⁸³⁰ Elbette ki sahte kartın başkasının hesabıyla ilişkilendirilerek üretilmiş olması halinde de bu suç işlenebilecektir. Ayrıca, birinci fıkra da olan kullanılan kartın başkasına ait olması şartı bu fıkra da yer almamaktadır. Dolayısıyla üzerinde sahtecilik yapılan ve kullanılan kart faile ait olabilir. Fail kendi kartı üzerine başkasının hesap bilgilerinin bulunduğu manyetik şeridi basarak kartı sahteleştiriyorsa yine ortada sahte bir kart bulunduğu kabul edilmelidir. Bunun kullanılmasıyla yarar elde edildiği takdirde bu suç oluşacaktır.

4. Hareket

TCK md. 245/3'te yer alan suçun oluşabilmesi için sahte bir banka veya kredi kartının kullanılarak yarar elde edilmiş olması gerekmektedir.⁸³¹ Bu sebeple bu suçun birden fazla hareketli suç olduğu kabul edilmektedir.⁸³² Kanımızca kartın kullanılması sonucu yarar elde edilmesi suçun neticesini oluşturduğu için bu suç tek hareketli suçtur. Kartın nasıl kullanılacağı ve haksız yararın nasıl elde edileceği belirtilmediğinden serbest hareketli bir suç olarak düzenlenmiştir.⁸³³ Kullanılan sahte kartın üretilmesi, bu suç tipinde yer almamaktadır. Suçu işlemek için failin sahte kartı kendisinin üretmesi gerekmez.⁸³⁴ Dolayısıyla tıpkı birinci fıkra da olduğu gibi bu suçta da kartın nasıl ele geçirildiği önem arz etmemektedir. Sahte kartı üreten veya başka herhangi bir yolla ele geçiren failin kartı ele geçirmeye yönelik hareketleri hazırlık hareketi niteliğindedir.⁸³⁵ Dolayısıyla TCK md. 245/2'de yer alan hareketler genelde bu suç için hazırlık hareketi niteliğindedir Ancak TCK md. 245'te yer alan hareketler yapılmadan, örneğin sahte kartın bulunması yahut çalınması ile ele geçirilmesi ve kullanılması şeklinde de bu suç işlenebilecektir.⁸³⁶ Suç, kartı kullanmaya yönelik icra

⁸³⁰ Erdoğan, **a.g.e.**, s. 350-351.

⁸³¹ Soyaslan, **a.g.e.**, s. 692; Tezcan/ Erdem/ Önok, **a.g.e.**, s. 1190.

⁸³² Akbulut, **a.g.e.**, s. 333; Apaydın, **a.g.e.**, s. 114; Koca/ Üzülmüş, **Türk Ceza Hukuku Özel Hükümler**, s. 910.

⁸³³ Koç, **a.g.e.**, s. 152; Yıldız, **a.g.e.**, s. 298.

⁸³⁴ Dülger, **a.g.e.**, s. 388.

⁸³⁵ Özbek/ Doğan/ Bacaksız, **Türk Ceza Hukuku Özel Hükümler**, s. 1021; aksi yönde sahte kart oluşturma veya kart üzerinde sahtecilik yapmanın suçun icra hareketleri olduğu ve suçun seçimlik hareketli suç olduğu görüşü için bkz. Karagülmez, **a.g.e.**, s. 348.

⁸³⁶ Akbulut, **a.g.e.**, s. 336.

hareketleriyle işlenebilir.⁸³⁷ Maddede açıkça belirtilmediği için ihmal hareketleriyle işlenemeyecektir.⁸³⁸

TCK md. 245/3'te yer alan suçun oluşması için gereken sahte kartın kullanılması ve yarar sağlanması hareketi ile ilgili tipte kartın nasıl kullanılacağıyla ilgili herhangi bir belirleme yapılmamıştır. Bu sebeple kartın kullanılmasından, kartın işlevine uygun her türlü kullanımı anlaşılmalıdır.⁸³⁹ Bu yüzden başka yollarla, örneğin sahte kartın satılması ile, yarar elde edilmesi halinde kartın kullanımı söz konusu değildir. Bu hareket TCK md. 245/2 kapsamında incelenmelidir.

Suçun oluşması için sahte kartın üretilmesi hareketi ile bunu kullanarak haksız yarar elde edilmesi hareketlerinin aynı kişi tarafından icra edilmesi gerekmez. Dolayısıyla başkasının ürettiği sahte kartı kullanarak haksız yarar elde eden kişi, kartın sahte olduğunu, üzerinde sahtecilik yapıldığını bilerek kullanmış ve yarar sağlamışsa TCK md. 245/3'teki suçu işlemiş olacaktır.⁸⁴⁰

Banka veya kredi kartı işlevine uygun olarak kullanıldığı sürece nasıl kullanıldığı önem arz etmeyecektir.⁸⁴¹ Kartın kullanılması alışverişte kullanılarak yarar sağlanması; “*mail order*” yani telefon veya posta aracılığıyla çeşitli şeylerin sipariş verilmesi ve uzaktan kart bilgileriyle ödeme yapılması şeklindeki yöntemlerle yarar sağlanması; ATM’lerde kullanılarak para çekilmesi, üye işyeri ile anlaşarak alışveriş yapılmış gibi gösterip POS cihazından slip çekilmesi şeklinde gerçekleşebilir.⁸⁴² Önceki bölümde açıklandığı üzere sahte kartın elde edilmesinin yollarından biri, gerçek olmayan müracaat yoluyla başkası adına kart başvurusunda bulunarak sahte kart ürettirilmesi şeklindeydi. Sahte belgelerle başvuru yaparak banka veya kredi kartı düzenletip bunun kullanılması suretiyle yarar elde edilmesi, 765 sayılı TCK döneminde Yargıtay tarafından nitelikli dolandırıcılık suçu olarak kabul edilmekteydi.⁸⁴³ TCK md. 245/3'te yer alan suçun yürürlüğe girmesiyle beraber yetkisiz başvuru ile çıkarılan kartın sahte olduğunun ve bunun kullanılmasıyla yarar

⁸³⁷ Hafizoğulları/ Özen, **Topluma Karşı Suçlar**, s.470.

⁸³⁸ Apaydın, **a.g.e.**, s. 115; Erdoğan, **a.g.e.**, s. 349.

⁸³⁹ Tezcan / Erdem/ Önok, **a.g.e.**, s. 1191.

⁸⁴⁰ **A.g.e.**

⁸⁴¹ Soyaslan, **a.g.e.**, s. 692.

⁸⁴² Hafizoğulları/ Özen, **Topluma Karşı Suçlar**, s. 469; Karagülmez, **a.g.e.**, s 366-367; Soyaslan, **a.g.e.**, s. 692.

⁸⁴³ Dülger, **a.g.e.**, s. 389; Karagülmez, **a.g.e.**, s. 349-350

sağlandığı takdirde bu suçun oluştuğunun kabul edilmesi gerekmektedir.⁸⁴⁴ Önceki bölümde açıklandığı üzere bu tür olaylarda üretilen kart sahte kart kabul edilmektedir. Bu sebeple, bu kartın kullanılması suretiyle yarar elde edilmesi halinde üçüncü fıkra da yer alan suçun oluşacaktır.

5. Netice

TCK md. 245/3'te yer alan suçun neticesi, failin kendisine veya başkasına yarar sağlamasıdır.⁸⁴⁵ Bu yararın sağlanmasıyla beraber suç tamamlandığı için ani suç;⁸⁴⁶ suçun tamamlanması için bir yarar elde edilmesi gerektiği için neticeli suç;⁸⁴⁷ ve elde edilen yararın doğal bir sonucu olarak bir başkasının malvarlığında azalma meydana geldiği için zarar suçu⁸⁴⁸ niteliği taşımaktadır. Yararın elde edilmesi ve suçun tamamlanmasının doğal bir sonucu olarak bir başkası zarara uğramaktadır.⁸⁴⁹

Bir şekilde elde edilmiş olan sahte kartın kullanılmasıyla elde edilecek olan yararın fail tarafından elde edilmesi veya failin bu yararı bir başkasına sağlaması, suçun oluşması açısından fark etmemektedir.⁸⁵⁰ Bu yarar başkasına sağlanıyorsa bu kişinin sorumluluğu açısından iştirak şartlarının gerçekleşip gerçekleşmediğinin incelenmesi gerekir.⁸⁵¹

Tipteki hareketin yapılmasıyla failin kendisine veya bir başkasına kazandırmış olduğu yarar para veya diğer ekonomik değerler şeklindeki maddi faydadır.⁸⁵² Banka veya kredi kartları nakit dışı ödeme araçları olduğu için kullanılmalarıyla elde edilecek olan fayda da maddi kazançlar şeklinde olacaktır. Dolayısıyla, kartın satılması gibi yollarla elde edilen faydalar bu suçun neticesini oluşturmayacaktır. Aynı şekilde sahte kartın üretilmesiyle elde edilen bir manevi fayda varsa bu da netice olarak kabul edilemez. Manevi tatmin sağlamak için bir başkasına bağışta bulunulduğu takdirde,

⁸⁴⁴ Akbulut, **a.g.e.**, s. 334; Özbek/ Doğan/ Bacaksız, **Türk Ceza Hukuku Özel Hükümler**, s. 1021; aynı yönde YCGK., E. 2008/87 K. 2008/150 T. 27.05.2008; aksi yönde olayın özellikleri ve unsurların oluşmasına göre dolandırıcılık veya BKKKK md. 37/'de yer alan suçun oluşacağı görüşü için bkz. Tezcan/ Erdem/ Önok, **a.g.e.**, s. 1191.

⁸⁴⁵ Dülger, **a.g.e.**, s. 398.

⁸⁴⁶ Hafizoğulları/ Özen, **Topluma Karşı Suçlar**, s. 470.

⁸⁴⁷ Apaydın, **a.g.e.**, s. 115; Özbek/ Doğan/ Bacaksız, **Türk Ceza Hukuku Özel Hükümler**, s. 1021.

⁸⁴⁸ Koç, **a.g.e.**, s. 153.

⁸⁴⁹ Dülger, **a.g.e.**, s. 399; Erdoğan, **a.g.e.**, s. 349.

⁸⁵⁰ Akbulut, **a.g.e.**, s. 337; Karagülmez, **a.g.e.**, s. 351.

⁸⁵¹ Tezcan/ Erdem/ Önok, **a.g.e.**, s. 1192.

⁸⁵² Soyaslan, **a.g.e.**, s. 692.

bağış yapmadan önce kısa süreli dahi olsa para üzerinde hakimiyet sağlandığı için manevi fayda ile netice oluşmuyorsa da maddi bir fayda elde edildiği ve suçun oluştuğu kabul edilmelidir.⁸⁵³

Kartın kullanılmasıyla elde edilecek yararın fiziksel olarak ele geçirilmesi zorunlu değildir. Birinci fıkrada olduğu gibi, yarar üzerinde hakimiyet sağlanması ve tasarrufta bulunulabiliyor olması yeterlidir.⁸⁵⁴ Örneğin, fail sahte kart ile başkasının hesabındaki parayı çekip eline almamış, ama kendi hesabına aktarmış olsun. Bu durumda yarar elde edilmiş ve netice gerçekleşmiş sayılır.

Sahte kartın kullanılması internet, telefon veya posta aracılığıyla bir şeyin sipariş verilmesi ve uzaktan kart bilgileriyle ödeme yapılması şeklinde gerçekleştiğinde, sipariş edilen malın henüz faile ulaşmadığı aşamada suç henüz tamamlanmamıştır. İcra hareketleri kartın kullanılması ve ödeme yapılmasıyla tamamlanmış olsa da neticenin gerçekleşmesi ve suçun tamamlanması malın teslim edildiği, yani yarar üzerinde failin tasarrufta bulunabileceği bir hakimiyeti sağladığı anda gerçekleşmektedir. Ancak suçun tamamlanması için malın tesliminden sonra failin ayrıca mal üzerinde tasarrufta bulunması gerekmez.

B. Manevi Unsur

TCK md. 245/3'te yer alan suç kasten işlenebilen suçlardandır.⁸⁵⁵ Manevi unsur açısından başkaca bir özel durum aranmamıştır. Özel kasta ilişkin bir ifade yer almadığı için bu suç genel kastla işlenebilir.⁸⁵⁶ Doktrinde bir görüş failin yarar sağlama şeklindeki özel kastının bulunması gerektiğini belirtmektedir.⁸⁵⁷ Failin kartı kullanırken böyle bir amacı olduğu söylenebilirse de maddede failde bu amacın bulunması gerektiğini belirten açık ifadeler bulunmadığı için genel kastın yeterli kabul edilmesi gerekir. Failin kastı açısından amaç veya saik belirtilerek yahut bilme

⁸⁵³ Dülger, **a.g.e.**, s. 399.

⁸⁵⁴ Apaydın, **a.g.e.**, s. 116; Erdoğan, **a.g.e.**, s. 349.

⁸⁵⁵ Koç, **a.g.e.**, s. 155; Okuyucu Ergün, **a.g.e.**, s. 1073.

⁸⁵⁶ Apaydın, **a.g.e.**, s. 119; Koç, **a.g.e.**, s. 155; Soyaslan, **a.g.e.**, s. 693.

⁸⁵⁷ Karagülmez, **a.g.e.**, s. 352.

unsurunun vurgulanması suretiyle bir sınırlama yapılmadığı için⁸⁵⁸ bu suçun olası kastla işlenebilmesi de mümkündür.⁸⁵⁹

Kasten işlenen suçlarda failin tipte yer alan unsurları bilmesi ve istemesi gerekir. Failin kasten hareket ettiğinin kabul edilebilmesi için kartın sahte olduğunu bilmesi gerekir.⁸⁶⁰ Kartın sahte olarak üretildiğini veya üzerinde sahtecilik yapıldığını bilmesine rağmen bu kartı bilerek ve isteyerek kullanıp yarar sağlamaya yönelik hareket eden kişi açısından manevi unsurun bulunduğu kabul edilir.⁸⁶¹ Kastın bu unsurların tamamını kapsayıp kapsamadığı somut olayın özelliklerine göre tespit edilecektir. Bu unsurlarda hataya düşülmesi halinde kastın olmadığı kabul edilir. Örneğin, sahte olduğunu bilmeden kartı kullanan kişinin kasten hareket etmediği kabul edilecektir.

C. Hukuka Aykırılık Unsuru

TCK md. 245/3'te yer alan suç için bir hukuka uygunluk sebebinin uygulama alanı bulmasının mümkün olmadığı ve bu suçu oluşturan fiillerin her zaman hukuka aykırı olacağı kabul edilmektedir.⁸⁶² Bir başkasının kendi adına sahte kart çıkarılmasına veya bu kartın kullanılmasına yönelik rızası bu suçta hukuka uygunluk sebebi olarak kabul edilmeyecektir.⁸⁶³

III. Suçu Etkileyen Haller

Suçu etkileyen ağırlaştırıcı veya hafifletici sebep öngörülmemiştir.⁸⁶⁴ Hükümet tasarısında TCK md. 245/3, 1. fıkranın ağırlaştırılmış hali olarak düzenlenmişti.⁸⁶⁵ Kanımızca, TCK md. 245/3, 2. fıkranın daha ağır cezayı gerektiren nitelikli hali olarak düzenlenmelidir. Bu şekilde bir düzenleme ile hem sahte kart üreten hem de bu kartı

⁸⁵⁸ Gökpınar, **a.g.e.**, s. 223.

⁸⁵⁹ Apaydın, **a.g.e.**, s. 119; Erdoğan, **a.g.e.**, s. 351; Koç, **a.g.e.**, s. 155; Yıldız, **a.g.e.**, s. 199.

⁸⁶⁰ Yargıtay 8. C.D. E. 2016/2707, K. 2016/7954, T. 15.6.2016, Kazancı (E.T. 18.11.2020).

⁸⁶¹ Apaydın, **a.g.e.**, s. 119; Erdoğan, **a.g.e.**, s. 351; Hafizoğulları/ Özen, **Topluma Karşı Suçlar**, s. 470; Soyaslan, **a.g.e.**, s. 693.

⁸⁶² Akbulut, **a.g.e.**, s. 338; Apaydın, **a.g.e.**, s. 120; Koca/ Üzülmöz, **Türk Ceza Hukuku Özel Hükümler**, s. 911; Koç, **a.g.e.**, s. 154-155; Özbek/ Doğan/ Bacaksız, **Türk Ceza Hukuku Özel Hükümler**, s. 1022; aksi görüş için bkz. Erdoğan, **a.g.e.**, s. 339-351.

⁸⁶³ Aynı yönde Yargıtay 8. C.D. E. 2018/9676, K. 2019/15253, T. 18.12.2019, Kazancı (E.T. 17.11.2020).

⁸⁶⁴ Apaydın, **a.g.e.**, s. 119; Erdoğan, **a.g.e.**, s.351.

⁸⁶⁵ Koca/ Üzülmöz, **Türk Ceza Hukuku Özel Hükümler**, s. 909.

kullanarak yarar sağlayan kişiler açısından her iki fıkradan da hüküm kurulması sebebiyle verilen adil olmayan ağır yaptırımların önüne geçilebilecektir.

IV. Suçun Özel Görünüş Halleri

A. Teşebbüs

TCK md. 245/3'te yer alan suç teşebbüse elverişli suçtur.⁸⁶⁶ Teşebbüsün söz konusu olabilmesi için icra hareketlerine başlanmış olması, ancak hukuka aykırı yararın elde edilememiş olması gerekir.⁸⁶⁷ Kartı kullanmaya yönelik hareketlere başlanmasıyla birlikte icra hareketlerine başlandığı kabul edilir. Bundan önce sahte kartı elde etmek için yapılan hareketler hazırlık hareketleridir.⁸⁶⁸ Daha icra hareketlerine geçilmeden elde olmayan sebeplerle failin durdurulması durumunda teşebbüs mümkün olmayacaktır.⁸⁶⁹ Sahte kart üretmeye yarayan cihazlarla kart bilgileri ele geçirildikten sonra sahte kartlar üretilmeden failerin yakalanması halinde TCK md. 245/3'te yer alan suçun icra hareketleri başlamadığı için o ana kadar olan hareketlerin başka bir suçu oluşturup oluşturmadığı incelenmelidir.⁸⁷⁰ Sahte banka veya kredi kartları fail tarafından bir şekilde ele geçirilmiş, ancak henüz kullanılmadan fail yakalanmışsa, icra hareketlerine başlanılmamış olduğu için TCK md. 245/3'teki suça teşebbüs söz konusu değildir. Yalnızca sahte kartı elinde bulunduran kişinin de bu suçun icra hareketlerine başladığı kabul edilemez. Bu kartı kullanmaya yönelik hareketlerden, örneğin ATM'ye yerleştirmek, POS cihazında kullanmak üzere işyeri çalışanına vermek gibi, hareketlerden öncesi suç tipinde yer alan hareketler kapsamında değildir.⁸⁷¹

Sahte kartı üreten kişi unsurlarının sağlanması halinde TCK md. 245/2'deki suçun tamamlanmış hali gerçekleşmiş olacaktır.⁸⁷² Burada dikkat edilmesi gereken ilk husus, failin kastının TCK md. 245/3'e yönelik olmasının yani sahte kartı kullanarak

⁸⁶⁶ Akbulut, **a.g.e.**, s. 338; Dülger, **a.g.e.**, s. 402; aksi görüş için bkz. Hafizoğulları/ Özen, **Topluma Karşı Suçlar**, s. 470.

⁸⁶⁷ Apaydın, **a.g.e.**, s. 120; Erdoğan, **a.g.e.**, s. 353.

⁸⁶⁸ Tezcan / Erdem/ Önok, **a.g.e.**, s. 1195.

⁸⁶⁹ Donay, **a.g.e.**, s. 169.

⁸⁷⁰ Yargıtay 8. C.D., E. 2019/19925, K. 2020/15872, T. 23.9.2020, Kazancı (E.T. 18.11.2020).

⁸⁷¹ Aynı yönde Yargıtay 11. CD. 2008/20909, K. 2009/5303, T. 6.5.2005, Kazancı (E.T. 18.11.2020).

⁸⁷² Akbulut, **a.g.e.**, s. 338; Dülger, **a.g.e.**, s. 406; Koca/ Üzülmöz, **Türk Ceza Hukuku Özel Hükümler**, s. 911; Tezcan/ Erdem/ Önok, **a.g.e.**, s. 1195.

yarar elde etmeye yönelik olmasının öneminin olmamasıdır.⁸⁷³ Zira bu suçun icra hareketleri henüz başlamamıştır. İkinci olarak, TCK md. 245'te yer alan suçun tamamlanmış halinin söz konusu olabilmesi için sahte kartın başkasının banka hesabıyla ilişkilendirilmiş bir sahte kart olması ve TCK md. 245/2'de yer alan hareketlerle elde edilmiş olması gerekir. Tamamen hayal ürünü bir hesap numarası ve hesap bilgileriyle üretilen bir sahte kart kullanılıyorsa yahut başkasının banka hesabıyla ilişkilendirilmiş sahte kart bulunarak ya da çalınarak elde edilmişse TCK md. 245/2'de yer alan suçun unsurları mevcut değildir. Bu sebeple bu suçun oluştuğu söylenemez. Ancak, ikinci fıkra da yer alan suç tipindeki hareketler icra edilmiş ve bu şekilde elde edilmiş olan kartın kullanılmasına yönelik hareketlerin icrasına başlanmış olmakla birlikte kartın kullanımıyla yarar elde edilememiş ve netice gerçekleşmemişse bu durumda ikinci fıkra da yer alan suçun tamamlanmış hali ile birlikte üçüncü fıkraya teşebbüs oluşacaktır. TCK md. 245/3'ün hazırlık hareketleri olarak ayrıca oluştuğu ve unsurlarının gerçekleştiği takdirde TCK md. 245/2'den ayrıca ceza verilmesi gerekmektedir. Ancak suçun unsurlarının incelenmesi gerekmektedir.

TCK md. 245/3'te yer alan suça teşebbüsün söz konusu olabilmesi için icra hareketlerinin başlamış olduğu anın tespiti önem arz etmektedir. Sahte banka veya kredi kartını ele geçiren kişinin, haksız yarar elde etmek amacıyla bu kartı ATM'de kullanması, ancak kart limiti yetmediği için veya ATM'nin arızalanması sebebiyle haksız yararı elde edememesi ya da kartın şifresini yanlış girerek karttan para çekememesi olaylarında TCK md. 245/3'te yer alan suça teşebbüs gerçekleşmektedir.⁸⁷⁴ Sahte kartın bağlı olduğu asıl hesap bloke olduğu için kartın kullanılması suretiyle yarar elde edilemediğinde,⁸⁷⁵ POS cihazında kullanılan karta banka tarafından onay verilmediği için yarar elde edilemediğinde⁸⁷⁶ yine teşebbüs söz konusu olacaktır. Bu olaylarda icra hareketlerine başlandığının kabul edilmesi gerekmektedir.

⁸⁷³ Aksi yönde Karagülmez, failin kastının sahte kartı kullanmaya yönelik olması halinde hem ikinci fıkra da yer alan suçun tamamlanmış halinin hem de üçüncü fıkra da yer alan suça teşebbüsün oluşacağını kabul etmektedir. Karagülmez, **a.g.e.**, s. 356.

⁸⁷⁴ Akbulut, **a.g.e.**, s. 338; Apaydın, **a.g.e.**, s. 120; Koç, **a.g.e.**, s. 155; Soyaslan, **a.g.e.**, s. 693.

⁸⁷⁵ "harcama yapılmadan kartların bloke olması halinde TCK'nın 245/3. maddesine teşebbüs suçundan uygulama yapılması gerektiği", Yargıtay 8. C.D., E. 2019/19925, K. 2020/15872, T. 23.9.2020, Kazancı (E.T. 18.11.2020).

⁸⁷⁶ Dülger, **a.g.e.**, s. 402.

Gönüllü vazgeçme halinde fail kastettiği suçu tamamlayabilecekken bunu yapmaktan kendi iradesiyle vazgeçmektedir.⁸⁷⁷ Sahte kartı bir şekilde ele geçiren kişi, kartı kullanmaya yönelik hareketlere başladıktan sonra yararı elde etmekten vazgeçer veya kendi çabasıyla yararın elde edilmesini önlerse TCK md. 245/3'te yer alan suça teşebbüsten dolayı cezalandırılmaz.⁸⁷⁸ Unsurlarının bulunması halinde TCK md. 245/2'de yer alan suçtan sorumluluk söz konusu olabilecektir.

TCK md. 35/2 gereği, teşebbüs halinde verilecek cezaya, meydana gelen tehlikenin ağırlığına göre dörtte birden dörtte üç oranına kadar indirim uygulanacaktır.⁸⁷⁹

B. İştirak

TCK m. 245/3'te yer alan suç iştirak açısından bir özellik taşımamaktadır.⁸⁸⁰ Dolayısıyla genel hükümler uygulanacaktır. Burada iki durumun üzerinde durulması gerekir. İlk olarak sahte kartı üreten ile sahte kartı kullanan kişilerin farklı kişiler olması halinde, birinci fıkradan farklı olarak kartın kullandırılması üçüncü fıkradaki suç tipinde yer almadığı için kartı başkasına kullandıran kişinin tipteki hareketi icra ettiği kabul edilemeyecektir.⁸⁸¹ Bu sebeple sahte kartı başkasına kullandıran kişinin TCK md. 245/3'te yer alan suçtan sorumlu olabilmesi için iştirak şartlarının varlığı aranır.⁸⁸² Örneğin, sahte kartı üreten kişi bir başkasını, bu kartın kendisine ait olduğuna ve gerçek olduğuna inandırarak kendisi adına başka bir hesaba havale işlemi gerçekleştirmesini veya alışveriş yapmasını sağlayarak kartı kullandırmak suretiyle yarar sağlayabilecektir. Kartı kullanan kişi bu suçtan sorumlu olmayacaksa da kartı kullandıran kişi açısından dolaylı faillik söz konusu olabilecektir. Bu durumda dikkat edilmesi gereken husus, maddede kartın kullandırılması hareketi yer almadığı için kullandıran kişinin müstakil fail olarak değil dolaylı fail olarak sorumlu olacağıdır. Ancak kartın bir başkasına kullandırılması yerine faillerin, beraber kartı kullanmak şeklinde ortak bir karar ile suçu icra etmeleri durumunda birlikte fail olarak sorumlu

⁸⁷⁷ Aydın, **Suç Teşebbüs**, s.103; Demirbaş, **a.g.e.**, 461.

⁸⁷⁸ Dülger, **a.g.e.**, s. 403; Erdoğan, **a.g.e.**, s. 353.

⁸⁷⁹ Özbek/ Doğan/ Bacaksız, **Türk Ceza Hukuku Özel Hükümler**, s. 1022.

⁸⁸⁰ Erdoğan, **a.g.e.**, s. 353; Koca/ Üzülmüş, **Türk Ceza Hukuku Özel Hükümler**, s. 911; Koç, **a.g.e.**, s. 155.

⁸⁸¹ Aksi görüş için bkz. Karagülmez, **a.g.e.**, s. 352.

⁸⁸² Akbulut, **a.g.e.**, s. 336; Apaydın, **a.g.e.**, s. 121; Gül, **a.g.e.**, s. 169; Tezcan/ Erdem/ Önok, **a.g.e.**, s. 1192.

olmaları gerekir. İkinci olarak, bir şekilde elde edilmiş olan sahte kartın kullanılmasıyla failin kendisine veya başkasına yarar sağlaması halinde yarar sağlanan üçüncü kişinin de TCK md. 245/3'te yer alan suçtan sorumluluğu açısından iştirak şartlarının gerçekleşip gerçekleşmediğinin incelenmesi gerekir.⁸⁸³ Yarar sağlanan kişinin, sahte kart kullanılmak suretiyle bu yararın sağlandığını bilmemesi halinde iştirak iradesi bulunmamaktadır. Haberi olmadan hesabına havale yapılan kişinin bu suçtan sorumlu olması düşünülemez. Ancak yarar sağlanan kişi, sahte kartı kullanmak suretiyle hesabına havale işlemi yapması için faile kendi hesap bilgilerini vererek suçun icrasını kolaylaştırmışsa yardım eden sıfatıyla suça iştirak etmektedir. Bu durumda sorumlu olur. Benzer şekilde kartı kullanmayı düşünmeyen kişiyi kartı kullanmaya ikna etmişse azmettiren; kartın kullanılması hareketi üzerinde başkasıyla birlikte ortak egemenlik kurarak kendisine yarar sağlamışsa birlikte fail; başkasını araç olarak kullanarak kartı kullandırmış ve kendisine yarar sağlamışsa dolaylı fail olarak da sorumlu olabilir.

C. İctima

Banka veya kredi kartlarının kötüye kullanılması suçunun da zincirleme suç şeklinde işlenmesi mümkündür.⁸⁸⁴ Hükümde aynı kişiye karşı işlenmesi gerektiği belirtildiği için mağdurun kim olduğunun belirlenmesi sorunu tekrar ortaya çıkmaktadır. Bir görüşe göre, TCK md. 245/3'ün zincirleme şekilde işlenmesi konusunda kart hamili esas alınmalı ve sahte hesabın bağlı olduğu asıl hesabın sahibi olan kart hamili sayısınca suç oluştuğu kabul edilmelidir.⁸⁸⁵ Bu kabulde aynı hamilin farklı bankalardaki hesaplarına bağlı birden fazla sahte kart kullanılarak yarar elde edildiğinde dahi, kart çıkaran kuruluş sayısı önem arz etmeksizin, tek bir kişiye karşı işlenmiş birden fazla suç söz konusu olacaktır.⁸⁸⁶ Yargıtay bu suçta mağdurun kart çıkaran kuruluş olduğunu ve bu kuruluş sayısınca suç oluşacağını kabul etmektedir. Yine aynı bankanın sahte banka veya kartlarının kullanılması halinde, bu kartların adına düzenlendiği asıl hamillerinin farklı kişiler olması önem arz etmeksizin, tek

⁸⁸³ Erdoğan, **a.g.e.**, s. 354; Apaydın, **a.g.e.**, s. 121; Karagülmez, **a.g.e.**, s. 351.

⁸⁸⁴ Artuk/ Gökçen/ Yenidünya, **a.g.e.**, s. 871; Erdoğan, **a.g.e.**, s. 356.

⁸⁸⁵ Dülger, **a.g.e.**, s. 420; Koç, **a.g.e.**, s. 157; Özbek/ Doğan/ Bacaksız, **Türk Ceza Hukuku Özel Hükümler**, s. 1023; Tezcan/ Erdem/ Önok, **a.g.e.**, s. 1196.

⁸⁸⁶ Akbulut, **a.g.e.**, s. 338-339.

kişiyeye karşı bu suçun işlendiğini kabul etmektedir.⁸⁸⁷ Bu durumda tek bir kart çıkaran kuruluşun banka veya kredi kartlarının hamil sayısı fark etmeksizin, farklı zamanlarda kullanılması suretiyle yarar elde edilmesi halinde bir kişiyeye karşı aynı suçun birden fazla işlenmiş olacağını belirtmektedir.⁸⁸⁸ Kanımızca, zincirleme suç belirlenirken öncelikle malvarlığında azalma olan kişi belirlenmeli ve buna göre tek kişiyeye karşı suçun işlenip işlenmediği tespit edilmelidir. Gerçek bir hesapla ilişkilendirilmiş sahte kart kullanıldığında asıl hesabın sahibi sayısınınca; gerçek hesaplarla ilişkilendirilmemiş sahte kart kullanıldığında zarara uğrayan kart çıkaran kuruluş yahut eğer zarara uğramışsa üye işyeri sayısınınca suç oluşacaktır.⁸⁸⁹ Bunun dışında suçun değişik zamanlarda işlenmesi ve aynı suç işleme kararı ile ilgili olarak birinci fıkrada yapılan açıklamalar geçerlidir.

Çok kısa aralıklarla, art arda kartın kullanılması halinde birinci fıkrada olduğu gibi bu suç açısından da ortada tek bir fiilin bulunduğunu kabul etmek gerekir.⁸⁹⁰ Dolayısıyla sahte kartın çok kısa süre içinde kullanılmasıyla aynı ATM'den para çekilmesi gibi olaylarda, zamansal ve mekânsal teklik dolayısıyla birden fazla kullanım olmasına rağmen hukuki anlamda tek bir fiil olduğunu ve tek bir suç oluştuğunu kabul etmektedir. Değişik zamanlarda aynı kişiyeye karşı TCK md. 245/3'te yer alan suçun işlenmesi şartı açısından da failin bir şekilde ele geçirdiği kartı, rastlantısal olarak ve imkan buldukça çeşitli şekillerde kullanırken aynı suç işleme kararının bulunmadığını; önceden belirli bir çerçevede kullanacağına karar verdiğini gösteren periyodik ve benzer yönde kullanımlar halinde ise aynı suç işleme kararının bulunduğunu kabul etmek gerekmektedir.

TCK md. 245/3 tali norm olarak kabul edilir. Çünkü tipe uygun fiil daha ağır bir yaptırımın öngörüldüğü bir başka suçu da oluşturuyorsa, fail TCK md. 245/3'te yer alan suç dolayısıyla değil, daha ağır yaptırımın öngörüldüğü suç dolayısıyla

⁸⁸⁷ Yargıtay 8. CD. E. 2016/10091, K. 2017/6652, T. 7.6.2017, Yargıtay 8. C.D., E. 2019/4024, K. 2019/4233, T. 25.3.2019, Kazancı (E.T. 26.01.2021).

⁸⁸⁸ “sahte olarak üretilen kartların alışverişte kullanılması halinde ise, banka sayısınınca TCK'nın 245/3. maddesi ile aynı bankaya ait birden fazla kart ile veya bir kart ile değişik zamanlarda para çekilmesi veya harcama yapılması halinde ise TCK'nın 43. maddesi uyarınca uygulama yapılması”, Yargıtay 8. C.D., E. 2019/19925, K. 2020/15872, T. 23.9.2020; Yargıtay 8. C.D. E. 2017/25296, K. 2018/5611, T. 21.5.2018, Kazancı (E.T. 17.11.2020).

⁸⁸⁹ Apaydın, **a.g.e.**, s. 125.

⁸⁹⁰ Okuyucu Ergün, **a.g.e.**, s. 1075- 1076.

cezalandırılacaktır.⁸⁹¹ Zira bu durumda yardımcı normun sonralığı/ ikincilliği gereği daha ağır cezayı gerektiren suç uygulanmalıdır. Bu durum özel belgede sahtecilik ve dolandırıcılık suçları açısından incelenmelidir. İlk olarak özel belgede sahtecilik suçu incelendiğinde, bu iki suçun aynı anda gerçekleşebilmesi için banka veya kredi kartının özel belge olarak kabul edilmesi gerekir. Aksi kabulde tek bir fiilde her iki suçun unsurları bir arada bulunamayacaktır.⁸⁹² Eğer özel belge olarak kabul edilirse ve her iki suçu da oluşturan bir fiil icra edilirse, özel belgede sahtecilik suçu daha hafif bir ceza öngördüğü için asli norm olmayacağı gibi TCK md. 245/3'te yer alan suç özel norm olduğu için bu suç uygulanmalıdır.⁸⁹³ Ancak eğer TCK md. 207/1'de "*bir özel belgeyi sahte olarak düzenleyen veya gerçek bir özel belgeyi başkalarını aldatacak şekilde değiştiren ve kullanan kişi, bir yıldan üç yıla kadar hapis cezası ile cezalandırılır*" şeklinde düzenlenmiş olan özel belgede sahtecilik suçu araç olarak kullanılmışsa, TCK md. 212⁸⁹⁴ gereği iki suçtan da ceza verilmesi gerekmektedir. Uygulama bu yöndedir.⁸⁹⁵ Burada önceki bölümde açıklandığı üzere, sahte kartın üretilmesinin yollarından biri sahte belgelerle müracaat yoluyla başkası adına kart başvurusunda bulunarak kart alınması ve bunun kullanılması fiillerine değinmek gerekir. Bir görüşe göre, bu şekilde sahte kartın üretildiği ve kullanıldığı fiillerde, sahtecilik suçu araç olarak kullanılmıştır ve TCK md. 212 gereği her iki suçtan da ceza verilmesi gerekmektedir.⁸⁹⁶ Yargıtay bu olaylarda sahte belge oluşturma ve bunun kullanılması suretiyle sahte kart üretme hareketlerinin ayrı birer suç oluşturduğunu belirterek her iki suçtan da ceza verilmesi gerektiğini belirtmiştir.⁸⁹⁷ Kanımızca sahte belgelerle başvuru yaparak kart çıkarılması sırasında TCK md. 207 uygulama alanı bulamamaktadır. Zira bu durumda özel ve sonraki norm olan BKKKK md. 37/2'de yer

⁸⁹¹ Apaydın, **a.g.e.**, s. 116; Hafizoğulları/ Özen, **Topluma Karşı Suçlar**, s. 470; Özbek/ Doğan/ Bacaksız, **Türk Ceza Hukuku Özel Hükümler**, s. 1023.

⁸⁹² Akbulut, **a.g.e.**, s. 340; Tezcan/ Erdem/ Önok, **a.g.e.**, s. 1200.

⁸⁹³ Özbek/ Doğan/ Bacaksız, **Türk Ceza Hukuku Özel Hükümler**, s. 1024.

⁸⁹⁴ TCK m. 212: "(1) Sahte resmi veya özel belgenin bir başka suçun işlenmesi sırasında kullanılması halinde, hem sahtecilik hem de ilgili suçtan dolayı ayrı ayrı cezaya hükmolunur", LEXPERA Hukuk Bilgi Sistemi, **Türk Ceza Kanunu**, (E.T. 13.01.2021).

⁸⁹⁵ Yılmaz, **a.g.e.**, s. 290; aynı yönde YCGK E. 2015/8-960, K. 2019/467, T. 11.6.2019, Kazancı (E.T. 17.11.2020).

⁸⁹⁶ Yılmaz, **a.g.e.**, s. 290; 2016 tarihli Yargıtay kararında aynı yönde karşı oy yazısında "*TCK.nun 245/3. maddesindeki suçu oluşturma ve bu maddeden de sanığın cezalandırılması ile ayrıca mağdura ait kimlik bilgileri kullanılarak özel belge niteliğindeki bankacılık ve kredi kartı sözleşmesinin sahte olarak düzenlenmesi, 5237 sayılı TCK.nun 212. maddesi ...karşısında da sanığın TCK.nun 207/1. maddesinden cezalandırılması gerekçesiyle hükmün bozulması yerine, TCK.nun 245/2. maddelerinden kurulan hükmün düzeltilerek onanması yönündeki sayın çoğunluğun kararına katılmıyoruz*" şeklinde belirtilmiştir. Yargıtay 8. CD., E. 2016/9860 K. 2016/10973 T. 1.12.2016, Kazancı (E.T. 17.11.2020).

⁸⁹⁷ YCGK., E. 2016/420 K. 2020/7 T. 14.1.2020, Kazancı (E.T. 01.06.2021).

alan suç oluşur.⁸⁹⁸ Bu düzenleme olmasaydı ayrıca TCK md. 207’de yer alan suçun da oluşacağı kabul edilebilirdi ancak var olan düzenlemede bu durum kabul edilmeyecektir. Diğer olaylarda sahtecilik suçunun araç olarak kullanılması halinde bu suçtan da ayrıca ceza verilmesi gerekir.

Dolandırıcılık ve TCK md. 245/3’te yer alan suçların unsurlarını sağlayan fiiller açısından, 2016’da nitelikli dolandırıcılık için yapılan değişiklikle beraber TCK md. 158/1’de yer alan e, f, j, k ve l bentleri için öngörülen daha ağır yaptırım dışında, TCK md. 245/3’te yer alan suçun cezası daha ağır olduğu için bu suçun uygulanması gerekir.⁸⁹⁹ Ancak özellikle TCK md. 158/1-f’de yer alan nitelikli dolandırıcılık suçu ile ilgili dikkat edilmesi gereken bazı hususlar vardır. İlk olarak bu iki suçun unsurlarını da sağlayan bir fiil söz konusu olduğunda TCK md. 245/3’ün yaptırımı daha hafif olduğu için bu suç uygulama alanı bulamayacaktır. İkinci olarak, fiilin bu iki suçun unsurlarını sağlayıp sağlamadığının tespitinde gerçek bir kişinin aldatılıp aldatılmadığı incelenmelidir. Eğer sahte kart ATM veya POS cihazı gibi bilişim sistemlerinde kullanılıyorsa hile gerçek kişiye yönelmemektedir ve TCK md. 158/1-f’de yer alan suç oluşmaz. Dolayısıyla kart doğrudan bir bilişim sisteminde kullanıldığında bu suç oluşmamaktadır. Bunun yerine sistemin araç olarak kullanılması suretiyle gerçek kişiye yönelik olarak kullanılırsa bu suç oluşabilmektedir.⁹⁰⁰ Buna örnek olarak sahte belgelerle başvuru yoluyla üretilmiş olan sahte kartın mail order yöntemiyle alışverişte kullanılması verilebilir. Elbette somut olayda ayrıca hile unsurunun bulunmadığının incelenmesi gerekmektedir. Benzer şekilde, bilişim sistemlerinin kullanılması suretiyle haksız bir yarar elde edildiği olaylarda TCK md. 245/3 ile md. 244/4’te yer alan suçların aynı anda meydana gelmesi söz konusu olabilecektir. Ancak TCK md. 244/4’te yer alan suç da TCK md. 245/3’e göre asli norm niteliği taşımaz. Zira bu suç, fiilin başka bir suç teşkil etmemesi halinde uygulama alanı bulabilmektedir.

⁸⁹⁸ Gül, **a.g.e.**, s. 158.

⁸⁹⁹ Akbulut, **a.g.e.**, s. 340; Apaydın, **a.g.e.**, s. 122; Koca/ Üzülmüş, **Türk Ceza Hukuku Özel Hükümler**, s. 911; Özbek/ Doğan/ Bacaksız, **Türk Ceza Hukuku Özel Hükümler**, s. 1024.

⁹⁰⁰ Dülger, **a.g.e.**, s. 396; “...Bilişim sisteminin aldatılmasından söz edilemeyeceği için, ancak bu sistemin araç olarak kullanılarak bir insanın aldatılması yani dolandırılması halinde bu bendin uygulanması mümkündür”, Yargıtay Kararı 15. C.D., E. 2012/20975 K. 2014/13444 T. 7.7.2014; Yargıtay 11. CD. E. 2006/2428, K. 2006/5098, T. 5.6.2006, Kazancı (E.T. 17.11.2020).

TCK m. 245'in 2. ve 3. fıkrasında yer alan hareketlerin birlikte gerçekleştirilmesi durumunda, bu iki suç arasındaki ilişki konusunda doktrinde farklı görüşler vardır. Örneğin bir kişi sahte olarak ürettiği kartı kullanarak haksız yarar elde etmişse hem 2. fıkradaki hem de 3. fıkradaki hareketleri gerçekleştirmiş olacaktır. Bir görüşe göre, bu iki suç arasında geçit suç ilişkisi olduğunu kabul etmek gerekir ve yalnızca 3. fıkradan ceza verilmesi gerekir.⁹⁰¹ Diğer görüşe göre ise, bu iki suçun farklı hareket ve neticeleri içeriyor olması dolayısıyla iki farklı fiil ve iki farklı suç oluşmaktadır ve gerçek içtima kuralı uygulanmalıdır.⁹⁰² Buna göre, tek bir fiille birden fazla suç işlenmediği için fikri içtima uygulanamayacağı gibi bir suç diğerinin unsuru yahut daha ağır hali olarak düzenlenmediği için bileşik suç ilişkisi de söz konusu değildir. Gerçek içtima kuralı kabul edildiğinde, kartı sahte olarak üretilip kullanma kastıyla hareket eden ancak elde olmayan sebeplerle haksız yararı elde edemeyen kişi açısından da yalnızca TCK md. 245/3'te yer alan suça teşebbüs edildiği kabul edilmeyecektir. Bu durumda hem ikinci fıkranın tamamlanmış hali hem de üçüncü fıkra da yer alan suçun teşebbüs aşamasında kalmış halinin oluşacağı kabul edilir.⁹⁰³ Ancak bu görüşteki yazarlar, her iki suçtan da ceza verilmesi halinde çok ağır bir yaptırım uygulanacağı için bu suçların bileşik suç olarak düzenlenmesi gerektiğini belirtmektedir. Yargıtay ise eski kararlarında gerçek içtima hükümlerini uygulayarak her iki fıkra açısından da ceza vermekteydi. Örneğin, 2016 tarihli bir kararında, başkasının bilgilerini kullanarak telefonla kart başvurusunda bulunan ve bankanın ürettiği sahte kartı kullanarak haksız yarar elde eden kişi hakkında her iki fıkradan hüküm kurulmuş ve karşı oy yazısında bu durumun bozmayı gerektirdiği belirtilmişse de karar onanmıştır.⁹⁰⁴ Ancak 09.05.2017 tarihli bir YCGK kararında⁹⁰⁵ sahte kartla yarar elde edilebilmesi için öncelikle bu kartın ikinci fıkra da yer alan hareketlerden birinin icra edilmesi vasıtasıyla ele geçirilmesi gerektiğinden bahisle, iki fıkra arasında geçit suç ilişkisi bulunduğu kabul edilmiş ve yalnızca 3. fıkradan hüküm kurulması gerektiği belirtilmiştir. Yargıtay daha sonra da bu yönde kararlar vermiştir.⁹⁰⁶ Ancak

⁹⁰¹ Dülger, **a.g.e.**, s. 435; Tezcan/ Erdem/ Önok, **a.g.e.**, s. 1200; Soyaslan, **a.g.e.**, s. 694.

⁹⁰² Akbulut, **a.g.e.**, s. 340-341; Apaydın, **a.g.e.**, s. 126; Karagülmez, **a.g.e.**, s. 353; Koca/ Üzülmüş, **Türk Ceza Hukuku Özel Hükümler**, s. 908; Meran, **Dolandırıcılık, Sahtecilik, Güveni Kötüye Kullanma**, s. 338; Özbek/ Doğan/ Bacaksız, **Türk Ceza Hukuku Özel Hükümler**, s. 1018.

⁹⁰³ Erdoğan, **a.g.e.**, s. 343.

⁹⁰⁴ Yargıtay 8. C.D. E. 2016/10056, K. 2016/10776, T. 24.11.2016; aynı yönde Yargıtay 8. C.D., E. 2016/3206, K. 2016/9219, T. 3.10.2016; Yargıtay 8. C.D. E. 2015/5552, K. 2015/24092, T. 05.11.2015, Kazancı (E.T. 17.02.2021).

⁹⁰⁵ YCGK, E.2017/11-211, k. 2017/259, T. 9.5.2017, Kazancı (E.T. 20.01.2021).

⁹⁰⁶ Aynı yönde YCGK E. 2015/8-960, K. 2019/467, T. 11.6.2019, Kazancı (E.T. 17.02.2021).

Yargıtay 14.1.2020 tarihli kararında⁹⁰⁷ bu içtihadını değiştirerek gerçek içtima kuralı uygulanması gerektiğini kabul etmiştir. Yargıtay bu kararında sahte kartın bulunması halinde ikinci fıkra da yer alan suçu işlemeyen de üçüncü fıkra da yer alan suçun işlenebileceğini belirterek geçit suç ilişkisi bulunmadığını kabul etmiştir. Yapılan icra hareketleri örtüşmediği için tek fiil olmadığı ve bileşik suç ilişkisi de bulunmadığı, bu sebeple gerçek içtima kurallarının uygulanması gerektiği belirtilmiştir.⁹⁰⁸ Ancak Yargıtay'ın gelecekte de bu kabulü sürdüreceği ve uygulamanın bu yönde gelişeceği kesin değildir. Zira henüz istikrar kazanmış bir uygulama mevcut değildir.

Görünüşte içtima türlerinden biri olan geçit suçlar (geçitli suçlar), aynı hukuki değeri koruyan iki suçtan daha ağırını işlemek kastıyla hareket eden kişinin, bu suçu işlemek için daha hafifinden geçmek zorunda olduğu suçlardır.⁹⁰⁹ İlk olarak, üçüncü fıkra da baskın olarak malvarlığı değeri korunsa da her iki suçun da benzer hukuki değerleri koruduğu kabul edilebilir. İkinci olarak, sahte kartı başkalarının hesaplarıyla ilişkilendirerek üreten kişinin genelde bu kartı kullanarak yarar elde etmek kastıyla hareket ettiği yani daha ağır suç olan üçüncü fıkra da yer alan suçu işleme kastıyla hareket ettiği kabul edilebilir. Ancak bu durum her zaman geçerli değildir. Bir ön kabul olarak kartı elde eden kişinin bu kartı kullanacağı kabul edilemez. Kartın veya kart bilgilerinin satılmasının amaçlandığı olaylarda failin kastı üçüncü fıkra da yer alan suçu işlemeye yönelik değildir. Üçüncü olarak işlenen her iki suçun da fail ve mağdurunun aynı olması gerekmektedir.⁹¹⁰ Ancak bu suçların mağduru aynı değildir. İkinci fıkranın mağduru toplumu oluşturan herkes; üçüncü fıkranın mağduru ise malvarlığında azalma meydana gelen kişidir. Son olarak, TCK md. 245'in üçüncü fıkrasındaki suçun işlenmesi için öncelikle ikinci fıkradaki suçun işlendiği çok fazla olay olmasına rağmen bu bir zorunluluk değildir. Tamamen hayal ürünü bir hesap numarası ve hesap bilgileriyle üretilen bir sahte kart kullanılıyorsa yahut başkasının banka hesabıyla ilişkilendirilmiş sahte kart bulunarak ya da çalınarak elde edilmişse TCK md. 245/2'de yer alan suçun unsurları mevcut değildir.⁹¹¹ Her ne kadar gerçek içtima kuralı yaptırımın çok ağır boyutlara ulaşmasına sebep oluyorsa da üçüncü fıkranın bu haliyle geçitli suç olduğunun kabul edilmemesi gerekir. Ancak bileşik suç

⁹⁰⁷ YCGK., E. 2016/420 K. 2020/7 T. 14.1.2020, Kazancı (E.T. 01.06.2021).

⁹⁰⁸ Aynı yönde Yargıtay 8. C.D. E. 2019/19132, K. 2020/16466, T. 05.10.2020, Kazancı (E.T. 17.02.2021).

⁹⁰⁹ İçel, **a.g.e.**, s. 46-47.

⁹¹⁰ Dönmez/ Erman, **a.g.e.**, s. 649

⁹¹¹ Akbulut, **a.g.e.**, s. 336.

ilişkisi kurulmasını sağlayacak bir düzenlemenin yapılması daha adil sonuçlar doğuracaktır.

V. Yaptırım ve Muhakeme

TCK m. 245/3'te yer alan suçun yaptırımı olarak dört yıldan sekiz yıla kadar hapis cezası ve beş bin güne kadar adli para cezası öngörülmüştür. Cezaların birinci ve ikinci fıkradan daha yüksek olduğu görülmektedir. Madde metninden anlaşıldığı üzere hapis cezası ve adli para cezasının birlikte uygulanması gerekmekte olup hâkimin bunlardan birini uygulama yönünde takdir yetkisi yoktur.⁹¹² TCK md. 52 gereği en az beş gün üzerinden uygulanabilen adli para cezasının tutarı kişinin maddi durumu da göz önüne alınarak belirlenecektir.

TCK md. 60 ise tüzel kişiler yararına işlenen suçlarda güvenlik tedbiri yaptırımının uygulanmasına ilişkin esasları belirtmektedir. TCK md. 246 gereği TCK md. 245'te yer alan suçlardan menfaat sağlayan tüzel kişi hakkında güvenlik tedbiri uygulanabilecektir.

TCK md. 245/3 için öngörülmüş bir soruşturma veya kovuşturma şartı yoktur. Takibi şikâyeteye bağlı olmayan bir suçtur. Re'sen soruşturulur.⁹¹³ Görevli mahkeme Asliye Ceza Mahkemeleridir.⁹¹⁴ Yetkili mahkeme, CMK md. 12/1'de "*Davaya bakmak yetkisi, suçun işlendiği yer mahkemesine aittir*" olarak belirtildiği üzere suçun işlendiği yer, yani haksız yararın elde edildiği yer mahkemesidir.⁹¹⁵

⁹¹² Koca / Üzülmüş, **Türk Ceza Hukuku Özel Hükümler**, s. 911-912.

⁹¹³ Gül, **a.g.e.**, s. 170; Koca / Üzülmüş, **Türk Ceza Hukuku Özel Hükümler**, s. 911-912.; Yıldız, **a.g.e.**, s. 241.

⁹¹⁴ Gül, **a.g.e.**, s. 171; Yenisey / Nuhoglu, **a.g.e.**, s.255.

⁹¹⁵ Apaydın, **a.g.e.**, s. 131-132.

SONUÇ

Bu tezin konusu, Türk Hukukunda banka veya kredi kartlarının kötüye kullanılması suçunu düzenleyen 5237 sayılı TCK md. 245'in doktrin ve uygulama açısından incelenmesidir. Bu suçun, bilişim alanında suçlar altında düzenlenmesi dolayısıyla bir bilişim suçu niteliğinde olduğu kabul edilmiştir. Bilişim suçları, fiziki yapısı olmayan veriler üzerinde veya bu veriler vasıtasıyla gerçekleşmesi, mesafe gibi fiziksel engellerle sınırlanmadan işlenebilmesi, delil toplama ve değerlendirme yöntemlerinde farklılıklar arz etmesi gibi özellikleri dolayısıyla geleneksel suçlardan farklı düzenlemelere ihtiyaç duyar. Bilişim sistemi özelliği taşıyan ATM, POS cihazı, bilgisayar veya telefonlar vasıtasıyla kullanılabilen banka veya kredi kartları bu çalışmada incelenen suçların konusunu oluşturmaktadır. Her ne kadar suçun esas itibarıyla malvarlığına karşı işlendiği için koruduğu hukuki değerin mülkiyet hakkı olduğu ve malvarlığına karşı suçlar bölümünde düzenlenmesi gerektiği belirtilse de bu kartların kullanılması bir bilişim sisteminin kullanılmasını zorunlu kıldığı için suç bir bilişim suçu özelliği taşımaktadır. Ayrıca TCK md. 245'te yer alan üç ayrı suçtan özellikle ikinci fıkrada yer alan suçun malvarlığına karşı işlenen bir suç özelliği taşımadığının kabul edilmesi gerekir. Kanun koyucu, bilişim suçlarını koruduğu menfaate göre farklı bölümlerde düzenlemek yerine, bu suçların ayrı bir bölümde bir arada düzenlenmesi yöntemini benimseyerek birbirinden farklı menfaatleri koruyan bu üç suçu bir arada düzenlemiştir. Dolayısıyla koruduğu hukuki yarar açısından karma nitelikte olan bu üç suçun düzenlendiği bölümün doğru olduğu kabul edilmiştir.

TCK md. 245'in yürürlüğe girmesinden önce bu suç kapsamında kalacak fiiller 765 sayılı TCK md. 525/b-2 maddesinde düzenlenmiş olan suç altında cezalandırılmaktaydı. TCK md. 245'te yer alan düzenlemenin amaçlarından biri de 765 sayılı TCK'da özel düzenleme olmaması sebebiyle oluşan karışıklıkları önlemektir. 765 sayılı TCK md. 525/b-2 oldukça ucu açık, genel bir düzenlemeydi. Bu suçla ilgili tartışmalar, pek çok fiili kapsayacak şekilde geniş düzenlenmiş olan bu

hükmün sınırlarının belirli olmamasından ve kapsamının belirlenmesindeki zorluktan kaynaklanıyordu. Bu suç, bilişim sisteminin kullanılması ve hukuka aykırı bir yarar elde edilmesi halinde olduğu kabul edilen oldukça geniş bir düzenleme olup, yeni kanundaki haliyle daha açık bir şekilde düzenlenmesi yerinde olmuştur. Bu yönden maddenin getiriliş amacına ulaşıldığı kabul edilebilir. Ancak suça ilişkin henüz tam oturmamış kavramlar bulunmaktadır. Bunlardan ilki mağdur kavramıdır. Özellikle zincirleme suçun tespiti açısından ve TCK md. 245/1 açısından etkin pişmanlık hükmünün uygulanması açısından mağdurun kim olduğunun tespiti önem arz etmektedir. TCK md. 245/1’de yer alan suçun mağduru malvarlığında azalma meydana gelen kişidir. Bu kişi genelde kart hamili olmakla beraber kart çıkaran kuruluşun zarara katlanması gereken hallerde, bu kuruluş da mağdur olarak kabul edilebilecektir. Bu haller dışında ise ticari itibarın ve kurmaya çalışılan güven ilişkisinin zedelenmesi sebebiyle suçtan zarar gören olarak kabul edilmelidir. Madde metninde geçen “*kendisine kart verilmesi gereken kişi*” ise sorumluluğu başladığı andan itibaren kartı henüz teslim almamış olan adına kart düzenlenen kişidir. Yargıtay kartın henüz teslim alınmadığı aşamada mağdurun kart çıkaran kuruluş olduğu yönünde karar vermektedir. Ancak adına kart düzenlenen kişinin sorumluluğu teslimle veya bundan önce kart numarasının öğrenilmesiyle başlayabilmektedir. Dolayısıyla kart teslim edilmeden önce kart numarasını öğrenen kişinin de mağdur olarak kabul edilmesi gerekir. TCK md. 245/3’te yer alan suçunda mağdur, somut olayda sahte kartın kullanılmasıyla zarara uğrayan kişi tespit edilerek belirlenmelidir. Tamamen hayali olarak üretilmiş olan bir kart kullanılarak yarar sağlandığı takdirde kart çıkaran kuruluş zarara uğramaktayken gerçek hesaba ilişkilendirilerek üretilen sahte kartın kullanılması halinde bu hesabın sahibi maddi zarara uğramaktadır. Buna karşılık TCK md. 245/2’de yer alan suç açısından suçun oluşması için sahte kartın kullanılması suretiyle yarar sağlanması gerekmediği için mağdur malvarlığında azalma meydana gelen kişi değildir. Bu suç ile kamu güveni korunduğu için suçun mağduru toplumu oluşturan herkeştir.

Kartın ele geçirilme yöntemine göre farklı suç tiplerinin oluşup oluşmayacağı yönündeki tereddütleri gidermek adına birinci fıkrada “*her ne suretle olursa olsun*” kartı ele geçiren kişiden bahsedilmektedir. Ancak bu düzenlemeyle tam olarak tartışmaların önüne geçilememiş ve kart başka bir suç aracılığıyla ele geçirildiğinde, bu suç ile TCK md. 245/1’de yer alan suç arasındaki ilişkinin ne olacağı tartışılmaya

devam etmiştir. Bu suç açısından kartın ele geçirilmesi için yapılan hareketler hazırlık hareketleridir. Zira bu aşamada kartın bu suçu işleme kastıyla ele geçirildiğini ortaya koyacak ölçüde suç tipine yakınlık söz konusu değildir. Örneğin, üzerinde sahtecilik yapmak veya sahtesini üretmek gibi yahut bilgilerinin satılması gibi başka bir suçu işleme kastıyla kartın ele geçirilmesi söz konusu olabilecektir. Suçun icra hareketi bir şekilde ele geçirilen kartın rızaya aykırı kullanılmasına yönelik hareketlerle başlar. Dolayısıyla bu aşamada işlenen suç ayrı bir suçu oluşturacaktır ve bu aşamada yakalanan ve kartı kullanmaya yönelik hareketlerde bulunamayan kişi açısından henüz icra hareketlerine başlamadığı için teşebbüs hükümleri uygulanamayacaktır.

TCK md. 245/1’de yer alan suçun oluşması için kartın bir şekilde ele geçirilmesi gerekir. Kart üzerinde fiili hakimiyet sağlanması için kart hamilinin fiili hakimiyetinin sona ermesi ve fiili hakimiyet kazanan kişinin kart üzerinde tasarrufta bulunabiliyor olması gerekir. Kısa süreli dahi olsa hamilin fiili hakimiyeti kaybettiği kabul edilebiliyorsa, fail kartın şifresini bilmeseydi veya kartı ATM’ye kendisi yerleştirmemiş olsa dahi, kart üzerinde tasarrufta bulunabilecek hale geldiği sürede kartı ele geçirdiği kabul edilmelidir. ATM’de işlem yapan kişilerin yanıltılması suretiyle yahut gizlice yapılan işlem sonucu çekilmiş olan para alınarak haksız yarar elde edilen olaylarda, kartın ele geçirilmesi ve kullanılması ayırıcı unsurdur. Örneğin, ATM’de işlem yaparken tehdit veya cebir yoluyla hamilin kendisinin kartı kullanarak çektiği para alınıyorsa yağma; el çabukluğu ile gizlice alınıyorsa hırsızlık suçları gündeme gelecektir. Dolayısıyla kartın ele geçirilmesi ve kullanılması söz konusu değilse icra edilen fiilin başka bir suçu oluşturup oluşturmadığı incelenerek karar verilecektir.

Teknolojik gelişmeler sayesinde banka ve kredi kartlarının internet üzerinden kullanılmasını sağlayan altyapı oluşturulmuş ve böylece kart fiziksel olarak elde bulunmasa dahi kart bilgileri ile işlem yapılabilir hale gelmiştir. Yargıtay, bir şekilde ele geçirilmiş olan kredi kartı bilgilerinin rızaya aykırı kullanımıyla yarar sağlanması fiillerini TCK md. 245/1’de yer alan suç kapsamında kabul etmektedir. Ancak elektronik bankacılık ile banka kartı bilgileri üzerinden hukuka aykırı yarar sağlanması halinde nitelikli hırsızlık suçunun (TCK md. 142/2-e); banka kartına ait bilgilerin hile ile ele geçirilmesi halinde nitelikli dolandırıcılık suçunun (TCK md. 158/1-f) oluşacağına karar vermektedir. Bu şekilde karar verilmesinin temel nedeni BKKKK md. 3’te yapılan kredi kartı ve banka kartına ilişkin tanımlarda, fiziki varlığı

bulunmayan kart bilgileri kredi kartı tanımına dâhil edilmişken banka kartının tanımında böyle bir ifadenin bulunmamasıdır. Kredi kartı bilgilerinin kart tanımına dâhil olmasının temel nedenlerinden birisi kart numarasıyla da kredi kartıyla yapılan hemen hemen her işlemin yapılabilmesidir. BKKKK md. 3'te yapılan kredi kartı tanımında fiziki varlığı bulunmayan ifadesi ile kredi kartı ile aynı hukuki sonuçları doğurabilen kart numarası ile ilgili teknolojik gelişmeleri karşılayacak bir düzenleme yapmak amaçlanmıştır. Banka veya kredi kartına ilişkin hassas veriler finansal işlem yapmaya imkân sağlayarak bu kartların temeli haline gelmiştir. Çalışmada banka kartı ve kredi kartı tanımları yapılarak ve kartlı ödeme sistemleri açıklanarak kartların uygulama alanlarının giderek geliştiği ilk bölümde açıklanmıştır. Kredi kartı bilgileri gibi banka kartı bilgileri de internet bankacılığında kullanılabilmekte ve kart üzerinde tasarrufta bulunma imkânı vermektedir. Bu anlamda iki kart arasında bir fark bulunmadığı için banka veya kredi kartı bilgilerinin ele geçirilmesi de kartın ele geçirilmesi kapsamında kabul edilmeli ve bu bilgilerin rızaya aykırı kullanımı sonucu hukuka aykırı yarar elde edilmesi halinde bu suçun oluşacağı kabul edilmelidir.

TCK md. 245/1'de yer alan suçun oluşması için hamilin veya teslimden önce kendisine kart verilmesi gereken kişinin rızasına aykırı kullanılması gerekmektedir. Rızanın yokluğunun kastın kapsamı içerisinde yer alan maddi unsur içerisinde mi yoksa hukuka aykırılık unsuru içerisinde mi kabul edilmesi gerektiği konusunda doktrinde farklı görüşler mevcuttur. Burada bir hukuka uygunluk sebebi olan rıza tipte yer alan bir unsur olan kartın kullanılması hareketini niteleyecek şekilde kullanılmıştır. Rızaya aykırı kullanım ifadesi, suçun tamamını niteleyen genel bir ifade olarak değil, yalnızca tipik hareketi niteleyen özel bir ifade olarak kullanıldığı için rızanın yokluğunun, vurgu yapmak ve hakime yol göstermek amacıyla değil tipik harekete dahil edilmek amacıyla düzenlendiği kabul edilmelidir. Bu sebeple rıza incelemesi maddi unsur içerisinde yapılmıştır.

TCK md. 245/1'de yer alan suçun oluşması için gereken kartın kullanılması hareketi internet, telefon veya posta aracılığıyla bir şeyin sipariş verilmesi ve uzaktan kart bilgileriyle ödeme yapılması şeklinde gerçekleştiğinde, sipariş edilen malın henüz faile ulaşmadığı aşamada suçun tamamlandığı anın tespit edilmesi gerekmektedir. Yargıtay'ın bu konuda, başkasına ait kart kullanılarak verilmiş siparişte belirtilen malın gönderilmesiyle suçun tamamlandığı ve malın teslimi ile suçun tamamlandığı

yönünde birbirinden farklı kararları vardır. Bu olaylarda sipariş verilirken kartı kullanan kişinin, mesafeli sözleşme dolayısıyla yapmış olduğu ödeme ile hamil zarara uğruyor olsa da suçun tamamlanması için failin zarara uğraması değil, failin kendisine veya başkasına bir yarar sağlaması gerekmektedir. Dolayısıyla sipariş konusu malın gönderilme anında değil bu malın teslim alınma anında suç tamamlanmaktadır. İcra hareketleri kartın kullanılması ve ödeme yapılmasıyla tamamlanmış olsa da neticenin gerçekleşmesi ve suçun tamamlanması malın teslim edildiği, yani yarar üzerinde failin tasarrufta bulunabileceği bir hakimiyeti sağladığı anda gerçekleşmektedir. Bu sebeple sipariş edilen malın tesliminden önce işyerinin herhangi bir sebeple işlemi iptal edip harcanan tutarı hamile iade etmesi veya bankanın bu kart kullanıldıktan sonra kartı iptal etmesi gibi sebeplerle failin malı teslim alamadığı yahut teslim almaya giderken yakalandığı olaylarda TCK md. 245/1’de yer alan suçun tamamlanmadığı için teşebbüs hükmü uygulama alanı bulabilecektir.

Teşebbüsün söz konusu olabilmesi için kastedilen suçun icrasına elverişli hareketlerle başlanmış olması gerekir. Hareketin elverişsiz olduğu veya suçun konusunun yokluğu durumlarında işlenemez suç (elverişsiz teşebbüs) söz konusu olacak ve fail teşebbüsten dolayı cezalandırılmayacaktır. Kötüye kullanılan banka kartının bağlı olduğu hesapta para olmaması veya kredi kartının limitinin aşılmış olması gibi sebeplerle yarar elde edilemediğinde, suçun konusu olan gerçek banka veya kredi kartları mevcut olduğu için konunun yokluğundan söz edilemez. Yapılan hareket suçu oluşturmak açısından elverişli olduğu için işlenemez suç söz konusu olmayacaktır. Ancak geçerli bir kartın olmaması halinde konunun yokluğundan söz edilebilir. Örneğin ele geçirilen kartın kullanılmasından önce hamilin kart çıkaran kuruluşa yaptığı çalıntı bildirimini sebebiyle kart iptal edilmiş ve bu sebeple fail kartı kullanarak yarar elde edememişse ortada geçerli bir kart bulunmadığı için işlenemez suç söz konusu olacaktır. Ancak kartın çalındığına ilişkin bildirim sonucu yalnızca kartla yapılan işleme onay verilmiyorsa teşebbüs gerçekleşir.

TCK md. 245/1’de yer alan suçun zincirleme olarak işlenmesi mümkündür. Bu durumun tespitinde mağdur kavramı önem kazanmaktadır. Yargıtay’ın, kart sayısının suç oluşacağını ve birden fazla kartın kullanılması halinde birden fazla suç oluştuğunu; aynı kişinin farklı bankalara ait kartlarının kullanıldığı durumlarda zincirleme suç oluşmayacağını ve banka sayısının suç oluşacağını kabul ettiği farklı yönde kararlar

vermiştir. Daha sonra 2011 tarihli YCGK kararı ile TCK md. 245/1’de yer alan suçun mağdurunun malvarlığında azalma meydana gelen kart hamili olduğu, dolayısıyla aynı kişiye hamilin farklı banka veya kredi kartlarının farklı zamanlarda kullanılması durumunda zincirleme suç hükmünün uygulanacağı kabul edilmişse de bu karardan sonra da kartın hamile teslim edilmeden önce kötüye kullanılması suretiyle yarar sağlandığı durumlarda, bankanın mağdur olduğu ve farklı zamanlarda kullanıldığı takdirde zincirleme suç hükmünün uygulanması gerektiği yönünde kararlar verilmeye devam etmiştir. Yine kartın tesliminden önce işlenen suçlarda, etkin pişmanlık hükmünün uygulanması için mağdur olan bankanın rızasının aranması gerektiği belirtilmektedir. Ancak suç kartın tesliminden sonra işlenmişse, kart hamili mağdur kabul edilerek, buna göre zincirleme suç hükümleri uygulanmaktadır. Bu suçun mağduru genelde kart hamilidir. Ancak kart hamile teslim edilmemiş ve kart numarasının bildirilmemiş olduğu aşamada kart hamilinin hamilin karta yönelik sorumluluğu henüz doğmadığı için malvarlığında azalma olan kart çıkaran kuruluş mağdur olarak kabul edilecektir. Kart hamilinin malvarlığında azalma olduğunda, tek bir hamilin kartlarının, bir suç işleme kararının icrası kapsamında farklı zamanlarda kullanılması veya kullandırılması ve yarar elde edilmesi halinde bu suç zincirleme olarak işlenmektedir. Aynı hamilin kartlarının, farklı kuruluşlar tarafından çıkarılmış olması suç sayısı açısından önem arz etmemektedir. Ancak, birden fazla hamilin kartı kullanılıyorsa hamil sayısı kadar suç oluşacaktır. Buna karşılık bankanın zarara uğradığı durumlarda aynı bankaya karşı farklı zamanlarda bu suçun işlenip işlenmediği incelenerek karar verilecektir. Aynı bankaya ait birden fazla kartın farklı hamillere ait olması önem arz etmeyecektir. Birden fazla bankaya ait kart kötüye kullanıldığında ise banka sayısınca suç oluşacaktır.

TCK md. 245/1’de yer alan suçu işlemek amacıyla başka bir suçu işleyerek kartın ele geçirildiği durumlarda bu suç ile TCK md. 245/1’de yer alan suç arasındaki ilişkinin belirlenmesi gerekmektedir. İlk olarak, bileşik suç ilişkisi olması için unsur veya ağırlaştırıcı hali oluşturan suça ilişkin düzenlemenin maddede açıkça gösterilmiş olması gerekmektedir. “*Ele geçirme*” veya “*elde bulundurma*” ifadeleri başka bir suçu, bu suçun unsuru veya nitelikli hali olarak öngörecektir bir açıklığa ve belirliliğe sahip değildir. Kartın ele geçirilmesinin unsur olmadığı, bu kısmın hazırlık hareketleri içerisinde yer almasından da anlaşılmaktadır. TCK md. 245/1’de kartın ele geçirilme yöntemi “*her ne suretle olursa olsun*” şeklinde tanımlanarak hukuka uygun veya aykırı

olmasının önemli olmadığını vurgulamaktadır. Ayrıca TCK md. 245/1’de öngörülen cezadan daha ağır bir cezanın öngörüldüğü yağma suçunun işlenmesi suretiyle kartın ele geçirilmesi halinde, tüketen norm tüketilen normdan daha hafif bir yaptırım içermektedir. Bu durum bileşik suç düzenlemesinin amacına aykırıdır. İkinci olarak bu suçlar arasında fikri içtima ilişkisi de bulunmamaktadır. İşlenmiş olan herhangi bir suçla ele geçirilen kartın kötüye kullanıldığı hallerde, hareket unsurları örtüşmediği için tek hareketle birden fazla suçun işlenmesi söz konusu değildir. TCK md. 245/1’de yer alan suçun icra hareketleri kartı kullanmaya yönelik hareketlerle başlarken, kartın ele geçirilmesine yönelik suç bundan öncesinde meydana gelen hareketlerle işlenmektedir. Bu sebeple kartın ele geçirilmesi ayrı bir suç teşkil ettiğinde, bu suçlar arasında gerçek içtima ilişkisi bulunduğu kabul edilmesi ve hem kartı ele geçirirken işlenen suçtan hem TCK md. 245’ten ayrı ayrı ceza verilmesi gerekmektedir.

Bilişim sistemine girme suçu (TCK md. 243) TCK md. 245/1’de yer alan suç açısından geçit suç niteliği taşımaktadır. Zira banka veya kredi kartının kullanımı için bir bilişim sistemine hukuka aykırı olarak girilmesi zorunlu olduğu için her iki suç da işlenmiş olacaktır. Tek hareketle bu iki suçun da işlendiği olaylarda fikri içtima hükümlerinin uygulanmayacaktır. Görünüşte içtima türlerinden biri olan geçit suçlar (geçitli suçlar), aynı hukuki değeri koruyan iki suçtan daha ağırını işlemek kastıyla hareket eden kişinin, bu suçu işlemek için daha hafifinden geçmek zorunda olduğu suçlardır. Kanımızca, failin kastı baştan itibaren kartı kullanmak ve yarar sağlamaya yönelik olduğu ve daha ağır suç olan TCK md. 245/1’in işlenmesi için daha hafif suç olan TCK md. 243’ten geçilmesi zorunlu olduğu, aynı zamanda korunan değer içerisinde baskın olarak malvarlığı olsa da karma nitelik taşıdığı ve bilişim sisteminin güvenliği de korunduğu için bu suçlar arasında geçit suç ilişkisi vardır. Benzer şekilde TCK md. 245/1 ile md. 244/4’te yer alan suçların aynı anda meydana gelmesi söz konusu olabilecektir. TCK m. 244’te düzenlenen bilişim sistemini engelleme, bozma, verilerini yok etme veya değiştirme suçu, maddenin ilk iki fıkrasındaki fiilleri icra ederek haksız yarar elde edilmesi ile işlenmektedir. Ancak TCK m. 244/4’te yer alan “*başka bir suç oluşturmaması halinde*” ibaresi bu suçun tali suç (yardımcı norm) özelliği taşıdığını gösterir. Yardımcı normun sonralığı ilkesi gereği, yalnızca asal normun kapsamına girmeyen hallerde uygulama alanı bulan yardımcı norm, diğer suçun kapsamına giren hallerde uygulanmayacaktır. Dolayısıyla bir fiil aynı anda hem

TCK m. 245/1'in hem de m. 244/4'ün kapsamına giriyorsa yalnızca banka veya kredi kartlarının kötüye kullanılması suçunun oluştuğu görünüşte içtima hali söz konusudur. Bu durumda fikri içtima olduğu kabul edildiğinde, yine aynı sonuca ulaşılabaksa da bu suçlar arasındaki içtima hali yalnızca görünüşte olup tek hareketle birden fazla suçun işlenmesi söz konusu değildir. Başkasına ait kartın rıza ile alınması mümkün olduğu için, rızayla verilmiş olan kartın kötüye kullanılması halinde güveni kötüye kullanma suçu (TCK md. 155) oluşabilecektir. Örneğin belli bir miktarla sınırlı olarak kullanılması için verilen kartın rızanın sınırı aşılarak kullanılması halinde bu suçlardan hangisinin oluştuğu konusunda daha özel düzenleme olduğu için TCK md. 245/1'in uygulanacağı belirtilmektedir. Ayrıca, yapılan hareket hem güveni kötüye kullanma hem TCK md. 245/1'i oluşturuyorsa, fikri içtima kuralları gereği daha ağır cezayı gerektiren TCK md. 245/1'den hüküm kurulması gerektiği de kabul edilmektedir. Yargıtay bu tür olaylarda TCK md. 245/1'de yer alan suçun oluştuğunu karar vermektedir. Yine kartın ele geçirilme şekli önem arz etmediği için kaybedilmiş olan başkasına ait kartın bulunması ve kullanılması halinde TCK md. 245/1'in işlenmesi mümkündür. Bu durumda kaybolmuş veya hata sonucu ele geçmiş eşya üzerinde tasarruf suçu (TCK md.160) ile 245 arasında fikri içtima ilişkisi bulunmaktadır. Daha ağır cezanın öngörüldüğü TCK md. 245/1'in uygulanması gerekmektedir. Uygulamada gerçek içtima uygulanmaktadır.

TCK md. 245/2'de yer alan suçun bağlı hareketli bir suç olması sebebiyle bu fıkra da sayılan hareketler dışında kalan sahte kartın bulundurulması gibi başka hareketlerin bu suçu oluşturmadığını kabul etmek gerekmektedir. Ancak doktrinde kabul etmenin bulundurmaya da kapsayacağı ileri sürülmüştür. Kabul etme “*sunulan bir şeyi almak*” olarak tanımlanabilir. Devretme ise kartın satış yoluyla verilmesini de kapsayan, bunun dışındaki başkasına aktarılmasını içeren tüm hallerdir. Dolayısıyla eğer bir taraf sahte kartı başkasına devrediyorsa karşı taraf da bu kartı kabul eden konumundadır. Kabul etmek ve devretmek hareketleri çok faille icra edilebilecek hareketlerdir ve bu hareketler açısından bu suç bir karşılaşma suçudur. Bu sebeple kartı kabul etme, kartı bulundurmaya kapsamamaktadır. Bir şeyin kabul edilmesi için bir başkası tarafından o şeyin sunulmuş olması gerekmektedir. Dolayısıyla, kabul etme bir başkasından alınmasıyla kartın el değiştirdiği durumlarda söz konusudur. Ancak kart bulunmuşsa yahut çalınmışsa kartın kabul edildiğinden söz edilemez. Bu sebeple

yalnızca sahte kartı bulundurduğu için kişiye sahte kartı kabul ettiği gerekçesiyle ceza verilmesi kanunilik ilkesine aykırı olacaktır.

Gerçek olmayan müracaat yoluyla TCK md. 245/2’de yer alan suçun işlenmesinde, sahte bilgilerle kart başvurusunda bulunulmakta veya sahte belge sunulmasa dahi başkası adına kart yetkisiz olarak kart başvurusunda bulunulmaktadır. Doktrinde bu yolla üretilen kartın sahte kart olmadığı, banka tarafından verilen gerçek bir kart olduğu, bu sebeple başvuruda kullanılan sahte belgelerin hazırlanıp kullanılması ile sahtecilik suçu ve bankayı aldatarak yarar elde edilmesi şeklinde dolandırıcılık suçu olduğu kabul edilmektedir. Yine benzer şekilde bu olaylarda TCK md. 245/2’de yer alan suçun oluşmadığını kabul eden bir başka görüş ise bu kartların gerçek kart olmadığını kabul etmekle birlikte, sahte olarak kartı üretme hareketinin sahte belgelerle başvuran kişi tarafından değil kart çıkaran kuruluş tarafından yapılması sebebiyle unsurların oluşmasına göre dolandırıcılık veya BKKKK md. 37/2’de yer alan suçun oluşacağını belirtmektedir. Başkalarına ait bilgiler kullanılarak kart başvurusu yapılması suretiyle elde edilen kartlar gerçek bilgileri içermemektedir. Zira kart başvurusu yapan ve kart sözleşmesini imzalayan kişi ile adına kart çıkarılan kişi aynı değildir. Aynı zamanda sözleşmeyi kuran irade adına kart çıkarılan kişinin iradesi olmadığı için kart sözleşmesi geçersizdir. Burada da gerçek olmayan bir irade ile geçersiz bir sözleşmeye dayalı üretilmiş sahte bir kart vardır. Bu kartı üreten kuruluş ise araç olarak kullanılmaktadır. Bu sebeple başkasına ait bilgilerle banka veya kredi kartı yahut bunlara bağlı ek kart çıkarılması halinde fail, dolaylı fail olarak TCK md. 245/2’de yer alan suçu icra etmektedir. Kart başvurusunda bulunulacak belgelerde sahtecilik yapılmış, fakat sahte kart üretilmemişse yapılan sahtecilik suç konusu banka veya kredi kartları üzerinde gerçekleşmediğinden sonraki özel kanun olan BKKKK md. 37/2’de yer alan suç oluşacaktır. Yargıtay da aynı yönde, başvurudan sözleşmenin imzalanmasına kadarki kısım için BKKKK md. 37/2’de yer alan suçun; kartın üretilmesi kısmı için TCK md. 245/2’de yer alan suçun oluştuğunu kabul etmektedir.

Sahte banka veya kredi kartları fail tarafından bir şekilde ele geçirilmiş, ancak henüz kullanılmadan fail yakalanmışsa, icra hareketlerine başlanılmamış olduğu için TCK md. 245/3’teki suça teşebbüs değil, unsurları varsa TCK md. 245/2’deki suçun tamamlanmış hali gerçekleşmiş olacaktır. Burada dikkat edilmesi gereken ilk husus, failin kastının TCK md. 245/3’e yönelik olmasının yani sahte kartı kullanarak yarar

elde etmeye yönelik olmasının önemi yoktur. Zira bu suçun icra hareketleri henüz başlamamıştır. İkinci olarak, TCK md. 245'te yer alan suçun tamamlanmış halinin söz konusu olabilmesi için sahte kartın başkasının banka hesabıyla ilişkilendirilmiş bir sahte kart olması ve TCK md. 245/2'de yer alan hareketlerle elde edilmiş olması gerekir. Tamamen hayal ürünü bir hesap numarası ve hesap bilgileriyle üretilen bir sahte kart kullanılıyorsa yahut başkasının banka hesabıyla ilişkilendirilmiş sahte kart bulunarak ya da çalınarak elde edilmişse TCK md. 245/2'de yer alan suçun unsurları mevcut değildir.

İştirakle ilgili olarak sahte kartı üreten ile sahte kartı kullanan kişilerin farklı kişiler olması halinde, birinci fıkradan farklı olarak kartın kullandırılması üçüncü fıkradaki suç tipinde yer almadığı için kartı başkasına kullandıran kişinin tipteki hareketi icra ettiği kabul edilemeyecektir. Bu sebeple sahte kartı başkasına kullandıran kişinin TCK md. 245/3'te yer alan suçtan sorumlu olabilmesi için iştirak şartlarının varlığı aranır. Örneğin, sahte kartı üreten kişi bir başkasını, bu kartın kendisine ait olduğuna ve gerçek olduğuna inandırarak kartı kullandırdığında, kullanan kişi bu suçtan sorumlu olmayacaksa da kartı kullandıran kişi açısından dolaylı faillik söz konusu olabilecektir. İkinci olarak, bir şekilde elde edilmiş olan sahte kartın kullanılmasıyla failin kendisine veya başkasına yarar sağlaması halinde yarar sağlanan üçüncü kişinin de TCK md. 245/3'te yer alan suçtan sorumluluğu açısından iştirak şartlarının gerçekleşip gerçekleşmediğinin incelenmesi gerekir.

TCK m. 245'in 2. ve 3. fıkrasında yer alan hareketlerin birlikte gerçekleştirilmesi durumunda, bu iki suç arasındaki ilişki konusunda doktrinde farklı görüşler vardır. Örneğin bir kişi sahte olarak ürettiği kartı kullanarak haksız yarar elde etmişse hem 2. fıkradaki hem de 3. fıkradaki hareketleri gerçekleştirmiş olacaktır. Bir görüşe göre, bu iki suç arasında geçit suç ilişkisi olduğunu kabul etmek gerekir ve yalnızca 3. fıkradan ceza verilmesi gerekir. Diğer görüşe göre ise, bu iki suçun farklı hareket ve neticeleri içeriyor olması dolayısıyla iki farklı fiil ve iki farklı suç oluşmaktadır ve gerçek içtima kuralı uygulanmalıdır. Buna göre, tek bir fiille birden fazla suç işlenmediği için fikri içtima uygulanamayacağı gibi bir suç diğerinin unsuru yahut daha ağır hali olarak düzenlenmediği için bileşik suç ilişkisi de söz konusu değildir. Gerçek içtima kuralı kabul edildiğinde, kartı sahte olarak üretilip kullanma kastıyla hareket eden ancak elde olmayan sebeplerle haksız yararı elde edemeyen kişi açısından da yalnızca TCK md.

245/3'te yer alan suça teşebbüs edildiği kabul edilmeyecektir. Bu durumda hem ikinci fıkranın tamamlanmış hali hem de üçüncü fıkra da yer alan suçun teşebbüs aşamasında kalmış halinin oluşacağı kabul edilir. Ancak bu görüşteki yazarlar, her iki suçtan da ceza verilmesi halinde çok ağır bir yaptırım uygulanacağı için bu suçların bileşik suç olarak düzenlenmesi gerektiğini belirtmektedir. Yargıtay ise eski kararlarında gerçek içtima hükümlerini uygulayarak her iki fıkra açısından da ceza vermekteydi. Örneğin, 2016 tarihli bir kararında, başkasının bilgilerini kullanarak telefonla kart başvurusunda bulunan ve bankanın ürettiği sahte kartı kullanarak haksız yarar elde eden kişi hakkında her iki fıkradan hüküm kurulmuş ve karşı oy yazısında bu durumun bozmayı gerektirdiği belirtilmişse de karar onanmıştır. 2017'de YCGK kararında iki fıkra arasında geçit suç ilişkisi bulunduğu kabul edilmiş ve yalnızca 3. fıkradan hüküm kurulması gerektiği belirtilmiştir. Daha sonra Yargıtay bu içtihadından da dönerek 2020'de gerçek içtima kuralları uygulanması gerektiğini belirtmiştir. Dolayısıyla bu konuyla ilgili olarak Yargıtay'ın kabulünün ne yönde olduğunu belirtmek mümkün görünmemektedir. Bu içtihadın oturması için yeterince istikrar kazanmış bir uygulama mevcut değildir. Görünüşte içtima türlerinden biri olan geçit suçlar (geçitli suçlar), aynı hukuki değeri koruyan iki suçtan daha ağırını işlemek kastıyla hareket eden kişinin, bu suçu işlemek için daha hafifinden geçmek zorunda olduğu suçlardır. İlk olarak, üçüncü fıkra da baskın olarak malvarlığı değeri korunsa da her iki suçun da benzer hukuki değerleri koruduğu kabul edilebilir. İkinci olarak, sahte kartı başkalarının hesaplarıyla ilişkilendirerek üreten kişinin genelde bu kartı kullanarak yarar elde etmek kastıyla hareket ettiği yani daha ağır suç olan üçüncü fıkra da yer alan suçu işleme kastıyla hareket ettiği kabul edilebilir. Ancak, TCK md. 245'in üçüncü fıkrasındaki suçun işlenmesi için öncelikle ikinci fıkradaki suçun işlendiği çok fazla olay olmasına rağmen bu bir zorunluluk değildir. Tamamen hayal ürünü bir hesap numarası ve hesap bilgileriyle üretilen bir sahte kart kullanılıyorsa yahut başkasının banka hesabıyla ilişkilendirilmiş sahte kart bulunarak ya da çalınarak elde edilmişse TCK md. 245/2'de yer alan suçun unsurları mevcut değildir. Her ne kadar gerçek içtima kuralı yaptırımın çok ağır boyutlara ulaşmasına sebep oluyorsa da üçüncü fıkranın bu haliyle geçitli suç olduğunun kabul edilmemesi gerekir. Ancak bileşik suç ilişkisi kurulmasını sağlayacak bir düzenlemenin yapılması daha adil sonuçlar doğuracaktır.

KAYNAKÇA

Açıkgöz Emre İkbāl, **Bilişim Sistemi Aracılığıyla Yarar Sağlama Suçu (TCK m. 244/4)**, Ankara: Adalet Yayınları, Ocak 2020.

Açıkgöz Osman, “Kişisel Verilerin Hukuka Aykırı Şekilde Elde Edilmesi ve İnternet Bankacılığında Kullanılması Sonucu Malvarlığı Zarara Uğratılan Bankaya Karşı Mevduat Sahibinin Hukuki Sorumluluğu”, **Marmara Üniversitesi Hukuk Fakültesi Hukuk Araştırmaları Dergisi**, C. 22, S. 1, Mart 2017, s. 389-432.

Açıkgül Emine/ Açıkgül Hacı Ali, **Teori ve Uygulamada Kredi Kartı Sözleşmeleri**, Ankara: Seçkin Yayınları, 2007.

Akan Mehtap, “Bilişim Sistemi Aracılığı ile Kişisel Verilerin Rızayla Elde Edilmesi Ne Zaman Suç Oluşturur”, **İstanbul Barosu Dergisi**, Ocak 2020, C. 94, S. 1, s. 118-132.

Akarşlan Hüseyin, **Bilişim Suçları**, Ankara: Seçkin Yayınları, Mayıs 2015.

Akbulut Berrin, **Bilişim Alanında Suçlar**, Ankara: Adalet Yayınları, Kasım 2017.

Akipek Şebnem, “Tüketicinin Korunması Hakkında Kanun Çerçevesinde Kredi Kartları”, **Ankara Üniversitesi Hukuk Fakültesi Dergisi**, C. 52, S. 3, 2003, s. 103-119.

Apaydın Cengiz, **Banka veya Kredi Kartını Kötüye Kullanma Suçları**, Ankara: Seçkin Yayınları, Ocak 2021.

Arsıantürk Mustafa, **Etkin Pişmanlık Vazgeçme Cezasızlık**, Ankara: Seçkin Yayınları, Ekim 2018.

Artuç Mustafa, **Malvarlığına Karşı Suçlar**, Ankara: Adalet Yayınevi, Ocak 2020.

Artuk Mehmet Emin/ Gökçen Ahmet/ Yenidünya, Ahmet Caner, **Ceza Hukuku Özel Hükümler**, Ankara: Adalet Yayınevi, Eylül 2015.

Atalan Mustafa, **Uygulamalı-Yorumlu- Analizli Dolandırıcılık, Sahtecilik ve Güveni Kötüye Kullanma Suçları Şerhi**, Ankara: Adalet Yayınevi, Şubat 2020.

Avşar Zakir/ Öngören Gürsel, **Bilişim Hukuku**, İstanbul: Türkiye Bankalar Birliği Yayını, 2010.

Aydemir Efrail, **Hukuksal Uyuşmazlıklar Yönünden Banka Kartları ve Kredi Kartları**, Ankara: Seçkin Yayınları, Haziran 2013.

Ayan Mehmet / Ayan Nurşen, **Kişiler Hukuku**, Ankara: Seçkin Yayınları, Ekim 2016.

Aydın Devrim, “Suça Teşebbüs”, **Ankara Üniversitesi Hukuk Fakültesi Dergisi**, 2006, C. 55, S. 1, s. 85-114.

Aydın Devrim, “Tüzel Kişilerin Ceza Sorumluluğu Tartışmaları”, **Uyuşmazlık Mahkemesi Dergisi**, S. 10, Aralık 2017, s. 97-110.

Aydın Emin Doğan, **Bilişim Suçları ve Hukukuna Giriş**, Ankara: Doruk Yayınları, Eylül 1992.

Baba Yasemin, **Türk Ceza Kanunu'nda Etkin Pişmanlık**, İstanbul: On İki Levha Yayıncılık, Aralık 2013.

Bahtiyar Mehmet, “Banka Kartları ve Kredi Kartları Kanunu’na Göre Kartın Haksız Kullanımından Doğan Hukuki Sorumluluk”, **İÜHFM**, C. 72, S. 2, 2013, s. 71-90.

Bainbridge David, “Criminal Law Tackles Computer Fraud and Misuse”, **Computer Law and Security Report**, C. 23, 2007, s. 276-281.

Baltacı Nuri, “Türk Bankacılık Sektörün Tarihsel Gelişimi ve Bugünü”, **Banka ve Finansal Sistemler**, edit. Hasan Ayaydın, Savaş Durmuş, Bursa: Ekin Yayınevi, Nisan 2016, s. 1-24.

Baki Ensar, “Türk Ceza Kanununda Etkin Pişmanlık”, **Yıldırım Beyazıt Hukuk Dergisi**, S. 2, Temmuz 2016, s. 27-55.

Barker Katherine J./ D’Amato Jackie/ Sheridan Paul, “Credit Card Fraud: Awareness and Prevention”, **Journal of Financial Crime**, C. 15, S. 4, 2008, s.398-410.

Bayraktar Köksal, “Banka ve Kredi Kartları ile Ortaya Çıkan Ceza Hukuku Sorunları”, **Prof. Dr. M. Kemal Oğuzman’ın Anısına Armağan**, İstanbul: Beta Yayınları, Ocak 2000.

Baş Bayraktaroğlu Eylem, **Fail ve Mağdur**, Doktora Tezi, Ankara Üniversitesi Sosyal Bilimler Enstitüsü, Kamu Hukuku Ana Bilim Dalı, Ankara, 2020.

Bostancı Bozbayındır Gülşah, “Banka veya Kredi Kartlarının Kötüye Kullanılması”, **Özel Ceza Hukuku**, C. VIII, Ekonomi, Sanayi ve Ticarete İlişkin Suçlar ile Bilişim Alanında Suçlar, İstanbul: On İki Levha Yayıncılık, Şubat 2021.

Budak Mesut, **Banka veya Kredi Kartlarının Kötüye Kullanılması Suçu**, Polis Akademisi Başkanlığı, Güvenlik Bilimleri Enstitüsü, Yüksek Lisans Tezi, 2009.

Bulut İlhan, **Suçta Netice**, Ankara Yıldırım Beyazıt Üniversitesi Sosyal Bilimler Enstitüsü, Kamu Hukuku Anabilim Dalı, Doktora Tezi, Ankara, 2020.

Button Mark/ Mcnaughton Nicholls Carol/ Kerr Jane/ Owen Rachael, “Online Fraud Victims in England and Wales: Victims' Views on Sentencing and the Opportunity For Restorative Justice”, **Howard Journal of Criminal Justice**, C. 54, S. 2, Mayıs 2015, s. 193-211.

Bük Alaattin, **Bilişim Alanında Kişisel Verilerin Korunması**, Ankara: Seçkin Yayınları, Mayıs 2018.

Caminer Brian F., “Credit Card Fraud: The Neglected Crime”, **The Journal Of Criminal Law & Criminology**, C.76, S.3, 1985, s. 746-764.

Centel Nur, “Ceza Hukukunda Tüzel Kişilerin Sorumluluğu -Şirketler Hakkında Yaptırım Uygulanması”, **Ankara Üniversitesi Hukuk Fakültesi Dergisi**, C. 6, S. 4, 2016, s. 3313-3326.

Çiftçioglu Cengiz Topel, “Türk Ceza Kanunu’nda Taksir”, **Ankara Barosu Dergisi**, S. 3, Mayıs 2013, s. 317-338.

Alper Veli Çam, “Türkiyede Mobil Bankacılık: Teorik Çerçeve ve Mobil Bankacılık Kullanımı”, **Banka ve Finansal Sistemler**, edit. Hasan Ayaydın, Savaş Durmuş, Bursa: Ekin Yayınevi, Nisan 2016, s. 237-256.

Değirmenci Olgun, “2004 Türk Ceza Kanunu’nun Bilişim Suçları Bakımından Değerlendirilmesi”, **Türkiye Barolar Birliği Dergisi**, S. 58, 2005, s. 195-208.

Demirbaş Timur, **Ceza Hukuku Genel Hükümler**, Ankara: Seçkin Yayınları, Eylül 2020.

Donay Süheyl, **Bankacılık Ceza Hukuku**, İstanbul: Beta Yayınları, Şubat 2007.

Douglass Duncan B., “An Examination Of The Fraud Liability Shift In Consumer Card-Based Payment Systems”, **Federal Reserve Bank of Chicago Economic Perspectives**, C. 33, S. 1, 2009, s. 43-49.

Dönmezer Sulhi / Erman Sahir, **Nazari ve Tatbiki Ceza Hukuku**, C. 2, İstanbul: Der Yayınları, Ocak 2019.

Dönmezer Sulhi, **Kişilere ve Mala Karşı Cürümler**, İstanbul: Beta Yayınları, 1998.

Dural Mustafa / Ögüz Tufan, **Kişiler Hukuku**, İstanbul: Filiz Kitabevi, Ekim 2014.

Durkin Thomas A./ Elliehausen Gregory/ Staten Michael E./ Zywicki Todd J., **Consumer Credit and the American Economy**, Birleşik Krallık: Oxford University Press., Ağustos 2014.

Dölger Murat Volkan, **Bilişim Suçları ve İnternet İletişim Hukuku**, Ankara: Seçkin Yayınları, Eylül 2018.

Eker Hüseyin, “Mala Karşı İşlenen Suçlarda Etkin Pişmanlık (5237 Sayılı TCK 168. Maddesi)”, **Türkiye Barolar Birliği Dergisi**, S. 100, 2012, s. 363-388.

Eker Ö. Umut, “Türk Ceza Hukuku’nda Bilişim Suçları” Eski TCK Bağlamında Hukukumuzda Yer Alan İlk Düzenlemeler ve 5237 Sayılı Yeni Türk Ceza Kanunu’nun İlgili Hükümlerinin Yorumu”, **Türkiye Barolar Birliği Dergisi**, S. 62, Ocak/Şubat 2006, s. 101-131.

Ekici Şahin Meral, **Ceza Hukukunda Rıza**, Ankara Üniversitesi Sosyal Bilimler Enstitüsü, Kamu Hukuku Anabilim Dalı, Doktora Tezi, Ankara, 2010.

Ekinci Mustafa, **Ceza Hukuku Uygulamasında Banka ve Kredi Kartları**, Ankara: Adalet Yayınevi, 2003.

Ekinci Mustafa/ Esen Sinan, **Anlatımlı ve Gerekçeli Yeni Türk Ceza Kanununda Yer Alan Hırsızlık, Yağma, Güveni Kötüye Kullanma Dolandırıcılık, Hileli ve Taksirli İflas, Karşılıksız Yararlanma, Belgelerde Sahtecilik ve Bilişim Alanında Suçlar**, Ankara: Adalet Yayınevi, Eylül 2005.

Eralp Özgür, **İnternet Bankacılığı ve Kredi Kartı Dolandırıcılığının Teknik, Hukuki ve Cezai Boyutu**, Ankara: Eralp Kitap Basımevi, 2012.

Erdağ Ali İhsan, “Bilişim Alanında Suçlar (Türk ve Alman Ceza Hukukunda)”, **Gazi Üniversitesi Hukuk Fakültesi Dergisi**, C. 14, S.2, 2010, s. 275-303.

Erdem Mehmet, **Aile Hukuku**, Ankara: Seçkin Yayınları, Şubat 2019.

Erdoğan Yavuz, **Türk Ceza Kanunu’nda Bilişim Suçları**, İstanbul: Legal Yayıncılık, Mart 2013.

Erem Faruk, “Bilgisayar Suçları ve Türk Ceza Kanunu”, **İstanbul Barosu Dergisi**, C.69, S.10, Ekim-Aralık 1993, s.727-732.

Ersoy Yüksel, “Genel Hukuki Koruma Çerçevesinde Bilişim Suçları”, **Ankara Üniversitesi Sosyal Bilimler Fakültesi Dergisi**, C. 49, S. 3, Mart 1994, s.149-183.

Esen Sinan, **Malvarlığına Karşı Suçlar-Belgede Sahtecilik- Bilişim Alanında Suçlar**, Ankara: Adalet Yayınevi, 2007.

Esen Fatih Sinan, **Dumandan Sosyal Medyaya Kitle İletişimin Kısa Tarihi**, Ankara: Gazi Kitabevi, Aralık 2019.

Gerçekker Hasan, **Yorumlu & Uygulamalı Türk Ceza Kanunu**, Ankara: Seçkin Yayınları, Şubat 2020.

Gold Steve, “The Evolution Of Payment Card Fraud”, **Computer Fraud & Security**, C. 2014, S. 3, 2014, s. 12–17.

Gökpinar Mahmut, “Ceza Sorumluluğunun Temeli: Kast”, **Türkiye Barolar Birliği Dergisi**, S. 79, 2008, s. 198-233.

Göktürk Neslihan, “Suçun Yasal Tanımında Yer Alan “Hukuka Aykırılık” İfadesinin İcra Ettiği Fonksiyon”, **İnönü Üniversitesi Hukuk Fakültesi Dergisi**, C. 7, S. 1, 2016, s. 407-450.

Güçdemir Yeşim, “Bilgisayar Ağları İnternetin Gelişimi ve Bilgi Kirlenmesi”, **İstanbul Üniversitesi İletişim Fakültesi Dergisi**, S. 17, Mart 2012, s. 371-378.

Gül Ahmet, **Doğrudan/ Dolaylı Bişim Suçları**, Ankara: Seçkin Hukuk, Haziran 2018.

Gülşen Recep, “Malvarlığına Karşı Suçlar Açısından Akrabalık Bağının Etkisi (TCK m. 167)”, **Prof. Dr. Mehmet Emin Artuk’a ARMAĞAN**, edit. Mahmut Koca, Ankara: Seçkin Yayınları, Mayıs 2020, s. 471.

Günarslan Yüksel, **Banka veya Kredi Kartlarının Kötüye Kullanılması Suçu**, Seçkin Yayıncılık, Eylül 2017.

Hakeri Hakan, **Ceza Hukuku Genel Hükümler**, Ankara: Adalet Yayınevi, Eylül 2019.

Hafizoğulları Zeki / Güngör Devrim, “Türk Ceza Hukukunda Suçların Tasnifi”, **Türkiye Barolar Birliği Dergisi**, S. 69, 2007, s. 21.

Hafizoğulları Zeki, Özen Muharrem, **Türk Ceza Hukuku Özel Hükümler Topluma Karşı Suçlar**, US-A Yayıncılık, Eylül 2017.

He Daojing/ Chan Sammy/ Guizani Mohsen., “Mobile Application Security: Malware Threats And Defenses”, **Wireless Communications: IEEE**, C. 22, S. 1, 2015, s. 138-144.

Hoskins, Gregory W. "Violent Crimes at ATMs: Analysis of the Liability of Banks and the Regulation of Protective Measures" **Northern Illinois University Law Review**, C. 14, S.3, 1994, s. 829-860.

İçel Kayıhan, “Görünüşte Birleşme (İçtima) İlkeleri ve Yeni Türk Ceza Kanunu”, **İstanbul Ticaret Üniversitesi Sosyal Bilimler Dergisi**, Yıl: 7, Sayı 14, Güz 2008, s. 35-49.

Jackson Jerome E., “Fraud Masters: Professional Credit Card Offenders And Crime”, **Criminal Justice Review**, C. 19, S. 1, 1994, s. 24-55.

Kane Samuel, “Available, Granted, Revoked: A New Framework for Assessing Unauthorized Access Under the Computer Fraud and Abuse Act”, **The University of Chicago Law Review**, C. 87, S. 5, Temmuz 2020, s. 1437-1477.

Karabulut Nida, **Türkiye’de Kredi Kartı Uygulaması ve Kredi Kartı Kullanımının İncelenmesi**, Yayımlanmamış Yüksek Lisans Tezi, Gazi Üniversitesi Sosyal Bilimler Enstitüsü İşletme Anabilim Dalı, Ankara, 2008.

Karagülmez Ali, **Bilişim Suçları ve Soruşturma- Kovuşturma Evreleri**, Ankara: Seçkin Yayınevi, Temmuz 2014.

Katoğlu Tuğrul, “Ceza Hukukunda Suçun Mağduru Kavramının Sınırları”, **Ankara Üniversitesi Hukuk Fakültesi Dergisi**, C. 61, S. 2, Haziran 2012, s. 657-694.

Kaya Feridun, **Türkiye’de Kredi Kartı Uygulaması**, İstanbul: Türkiye Bankalar Birliği, Ocak 2009.

Kazaker Gözde, **Ceza Hukukunda Elverişsiz Teşebbüs**, Doktora Tezi, Dokuz Eylül Üniversitesi Sosyal Bilimler Enstitüsü Kamu Hukuku Anabilim Dalı, İzmir, 2019.

Ketizmen Muammer, **Türk Ceza Hukukunda Bilişim Suçları**, Ankara: Adalet Yayınları, 2008.

Kılıç Ramazan, **Kredi Kartı Sahteciliği**, Marmara Üniversitesi Bankacılık ve Sigortacılık Enstitüsü Bankacılık Anabilim Dalı, Yüksek Lisans Tezi, 2010.

Koca Mahmut/ Üzülmaz İlhan, **Türk Ceza Hukuku Genel Hükümler**, Ankara: Adalet Yayınları, Eylül 2020.

Koca Mahmut/ Üzülmaz İlhan, **Türk Ceza Hukuku Özel Hükümler**, Ankara: Adalet Yayınları, Ekim 2019.

Koç Ziya, **TCK’nın 245. Maddesinde Düzenlenen Banka veya Kredi Kartlarının Kötüye Kullanılması**, İstanbul: On İki Levha Yayıncılık, 2012.

Kurt Levent, **Açıklamalı-İçtihatlı Tüm Yönleriyle Bilişim Suçları ve Türk Ceza Kanunundaki Uygulaması**, Ankara: Seçkin Yayınevi, 2005.

Lee Dong-Tsan, “Re-Examining The Security Issues Of ATM Systems”, **Computer Fraud & Security**, 2004, C. 2, s. 13–15.

Lindsey Ian, **Credit Cards: The Authoritative Guide to Credit and Payment Cards**, Rushmere Wynne Yayınevi., Temmuz 1995.

Lynch Jennifer, “Identity Theft İn Cyberspace: **Crime Control Methods And Their Effectiveness İn Combating Phishing Attacks**”, **Berkeley Technology Law Journal**, C. 20, S. 1, 2005, s. 259-300.

Mahmutoğlu Fatih Selami, “Türk Ceza Kanununda Yer Alan Bilişim Alanındaki Suçlar ve Karşılaşılan Sorunların Yargı Kararları Işığında Değerlendirilmesi”, **İstanbul Üniversitesi Hukuk Fakültesi Mecmuası**, C. 71, S. 1, 2013, s. 855-889.

Meran Necati, **Hırsızlık, Yağma, Malvarlığına Karşı Suçlar**, Ankara: Seçkin Yayınevi, Kasım 2013.

Meran Necati, **Dolandırıcılık, Sahtecilik, Güveni Kötüye Kullanma**, Ankara: Seçkin Yayınları, Ocak 2016

Millard Christopher/ Hon Wk., “Defining ‘Personal Data’ in e-Social Science”, **Information, Communication & Society** , C. 15, S. 1, 2012, s. 66-84.

Nuhoğlu Ayşe, **Ceza Hukukunda Kredi Kartlarının Kötüye Kullanılması**, Analiz Basım Yayın, İstanbul, 2002.

Nykodym, Nick/ Kahle-Piasecki Lisa/ Ariss Sonny/ Toussaint Tracey A., “Cybercrime and Business: How to Not Get Caught by the Online Phisherman”, **Journal of International Commercial Law and Technology**, C. 5, S. 4, 2010, s. 252-259.

Okuyucu Ergün Güneş, “Banka veya Kredi Kartlarının Kötüye Kullanılması”, **Marmara Üniversitesi Hukuk Fakültesi Hukuk Araştırmaları Dergisi – Prof. Dr. Nur Centel’e Armağan**, C. 19, S. 2, 2013, s. 1065-1086.

Önder Ayhan, **Ceza Hukuku Şahıslara ve Mala Karşı Cürümler ve Bilişim Alanında Suçlar**, İstanbul: Filiz Kitabevi, 1994.

Öntan Yaprak, **Ceza Hukukunda Davranış ve Netice**, Ankara Üniversitesi Sosyal Bilimler Enstitüsü, Kamu Hukuku Anabilim Dalı, Doktora Tezi, Ankara, 2020, s. 363-364.

Özbek Veli Özer, “Banka veya Kredi Kartlarının Kötüye Kullanılması Suçu”, **Dokuz Eylül Üniversitesi Hukuk Fakültesi Dergisi**, C. 9, Özel Sayı, 2007, s. 1019-1063.

Özbek Veli Özer, “İnternet Kullanımında Ortaya Çıkabilecek Bazı Ceza Hukuku Sorunları”, **Dokuz Eylül Üniversitesi Hukuk Fakültesi Dergisi**, C. 4, S. 1, 2002, s. 101-158.

Özbek Veli Özer/ Doğan Koray/ Bacaksız Pınar, **Türk Ceza Hukuku Özel Hükümler**, Ankara: Seçkin Yayınları, Ekim 2020.

Özbek Veli Özer/ Doğan Koray/ Bacaksız Pınar, **Türk Ceza Hukuku Genel Hükümler**, Ankara: Seçkin Yayınevi, Ekim 2020.

Özboyacı Alper, **Kartlı Ödeme Sistemlerinde Kartın Kötüye Kullanılmasından Kaynaklanan Hukuki Sorumluluk**, Ankara: Seçkin Yayınevi, Şubat 2019.

Özgenç İzzet, **Türk Ceza Hukuku Genel Hükümler**, Ankara: Seçkin Yayınevi, Eylül 2020.

Özen Muharrem, “Türk Ceza Kanunu Tasarısının Tüzel Kişilerin Ceza Sorumluluğuna İlişkin Hükümlerine Bir Bakış”, **Ankara Üniversitesi Hukuk Fakültesi Dergisi**, C. 52, S. 1, Şubat 2003, s. 63-88.

Özen Mustafa, **Öğreti ve Uygulama Işığında Ceza Hukuku Genel Hükümler**, Ankara: Adalet Yayınevi, Eylül 2019.

Özocak Gürkan, “İşlenemez Suç”, **Prof. Dr. Nevzat Toroslu’ya Armağan**, C. II, Ankara 2015, s. 953-988.

Parlar Ali, **Türk Ceza Hukukunda Bilişim Suçları**, Ankara: Bilge Kitabevi, 2011.

Qamar Attia/ Karim Ahmad/ Chang Victor, “Mobile Malware Attacks: Review, Taxonomy & Future Directions”, **Future Generation Computer Systems**, C. 97, Ağustos 2019, s. 887-909.

Reisoğlu Seza, Banka Kredi Kartları ve Uygulamadaki Sorunlar, **Bankacılık Dergisi**, S. 49, 2009, s.100-123.

Savaş Abdurrahman, “İnternet Bankacılığı ve Tarafların Yükümlülükleri”, **Selçuk Üniversitesi Hukuk Fakültesi Dergisi**, C. 19, S. 2, Aralık 2011, s. 137-166.

Shiza Andleeb/ Rashid Ahmed/ Zaheer Ahmed/ Maira Kanwal, “Identification and Classification of Cybercrimes using Text Mining Technique”, **2019 International Conference on Frontiers of Information Technology (FIT)**, Islamabad, Pakistan, 2019, s. 227-232.

Scott Robert H., “Credit Card Use and Abuse: A Veblenian Analysis”, **Journal of Economic Issues**, C. 41, S. 2, Haziran 2007, s. 567-574.

Sieber Ulrich, “Bilgisayar Suçluluğu”, **İnternet Hukuku, Karşılaştırmalı Güncel Ceza Hukuku Serisi 13**, edit. Yener Ünver, çev. Yener Ünver, İstanbul: Seçkin Yayıncılık, 2013.

Soyaslan Doğan, **Ceza Hukuku Özel Hükümler**, Ankara: Yetkin Yayınları, 2020.

Sungur İlhan, **Türkiye’de Banka veya Kredi Kartları Operasyonlarının Hukuki Çerçevesi**, İstanbul: BKM Yayınları, Ağustos 2013.

Szwak David A., “Understanding Credit Cards, Credit Reports, and Fraud”, **Loyola Consumer Law Reporter**, C. 9, S. 1, 1996-1997, s. 31-42.

Şahin Cumhuri / Göktürk Neslihan, **Ceza Muhakemesi Hukuku I**, Ankara: Seçkin Yayınları, Eylül 2020.

Şen Ersan, “Hırsızlık Suçları”, **Ankara Barosu Dergisi**, C. 3., Mayıs 2012, s. 319-357.

Tade Oludayo/ Adeniyi Oluwatosin, “Automated Teller Machine Fraud in South-West Nigeria: Victim Typologies, Victimization Strategies and Fraud

Prevention”, **Journal of Payments Strategy & Systems**, C. 11, S. 1, Nisan 2017, s. 86-92.

Taner Fahri Gökçen, “Banka veya Kredi Kartlarının Kötüye Kullanılması Suçu Bir Bileşik Suç Mudur?”, **Ankara Üniversitesi Hukuk Fakültesi Dergisi**, C. 56, S. 2, 2007, s. 75-81.

Taneri Gökhan/ Kamışlı Gani, **Dolandırıcılık-Sahtecilik- Güveni Kötüye Kullanma Suçları**, Ankara: Seçkin Yayınları, Ekim 2019

Taşkın Şaban Cankat, **Bilişim Suçları**, İstanbul: Beta Yayınları, 2008.

Taşdemir Kubilay, **Bilişim, Banka veya Kredi Kartlarının Kötüye Kullanılması ve Dolandırıcılık Suçları**, Ankara, Ütopyağrafik Yayınevi, 2009.

Teitelbaum, David E. “Violent Crime at ATMs”, **Business Lawyer (ABA)**, C. 49, S. 3, 1993-1994, s. 1363-1366.

Teoman Ömer, **Hukuki Yönden Kredi Kartı Uygulaması**, İstanbul: Beta Yayınları, 1996.

Tezcan Durmuş/ Erdem Mustafa Ruhan/ Önok Murat, **Teorik ve Pratik Ceza Özel Hukuku**, Ankara: Seçkin Yayınları, Eylül 2020.

Toroslu Nevzat, **Ceza Hukuku Genel Kısım**, Ankara: Savaş Yayınevi, Nisan 2009.

Tozman Önder, **Suç Teşebbüs**, Ankara Üniversitesi Sosyal Bilimler Enstitüsü, Kamu Hukuku (Ceza ve Ceza Usul Hukuku) Ana Bilim Dalı, Doktora Tezi, Ankara, 2008.

Töngür Ali Rıza/ Çetintürk Ekrem, **Ceza Hukuku Genel Hükümler**, Ankara: Adalet Yayınları, Temmuz 2020.

Türkiye Bankalar Birliği, **Banka Kartları ve Kredi Kartları Uygulamaları Hakkında Yararlı Bilgiler**, İstanbul: Türkiye Bankalar Birliği Yayınları, 2008.

Tiedemann Klaus, “Bilgisayarla (Kompüter) İşlenen Suçların Ceza Hukuku Yönünden İncelenmesi”, Çev: Feridun Yenisey, **İÜHFM**, C. 41, S.1-2, 1975, s. 319-332.

Tsakalidis George/ Vergidis Kostas, “A Systematic Approach Toward Description and Classification of Cybercrime Incidents”, **IEEE Transactions On Systems, Man, And Cybernetics: Systems**, C. 49, S. 4, Nisan 2019, s. 710-729.

Tubishat Bassam/ Kandah Khaldoun, “The Credit Card And The Crimes Associated With It”, **Journal of Politics and Law**, C. 11, S. 2, 2018, s.16-22.

Turan Metin, **Alman Bilişim Hukuku**, Ankara: Adalet Yayınevi, Ocak 2021.

Turan Metin, **Bilişim Hukuku**, Ankara: Seçkin Yayınları, Kasım 2017.

Turban Efraim/ Brahm Joseph, “Smart Card-Based Electronic Card Payment Systems in the Transportation Industry”, **Journal of Organizational Computing and Electronic Commerce**, C. 10, S. 4, Kasım 2009, s. 281-293.

Tüzemen Atik Ebru, “Kredi Kartı Sözleşmelerinde Ek Kart Hamilinin Hukukî Durumu”, **Türkiye Barolar Briliği Dergisi**, S. 114, Eylül- Ekim 2014, s.105-142.

Urbas Gregor, “Criminalising Computer Misconduct: Some Legal and Philosophical Problems”, **Asia Pacific Law Review**, C. 14, S 1, 2006, s. 95-122.

Utku Anıl/ Doğu İbrahim Alper, “Mobil Kötücül Yazılımlar ve Güvenlik Çözümleri Üzerine Bir İnceleme”, **Gazi University Journal of Science**, C. 4, S. 2, 2016, s. 49-64.

Uzun Uğur, “Elektronik Bankacılık: Sağladığı Faydalar ve Riskler Üzerine”, **Banka ve Finansal Sistemler**, edit. Hasan Ayaydın, Savaş Durmuş, Bursa: Ekin Yayınevi, Nisan 2016, s. 299-320.

Ünal Osman Gazi, **Bilgisayarlarda, Bilgisayar Programlarında ve Kütüklerinde Arama, Kopyalama ve Elkoyma**, Yayımlanmamış Yüksek Lisans Tezi, Gazi Üniversitesi Sosyal Bilimler Enstitüsü Kamu Hukuku Anabilim Dalı Ceza ve Ceza Usul Hukuku Bilim Dalı, Ankara, 2011.

Ünver Yener, “TCK ve CK Tasarısı’nın İnternet Açısından Değerlendirilmesi”, **İÜHFİM**, C. 59, S.1-2, İstanbul, 2001, s.51-153.

Vilić Vida M., “Phishing And Pharming As Forms Of Identity Theft And Identity Abuse”, **Balkan Social Science Review**, C. 13, S. 13, Haziran 2019, s. 43-55.

Vittal J. Anthony, “Phishing, Pharming, and Other Scams”, **GPSolo**, C. 22, S. 8, Aralık 2005, s. 26-33.

Vurguncu Mehmet/ Arı Mustafa Ufuk, **A’dan Z’ye Bankacılık Yasal Mevzuat-Organizasyon-Fonlar**, C. 1, Ankara: Seçkin Yayınları, Eylül 2017.

Wall, David S., “Cybercrime, Media and Insecurity: The Shaping of Public Perceptions of Cybercrime”, **International Review of Law, Computers & Technology**, C. 22, S. 1-2, Mart-Temmuz 2008, s. 45-64.

Wild Charles/ Weinstein Stuart/ MacEwan Neil/ Geach Neal, **Electronic and Mobile Commerce Law: An Analysis of Trade, Finance, Media and Cybercrime in the Digital Age**, University Of Hertfordshire Press, Nisan 2011.

Yazıcıoğlu Recep Yılmaz, “Bilgisayar Ağları ile İlgili Suçlar Konusunda Türk Ceza Kanunu 2000 Tasarısı”, **Uluslararası İnternet Hukuku Sempozyumu 21-22 Mayıs 2001**, İzmir: Dokuz Eylül Üniversitesi Yayını, s. 451-470.

Yazıcıoğlu Recep Yılmaz, **Bilgisayar Suçları, Kriminolojik, Sosyolojik ve Hukuki Boyutları ile**, İstanbul: Alfa Yayınları, 1997.

Yenidünya A. Caner/ Değirmenci Olgun, **Mukayeseli Hukukta ve Türk Hukukunda Bilişim Suçları**, İstanbul: Legal Yayınevi, Nisan 2003.

Yenisey Feridun/ Nuhoğlu Ayşe, **Ceza Muhakemesi Hukuku**, Ankara: Seçkin Yayıncılık, Eylül 2020.

Yeniman Yıldırım Ebru, “Bilişim Sistemlerine Yönelik Siber Saldırıları ve Siber Güvenliğin Sağlanması”, **Mesleki Bilimler Dergisi**, C. 7, S. 2, 2018, s. 24-33.

Yıldız Mehmet Emre, **Banka veya Kredi Kartlarının Kötüye Kullanılması Suçu**, Ankara: Adalet Yayınevi, Şubat 2015.

Yılmaz Sacit, “Banka veya Kredi Kartlarının Kötüye Kullanılması Suçu”, **TBB Dergisi**, S. 87, 2010, s. 262-293.

Ahmad Zubair, Zeki Akram M., Olowolayemo Akeem, “Security Failures in EMV Smart Card Payment Systems”, **6th International Conference on Information and Communication Technology for The Muslim World**, Jakarta, 2016, s. 240-243.

İNTERNET KAYNAKLARI

Waqar Ahmad, **Is Credit Card Fraud a Real Crime? Does It Really Cripple the E-commerce Sector of E-business?**, International Conference on Management of e-Commerce and e-Government, 2008, s. 364- 370, <http://ieeexplore.ieee.org/stamp/stamp.jsp?tp=&arnumber=4656657&isnumber=4656574> (E.T. 13.09.2020).

Al Azzam Farouq A. F., “The Adequacy of the International Cooperation Means for Combating Cybercrime and Ways to Modernize It”, **Janus.Net: E-Journal of International Relations**, C. 10, S. 1, Mayıs 2019, s. 66–83 <https://doi-org.lproxy.yeditepe.edu.tr/10.26619/1647-7251.10.1.5> (E.T. 03.02.2021).

Avrupa Konseyi, **Convention on Cybercrime**, 23 Kasım 2001, <http://www.coe.int/el/web/conventions/full-list/-/conventions/treaty/185> (E.T. 13.09.2020).

Bankalararası Kart Merkezi, **BKM Hakkında**, <https://bkm.com.tr/bkm-hakkında/bkmyi-taniyin/tarihce/> (E.T. 4.12.2020).

Bankalararası Kart Merkezi, **Kartlı Sistemler- Ödeme Şemaları**, <https://bkm.com.tr/faydali-bilgiler/odeme-sistemleri/> (E.T. 23.08.2020).

Bankalararası Kart Merkezi, **Raporlar ve Yayınlar**, <https://bkm.com.tr/raporlar-ve-yayinlar/donemsel-bilgiler/> (E.T. 01.12.2020).

ENISA (European Network and Information Security Agency), **Financial Fraud in Digital Space**, 30 Kasım 2018, <https://www.enisa.europa.eu/publications/enisa-position-papers-and-opinions/financial-fraud-in-the-digital-space> (E.T. 13.09.2020).

EUROPOL, IOCTA (Internet Organised Crime Threat Assessment), Kasım 2019, <https://www.europol.europa.eu/iocta-report> (E.T. 04.09.2020).

EUROPOL, Report On Spear Phishing: A Law Enforcement and Cross-Industry Perspective, Kasım 2019, <https://www.europol.europa.eu/newsroom/news/europol-publishes-law-enforcement-and-industry-report-spear-phishing>(E.T. 13.09.2020).

LEXPERA Hukuk Bilgi Sistemi, **Banka Kartları ve Kredi Kartları Kanunu-Madde Gerekçeleri**, <https://www.lexpera-com-tr.lproxy.yeditepe.edu.tr/mevzuat/gerekceler/banka-kartlari-ve-kredi-kartlari-kanunu-madde-gerekceleri/1> (E.T. 23.07.2020).

LEXPERA Hukuk Bilgi Sistemi, **Türk Ceza Kanunu**, <https://www.lexpera-com-tr.lproxy.yeditepe.edu.tr/mevzuat/kanunlar/turk-ceza-kanunu> (E.T. 13.11.2020).

LEXPERA Hukuk Bilgi Sistemi, **Türk Ceza Kanunu- Madde Gerekçeleri**, <https://www.lexpera-com-tr.lproxy.yeditepe.edu.tr/mevzuat/gerekceler/turk-ceza-kanunu-madde-gerekceleri/1> (E.T. 13.11.2020).

LEXPERA Hukuk Bilgi Sistemi, **5560 Sayılı Çeşitli Kanunlarda Değişiklik Yapılmasına İlişkin Kanun**, <https://www.lexpera.com.tr/mevzuat/kanunlar/cesitli-kanunlarda-degisiklik-yapilmasina-iliskin-kanun-5560-1> (E.T. 21.09.2020).

LEXPERA Hukuk Bilgi Sistemi, **765 Türk Ceza Kanunu (Mülga)**, <https://www.lexpera.com.tr/> (E.T. 11.12.2020).

Resmi Gazete, **Banka Kartları ve Kredi Kartları Kanunu**, <http://www.resmigazete.gov.tr/eskiler/2006/03/20060301-1.htm>, (E.T. 14.11.2020).

Resmi Gazete, **Ödeme ve Menkul Kıymet Mutabakat Sistemleri, Ödeme Hizmetleri Ve Elektronik Para Kuruluşları Hakkında Kanun**, <https://www.resmigazete.gov.tr/eskiler/2013/06/20130627-14.htm> (E.T. 23.05.2020).

Resmi Gazete, **5377 Sayılı Türk Ceza Kanununda Değişiklik Yapılmasına Dair Kanun**, <https://www.resmigazete.gov.tr/eskiler/2005/07/20050708-1.htm> (E.T. 13.09.2020).

Sieber Ulrich, “Legal Aspects of Computer-Related Crime in Information Society - A Comcrime Study”, **European Commission Information Society**, 1 Ocak 1998, <https://ec.europa.eu/archives/ISPO/legal/en/comcrime/sieber.html>, (E.T. 07.08.2020).

Stankic Rade/ Soldic Aleksic Jasna/ Jakovljevic Aalexandra, “Digital Transformation Trends In Payment Systems”, **Novi Ekonomist**, C. 13, S. 26, Aralık 2019, s. 26-34, <http://noviekonomist.info/ojs/index.php?journal=Novi-Ekonomist&page=article&op=view&path%5B%5D=66> (E.T. 05.06.2020).

Türkiye Halk Bankası A.Ş. Kredi Kartı ve Banka Kartı Sözleşmesi,
<http://mediaservice.halkbank.com.tr/media/document/Paraf/sozlesme/2021/subat/ParafBankaveKrediKartisozlesme12022021.pdf> (E.T. 19.01.2021).

Türkiye Cumhuriyet Merkez Bankası, Elektronik Fon Transfer Sistemi- Elektronik Menkul Transfer Sistemi,
<https://www.tcmb.gov.tr/wps/wcm/connect/TR/TCMB+TR/Main+Menu/Temel+Faaliyetler/Odeme+Sistemleri/Turkiyedeki+Odeme+Sistemleri/Elektronik+Fon+Transfer+%28EFT%29+Sistemi> (E.T. 21.08.2020).

Türkiye Cumhuriyet Merkez Bankası, Ödeme Sistemleri,
<https://www.tcmb.gov.tr/wps/wcm/connect/TR/TCMB+TR/Main+Menu/Temel+Faaliyetler/Odeme+Sistemleri> (E.T. 21.08.2020).

Türk Dil Kurumu Sözlüğü, <https://sozluk.gov.tr/> (E.T. 21.01.2021).

YARGITAY KARARLARI

GENEL KURUL KARARLARI

YCGK., E. 2018/142, K. 2020/329, T. 30.6.2020, <https://www.lexpera.com.tr/> (E.T. 13.01.2021).

YCGK., E. 2016/420 K. 2020/7 T. 14.1.2020, <https://www.kazanci.com.tr> (E.T. 01.06.2021).

YCGK E. 2017/754, K. 2019/659, T. 14.11.2019, <https://www.kazanci.com.tr> (E.T. 16.11.2020).

YCGK E. 2015/8-960, K. 2019/467, T. 11.6.2019, <https://www.kazanci.com.tr> (E.T. 17.11.2020).

YCGK, E. 2017/8-172, K. 2019/361, T. 30.4.2019; <https://www.lexpera.com.tr/> (E.T. 23.07.2020).

YCGK E. 2017/120, K. 2019/135, K. 26.02.2019, <https://www.kazanci.com.tr> (E.T. 08.01.2021).

YCGK. E. 2018\12, K. 2018\160, T. 10.04.2018, <https://www.kazanci.com.tr> (E.T. 21.11.2020).

YCGK., E. 2017/654, K. 2017/333, T. 13.6.2017; <https://www.lexpera.com.tr/> (E.T. 23.07.2020).

YCGK E. 2015/23-1100, K. 2016/110, T. 8.3.2016, <https://www.kazanci.com.tr> (E.T. 28.07.2020).

YCGK E. 2015/412, K. 2015/286, T. 29.9.2015, <https://www.kazanci.com.tr> (E.T. 16.01.2021).

YCGK E. 2013/666, K. 2015/91, T. 07.04.2015, <https://www.kazanci.com.tr> (E.T. 08.01.2021).

YCGK E. 2013/465, K. 2014/276, T. 20.05.2014, <https://www.kazanci.com.tr> (E.T. 16.01.2021).

YCGK E. 2012/1368 K., 2014/179, T.08.04.2014; <https://www.kazanci.com.tr> (E.T. 16.11.2020).

YCGK E. 2012/15-1293, K. 2013/111, T. 2.4.2013, <https://www.kazanci.com.tr> (E.T. 25.06.2020).

YCGK E. 2011/8-335, K. 2012/1804, T. 09.10.2012, <https://www.kazanci.com.tr> (E.T. 16.01.2021).

YCGK E. 2011/6-166, K. 2011/213, T. 18.10.2011, <https://www.lexpera.com.tr/> (E.T. 13.01.2021).

YCGK E. 2010/11-17, K. 2010/65, T. 30.3.2010; <https://www.kazanci.com.tr> (E.T. 12.11.2020).

YCGK E. 2009/11-193, K. 2009/268, T. 17.11.2009, <https://www.kazanci.com.tr> (E.T. 16.11.2020).

YCGK E. 2009/11-193, K. 2009/268, T. 17.11.2009, <https://www.kazanci.com.tr> (E.T. 28.07.2020).

YCGK E. 2008/11-127, K. 2008/147, T. 27.5.2008, <https://www.kazanci.com.tr> (E.T. 08.01.2021).

YCGK E. 2007/6-136, K. 2007/150, T. 19.6.2007, <http://www.kazanci.com.tr> (E.T. 27.11.2020).

YCGK, E.2017/11-211, k. 2017/259, T. 9.5.2017, <http://www.kazanci.com.tr> (E.T. 20.01.2021).

YCGK E. 2001/76-30, K. 2001/757, T.10.04.2001, <http://www.kazanci.com.tr> (E.T. 27.11.2020).

YCGK E. 2000/6-62, K. 2000/72, T. 11.4.2000, <http://www.kazanci.com>, (E.T. 20.11.2020).

DAİRE KARARLARI

Yargıtay 13. C.D., E. 2020/7212, K. 2020/11651, T. 18.11.2020, <https://www.lexpera.com.tr/> (E.T. 23.07.2020).

Yargıtay 15. C.D., E. 2017/27285, K. 2020/10235, T. 20.10.2020, <https://www.kazanci.com.tr> (55.03.2021).

Yargıtay 8. C.D. E. 2019/19132, K. 2020/16466, T. 05.10.2020, <https://www.kazanci.com.tr> (E.T. 17.02.2021).

Yargıtay 15. C.D. E. 2019/1555, K. 2020/9075, T. 24.9.2020, <https://www.kazanci.com.tr> (E.T. 16.01.2021).

Yargıtay 8. C.D., E. 2019/19925, K. 2020/15872, T. 23.9.2020, <https://www.kazanci.com.tr> (E.T. 16.01.2021).

Yargıtay 8. CD., E. 2018/5228 K. 2020/15879 T. 23.9.2020, <https://www.kazanci.com.tr> (E.T. 17.11.2020).

Yargıtay 8. C.D. E. 2019/28771, K. 2020/13318, T. 15.06.2020, <https://www.kazanci.com.tr> (E.T. 08.01.2021).

Yargıtay 13. CD., E. 2020/41, K. 2020/5404, T. 11.6.2020; <https://www.kazanci.com.tr> (55.03.2021).

Yargıtay 17. C.D. E. 2019/11769, K. 2020/4352, T. 2.6.2020, <https://www.kazanci.com.tr> (E.T. 16.11.2020).

Yargıtay 2. C.D., E. 2020/10257, K. 2020/4795, T. 1.6.2020, <https://www.kazanci.com.tr> (E.T. 19.11.2020);

Yargıtay 17. C.D. E. 2019/13397, K. 2020/1080, T. 21.1.2020, <https://www.kazanci.com.tr> (E.T. 12.01.2021).

Yargıtay 8. CD., E. 2018/12533 K. 2020/764 T. 15.1.2020 <https://www.kazanci.com.tr> (E.T. 17.11.2020).

Yargıtay 15. C.D., E. 2017/10518, K. 2020/40, T. 13.1.2020, <https://www.kazanci.com.tr> (E.T. 18.11.2020).

Yargıtay 8. C.D. E. 2018/10496, K. 2020/224, T. 8.1.2020, <https://www.kazanci.com.tr> (E.T. 18.11.2020).

Yargıtay 8. C.D. E. 2018/9676, K. 2019/15253, T. 18.12.2019, <https://www.kazanci.com.tr> (E.T. 17.11.2020).

Yargıtay 8. C.D., E. 2019/13612, K. 2019/14043, T. 2.12.2019, <https://www.kazanci.com.tr> (E.T. 19.11.2020).

Yargıtay 17. C.D. E. 2019/9167, K. 2019/11863, T. 7.10.2019, <https://www.kazanci.com.tr> (E.T. 16.11.2020).

Yargıtay 8. C.D. E. 2019/12222, K. 2019/11844, T. 7.10.2019, <https://www.kazanci.com.tr> (E.T. 12.01.2021).

Yargıtay 8. C.D., E. 2018/687, K. 2019/10981, T. 19.9.2019, <https://www.kazanci.com.tr> (E.T. 12.01.2021).

- Yargıtay 8. C.D. E. 2018/8426, K. 2019/10752, T. 17.9.2019, <https://www.lexpera.com.tr/> (E.T. 23.07.2020).
- Yargıtay 15. C.D. E. 2019/5191, K. 2019/8342, T. 16.9.2019, <https://www.lexpera.com.tr/> (E.T. 23.07.2020).
- Yargıtay 15. C.D. E. 2018/114, K. 2019/7844, T. 11.7.2019, <https://www.kazanci.com.tr> (E.T. 21.11.2020).
- Yargıtay 8. C.D., E. 2018/11842, K. 2019/9335, T. 2.7.2019, <https://www.kazanci.com.tr> (E.T. 16.11.2020).
- Yargıtay 8. C.D., E. 2017/26189, K. 2019/9170, T. 1.7.2019, <https://www.kazanci.com.tr> (E.T. 19.11.2020).
- Yargıtay 8. C.D., E. 2019/9326, K. 2019/9173, T. 1.7.2019, <https://www.kazanci.com.tr> (E.T. 16.01.2021).
- Yargıtay 8. C.D., E. 2017/25830, K. 2019/9052, T. 27.6.2019, <https://www.kazanci.com.tr> (E.T. 12.01.2021).
- Yargıtay 15. C.D., E. 2017/9003, K. 2019/7168, T. 24.6.2019, <https://www.kazanci.com.tr> (55.03.2021).
- Yargıtay 15. C.D., E. 2019/1914, K. 2019/6983, T. 20.6.2019, <https://www.kazanci.com.tr> (E.T. 08.01.2021).
- Yargıtay 15. C.D., E. 2019/4598, K. 2019/6745, T. 17.6.2019; <https://www.kazanci.com.tr> (E.T. 16.11.2020).
- Yargıtay 8. C.D., E. 2018/11358, K. 2019/10541, T. 16.9.2019, <https://www.kazanci.com.tr> (E.T. 08.01.2021).
- Yargıtay 17. C.D., E. 2018/6724, K. 2019/8597, T. 10.6.2019, <https://www.kazanci.com.tr> (E.T. 08.01.2021).
- Yargıtay 15. C.D., E. 2019/1930, K. 2019/6537, T. 29.5.2019, <https://www.kazanci.com.tr> (E.T. 08.01.2021).
- Yargıtay 8. C.D., E. 2019/11094, K. 2019/7624, T. 27.5.2019, <https://www.kazanci.com.tr> (E.T. 12.01.2021).
- Yargıtay 8. C.D. E. 2017/15234, K. 2019/6568, T. 9.5.2019, <https://www.kazanci.com.tr> (E.T. 19.01.2021).
- Yargıtay 15. C.D. E. 2017/7260, K. 2019/5304, T. 9.5.2019, <https://www.kazanci.com.tr> (E.T. 08.01.2021).
- Yargıtay 15. C.D., E. 2019/3014, K. 2019/4818, T. 6.5.2019, <https://www.kazanci.com.tr> (E.T. 19.01.2021).

- Yargıtay 15. C.D., E. 2017/2999, K. 2019/4074, T. 18.4.2019, <https://www.kazanci.com.tr> (E.T. 17.01.2021).
- Yargıtay 2. C.D. E. 2018/1984, K. 2019/7470, T. 17.4.2019, <https://www.kazanci.com.tr> (E.T. 16.11.2020).
- Yargıtay 2. C.D., E. 2018/1984, K. 2019/7470, T. 17.4.2019, <https://www.kazanci.com.tr> (E.T. 21.11.2020).
- Yargıtay 8. C.D. E. 2019/2020, K. 2019/5376, T. 15.4.2019, <https://www.kazanci.com.tr> (E.T. 16.01.2021).
- Yargıtay 2. C.D., E. 2017/5171, K. 2019/7171, T. 11.4.2019, <https://www.kazanci.com.tr> (E.T. 16.11.2020).
- Yargıtay 17. C.D., E. 2018/2552, K. 2019/4905, T. 8.4.2019, <https://www.kazanci.com.tr> (E.T. 16.11.2020).
- Yargıtay 8. C.D., E. 2017/18106, K. 2019/4624, T. 1.4.2019, <https://www.kazanci.com.tr> (E.T. 21.11.2020).
- Yargıtay 8. C.D. E. 2018/7643, K. 2019/4062, T. 21.3.2019, <https://www.kazanci.com.tr> (E.T. 16.11.2020).
- Yargıtay 8. C.D., E. 2017/16126, K. 2019/3801, T. 18.3.2019, <https://www.kazanci.com.tr> (E.T. 17.01.2021).
- Yargıtay 8. C.D., E. 2017/18198, K. 2019/3777, T. 18.3.2019, <https://www.kazanci.com.tr> (E.T. 16.11.2020).
- Yargıtay 15. C.D., E. 2017/5253, K. 2019/2133, T. 13.3.2019, <https://www.lexpera.com.tr/> (E.T. 23.07.2020).
- Yargıtay 8. C.D., E. 2017/15649, K. 2019/2997, T. 4.3.2019, <https://www.kazanci.com.tr> (E.T. 08.01.2021).
- Yargıtay 8. C.D. E. 2018/10314, K. 2019/2996, T. 4.3.2019, <https://www.kazanci.com.tr> (E.T. 08.01.2021).
- Yargıtay 8. C.D. E. 2019/2020, K. 2019/5376, T. 15.4.2019, <https://www.kazanci.com.tr> (E.T. 16.01.2021).
- Yargıtay 8. C.D., E. 2018/10193, K. 2019/4564, T. 1.4.2019, <https://www.kazanci.com.tr> (E.T. 16.01.2021).
- Yargıtay 8. C.D. E. 2017/18106, K. 2019/4624, T. 1.4.2019, <https://www.kazanci.com.tr> (E.T. 16.11.2020).
- Yargıtay 8. C.D., E. 2017/15649, K. 2019/2997, T. 4.3.2019, <https://www.kazanci.com.tr> (15.07.2020).

- Yargıtay 2. C.D., E. 2019/504, K. 2019/3406, T. 25.2.2019, <https://www.kazanci.com.tr> (E.T. 08.01.2021).
- Yargıtay 8. C.D., E. 2018/6474, K. 2019/2170, T. 18.2.2019, <https://www.kazanci.com.tr> (E.T. 09.12.2020).
- Yargıtay 13. C.D., E. 2016/20033, K. 2018/11614, T. 17.9.2018, <https://www.kazanci.com.tr> (15.07.2020).
- Yargıtay 17. C.D., E. 2016/12466, K. 2018/9743, T. 2.7.2018, <https://www.kazanci.com.tr> (15.07.2020).
- Yargıtay 8. C.D. E. 2017/25296, K. 2018/5611, T. 21.5.2018, <https://www.kazanci.com.tr> (E.T. 16.01.2021).
- Yargıtay 8. C.D. E. 2017/19011, K. 2018/876, T. 01.02.2018, <https://www.kazanci.com.tr> (E.T. 19.11.2020).
- Yargıtay 11. C.D. E. 2017/4674, K. 2017/9054, T. 18.12.2017, <https://www.kazanci.com.tr> (E.T. 16.01.2021).
- Yargıtay 11. C.D. E. 2017/5136, K. 2017/8449, T. 30.11.2017, <https://www.kazanci.com.tr> (E.T. 17.01.2021).
- Yargıtay 19. H.D. E. 2016/12557, K. 2017/7059, T. 18.10.2017, <https://www.kazanci.com.tr> (15.07.2020).
- Yargıtay 8. C.D. E. 2016/10091. K. 2017/6652, T. 7.6.2017, <https://www.kazanci.com.tr> (E.T. 16.01.2021).
- Yargıtay 8. CD., E. 2016/10951, K. 2017/6370, T. 31.5.2017, <https://www.kazanci.com.tr> (E.T. 15.11.2020).
- Yargıtay 13. CD., E. 2015/16126, K. 2017/5483, T. 16.5.2017, <https://www.kazanci.com.tr> (E.T. 13.11.2020).
- Yargıtay 8. C.D. E. 2016/10056, K. 2016/10776, T. 24.11.2016, <https://www.kazanci.com.tr> (E.T. 13.11.2020).
- Yargıtay 8. CD. E. 2016/1579, K. 2016/8464, T. 27.6.2016, <https://www.kazanci.com.tr> (E.T. 13.11.2020).
- Yargıtay 8. C.D. E. 2016/3218, K. 2016/8261, T. 21.06.2016, <https://www.kazanci.com.tr> (E.T. 16.11.2020).
- Yargıtay 15. C.D. E. 2016/1333, K. 2016/5921, T. 07.06.2016, <https://www.kazanci.com.tr> (E.T. 19.11.2020).
- Yargıtay 8. CD. E. 2016/3489, K. 2016/8103, T. 25.5.2016, <https://www.kazanci.com.tr> (E.T. 12.11.2020).

- Yargıtay 8. C.D., E. 2016/2868, K. 2016/6401, T. 11.5.2016, <https://www.kazanci.com.tr> (E.T. 12.01.2021).
- Yargıtay 15. C.D. E. 2013/27499, K. 2016/3071, T. 6.4.2016, <https://www.kazanci.com.tr> (E.T. 08.01.2021).
- Yargıtay 8. C.D. E. 2015/11067, K. 2016/4328, T. 31.3.2016, <https://www.kazanci.com.tr> (E.T. 16.11.2020)
- Yargıtay 17. C.D., E. 2015/8866, K. 2016/3316, T. 14.3.2016, <https://www.kazanci.com.tr> (E.T. 16.11.2020)
- Yargıtay 8. CD. E. 2015/15640, K. 2016/2735, T. 7.3.2016, <https://www.kazanci.com.tr> (E.T. 16.11.2020).
- Yargıtay 17. C.D. E. 2015/27140, K. 2016/2537, T. 1.3.2016, <https://www.kazanci.com.tr> (E.T. 16.11.2020).
- Yargıtay 8. C.D. 2015/13644, K. 2016/2037, T. 23.02.2016, <https://www.lexpera.com.tr/> (E.T. 13.01.2021).
- Yargıtay 8. C.D. E. 2015/14822, K. 2016/441, T. 18.01.2016, <https://www.kazanci.com.tr> (E.T. 12.01.2021).
- Yargıtay 8. C.D., E. 2015/9396, K. 2015/25779, T. 14.12. 2015, <https://www.lexpera.com.tr/> (E.T. 13.01.2021).
- Yargıtay 8. C.D. E. 2015/12474, K. 2015/25493, T. 9.12.2015, <https://www.kazanci.com.tr> (E.T. 12.01.2021).
- Yargıtay 23. C.D. E. 2015/14883, K. 2015/7645, T. 7.12.2015, <https://www.kazanci.com.tr> (E.T. 18.11.2020).
- Yargıtay 15. C.D., E. 2015/14323, K. 2015/31909, T. 7.12.2015, <https://www.lexpera.com.tr/> (E.T. 23.07.2020).
- Yargıtay 8. C.D. E. 2015\8163, K. 2015\23755, T. 02.11.2015, <https://www.kazanci.com.tr> (E.T. 08.01.2021).
- Yargıtay 8. CD., E. 2015/3115 K. 2015/23443 T. 26.10.2015, <https://www.kazanci.com.tr>, (E.T. 13.11.2020).
- Yargıtay 13. C.D., E. 2014/15991, K. 2015/4660, T. 16.3.2015, <https://www.kazanci.com.tr>, (E.T. 13.11.2020).
- Yargıtay 8. C.D. 2015/3465, K. 2015/13958, T. 13.03.2015, <https://www.kazanci.com.tr>, (E.T. 13.11.2020).
- Yargıtay 8. C.D., E. 2014/38107, K. 2015/ 690, T. 12.01.2015, <https://www.kazanci.com.tr> (E.T. 08.01.2021).

Yargıtay 8. C.D. E. 2014/18437, K. 2014/28169, T. 26.11.2014, <https://www.kazanci.com.tr> (E.T. 08.01.2021).

Yargıtay 8. C.D. E. 2014/21811, K. 2014/24673, T. 5.11.2014, <https://www.kazanci.com.tr> (E.T. 17.11.2020).

Yargıtay 8. C.D. E. 2014/8029, K. 2014/20239, T. 18.9.2014, <https://www.kazanci.com.tr>, (E.T. 13.11.2020).

Yargıtay 8. C.D. E. 2013/19446, K. 2014/11361, T. 05.05.2014, <https://www.kazanci.com.tr> (E.T. 19.01.2021).

Yargıtay 8. C.D., E. 2013/11670, K. 2014/10378, T. 24.4.2014, <https://www.lexpera.com.tr/> (E.T. 13.01.2021).

Yargıtay 8. C.D. E. 2013/15175, K. 2014/10448, T. 24.4.2014, <https://www.kazanci.com.tr> (E.T. 16.11.2020).

Yargıtay 4. C.D. E. 2013/29381, K. 2014/12351, T. 17.4.2014, <https://www.lexpera.com.tr/> (E.T. 13.01.2021).

Yargıtay 8. C.D. E. 2014/3567, K. 2014/8440, T. 2.4.2014, <https://www.kazanci.com.tr> (E.T. 16.01.2021).

Yargıtay 15. C.D., E. 2012/8740, K. 2014/2642, T. 13.2.2014, <https://www.kazanci.com.tr> (E.T. 08.01.2021).

Yargıtay 13. H. D. E. 2013/5346, K. 2013/16789, T. 19.6.2013, <https://www.kazanci.com.tr> (15.07.2020).

Yargıtay 11. C.D. E. 2012/2110, K. 2013/9973, T. 12.6.2013, <https://www.kazanci.com.tr> (E.T. 17.01.2021).

Yargıtay 11. CD., E. 2011/10450, K. 2013/7470, T. 8.5.2013, <https://www.kazanci.com.tr> (E.T. 17.11.2020).

Yargıtay 11. CD. E. 2011/7320, K. 2013/5501, T. 3.4.2013, <https://www.lexpera.com.tr/> (E.T. 13.01.2021).

Yargıtay 5. C.D. E. 2011/7846, K. 2013/2067, T. 20.03.2013, <https://www.lexpera.com.tr/> (E.T. 23.07.2020).

Yargıtay 11. CD., E. 2008/20553 K. 2012/428 T. 17.01.2012, <https://www.lexpera.com.tr/> (E.T. 13.01.2021).

Yargıtay 11. C.D. E. 2008/2533, K. 2010/12765, T. 10.11.2010, <https://www.lexpera.com.tr/> (E.T. 23.07.2020).

Yargıtay 11. CD. E. 2009/22925, K. 2010/11207, T. 14.10.2010, <https://www.kazanci.com.tr> (E.T. 19.11.2020).

Yargıtay 11. C.D. E. 2010/7788, K. 2010/11083, T. 13.10.2010, <https://www.kazanci.com.tr> (E.T. 16.11.2020).

Yargıtay 11. CD., E. 2007/5251, K. 2010/2624, T. 10.3.2010, <https://www.kazanci.com.tr> (E.T. 18.11.2020).

Yargıtay 11. C.D., 1728-15597, T. 09.12.2009 Ali Parlar, **Türk Ceza Hukukunda Bilişim Suçları**, Ankara: Bilge Kitabevi, 2011, s. 72.

Yargıtay 11 C.D., E. 2007/849, K. 2009/14539, T. 24.11.2009, <https://www.lexpera.com.tr/> (E.T. 23.07.2020).

Yargıtay 11. C.D. E. 2009/630, K. 2009/4067, T. 09.04.2009, <https://www.lexpera.com.tr/> (E.T. 13.01.2021).

Yargıtay 11 C.D., E. 2008/11610, K. 2008/13495, T. 16.12.2008, <https://www.lexpera.com.tr/> (E.T. 23.07.2020).

Yargıtay 11. C.D. E. 2008/13771, K. 2008/11018, T. 03.11.2008, <https://www.kazanci.com.tr> (E.T. 08.01.2021).

Yargıtay 11. C.D. E. 2007/8458, K. 2008/915, T. 20.2.2008, <https://www.kazanci.com.tr> (E.T. 16.01.2021).

Yargıtay 11. C.D. E. 2007/7255, K. 2007/7837, T. 12.11.2007, <https://www.kazanci.com.tr> (E.T. 19.11.2020).

Yargıtay 11. CD., E. 2006/5949, K. 2007/1, T. 9.1.2007, <https://www.kazanci.com.tr> (E.T. 18.11.2020).

Yargıtay 11. C.D. 7203-9808, T. 04.12.2006, Mesut Budak, **Banka veya Kredi Kartlarının Kötüye Kullanılması Suçu**, Polis Akademisi Başkanlığı, Güvenlik Bilimleri Enstitüsü, Yüksek Lisans Tezi, 2009, s. 70.

Yargıtay 11. C.D. E. 2006/1856, K. 2006/3468, T. 26.04.2006, <https://www.kazanci.com.tr> (E.T. 17.01.2021).

Yargıtay 6. C.D., E. 2004/6254, K. 2006/3200, T. 30.03.2006, <https://www.kazanci.com.tr> (E.T. 16.11.2020).

Yargıtay 10. Ceza Dairesi E. 2004/14311 K. 2004/10906 T. 2.11.2004, <https://www.kazanci.com.tr> (E.T. 11.09.2020).

Yargıtay 11. C.D. E. 2003/8507, K. 2004/5914, T. 29.6.2004, <https://www.kazanci.com.tr> (21.11.2020).

Yargıtay 6. C.D. E. 2003/558, K. 2004/4634, T. 13.4.2004; <https://www.kazanci.com.tr> (E.T. 11.09.2020).

- Yargıtay 6. C.D. E. 2003/2334, K. 2004/6214, T. 18.5.2004,
<https://www.kazanci.com.tr>(21.12.2020).
- Yargıtay 6. C.D. E. 2002/23728, K. 2004/3131, T. 18.3.2004,
<https://www.kazanci.com.tr> (E.T. 11.12.2020).
- Yargıtay 6. C.D. E. 2002/18241, K. 2003/7415, T. 23.10.2003,
<https://www.kazanci.com.tr> (E.T. 29.12.2020).
- Yargıtay 11. C.D. E. 2002/11255, K. 2002/8921, T. 13.11.2002,
<https://www.kazanci.com.tr>(21.12.2020).
- Yargıtay 6. C.D. E. 2002/2418, K. 2002/4937, T. 11.4.2002,
<https://www.kazanci.com.tr>(21.12.2020).
- Yargıtay 11. C. D. E. 2002/2517, K. 2002/2929, T. 8.4.2002,
<https://www.kazanci.com.tr> (E.T. 30.12.2020).
- Yargıtay 6. C.D. E. 2001/11067, K. 2001/10750, T. 17.9.2001;
<https://www.kazanci.com.tr> (E.T. 12.10.2020).
- Yargıtay 11. C.D. E. 1999/4873, K. 1999/6396, T. 20.9.1999,
<https://www.kazanci.com.tr> (E.T. 23.11.2020)
- Yargıtay 6. C.D. E. 1999/2418, K. 1999/2370, T. 26.4.1999,
<https://www.kazanci.com.tr> (E.T. 23.12.2020)
- Yargıtay 6. C.D. E. 1998/12638, K. 1999/1628, T. 24.3.1999,
<https://www.kazanci.com.tr> (E.T. 23.12.2020)
- Yargıtay 6. C.D. E. 1998/10848, K. 1998/10939, T. 26.11.1998,
<https://www.kazanci.com.tr> (E.T. 12. 11.2020).
- Yargıtay 19. H.D., E. 1996/3275, K. 1996/9735, T. 6.11.1996,
<https://www.kazanci.com.tr> (E.T. 25.06.2020).

TEZ ONAY SAYFASI

Üniversite : T.C. GALATASARAY ÜNİVERSİTESİ
Enstitü : SOSYAL BİLİMLER ENSTİTÜSÜ
Hazırlayanın Adı Soyadı : Eda Taştemür
Tez Başlığı : Türk Ceza Hukukunda Banka veya Kredi Kartlarının Kötüye
Kullanılması Suçu
Savunma Tarihi : 25/06/2021
Danışmanı : Doç. Dr. E. Eylem Aksoy Retornaz

JÜRİ ÜYELERİ

Unvanı, Adı Soyadı

Doç. Dr. E. Eylem Aksoy Retornaz

Doç. Dr. Pınar Memiş Kartal

Dr. Sinan Altunç.

Prof. Dr. M. Yaman ÖZTEK

Enstitü Müdürü